

Mémoire de fin d'études

Présenté pour l'obtention du diplôme d'Ingénieur Agronome
Mention/Option : Développement Agricole et Rural au Sud
Spécialité : Marchés, Organisations, Qualité, Services pour les agricultures du Sud

La formation de masse des jeunes ruraux à Madagascar : éléments de réflexion pour la définition du concept à travers l'étude des régions Analamanga, Atsinanana et Itasy



par Audrey BOUSSAoud, Lucie POLINE et Lova RAKOTOSON

Année de soutenance : 2016

Organisme d'accueil : FORMAPROD

Mémoire de fin d'études

**Présenté pour l'obtention du diplôme d'Ingénieur Agronome
Mention/Option : Développement Agricole et Rural au Sud
Spécialité : Marchés, Organisations, Qualité, Services pour les agricultures
du Sud**

La formation de masse des jeunes ruraux à Madagascar : éléments de réflexion pour la définition du concept à travers l'étude des régions, Analamanga, Atsinanana et Itasy

par Audrey BOUSSAOU, Lucie POLINE et Lova RAKOTOSON

Année de soutenance : 2016

**Mémoire préparé sous la direction de : Christophe LESUEUR, Betty WAMPFLER
Maître de stage : Lucien RANARIVELO**

Organisme d'accueil : FORMAPROD

Présenté le : 24 octobre 2016

Devant le jury :

Lucien RANARIVELO

Christophe LESUEUR, Betty WAMPFLER

Silué MÈHIN

Résumé

A Madagascar, pour faire face aux enjeux de l’insertion professionnelle de cohortes de jeunes toujours plus grandes, le programme national malgache FORMAPROD, oeuvrant pour la Formation Professionnelle et l’Amélioration de la Productivité Agricole, a parmi ses objectifs la formation et l’insertion de 100 000 jeunes ruraux en 10 ans (2013-2023). Après 3 ans de réalisation, il a été constaté que les stratégies entreprises jusqu’à présent ne suffiront pas pour atteindre cet objectif dans le temps imparti et avec les moyens financiers à disposition. Le concept de « formation de masse » a été soulevé comme l’une des réponses à cet enjeu. Une réflexion au niveau national est menée en parallèle pour définir ce concept dans le contexte malagasy afin de poser un cadre national de la formation agricole et rurale de masse, qui s’adresse à l’ensemble des ruraux.

Les régions Analamanga, Atsinanana et Itasy ont constitué les zones d’étude des trois stages engagés par FORMAPROD afin d’apporter des éléments de réflexion sur la “massification” de la formation auprès des jeunes ruraux malgaches. Des études qualitatives auprès de trois types d’acteurs ont été effectuées : jeunes, dispositifs de formation et acteurs institutionnels et économiques. Ces études ont montré que, dans leur grande majorité, les jeunes ne sont pas proactifs dans la construction de leurs parcours professionnels. Ceux-ci sont façonnés en fonction de la situation socio-économique de leur famille, du réseau familial et socioprofessionnel dont ils disposent, mais aussi de l’accessibilité et du niveau de développement de leur lieu de vie. Parmi les types de dispositifs de formation existants, comme la formation modulaire courte et la formation par apprentissage, des éléments intéressants peuvent inspirer le dispositif de formation de masse à construire. La coordination et la collaboration entre les acteurs permettront d’évoluer vers une formation de masse pérenne et adaptée aux jeunes. L’appui du programme FORMAPROD à différents niveaux, auprès des différents acteurs, est indispensable pour l’atteinte de cet objectif.

Mots clés

Jeunes ruraux ; dispositif de formation ; formation de masse ; Madagascar ; Stratégie Nationale de Formation Agricole et Rurale

Abstract

Title : Mass training in Madagascar : elements for reflection to define the concept thanks to the study of the three regions of Analamanga, Atsinanana and Itasy

Madagascar is facing big issues year after year concerning the occupational integration of its cohorts of young rural populations. The national programme FORMAPROD, for Vocational Training and Improvement of Agricultural Productivity, has set the goal of training and accompanying 100 000 young people over a period of ten years (2013-2023). After three years of implementation, it appeared that the strategy should be reviewed to meet the objectives in the allotted time and with the available financial resources. Mass training is a recent concept which has been raised in response to these issues. Discussions around the concept are also underway within the Direction of Agricultural and Rural Training to provide a national framework for mass training.

The regions of Analamanga, Atsinanana and Itasy has been chosen as field of study for the three internships committed by FORMAPROD to feed the ongoing reflections on massification of vocational training towards rural youth. Qualitative studies have been conducted on three main types of actors : rural youth, organizations conducting training activities in rural areas, and local economic and institutional actors. The studies show that young rural populations are not proactive in building their professional project. The economic situation of their family, their family and socio-professional network, but also the accessibility and level of development of their place of life determine their life course and professional orientations. The existing categories of training systems, such as short modular trainings or apprenticeship provide inspiring elements to elaborate a mass training system. The coordination and collaboration of all the actors will help progress to a sustainable large-scale training adapted to rural youth. The support of the programme FORMAPROD at all levels and to all actors is essential to reach this objective.

Key words

Rural youth ; training system ; mass training ; Madagascar ; National Agricultural and Rural Strategy ; occupational integration

Remerciements

Il y a 6 mois, nous nous sommes engagées ensemble dans ce stage de fin d'études en raison du sujet qui nous a intriguées, des affinités qui nous lient et de notre envie commune de découvrir ou redécouvrir Madagascar sous un angle spécifique.

Nos remerciements vont tout d'abord à l'équipe pédagogique de l'option MOQUAS de l'IRC Supagro, qui nous ont accompagnées tout au long de cette année de spécialisation et nous ont donné les premières clés de compréhension du monde du développement agricole et rural dans les pays du Sud.

Nous remercions plus particulièrement nos tuteurs pédagogiques, Betty Wampfler et Christophe Lesueur, pour leur supervision au cours de ce stage. Un merci particulier à Betty Wampfler pour son soutien précieux et ses conseils éclairés, notamment lors de la mission d'appui qu'elle a effectuée à Madagascar.

Nous remercions également nos encadrants au sein du FORMAPROD, M. Lucien Ranarivelo et Mlle Salohy Rafanomezantsoa, pour leur encadrement et leur disponibilité tout au long du stage malgré les grands remaniements qu'a connu le programme et les charges conséquentes de travail induites.

Remerciements de Lova en région Analamanga

Je remercie tout d'abord Dieu de m'avoir donné la force et le courage pour franchir toutes les étapes de cette année de master.

Je ne saurais oublier que ce master a bénéficié d'un grand appui :

- Du Ministère français de l'agriculture /DGER à travers la bourse pour Jeune fonctionnaire International qui m'as permis d'effectuer les études à Montpellier dans des bonnes conditions.
- Du Réseau FAR International et du Programme FORMAPROD qui ont contribué au frais de formation.

Veillez accepter ma grande reconnaissance.

J'adresse ensuite ma profonde gratitude à :

- Mme Rasolofonirina Francine (DFAR/ MPAE) pour sa confiance, son soutien, sa compréhension avant et pendant cette année et aussi durant le stage.
- Cécile Durand : pour son soutien dans la préparation des dossiers de bourse avant ma venue à Montpellier, son accueil chaleureux à mon arrivé et sa disponibilité toute l'année.

Mes sincères remerciements à toutes les personnes qui m'ont accueillie et m'ont consacré de leur temps précieux lors du stage à Analamanga plus particulièrement l'EPR FORMAPROD Analamanga (Sissi, Dina, Mika), la responsable FAR de la DRAE Analamanga (Aina), le Bucas (Lanto et son équipe), Mr Christian (Tambatra fampanandrosoana, Commune Sabotsy Namehana), les jeunes et leur famille.

Merci à la promotion MOQUAS pour la bonne ambiance qui régnait toute l'année malgré les petits soucis lors des travaux de groupe. Grâce à vous, j'ai beaucoup appris et cette année loin de ma famille est passée très vite.

Merci à la communauté malagasy pour leur sympathie pendant mon séjour à Montpellier plus particulièrement Faniry, Fanja, Lalaina.

Merci à mes deux collègues Lucie et Audrey pour ces moments d'échange, de joie, de stress pendant le stage.

En dernier, et pas les moindre, un grand merci à mon mari Roméo et ma fille Amy, pour leur amour, leur patience ainsi qu'à mes parents pour leur précieux soutien.

Remerciements de Lucie en région Atsinanana

J'adresse mes remerciements à tous ceux qui m'ont accueillie et renseignée lors de mon travail en région Atsinanana c'est à dire toute l'équipe de la coopération décentralisée, Mme Sandrine de la SOMAFAR et Mme Sylvia de l'EPR FORMAPROD.

Claudia, merci d'avoir été une binôme et amie précieuse! Merci infiniment d'avoir rendu nos virées en brousse des moments aussi drôles, agréables et productifs. Merci aussi pour toutes tes pauses pour les photos d'environnementaliste, reste comme tu es!

Un immense merci à tous ceux qui ont égayé mes journées malgaches durant ces quatre mois par leur bonne humeur quotidienne et leur graine de baobab de folie, Victor et Léa, Johary, Margaux et Clémentine. Pour nos soirées improbables du rougail saucisse aux fléchettes en passant par les concerts et la plage, vous avez été des copains géniaux. Merci à Erick et Thierry de m'être fait me sentir à ce point chez moi au 501 et pour les soirées exceptionnelles qu'on a pu y passer, vivent les JO, le comptoir et les springboxes!

En parlant d'être chez soi, Lova, un immense merci d'avoir été notre maman/amie/guide touristique et de nous avoir fait découvrir ton pays et ta vie d'une manière géniale. Merci pour les cours de langues, lolo za! Merci à ta famille pour l'accueil et les moments inoubliables passés ensemble, adala be ianareo!

Merci infiniment également à tous mes proches de France, famille et amis, pour leur soutien d'abord à distance puis rapproché pendant toutes les galères de terrain et de rédaction.

Last but not least, les MOQUAS, merci d'avoir été vous, United Colors of MOQUAS. Cette dernière année d'étude a été et restera inoubliable pour moi, j'aurais énormément appris de nous! Je ne reviens toujours pas d'avoir eu la chance d'être là parmi vous et de partager tous ces moments incroyables et fous, "*Qui veut retrouver sa jeunesse, n'a qu'à reprendre ses folies.*" (Oscar Wilde, qui n'est pas dans la biblio!).

Remerciements d'Audrey en région Itasy

Je remercie chaleureusement M. Marie Ferdinand Rasonarisolo, correspondant FAR au sein de la DRAE Itasy, et Mme Niry Freddie Randriarimanga, directrice de la DRAE au moment du stage, pour avoir collaboré grandement à améliorer les conditions de terrain du stage. Merci à tous les acteurs impliqués dans la FAR en Itasy, qui m'ont consacré de leur temps

pour partager leurs acquis, leurs difficultés et faire avancer les réflexions. Une pensée particulière à tous les jeunes rencontrés, qui nous ont fait part de leurs expériences de vie et professionnelles.

Je remercie également ma coéquipière Fanomezantsoa Sabine Ravololona ; j'espère que ce stage lui a été bénéfique, malgré la complexité du sujet et les difficultés de compréhension que nous avons rencontrées.

Les derniers remerciements mais pas des moindres, vont à toutes les personnes avec qui j'ai partagé ces 4 mois. A ceux qui m'ont accueillie et ont partagé leur quotidien avec moi : M.Zaza, Mme Nivo et Mme Yvette, toute la famille de Manjaka, mais aussi à mes voisins de l'Aquitaine, Manon, David-Pierre, Rémy et à mes compères Manon et Matthieu. Un énorme merci à mon acolyte Marion pour sa bonne humeur, pour toutes les virées autour de Miarinarivo et le périple jusqu'au canal de Mozambique, qui resteront des moments forts de mon séjour malgache !

...Mirary soa daholo !

Bon vent aussi à tous les amis MOQUAS 2015, une année éclair passée avec vous, mais quelle année...un concentré d'émotions fortes, de concours de danse, de partages culinaires !
Merci pour tout !

Table des matières

Résumé.....	2
Abstract	3
Remerciements	4
Table des matières	8
Liste des tableaux	10
Liste des figures	10
Avant-Propos.....	12
Glossaire.....	13
Sigles et acronymes.....	14
Introduction	16
I. Contexte de l'étude	17
1. Eléments de démographie, agricoles et socio-économiques	17
2. Evolution des politiques de FAR.....	18
3. Acteurs nationaux et outils de mise en œuvre de la FAR	19
4. Analyse critique sur le fonctionnement de la FAR	20
5. Contexte d'émergence de la formation de masse	21
II. Problématique, objectifs et hypothèses	23
1. Problématique de l'étude.....	23
2. Objectifs de l'étude	23
3. Hypothèses	24
III. Le cadre d'analyse.....	25
1. Les trajectoires des jeunes et leur lien avec la formation.....	25
2. Les dispositifs de formation existants	26
3. L'environnement institutionnel et structurel	27
IV. Méthodologie appliquée.....	28
1. Étude bibliographique	28
2. Entretien avec le commanditaire	28
3. Sélection de la zone d'étude	28
4. Echantillonnage et méthodes d'enquête	29

V.	Etude spécifique de la région Analamanga	30
1.	Contexte démographique, économique et agricole de la zone d'étude	30
2.	Trajectoires des jeunes ruraux	34
3.	Analyse des dispositifs de formation pour la région Analamanga	40
4.	Les acteurs du territoire et leurs rôles dans la formation de masse	47
5.	Discussion et pistes de réflexion	54
6.	Conclusions de l'étude en région Analamanga	57
VI.	Etude spécifique de la région Atsinanana	58
1.	Contexte démographique, économique et agricole	58
2.	Les trajectoires des jeunes ruraux	62
3.	Les dispositifs de formation existants	70
4.	Acteurs de la formation de masse en orbite.....	75
5.	Acteurs publics Etat et FORMAPROD : le rôle de chacun dans la formation de masse.....	78
VII.	Etude spécifique de la région Itasy.....	82
1.	Contexte démographique, économique et agricole de la région.....	82
2.	Quelles trajectoires scolaires et professionnelles sont empruntées par les jeunes ruraux en région Itasy ?	86
3.	S'intéresser aux dispositifs existants pour valoriser les acquis.....	93
4.	Quelle implication des acteurs du territoire dans le développement d'une formation de masse ?	102
5.	Synthèse et pistes de réflexion pour la région Itasy	109
	Discussion générale.....	111
	Conclusion.....	113
	Bibliographie.....	114
	Annexes.....	117
	Résumé	148

Liste des tableaux

Tableau 1 : Définition de la formation de masse donnée par les acteurs aux ateliers d'échanges de mars 2016 organisés par la DFAR.....	22
Tableau 2: Forces, faiblesses, opportunités, menaces de la formation par apprentissage de PROSPERER	95
Tableau 3: Forces, faiblesses, opportunité, menace de la formation par les « Maîtres-Exploitants » d'Agrisud	97
Tableau 4: Situation de la DRAE en termes de capacité d'action en Itasy	104
Tableau 5 : Historique du financement du CSA Miarinarivo en région Itasy.....	105
Tableau 6 : Composition des 4 intercommunalités formées en région Itasy	108

Liste des figures

Figure 1: Pyramide des âges de la population à Madagascar, chiffres prospectifs pour 2020 (UNESCO, 2013)	17
Figure 2: Le cadre d'analyse et ses différentes dimensions, jeunes ruraux, dispositifs et acteurs de FAR	25
Figure 3: Grille d'analyse de la situation des jeunes ruraux et leur rapport à la formation	26
Figure 4: Grille d'analyse du fonctionnement des dispositifs de formation existants	26
Figure 5: Grille d'analyse du fonctionnement de l'environnement institutionnel	27
Figure 6 : Localisation de la Région Analamanga	30
Figure 7: Evolution de la population d'Analamanga en 10 ans.....	31
Figure 8: Pourcentage des jeunes d'Analamanga de moins de 30 ans.....	31
Figure 9: Localisation de la zone d'étude	32
Figure 10: Plaine de Laniera (auteur).....	33
Figure 11: Niveau d'instruction des jeunes déscolarisés	35
Figure 12: Formation modulaire courte	41
Figure 13: Formation par apprentissage FORMAPROD.....	45
Figure 14: Apprentissage chez un tuteur (auteur)	46
Figure 15: Carte de la région Atsinanana.....	59
Figure 16: Représentation schématique de la commune rurale d'Amboditandroho.....	60
Figure 17: Représentation schématique de la commune rurale d'Ambinaninony	61

Figure 18: langage avec des rames.....	66
Figure 19: Schéma bilan de l'environnement complexe du jeune rural et de ses flux principaux	66
Figure 20: Niveau maximum d'éducation des jeunes rencontrés selon leur résidence, en % ..	69
Figure 21: Schéma bilan de la situation des jeunes des communes non enclavées.....	69
Figure 22: Schéma de fonctionnement des dispositifs de formation de type modulaire (auteur)	71
Figure 23: Schéma de fonctionnement des dispositifs de formation de type par alternance (auteur)	72
Figure 24: Schéma de fonctionnement des dispositifs de formation de type fonctionnelle.....	73
Figure 25: Schéma de fonctionnement des dispositifs de formation de type en centre	74
Figure 26: Schéma bilan de l'articulation des acteurs territoriaux	80
Figure 27: Récapitulatif acteurs et rôles Atsinanana.....	81
Figure 28 : Localisation de la région Itasy (wikipedia, 2016)	82
Figure 29:Pyramide des âges selon le sexe en région Itasy	82
Figure 30:Le lac Itasy, 3 ^e plus grand lac de Madagascar, formé sur des terres volcaniques ...	83
Figure 31:Localisation des zones d'enquête sur les communes d'Analavory et de Manazary	84
Figure 32: Niveaux scolaires atteints au sein de l'échantillon de jeunes, dans les communes Analavory et Manazary de la région d'Itasy	86
Figure 33 : Schéma du dispositif de formation par apprentissage mis en oeuvre par PROSPERER	94
Figure 34: Schéma du dispositif de formation en cascade mis en oeuvre par Agrisud.....	96
Figure 35 : Processus théorique de collecte de l'information, du terrain aux STD	103

Avant-Propos

La « formation de masse » pour la diffusion des connaissances et compétences en zone rurale est un concept qui interpelle et engage de plus en plus la réflexion à l'échelle internationale depuis quelques années. Les trois stages déployés par FORMAPROD ont été l'occasion d'éclaircir ce concept plein de promesses mais encore obscur et pour le moins complexe.

Le contenu de ce rapport est partiellement tiré de rapports statistiques, études nationales et plans de développement de Madagascar, qui, compte-tenu de la crise politique survenue en 2009, n'ont pour la plupart pas été mis à jour. Certaines données peuvent donc s'éloigner des tendances actuelles. Les données issues de monographies des communes, de documents cadres régionaux (plan régional de développement, schéma régional d'aménagement territorial), sont également à prendre avec précaution, car elles sont souvent construites sur des bases déclaratives et réalisées avec les moyens aléatoires des collectivités territoriales.

De nombreux remaniements institutionnels se sont produits au cours du déroulement des stages, avec la mise en place du nouveau Ministère auprès de la Présidence en charge de l'Agriculture et de l'Élevage, les procédures de remplacement des représentants des directions affiliées (DRAE) en région et la mise en place d'un nouvel organigramme. Les éléments de contexte institutionnels qui seront décrits dans ce rapport sont ceux qui prévalaient avant ces remaniements.

Glossaire

Décentralisation : Procédé technique qui consiste à conférer/ transférer des pouvoirs de décision à des organes locaux, autonomes, distincts de ceux de l'Etat. Ces organes, appelés autorités décentralisées, règlent les problèmes d'intérêt local, tandis que l'autorité centrale prend en charge ceux présentant un intérêt national.

Déconcentration : Procédé technique qui consiste à déléguer / conférer des pouvoirs centraux. Ces organes appelés autorités déconcentrées sont des rouages de l'autorité centrale.

Dispositif de formation : Ensemble structuré et cohérent de pratiques, de méthodes, d'institutions, de moyens, de règlements, visant à atteindre un objectif déterminé, pour un public donné en fonction d'une situation initiale et d'un environnement donné.

Fokontany : Subdivision administrative de base au niveau de la commune, Il peut comprendre des hameaux, des villages, des secteurs ou des quartiers.

Formation: Processus d'acquisition de connaissances, de compétences, de qualification qui se déroule dans le temps, avec des moments situés dans un espace social déterminé.

Formation initiale : La formation initiale recouvre toutes les études primaires, secondaires, techniques, supérieures ainsi que l'apprentissage, dans la mesure où il n'y a pas eu d'interruption de plus d'un an, sauf pour raison de santé, service national ou cas de force majeure.

Formation continue : La formation continue inclut toutes formations suivies en dehors de la formation initiale. Elle a pour but d'assurer aux salariés, employés ou demandeurs d'emploi, une formation destinée à conforter, améliorer ou acquérir des connaissances professionnelles.

Formation par alternance : Formation initiale combinant à la fois des enseignements théoriques générales et une expérience professionnelle en temps partagé en organisme de formation et en entreprise.

Pérennité : Caractère de ce qui dure, caractéristique des effets qui se poursuivent au-delà de la fin du projet ou de la politique ; la pérennité mesure la viabilité et la reproductibilité des dispositifs mis en place.

Projet professionnel : Formalisation d'une évolution souhaitée par un individu de la situation professionnelle qu'il envisage. Elle peut indiquer les moyens et modalités nécessaires à la réalisation du projet.

Sous-emploi : constitué des actifs occupés travaillant à temps partiel qui souhaitent travailler davantage et sont disponibles pour le faire lors de la semaine de référence sur laquelle porte l'enquête, qu'ils recherchent un autre emploi ou non. S'ajoutent à ces individus, ceux ayant involontairement travaillé moins que d'habitude (« chômage technique ou partiel »).

Sigles et acronymes

AVB : Agents Vulgarisateurs de Base

AVSF : Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières

Bucas : Bureau de Coordination des actions sociales

CAFPA : Centre d'Appui et de Formation Professionnelle Agricole

CDF : Comité de Développement du Fonkontany

CEFAR : Centre et Etablissement de Formation Agricole et Rurale

CEFTAR : Centre de Formation de Techniciens Animateurs Ruraux

CEG : Collège d'Enseignement Général

CFP : Centre de Formation Professionnel

CIP : Conseiller en Insertion Professionnel

CIRDR : Circonscription Régionale de Développement Rural

CMR : Centres des Métiers Ruraux

CNFAR : Conseil National de la Formation Agricole et Rurale

CRFPA : Centre Régional de Formation Professionnel Agricole

CRFAR : Conseil Régional de la Formation Agricole et Rurale

CSA : Centre de Service Agricole

CTD : Collectivité Territoriale Décentralisée

CTHT : Centre Technique Horticole de Tamatave

DFAR : Direction de la Formation Agricole et Rurale

DRAE : Direction Régionale de l'Agriculture et de l'Elevage

DRDA : Direction Régionale de Développement Rural

EPM : Enquête Permanente auprès des Ménage

EPP : Ecole Primaire Publique

FAR : Formation Agricole et Rurale

FDA : Fond de Développement Agricole

FDL : Fond de Développement Local

FORMAPROD: Formation Professionnelle et l'Amélioration de la Productivité Agricole

FRAM: Association des parents d'élèves (traduit du malgache)

FRDA : Fond Régional de Développement Agricole

GUMS : Guichets Uniques Multi-Services

IFTM : Ivontoerana Fampihofanana Tantsaha Modely ou « Centre de formations pour paysans modèles »

IMF : Institut de MicroFinance

Instat : Institut National de la Statistique

MDB : Malagasy Dairy Board

MER : Micro-Entrepreneurs Ruraux

MEX : Maître-Exploitant

MFR : Maison Familiale Rurale

MPAE : Ministère auprès de la Présidence en charge de l'Agriculture et de l'Elevage

ODDIT : Organe de Développement du Diocèse de Toamasina

ONG : Organisation Non Gouvernementale

PCD : Plan Communal de Développement

PNEFP : Politique Nationale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle

PND : Plan National de Développement

PP : Projet Professionnel

PRD : Plan Régional de Développement

PRDR : Plan Régional de Développement Rural

Profapan : Professionnalisation des Filières Agricoles Périurbaines d'Antananarivo

PROSPERER : Programme de Soutien aux Pôles de Micro-Entreprises Rurales et aux Economies Régionales

RN : Route National

RIP : Route d'Intérêt Provincial

SNFAR : Stratégie Nationale de la Formation Agricole et Rurale

SOMRFAR : Service de l'organisation du Monde rural et de la Formation Agricole et Rurale

SRAT : Schéma Régionale d'Aménagement Territorial

SRFAR : Schéma Régional de Formation Agricole et Rurale

STD : Service Technique Déconcentré

Introduction

Madagascar, au plein cœur de sa transition démographique, est confrontée à la question cruciale de l'avenir de tous les jeunes qu'elle va être amenée à devoir nourrir. Ces jeunes, principalement des ruraux, vont devoir dégager de quoi subvenir à leurs besoins alimentaires et financiers sur des surfaces de plus en plus restreintes. La question de la formation agricole et rurale (FAR) est primordiale dans cette équation. Malgré cela, l'offre du pays est actuellement disparate et insuffisante pour combler les besoins de l'ensemble des jeunes.

Cette situation est la conséquence logique des ajustements structurels qui ont eu lieu dans les années 80 (Dabat et al., 2008) et durant lesquels l'Etat s'est désengagé de la question de la formation. Les nombreuses crises politiques qui ont secoué le pays et en particulier celle de 2009 n'ont pas arrangé la situation. Les caisses de l'Etat se vident, la pauvreté générale augmente dans le pays et la corruption est omniprésente. Jusqu'à récemment, la formation n'était pas considérée comme un axe prioritaire dans les dépenses étatiques. Depuis quelques années, la situation a changé et les autorités se sont emparées de la question en créant les comités nationaux et régionaux de la FAR (CNFAR et CRFAR respectivement). Ces acteurs conçoivent une stratégie nationale de la formation agricole et rurale (SNFAR) pour coordonner l'offre de formation.

La deuxième composante du programme FORMAPROD, financé par le FIDA et hébergé par le Ministère auprès de sa Présidence pour l'Agriculture et l'Elevage, a pour but de mettre en place un dispositif de formation qui puisse former la masse des jeunes ruraux. Ce dispositif doit tenir compte des dispositifs et acteurs existants déjà et s'inscrire dans la SNFAR, tout en formalisant ce concept relativement récent. Pour répondre aux enjeux actuels, en tenant compte de la conjoncture socioéconomique du pays, la réponse à apporter doit tenir compte des critères de faible coût, de proximité et de forte capacité d'effectifs. Nos stages s'inscrivent dans les débuts de la formation de masse, et notamment dans la définition de ce qu'elle doit être lorsqu'adaptée au cas malgache et aux attentes des autorités.

Nous avons cherché à apporter des pistes de réflexion à la conception du dispositif à destination du Ministère, des équipes du programme et des CNFAR et CRFAR. Le travail a porté sur la caractérisation du contexte d'insertion du dispositif, de ses cibles et de son organisation. Pour ce faire, nous avons étudié les profils des jeunes ruraux, les dispositifs de formation existants et les différents acteurs concernés par la FAR et/ou les jeunes des territoires dans trois régions de Madagascar, Analamanga, Atsinanana et Itasy.

Ce rapport s'articule en trois parties. La première expose le contexte et les choix méthodologiques. La seconde partie est celle des résultats, qui sont présentés région par région. La dernière partie conclut le rapport en présentant les premières analyses transversales et les pistes de réflexions autour de la conception du dispositif qu'il nous paraît pertinent à poursuivre.

I. Contexte de l'étude

1. Eléments de démographie, agricoles et socio-économiques

Madagascar est une république insulaire située dans l'océan Indien. Du fait de sa très grande superficie (590 000 km²), il y co-existe de nombreux contextes agro-écologiques et socio-culturels. Selon un rapport de la Banque Mondiale en 2014, 75% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté de 468 800 Ar/personne/an, le salaire annuel moyen est de 1 388 000 Ar, ce qui correspond à environ 400€ (Sourisseau et al. 2014).

D'après les chiffres de l'UNESCO de 2013, la population de Madagascar s'élève à 22,9 millions de personnes et connaît à l'instar du continent Africain un taux de croissance annuel positif de 2,8%, témoignant de son entrée dans une phase de transition démographique qui se poursuivra dans les prochaines décennies. La part de la population rurale tend à diminuer, du fait de migrations annuelles vers les centres urbains de l'île : alors qu'elle représentait 79,3% de la population totale en 2010, elle ne constitue plus que 67% de la population malgache en 2013. Cette population rurale est jeune (figure 1) mais peu formée (37% des ruraux n'ont pas fréquenté l'école et 88,3% n'ont pas dépassé le cycle primaire) et occupe des emplois peu qualifiés (80,5% des emplois sont liés à l'agriculture). Les données démographiques révèlent une forte poussée de nouvelles cohortes de jeunes enfants scolarisables (113 600 en 1950, 473 400 en 2000, et 803 000 en 2050) et de jeunes adultes à insérer dans la vie active (75 400 en 1950, 287 000 en 2000, et 757 600 en 2050). (SNFAR, 2012)

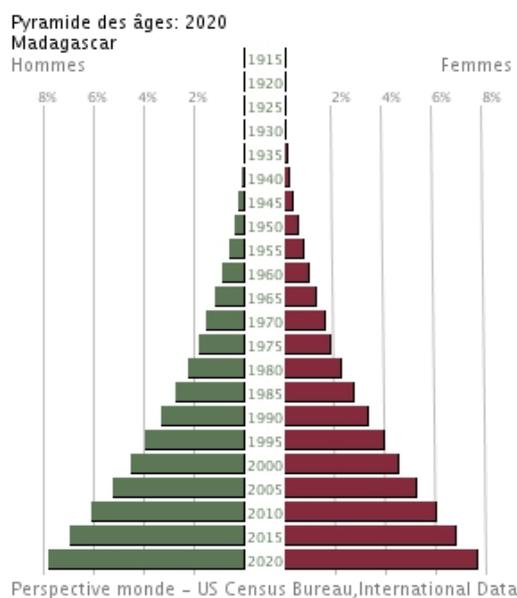


Figure 1: Pyramide des âges de la population à Madagascar, chiffres prospectifs pour 2020 (UNESCO, 2013)

Le secteur primaire est le principal vivier d'emploi de l'île puisqu'il fournit un travail à 68% de l'ensemble des ménages. L'agriculture emploie 75% de la population rurale et 40% de la population urbaine (INSTAT, 2010). La part de ce secteur dans le PIB national stagne depuis plusieurs décennies autour de 25%, mais la productivité des activités agricoles pourrait être

améliorée. Deux tiers des ménages sont dirigés par des agriculteurs avec des petites exploitations, et 20% seulement ont un niveau d'éducation supérieur au primaire. Cependant le développement des secteurs secondaire et tertiaire est en cours, accompagnant le phénomène d'urbanisation grandissant. Malgré cela, avec les secteurs informels ils n'auront pas la capacité d'offrir un emploi à tous les jeunes ruraux. L'agriculture familiale, modèle d'exploitation le plus représenté à Madagascar, pourrait être une solution pour améliorer l'insertion de ces jeunes et stimuler l'économie nationale. Mais au fil des années, à force de transmettre les terres aux différentes générations, les parcelles sont de plus en plus émiettées et les activités agricoles ne sont plus viables. Entre 1985 et 2005, le nombre d'exploitations a augmenté de 66% (1,5 millions en 1985 contre 2,4 millions en 2005). La superficie moyenne est passée de 1,5 ha en 1985 à 0,87 ha en 2005. S'ajoute à cette diminution de la superficie la non adoption des techniques améliorées par les producteurs, y compris les jeunes. Ces situations entraînent une faible productivité et donc un faible revenu pour les agriculteurs. Et malgré les différentes stratégies initiées par les producteurs, telles que l'aménagement des collines, la diversification des cultures, le drainage des bas-fonds, les agriculteurs sont de plus en plus pauvres (Sourisseau et al. 2014). En prenant en compte ces situations et les différentes orientations de la SNFAR, selon la PNEFP, les actions à mener pour l'amélioration du secteur rural reposent sur le développement des compétences, l'accompagnement à l'insertion et la création d'emplois. Ce qui nous ramène à l'évolution et la situation actuelle de la FAR à Madagascar.

2. Evolution des politiques de FAR

Au moment de l'indépendance de Madagascar en 1960, l'Etat oriente les politiques agricoles sur l'augmentation de la superficie et la productivité rizicole. Pour les mettre en œuvre, l'Etat forme des cadres fonctionnaires dans les établissements de formation publiques. Mais dans les années 1970, le recrutement des sortants n'est plus assuré par l'Etat. Dans les années 1980/1990 avec le programme d'ajustement structurel, le développement agricole est délégué au secteur privé. Des grands changements sont opérés et les sortants ne sont plus destinés à être fonctionnaires de l'Etat. Ils sont formés à devenir des entrepreneurs agricoles ou à accompagner les différents développements entrepris par les privés et les programmes de développement. Les offres de formation se développent et sont portées par plusieurs acteurs dont le secteur privé, les ONG, les organisations professionnelles, chacun développant ses propres offres de formation. L'Etat, en dehors de la DRH, n'a pas d'instrument politique de FAR pour coordonner ces différentes initiatives. Depuis 2007, pour pallier l'absence de politique de FAR, l'Etat, via le Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la pêche, a procédé à la rénovation de son dispositif de FAR. Il a créé le service de Formation agricole et rurale (SFAR) au sein du ministère, devenu Direction de la FAR (DFAR) en 2012. En 2009, le SFAR a piloté l'élaboration de la Stratégie Nationale de la FAR (SNFAR), validée en 2012. Et pour opérationnaliser cette volonté politique, le Programme FORMAPROD a été lancé officiellement en décembre 2012. Dans le même sens, une stratégie de Service Agricole a été élaborée en 2006/ 2007 avec les CSA et FDA en tant qu'outils de mise en œuvre. En 2015, une politique nationale de l'emploi et de la formation professionnelle (PNEFP) a été élaborée, le secteur du développement rural y est prioritaire. Au niveau international, le réseau FAR International a été créé en 2006, Madagascar en est membre (Réseau FAR, 2013).

3. Acteurs nationaux et outils de mise en œuvre de la FAR

Dans cette partie sont présentés succinctement les acteurs et les outils qui contribuent au développement de la FAR.

La DFAR est un outil du MPAE pour mettre en œuvre la politique de l'Etat en matière de développement des compétences des exploitants agricoles et de la formation agricole et rurale à Madagascar. Elle anime le chantier de rénovation des dispositifs de FAR dans le cadre de la SNFAR avec les autres ministères. Elle participe aux réflexions sur la rénovation de la FAR avec les différents acteurs (autres ministères comme le MEFTP, le privé, les ONG, etc.). Elle appuie le mécanisme d'accompagnement et d'installation des jeunes formés et des entrepreneurs agricoles et ruraux. Au niveau de la DRAE, elle est représentée par les correspondants FAR. Les correspondants FAR sont des techniciens des services techniques déconcentrés de la DRAE. Ils sont chargés d'animer et de piloter la rénovation dans les régions. Ils mettent en lien les différents acteurs de la FAR dans sa région. Il existe un correspondant dans chacune des 22 DRAE.

La SNFAR ou Stratégie Nationale de la Formation Agricole et Rurale est un cadre d'orientation pour développer et mettre en cohérence le système de formation agricole et rurale à Madagascar (annexe 1.1). Elle a été adoptée au conseil du gouvernement en Avril 2012. Pour mettre en œuvre la stratégie, une plateforme qui rassemble les différents acteurs de la FAR a été créée : le Conseil National de Formation Agricole et Rurale (CNFAR). C'est un organe d'orientation et de suivi des mises en œuvre au niveau national. Le CNFAR a à sa disposition un secrétaire exécutif avec une équipe de 4 cadres. Il a été opérationnel depuis février 2015. Il pilote la mise en œuvre du plan d'action et rend compte de l'avancée de la situation. Le CNFAR est composé par des représentants des ministères, des associations professionnelles agricoles et para agricoles, des structures de formation et de recherche, des conseils régionaux de la FAR. Au niveau régional est créé le Conseil Régional de la FAR (CRFAR), qui oriente la mise en œuvre de la SNFAR en tenant compte de la spécificité de chaque zone. Depuis 2015 et pour cette année 2016, 10 CRFAR ont été créés (annexe 1.2). Ce sont des zones d'intervention du projet. Chaque CRFAR doit se doter d'un document d'orientation qu'est le SRFAR ou Schéma Régional de FAR. Le correspondant FAR joue un grand rôle dans l'animation de ce CRFAR. L'élaboration de ces schémas régionaux se fait en collaboration des EPR FORMAPROD au niveau des régions. Le programme FORMAPROD est un des outils financiers de mise en œuvre de ces différentes activités.

Le CSA et le FDA/FRDA sont deux outils qui découlent de la stratégie de Service Agricole. Le CSA, centre de services agricoles, est une structure intermédiaire entre les producteurs et les autres acteurs (fournisseurs, formateurs, prestataires de services...). Il fonctionne suivant l'approche par la demande. Il recueille les demandes issues des producteurs et trouve les prestataires habilités à y répondre. Les CSA sont progressivement mis en place depuis 2008-2009 dans les 107 districts du pays par le Ministère de l'agriculture. Ils ont un statut d'ONG qui est financé majoritairement par l'Etat. Certains sont en veille car l'Etat a des difficultés à financer. Dans certaines régions, ils sont appuyés par les projets/programmes.

Le FRDA est un outil financier créé pour faciliter l'accès des paysans aux financements afin

de développer leurs activités agricoles. Il a été conçu selon le principe de *basket fund*, c'est-à-dire que tous les financements (bailleurs de fond, Etat) doivent passer par ce fonds pour former un fonds commun. Le FDA fonctionne aussi par une approche par la demande. Il n'a pas pu être mis en place dans les 22 régions car leur mise en œuvre nécessite l'adhésion de plusieurs bailleurs de fonds au projet. Le FIDA, via FORMAPROD, a contribué à la mise en place de 3 FRDA (Atsinanana, Analanjirofo et Analamanga). FORMAPROD contribue au financement des projets professionnels des jeunes formés.

Le programme FORMAPROD est financé par un fonds FIDA et est sous tutelle du secrétariat général du MPAE. Il est prévu pour une durée de 10 ans (2013-2023) et est censé bénéficier à 640 000 personnes (100 000 jeunes ruraux, 1500 techniciens agricoles/animateur rural, 30 000 producteurs formés (filles et garçons) directement, et ce dans 13 régions (61 districts et 300 communes, annexe 1.3) pour un budget total de 86 million \$. Au niveau national, une unité de liaison assure la coordination et au niveau régional, une équipe de projet régionale est responsables de la mise en œuvre des activités.

Il est un outil financier qui contribue à l'amélioration de la productivité agricole et à l'augmentation des revenus des exploitations agricoles par la formation professionnelle. Pour se faire il appuie à la mise en œuvre de la SNFAR, à l'opérationnalisation régionale de la FAR et à la formation professionnelle des jeunes ruraux et il contribue à l'amélioration de la productivité agricole dans les pôles de développement agricole (annexe 1.4). Dans la réalisation de leurs activités, l'unité de coordination et les EPR sont en lien avec les CNFAR et les CRFAR. Le programme travaille en étroite collaboration avec différents acteurs et structures de développement comme l'UNESCO, les CSA, FRDA, etc.

Le réseau FAR International rassemble 14 pays (annexe 1.5) dont Madagascar. L'objectif du réseau est de répondre aux demandes de ses membres sur les thématiques de la FAR (la rénovation des dispositifs, économie de la formation, analyse de la demande sociale et économique de la formation) ou d'explorer les sujets sous régionaux de la FAR. Il est une plateforme d'échange et de diffusion de l'information. Au niveau national, il y a le réseau FarMada. Il regroupe les acteurs de la FAR à Madagascar et a pour objectif d'améliorer la reconnaissance des acteurs de la FAR par la représentation nationale et régionale via les échanges et la mutualisation des compétences.

4. Analyse critique sur le fonctionnement de la FAR

Malgré ces différentes initiatives, des difficultés surgissent. Tout d'abord, la richesse d'acteurs de la FAR (dualité des ministères, privés, etc.) couplées à un certain manque de communication entre eux et de faibles investissements rendent difficile la tutelle nationalisée de la FAR. Cela s'explique en partie par le fait que la grande majorité de l'offre soit proposée par des acteurs privés et que la formation informelle ait une importance croissante. Les jeunes formés sont en nombre extrêmement faible par rapport à la taille des cohortes de jeunes qui arrivent sur le marché du travail chaque année. De même, il y a de fortes lacunes en formateurs. De plus, force est de constater un déséquilibre dans les jeunes diplômés: il y a autant d'ingénieurs que de techniciens ou de producteurs diplômés chaque année, alors que la réalité du terrain voudrait qu'il y en ait quatorze fois moins (quatorze techniciens pour un

ingénieur). Enfin, la couverture nationale laisse à désirer en laissant des régions surtout agricoles exemptes de tout dispositif. L'absence de financements pérennes de la FAR et d'aide à l'accompagnement à l'installation des jeunes ruraux obscurcit davantage le tableau (Réseau FAR, 2013).

5. Contexte d'émergence de la formation de masse

a. Les premières expériences de formation de masse en Afrique subsaharienne

Face aux nombreux enjeux qui entourent le développement agricole dans les pays africains (transition démographique, sécurité alimentaire, changements climatiques, mondialisation et concurrence des marchés, etc.), l'idée d'une « formation de masse » a peu à peu émergé. Si les années 1990 ont vu l'émergence de ce concept, c'est dans les années 2000 que sa formalisation a réellement eu lieu dans le cadre des réflexions du réseau FAR, avec la contribution de spécialistes des questions de transition démographique et d'ingénieurs agronomes. Des projets servent de base de réflexion lors de ces ateliers : formation de masse des éleveurs au Mali (Samake, 2005), formation de masse des jeunes ruraux par apprentissage au Maroc (El Bakkari, 2005). L'ensemble de ces réflexions et travaux reste interne au réseau FAR au vu des recherches bibliographiques.

b. Vers une formation de masse adaptée au cas malgache

En mars 2016, la contribution d'un correspondant FAR Ivoirien aux ateliers d'échange de la DFAR à Antananarivo a permis d'exposer les avancées du projet expérimental des Centres des Métiers Ruraux en Côte d'Ivoire (durée de l'expérimentation : 1994-2014 ; Kissy, 2016) (annexe 2).

A partir des éléments et résultats issus de cette expérimentation, des réflexions quant au contexte malgache et au développement de la « formation de masse » dans les conditions du pays ont été menées par les acteurs de la FAR à Madagascar, à ce même atelier. En est ressorti une première ébauche de la définition de la formation de masse dans le cas de Madagascar, selon les expériences des acteurs de FAR réunis (tableau 1).

La formation de masse à Madagascar est alors définie de manière large, comme une action de formation à grande échelle, adressée au milieu agricole et aux agriculteurs, portée par un ou plusieurs dispositifs, ancrée dans son territoire, dont les actions sont intégrées dans une vision nationale et régionales et mises en œuvre au niveau local.

Définition de la formation de masse	<ul style="list-style-type: none"> • Touche un grand nombre d'agriculteurs • Ancrage dans son territoire • Facile d'accès • Allie théorie et pratique • Orienté vers les métiers • Répond aux besoins locaux • Valorise les potentialités locales • Relation formateur / formé de qualité • Améliore les conditions de vie des ménages • ...
-------------------------------------	--

Caractéristiques d'un dispositif	<ul style="list-style-type: none"> • Dispositif organisationnel au niveau régional et national • Dispositifs opérationnel à l'échelle locale : commune • Structure locale d'organisation et d'animation • Organisation communautaire • En lien avec les CDR (comité de développement rural) et ACN (association communautaire pour la nutrition) • Autorités traditionnelles impliquées • ...
Ressources humaines associées	<ul style="list-style-type: none"> • Formateurs localisés au niveau communal • animateurs pour l'identification des besoins locaux et relation avec offre de formation • Expertise externe • Ressources locales • ...
Méthodes et pratiques	<ul style="list-style-type: none"> • Identification des besoins de formation • Identifier les formateurs potentiels • Formation des formateurs • Diagnostics • Organisation de visites d'échanges • Système de motivation : matériels didactiques, primes spéciales
Financement et moyens	<ul style="list-style-type: none"> • Participation des bénéficiaires • Fonds communaux (fonds propres, fonds de développement local) ou fonds régionaux FAR (FRDA) • Primes spéciales assurées par des partenaires techniques et financiers • Logistique : sites d'expérimentations, champs école paysans (CEP), outils didactiques

Source : termes de référence des trois stages, C.Lesueur (d'après les notes de l'atelier de FARMada le 21 mars 2016 au CNEAGR)

Tableau 1 : Définition de la formation de masse donnée par les acteurs aux ateliers d'échanges de mars 2016 organisés par la DFAR

II. Problématique, objectifs et hypothèses

1. Problématique de l'étude

Lors de la première phase du programme FORMAPROD (2013-2016), les jeunes ont été orientés soit dans des centres et établissements de formation classiques, soit chez des tuteurs pour une formation par apprentissage. Mais celui-ci a constaté que les efforts menés jusque-là ne permettent pas d'atteindre cette masse critique de jeunes, car ces dispositifs s'avèrent coûteux. D'où la réflexion sur la « formation de masse » au niveau national, un dispositif qui pourrait répondre à cet enjeu. Via la DFAR, une réflexion collective avec les acteurs de la FAR est engagée pour définir le concept de formation de masse dans le contexte malgache.

C'est dans l'optique d'alimenter la réflexion qu'a été élaborée la problématique de travail des trois stages :

Quelles sont les conditions de mise en œuvre d'une formation « de masse » auprès des jeunes ruraux ?

Cette question principale peut se décomposer en plusieurs sous-questions :

- Sous-question 1 : Comment doit se positionner cette formation de masse par rapport aux processus d'accompagnement à l'insertion professionnelle ? (question qui ne se pose pas dans le cas d'une formation de masse à destination de la population active)
- Sous-question 2 : Quels principes d'action sont mis en œuvre par les dispositifs qui se rapprochent de la définition de la formation de masse préétablie ?
- Sous-question 3 : Comment améliorer le tissu des dispositifs et modalités de formation pour répondre aux besoins dans une perspective de formation de masse et de changement d'échelle ?

2. Objectifs de l'étude

Les objectifs ont été définis au fur et à mesure de la prise de connaissance du sujet. Les attentes opérationnelles du programme suggéraient d'aboutir à une proposition de dispositif de formation de masse. Cependant, au vu du temps de terrain à notre disposition (4 mois) et de l'avancée encore réduite des connaissances sur les dispositifs existants en région qui suggérait une phase exploratoire à l'arrivée, les objectifs suivants ont été décidés, en concertation avec les encadrants du stage :

- Une définition plus précise de la « formation de masse » pour les jeunes ruraux est donnée, en lien avec le contexte malgache
- Des conditions de mise en œuvre de cette formation sont exposées et argumentées
- Des pistes d'action sont proposées grâce à l'analyse des données recueillies

3. Hypothèses

Différentes hypothèses, concernant le concept de formation de masse, les acteurs impliqués, le contexte, sous-tendent notre travail. Elles sont au nombre de 6 :

H1 : les contextes politique et socio-économique de Madagascar incitent à la mise en place d'une formation de masse (dans ses dimensions de proximité et limitation des coûts) à destination des jeunes ruraux

H2 : la formation professionnelle est un levier d'action majeur pour l'insertion professionnelle des jeunes ruraux

H3 : les jeunes identifient la formation comme nécessaire à l'exercice d'un emploi

H4 : les acteurs potentiellement impliqués dans la FAR sont prêts à co-concevoir et mettre en œuvre des actions en faveur de la formation-insertion des jeunes ruraux

H5 : la formation de masse se met en place en considérant les jeunes ruraux individuellement et leur permet d'être « acteurs de leur formation » et non simplement « consommateurs de formation»

H6 : des dispositifs de formation de masse informels existent à Madagascar

III. Le cadre d'analyse

Dans l'analyse proposée, le dispositif de formation de masse est décomposé selon les acteurs qui le portent et considéré dans un contexte complexe. L'analyse se décompose en trois grandes parties. La première concerne les jeunes qui sont formés par le dispositif. La seconde est l'analyse des dispositifs préexistants sur lesquels le FORMAPROD peut éventuellement s'appuyer pour contribuer à porter le dispositif. Enfin, la dernière aborde l'implication des acteurs présents à différentes échelles et concernés par la question de la formation des jeunes ruraux afin d'étudier quel est leur rôle potentiel.

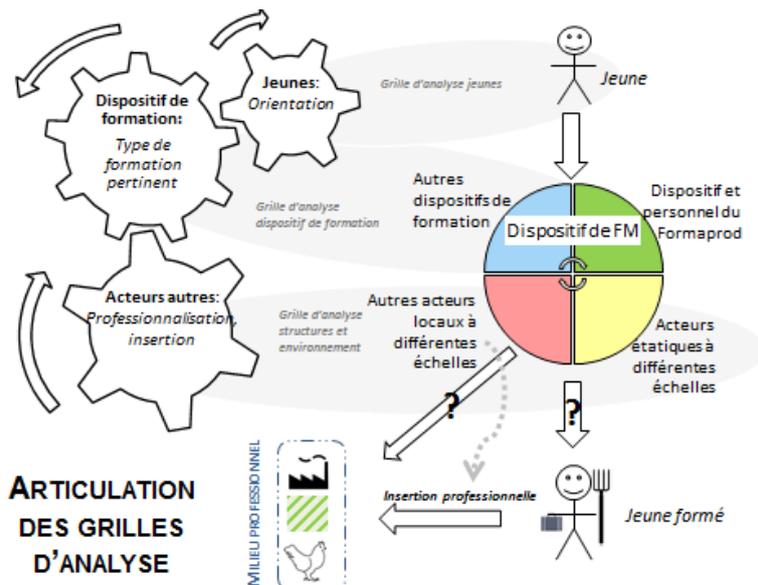


Figure 2: Le cadre d'analyse et ses différentes dimensions, jeunes ruraux, dispositifs et acteurs de FAR

1. Les trajectoires des jeunes et leur lien avec la formation

Les jeunes ont été analysés dans leur environnement complexe, qui se décompose en trois grandes catégories : leur environnement propre, leur environnement socio-physique proche et leur famille. La partie concernant l'environnement propre du jeune étudie les caractéristiques de la personne, tant sur le plan de sa personnalité que de son capital et de la trajectoire de vie qu'il suit. Cela permettra de caractériser différents profils en fonction du capital intellectuel, financier et personnel des différents jeunes. Ensuite, l'analyse se tourne vers la famille du jeune en caractérisant l'héritage intellectuel, humain et financier qu'elle lui apporte. L'influence qu'elle exerce sur le jeune sera également étudiée. Enfin, la dernière partie de la grille d'analyse du jeune étudie l'environnement proche de ce jeune, avec les ressources naturelles et humaines ainsi que l'organisation sociale et physique du village. Tous ces éléments seront reliés aux flux d'informations et de personnes qui se produisent avec l'extérieur du village d'une part, et entre le jeune et son environnement proche d'autre part.

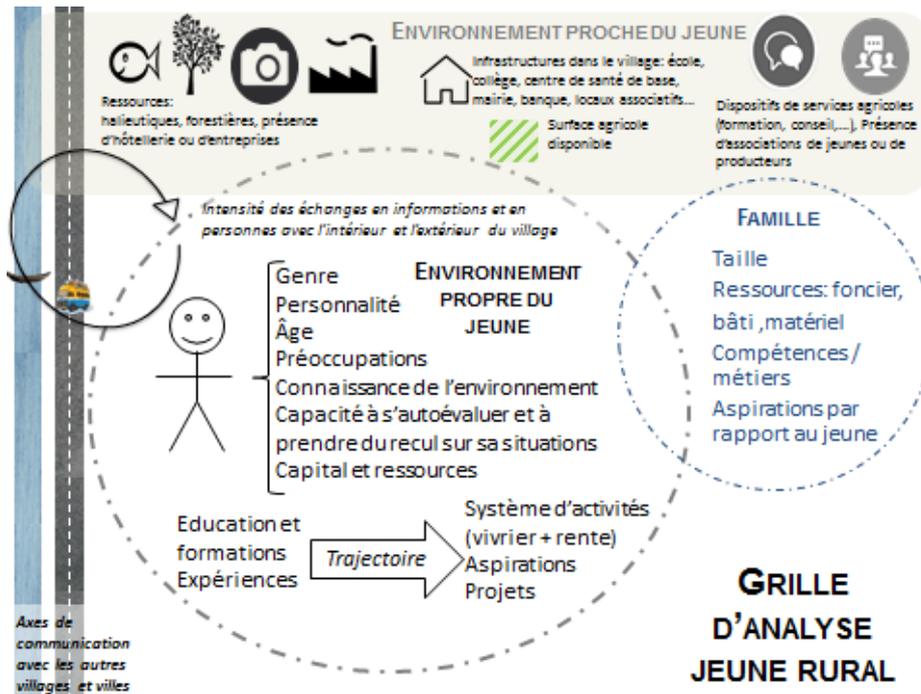


Figure 3: Grille d'analyse de la situation des jeunes ruraux et leur rapport à la formation

2. Les dispositifs de formation existants

Les dispositifs de formation sont analysés en trois parties également (figure 4). Tout d'abord, la structure du dispositif est analysée en étudiant le squelette de la structure porteuse de formation. Ensuite l'analyse se tourne vers la formation en tant que telle. Enfin, les effets de la formation sont étudiés en se penchant sur les cibles, le niveau géographique de couverture et l'impact évalué.

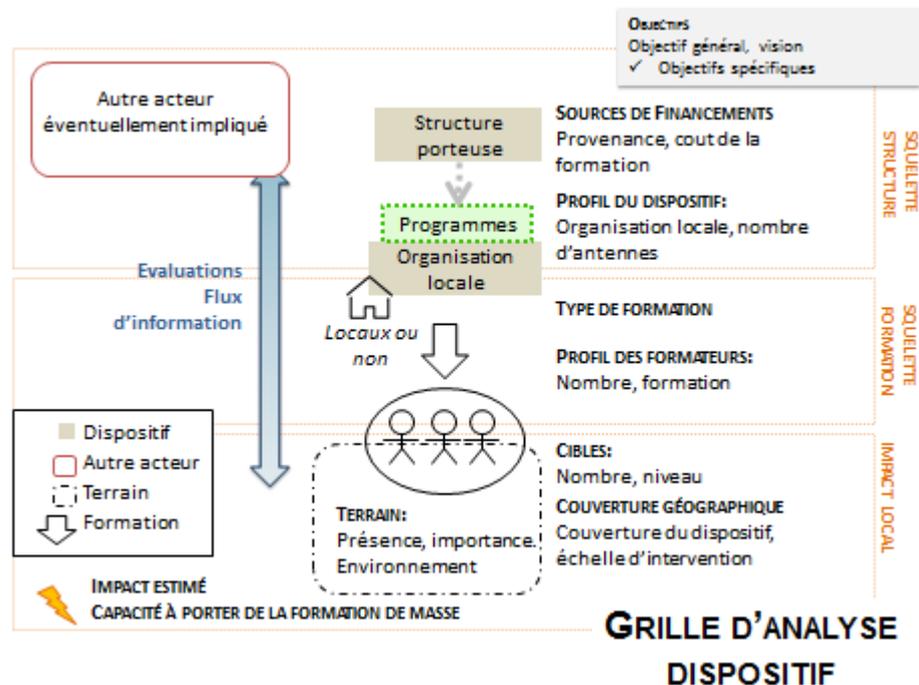


Figure 4: Grille d'analyse du fonctionnement des dispositifs de formation existants

3. L'environnement institutionnel et structurel

La dernière partie de la grille d'analyse étudie les acteurs de l'environnement institutionnel et structurel des jeunes et des dispositifs, ainsi que leurs relations (figure 5). Ils ont été classés selon leur niveau géographique d'intervention ainsi que sur leur caractère étatique ou non. Leur rôle actuel et leur rôle potentiel dans le futur dispositif de formation de masse, ont été étudiés, ainsi que les freins et leviers qui permettent une implication de tous ces acteurs dans le futur dispositif de formation de masse.

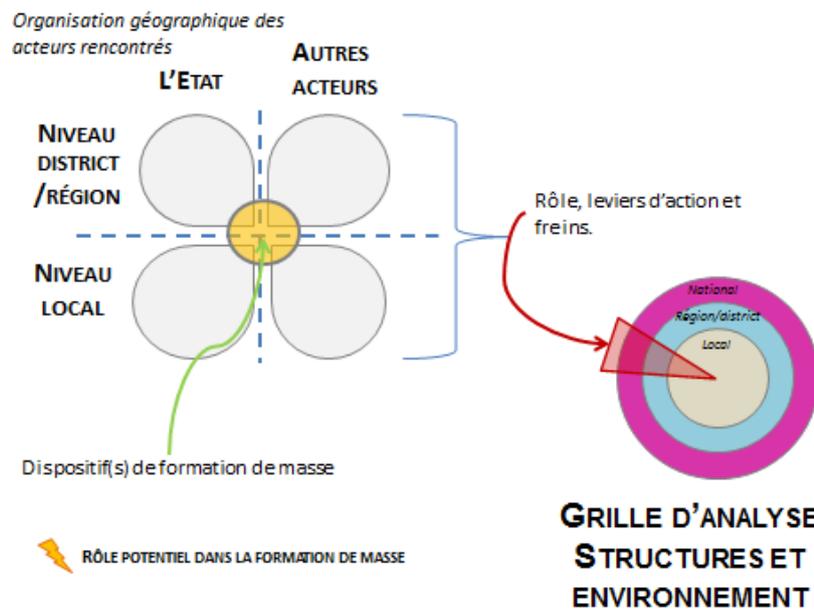


Figure 5: Grille d'analyse du fonctionnement de l'environnement institutionnel

IV. Méthodologie appliquée

Pour réaliser l'étude, il a été nécessaire d'établir une méthodologie générique, applicable aux trois zones, qui permette de mutualiser l'information recueillie. Les enquêtes ont été menées dans l'optique de nourrir une approche qualitative, qui reflète la diversité des situations rencontrées sans avoir pour ambition de fournir une étude statistique de ces situations. Cette approche permettra une compréhension fine des trajectoires de vie des jeunes ruraux, du milieu dans lequel ils s'insèrent, ainsi que du fonctionnement des dispositifs de formation qui les entourent afin de faire ressortir des conditions de mise en œuvre du concept de formation de masse des jeunes ruraux. Les étapes qui ont été suivies sont détaillées dans les paragraphes suivants.

1. Étude bibliographique

Le premier mois, passé à Montpellier, a été consacré à l'étude de la bibliographie disponible afin de cerner au mieux la demande des commanditaires et de se familiariser avec le contexte dans lequel elle s'insère. L'élaboration de la méthodologie et du cadre d'analyse ont été effectuées parallèlement à ces lectures. Les Schémas Régionaux de Formation Agricole et Rurale, disponibles en région Analamanga et Atsinanana, ont servi de base pour l'approfondissement des contextes régionaux de FAR, chose qui n'a pas pu être réalisée en région Itasy en l'absence de SRFAR.

2. Entretien avec le commanditaire

A notre arrivée à Madagascar, un entretien avec les commanditaires du stage a permis de définir les moyens logistiques à disposition en région et l'état d'avancement dans chaque zone, étant prévu que les dispositifs à étudier auraient été définis en amont.

3. Sélection de la zone d'étude

La sélection de la zone d'étude (régions, communes, fokontany) s'est faite en plusieurs étapes.

Le choix des régions a été réalisé par le programme et la DFAR en amont des stages.

- Les régions Analamanga et Atsinanana ont été sélectionnées car des actions de formation y ont déjà été développées. De plus, des dispositifs de formation sont inscrits dans un schéma régional de formation agricole et rural (SRFAR) dans les deux régions
- La région Itasy fait partie des nouvelles zones d'intervention pour la deuxième phase du programme FORMAPROD et l'élaboration du SRFAR est imminente

Ces trois régions sont très différentes et permettent de commencer à évaluer les similitudes et différences entre elles, ce qui est pertinent dans le cadre de la mise en place d'un dispositif national.

Le choix des communes a été réalisé en arrivant sur zone, sur la base d'une triangulation des informations collectées dans les documents cadres régionaux disponibles (SRAT, PRD, SRFAR,...) et de la consultation de personnes ressources (SOMRFAR, dispositifs de

formation,...). Les critères de choix ont été principalement la continuité géographique et la présence des dispositifs de formation pertinents pour la réflexion d'une formation de masse. Ont été également pris en compte les critères de diversité des systèmes de culture observés (PRD) et le degré d'enclavement des communes. Des adaptations ont dû être faites en région Itasy, où des mises en garde sur l'insécurité dans les villages à la tombée de la nuit ont conduit au choix de communes accessibles en taxi-brousse dans la journée depuis Miarinarivo, en conservant les premiers critères de choix. Pour la région Analamanga, les problèmes liés aux déplacements et à la sécurité ont imposé des déplacements à la journée également. En revanche pour l'étude en Atsinanana, des déplacements sur le terrain d'une semaine ont pu être effectués.

Concernant le dernier niveau de sélection, celui du choix des fokontany d'étude dans chaque commune, 3 ou 4 fokontany ont été choisis pour leur représentativité des activités économiques de la commune (artisanat, pisciculture, pêche, agriculture,...) et leurs degrés d'éloignement au chef-lieu et d'enclavement, tout en restant accessible avec les moyens à disposition.

4. Echantillonnage et méthodes d'enquête

Pour servir les objectifs de rencontre d'une diversité de trajectoires, les jeunes ruraux ont été rencontrés de manière aléatoire et raisonnée dans les zones d'étude choisies, en sillonnant le fokontany à pied. Ont été considérés comme « jeunes ruraux » les jeunes de 15 à 30 ans, selon les critères de FORMAPROD et du bailleur FIDA. La parité fille/garçon a été respectée au mieux.

En ce qui concerne les acteurs de la FAR enquêtés, ils ont été identifiés au fur et à mesure de l'étude comme acteurs pertinents, pour construire et compléter la compréhension des dynamiques de formation de la région.

Dans le cas des régions Itasy et Analamanga, les premiers dispositifs de formation enquêtés ont été proposés lors des ateliers DFAR comme dispositifs se rapprochant de la définition d'un dispositif de « formation de masse » de départ. Un élargissement à d'autres dispositifs a été mené ensuite, après prise de connaissance des différents types de formation à l'œuvre dans ces régions. Dans le cas de la région Atsinanana, pour les entretiens jeunes, il est arrivé que les chefs de fokontany, lorsqu'ils étaient avertis en avance de la venue des stagiaires, rassemblent d'office des jeunes. Dans ce cas, le caractère aléatoire de l'échantillon pouvait ne pas être respecté. Les entretiens réalisés dans ce cas de figure ont été répertoriés et traités avec parcimonie.

L'étude est basée sur une méthode d'enquête qualitative, autrement dit elle n'a pas pour but de donner lieu à une étude statistique mais à une étude compréhensive. Ce type d'enquête est nécessaire à l'étude de trajectoires, pour laisser s'exprimer les jeunes sur les éléments importants et les laisser formuler les causes, les facteurs ayant influencé leurs parcours scolaires, de vie, professionnels. Des entretiens semi-directifs ont été menés pour apporter des éléments nécessaires à la compréhension de l'environnement proche des jeunes et à leurs situations socio-économiques. Les guides d'entretien sont disponibles en annexe 3.

V. Etude spécifique de la région Analamanga

1. Contexte démographique, économique et agricole de la zone d'étude

a. Contexte régional

La région Analamanga se trouve au centre de la grande île. Elle comprend 8 districts dont le district d'Antananarivo Renivohitra, la capitale (figure 6).

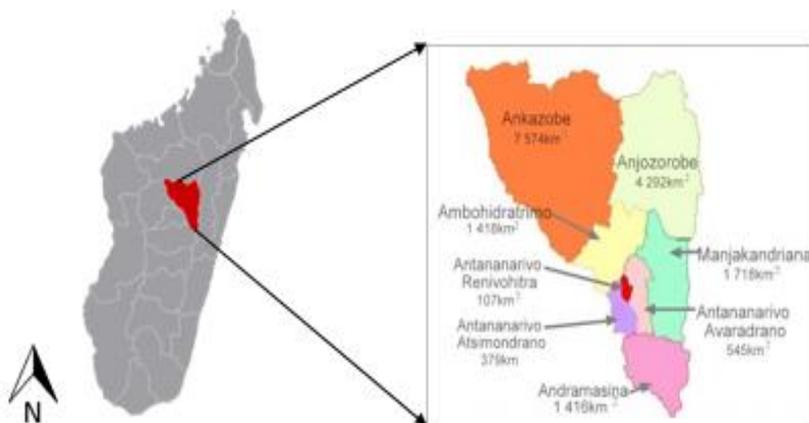
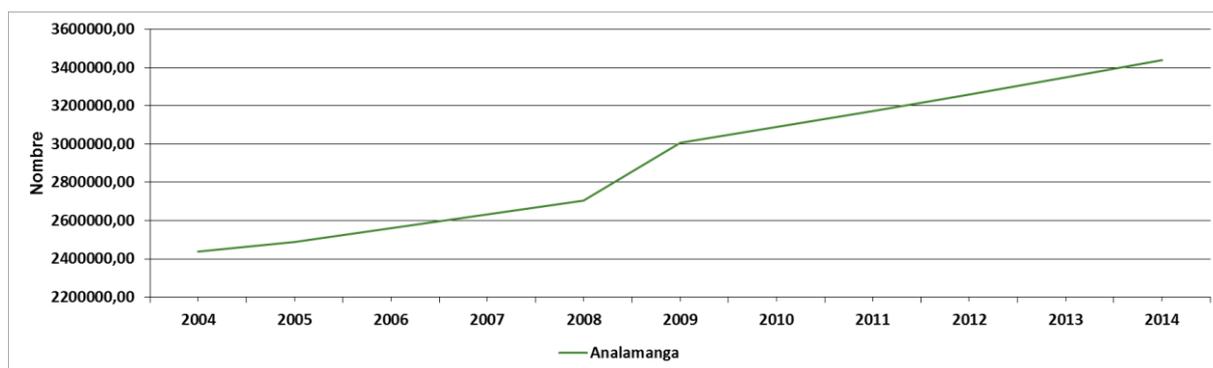


Figure 6 : Localisation de la Région Analamanga

La région se répartit en trois zones avec les activités dominantes respectives dans chacune (PRDR Analamanga, 2007) :

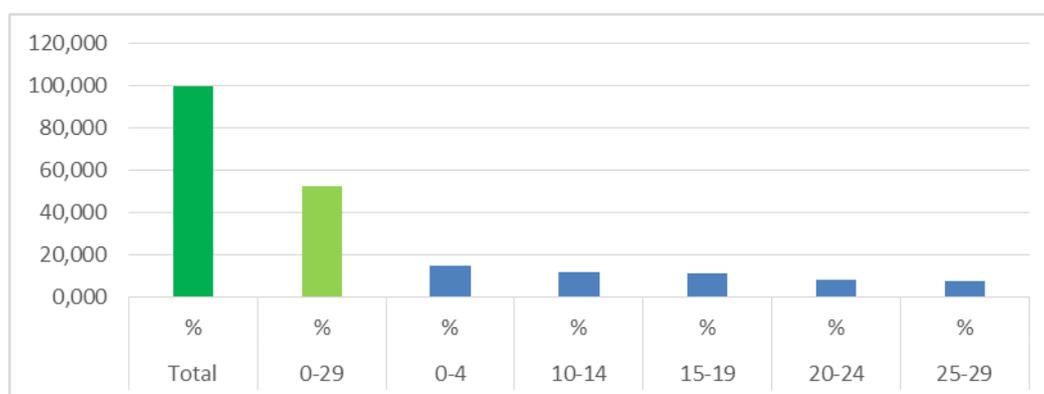
- la zone urbaine : avec Antananarivo Renivohitra, qui est la principale zone de commercialisation pour tous les produits (agricoles ou non) et où se trouvent le plus de consommateurs
- la zone périphérique : constituée par les 3 districts à savoir : Ambohidratrimo, Avaradrano et Atsimondrano. Elle est le lieu de commercialisation secondaire, la zone secondaire de développement agricole et de développement de PME notamment en transformation agricole et en industrie textile. Elle est caractérisée par le développement des filières riz, cultures maraîchères, oignon, sériciculture et poule pondeuse.
- la zone de production : formée par les districts périphériques (Ankazobe, Anjozorobe, Manjakandriana, Andramasina) qui sont à vocation agricole.

Elle est la région la plus peuplée de Madagascar avec 3 400 000 habitants en 2014 (INSTAT, 2015) avec une augmentation croissante d'année en année (figure 7). Elle représente plus de 12% de la population nationale. La population est jeune. Les jeunes de moins de 30 ans représentent la moitié de la population (figure 8).



Source : INSTAT 2015

Figure 7: Evolution de la population d'Analamanga en 10 ans



Source: INSTAT 2015

Figure 8: Pourcentage des jeunes d'Analamanga de moins de 30 ans en 2014

L'activité économique dans la région est dominée par des entreprises individuelles dans tous les secteurs et dans le milieu rural par l'agriculture. Le secteur primaire occupe une grande place dans l'économie régionale avec 26,3% du PIB en 2009. Il est le secteur principal pourvoyeur d'emplois (85% d'emploi rural et 50% d'emploi urbain) avec un taux de croissance faible, compris entre 2,5 et 2,7 par an. (SRFAR Analamanga, 2015)

La région présente le taux d'alphabétisation des 15ans et plus le plus élevé de l'île avec 93% (INSTAT, 2010). Toutefois, 15,6% de la population n'ont jamais été à l'école ou n'ont pas dépassé la troisième année du primaire et 60% n'ont fait que le primaire (INSTAT, 2010). Pour accéder à des métiers rémunérateurs, ces jeunes ont besoin de formation.

La présence de services d'appui et d'institutions financière dans la région est une opportunité pour la population. Mais dû au manque d'information, de sensibilisation et de conditions complexes des structures, ces opportunités ne sont pas mobilisées par la population. S'ajoute à cela, du côté agricole, le développement est freiné par la vétusté des matériels, équipement et infrastructures agricoles ainsi que la persistance des systèmes de production traditionnels à cause d'un manque d'encadrement de formation. Le métier rural est faiblement rémunéré par rapport aux emplois urbains. Ainsi, 1 jeune sur 2 est chômeur et 74% des jeunes sont considérés comme pauvres dont 80% sont en milieu rural (INSTAT, 2010).

Dans cette étude nous avons retenu le district d'Avaradrano avec les communes de Sabotsy Namehana et d'Anosy Avaratra (figure 9). Le choix de ces districts et de ces communes a été effectué avec des personnes ressources (Responsable de Bucas, de la DRAE Analamanga, du CIRDR, du CSA Avaradrano, EPR FORMAPROD). En parallèle avec les études menées dans les régions Antsinanana et Itasy, pour plus de diversité, pour Analamanga, nous avons opté pour des communes rurales péri-urbaines mais avec des activités agricoles et rurales importantes. Les filières agricoles dominantes dans le district sont la riziculture et la culture maraîchère (EDL CSA). Pour l'élevage, les agriculteurs privilégient les cycles courts comme l'aviculture. La pisciculture et la sériciculture sont aussi présentes dans le district. Mais tout récemment, l'élevage de vache laitière connaît un développement important et figure parmi les filières émergentes dans quelques communes du district dont ces deux communes. Le CSA est présent dans le district et est opérationnel même si leurs actions sont limitées.



Figure 9: Localisation de la zone d'étude

Au total, les deux communes disposent de 920 Ha de terre cultivable dont 820 Ha de superficies cultivées avec 800Ha en riziculture et 20 Ha autres (tubercules et légumes) (PCD juillet 2012). Ces deux communes en 2011 comptent autour de 63 660 Habitants (PCD Sabotsy Namehana juillet 2012). Une grande partie de ces terres se trouvent dans la plaine de Laniera. (figure 10)



Figure 10: Plaine de Laniera

Avant la dernière élection communale en 2015, la commune rurale d'Anosy Avaratra appartenait à la commune rurale de Sabotsy Namehana avec ces cinq fokontany. Les PCD de ces deux communes ne sont pas encore finalisés, nous nous sommes basés sur le PCD de la commune de Sabotsy Namehana de 2012 à 2015. En 2010, selon le recensement de la commune (PCD Sabotsy Namehana, 2012), la population compte 63 660. D'après le responsable de développement de la commune de Sabotsy Namehana, 75% de la population des deux communes font de l'agriculture et les 25% sont dans l'administration, fonctionnaires, opérateurs, etc. Dans notre étude, les jeunes tiennent une place primordiale, mais malheureusement, faute de données, nous n'avons pas eu accès à leur proportion.

Dans ces deux communes, les filières présentes sont pour l'agriculture : le riz, en contre saison et en grande saison. Ils font aussi de la culture maraîchère (chou, carotte, haricot vert, etc.) en contre saison ou tout au long de l'année. Pour l'élevage : l'aviculture (poule pondeuse, poulet gasy, ...), la filière bovine (vache laitière, bœuf), la pêche. Les autres métiers : l'artisanat (broderie, vannerie, etc.), briqueterie, maçonnerie, menuiserie, travail dans les zones franches.

b. Commune rurale de Sabotsy Namehana

La commune rurale de Sabotsy Namehana se trouve à 10km d'Antananarivo Renivohitra. Elle a le statut de commune rurale de première catégorie depuis 2012. Elle est le chef-lieu du district d'Avaradrano et formée par 17 fokontany. Les fokontany qui sont concernés par cette étude sont : Amorondria, Manarintsoa et Faravohitra. Le choix de ces fokontany a été fait avec le responsable de développement de la commune. Elle reste une commune très agricole malgré sa proximité à Antananarivo Renivohitra. Des industries textiles (zones franches) y sont présentes, ce qui a une importance dans la trajectoire des jeunes. Plusieurs petites entreprises d'artisanat aussi sont présentes comme la vannerie, la broderie. Il existe aussi un marché dans le chef-lieu de commune. Les institutions financières y sont présentes telles que les banques (BOA), les IMF (OTIV).

Du point de vue agricole, les filières dominantes sont le riz, les cultures maraîchères (les

brèdes, les choux, les haricots, haricots verts, les pommes de terre), l'aviculture. La commune est l'une des périphéries à approvisionner la capitale en légume. La majorité des producteurs vendent leur récolte dans le marché d'Andravoahangy, il leur est difficile de tout écouler dans le marché de Sabotsy. Les filières bovine, porcine et la pêche sont aussi présentes dans la zone.

Les fokontany Amorondria et Manarintsoa se trouvent à 1 km et 1,5 km de Sabotsy Namehana. Ils sont accessibles en bus. Les dynamiques agricoles dans le fokontany sont la culture du riz, et de légumes (surtout brèdes, haricots verts, pommes de terre, choux, ...). A part les activités agricoles, nous avons rencontré des jeunes qui sont dans la menuiserie. Les femmes font de la vannerie et de la broderie (quartier mobile). Le 3ème fokontany, Andidihana se trouve à 2,5 km de Sabotsy Namehana, à 10 minutes à pied du terminus. Ce fokontany est le plus agricole des trois. Il se situe sur le long de la plaine de Laniera. L'activité principale des habitants à part l'agriculture et l'élevage est la pêche. Ils pêchent les poissons dans les rizières et les canaux. Ils n'apportent pas d'alevins ni de nourriture pour les poissons, ils pêchent et vendent dans le fokontany proche ou à Sabotsy Namehana. Beaucoup de jeunes filles aussi font de la broderie et de la vannerie. A part ceux qui travaillent dans leur propre exploitation, la majorité des jeunes sont salariés journaliers (main d'œuvre agricole). Nous avons également remarqué l'importance des briqueteries traditionnelles.

c. Commune rurale d'Anosy Avaratra

La commune rurale d'Anosy Avaratra se trouve à peu près à 12 km d'Antananarivo Renivohitra. Elle comprend cinq fokontany. Nous avons travaillé dans 3 fokontany, Ambohitrimanga, Faravohitra, Lazaina. Le choix de ces fokontany a été fait avec le CIP de FORMAPROD. Dans ces fokontany interviennent quelques dispositifs, FORMAPROD, Bucas, Projet Miasa, Profapan. Des industries textiles et des entreprises qui font de l'art Malagasy comme la vannerie et la broderie y sont présentes. Mais il y a aussi une industrie de transformation laitière YAMA. Plusieurs complexes hôteliers et des centres de loisirs distinguent la commune de Sabotsy Namehana. Le Maire affirme que la commune est une zone d'extension de la ville, des travaux de construction de bâtiments d'habitation y sont importants. Nous pourrions constater l'importance de la maçonnerie dans les trajectoires des jeunes que nous avons rencontrés. En agriculture, les filières présentes sont : le riz, les légumes (pomme de terre, haricot, haricot vert,..), l'aviculture, la filière bovine et porcine. Les trois fokontany se trouvent en moyenne à 2km du chef-lieu de commune. Ils sont accessibles en bus.

2. Trajectoires des jeunes ruraux

a. Profil des jeunes rencontrés

Durant la phase de terrain dans la région d'Analamanga, 47 individus ont été enquêtés (le nombre de jeune par fokontany est présenté en annexe 4.1). Comme indiqué dans la méthodologie, ces individus sont des jeunes entre 15 et 30 ans. L'échantillonnage s'est fait de manière aléatoire. 47 % des enquêtés étaient des hommes et 53 % des femmes. La zone d'étude est péri-urbaine, il y a eu des jeunes qui ne sont pas dans l'agriculture. Cette partie est consacrée à la compréhension de ces jeunes. Dans les parties qui vont suivre, ces jeunes

seront classés selon leur activité. Lors de l'analyse, trois types de jeunes ont été distingués.

Type I : Les jeunes scolarisés

Ce sont les jeunes qui étudient encore au moment de l'entretien. Ils sont au nombre de 5 parmi les 47 enquêtés. Ils ont entre 16 et 23 ans. Le plus jeune est encore au collège et les autres sont en Terminale et un à l'université. Ces jeunes dépendent largement des parents.

Type II : Les jeunes déscolarisés non agricoles

Ce type est caractérisé par des jeunes dont les activités sont exclusivement non agricoles. Ils sont au nombre de 14 soit 29% des enquêtés. Comme type d'activité, ils font de la maçonnerie, de la vannerie, de la menuiserie, de la bijouterie, de la soudure. Il y en a qui travaille dans la zone franche ou y a travaillé et est actuellement chômeur. Ils font ces activités dans la commune sauf pour ceux qui sont dans la maçonnerie, ils peuvent travailler pendant des mois dans d'autres communes, ou d'autres régions dépendant du chantier. Ils sont âgés de 20 à 30 ans.

Type III : Les jeunes déscolarisés agricoles

Ce sont les jeunes qui sont déscolarisés et qui font des activités agricoles. Ils sont au nombre de 28 parmi les enquêtés. Ils peuvent être des jeunes exploitants agricoles mais aussi des salariés agricoles journaliers. Ils peuvent effectuer d'autres activités non agricoles. Il est à noter que tous les jeunes rencontrés dans le fokontany d'Andidihana, commune de Sabotsy Namehana sont dans ce type. C'est le fokontany qui est le plus éloigné du chef-lieu (2,5km) et près de la plaine de laniera.

b. Quelle trajectoire ?

Pour le type I, lors de la période des enquêtes, ils étaient encore en pleine année scolaire. Ils se consacraient sur leurs études. Ils aident les parents dans les activités quotidiennes. Ils peuvent contribuer aux dépenses quotidiennes en effectuant «des petits boulots» chez les proches ou chez des connaissances, quand leur emploi du temps leur permet.

Pour les types II et III, ils ont été obligés d'arrêter les études parce que les parents n'avaient plus les moyens de financer leurs études ou qu'ils ont eu des problèmes de santé ou ils sont seulement démotivés. Mais la majorité (34 parmi les 42 déscolarisés) que nous avons rencontrés, leur déscolarisation est due au manque de moyens financiers. Leur niveau varie de l'école primaire à l'université (figure 11).

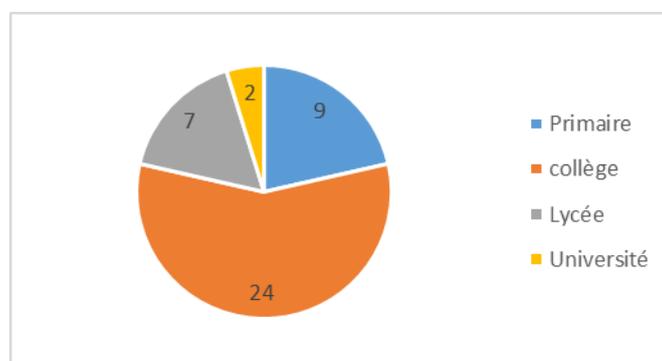


Figure 11: Niveau d'instruction des jeunes déscolarisés

Avant de se marier soit : (i) ils aident les parents dans leurs activités (agricoles ou non) ; (ii) ils sont obligés de travailler directement ; (iii) ils font des formations professionnelles si la situation leur permet.

Les jeunes qui devaient travailler directement, s'inséraient en faisant des petits boulots qui se faisaient dans leur milieu. Ils étaient des salariés journaliers (main d'œuvre agricole, transport de brique, transport de pierre et de sable). Mais ils pouvaient aussi être des salariés mensuels, ou hebdomadaires (femme de ménage, maçon, salarié dans les zones franches). Certains ont fait les mêmes choses que leurs parents ou leurs connaissances (famille, amis). Dans ce 2^{ème} cas, selon les ressources des parents, il y a des jeunes qui ont pu mener directement leur propre activité (agricole ou non) ou qui pouvaient travailler avec leur aide. Nous avons pu rencontrer 4 jeunes qui font la formation par apprentissage de FORMAPROD. 3 faisaient la formation sur la poule pondeuse et 1, la formation sur l'élevage de canard. Il y a une jeune qui a fait des formations sur la poterie, la vannerie. Elle a fait la formation dans le centre Akany Tsimoka (centre d'accueil des enfants vulnérables à Anosy Avaratra).

Quand ils se sont mariés, soit ils continuent les mêmes activités, soit ils font les mêmes activités que leur compagne/compagnon, soit ils font d'autres choses selon les circonstances et les opportunités.

c. Quelles préoccupations et aspirations de ces jeunes ?

Selon la typologie des jeunes, ils ont des différentes préoccupations et aspirations. En revanche, ils ont tous une préoccupation commune sur le manque de financements, sauf pour les jeunes qui ont pu trouver des activités stables et avec des bonnes situations (par exemple s'ils ne paient pas de loyer et que leur époux (ses) sont en activité).

Pour le type I (jeunes scolarisés), leur préoccupation majeure est l'incertitude sur la poursuite de leurs études. D'ailleurs 2 d'entre eux seraient forcés d'arrêter quand l'année scolaire s'achève. Leurs parents, pour des problèmes financiers sont dans l'incapacité de prendre en charge la suite de leurs études. Pourtant, ils sont encore motivés et ils aimeraient acquérir un peu plus de diplôme. Ils seront obligés de réfléchir sur ceux qu'ils vont faire après. Ils souhaitent tous avoir leur diplôme et trouver du travail stable, durable et bien payé. Ils veulent devenir docteur, ingénieur. Ils n'aspirent pas à faire de l'agriculture.

Le type II (jeunes déscolarisés avec des activités non agricoles), ils veulent trouver de l'emploi stable et plus rémunérateur. Ils y en a qui veulent aussi travailler à leur propre compte si leur situation financière leur permet. Seuls les jeunes qui ont des emplois stables et des aides de leurs parents arrivent à épargner. Le reste est face à une situation financière difficile, ne peut pas économiser et ne peut pas développer d'activité. Parmi ces jeunes, il y a ceux qui n'ont pas encore d'emploi. Ceux qui ont leur propre activité comme la menuiserie, bijouterie sont confrontés au manque de matériels plus performants et à des matières premières de plus en plus coûteuses. Pourtant ils ne peuvent pas vraiment augmenter le prix de vente de leur marchandise, déjà les commandes se font rares. Les salariés sont face aux problèmes d'instabilité. Ils peuvent se faire renvoyer à tout moment.

Témoignage : Il habite encore chez ses parents. Il perçoit un petit salaire dans l'atelier de soudure de son père. Il fait des petites économies car il aimerait ouvrir un atelier de soudure dans son fokontany. Il pense être compétent pour travailler dans la soudure vue les expériences qu'il a eues avec son père. (T, 23 ans, célibataire, Fkt Amorondria, Commune Sabotsy Namehana)

En fonction de leur situation maritale, les jeunes individus ont différentes aspirations. Les jeunes qui sont mariés aspirent à une condition de vie meilleure (construction de leur propre maison), ceux qui ont leur propre atelier rêvent d'outils performants et plus de commandes. Les jeunes qui sont salariés veulent des meilleurs salaires et de la stabilité.

Le type III (jeunes déscolarisés avec des activités agricoles), concerne les jeunes qui ont des activités agricoles dans leurs sources de revenus. Ces jeunes ont leur propre exploitation et/ou travaillent dans d'autres exploitations en tant que salarié journalier, pendant la saison rizicole. Pendant la saison sèche ils privilégient les autres travaux journaliers comme le transport et la fabrication de briques. Ils font aussi de la pêche. Ils sont obligés de diversifier leurs activités génératrices de revenus. Les femmes font aussi de l'artisanat comme la vannerie, la broderie.

Pour les jeunes qui ont leur propre exploitation, l'accès au foncier se fait grâce aux parents ou par métayage ou par location. Ils cultivent tous du riz, des légumes et font des petits élevages (vache, porc, avicoles). Le riz est destiné à la consommation. Seuls très peu sont autosuffisants en riz. Les légumes sont destinés à la vente, ils les revendent aux petits collecteurs qui sont dans le village ou directement au marché d'Andravoahangy. Ce dernier est un grand marché en ville où il y a des ventes de légumes. Pour ceux qui ont des volailles, ils les vendent aux collecteurs dans le village, quand ils sont disponibles et quand ils veulent avoir un meilleur prix, ils les vendent eux même au marché de Sabotsy. Ils sont confrontés à des problèmes de marché, des problèmes techniques au niveau de la gestion des ravageurs et des maladies ; aux coûts élevés des intrants au moment des cultures (semences, engrais, pesticides). Les collecteurs achètent leurs produits à bas prix. Pour ceux qui font de l'élevage, il y a le problème de maladies, malgré qu'ils fassent des traitements. Les éleveurs s'appuient sur les vétérinaires pour le traitement de leurs animaux à leur propre compte. Quand les agriculteurs ont des problèmes, ils ne savent pas vers qui se tourner.

La majorité des enquêtés sont salariés agricoles journaliers pendant la saison rizicole. Ils sont obligés de faire ça pour augmenter leur revenu, même les personnes qui ont leur propre exploitation sont salariés journaliers. Ils sont rémunérés 3000Ar par jour. Une journée de travail dure en moyenne entre 6 à 8 heures.

Les femmes que nous avons enquêtées pratiquent toutes la pêche. Elles ont affirmé que c'est l'activité qui génère le plus d'argent. Elles ne font que pêcher les poissons dans les rizières ou dans les canaux d'eau et les vendent dans le fokontany tout près. Elles les vendent à 8 000Ar à 10 000Ar le kilo. Mais, il y a des périodes où elles ne peuvent pas pêcher (entre octobre en janvier), car cela correspond à la période d'éclosion des poissons.

5 femmes font de l'artisanat, de la vannerie et de la broderie. Elles ont appris à en faire par leurs parents ou leurs amis ou par des connaissances dans le village. Elles sous-traitent dans

des petites entreprises connues par la famille ou les connaissances quand ils ont des commandes, ce qui est donc très ponctuel. Elles se sont plaintes que 4 mois dans l'année elles n'ont pas d'activité, malgré la combinaison de tous ces petits boulots. Elles aimeraient avoir des formations en machines industrielles pour qu'elles puissent avoir un bon salaire dans les zones franches, mais le problème aussi c'est que leur village est trop loin des entreprises. Elles disent qu'elles sont prêtes à suivre des formations sur l'artisanat.

Les jeunes qui sont dans l'agriculture ne songent pas à abandonner. Toutefois l'agriculture est un secteur incertain et il y a des paramètres qui ne peuvent pas être maîtrisés, comme l'inondation la sécheresse. Il faut la diversifier avec d'autres activités pour plus de sécurité.

Témoignage :

Elle est salariée journalière, son mari travaille dans un chantier de construction de route. Ils économisent et pense faire de l'agriculture et de l'élevage si elle arrive à louer des terres. Ils ont l'intention de commencer cette saison. L'agriculture les attire, elle dit qu'il n'y a pas besoin d'acheter du riz lorsqu'on en cultive. Ce serait aussi une activité complémentaire puisqu'en octobre par exemple, elle ne peut pas pêcher car c'est la période de ponte des poissons. Le problème principal pour démarrer une activité agricole est la capacité d'investissement faible. Elle voudrait élever des porcs et des poulets de chair (élevage à cycle court c'est-à-dire entrée d'argent rapide), et cultiver du riz. (L, 20 ans, Fkt Andidihana, commune Sabotsy Namehana).

d. Quels projets ?

Type I : Ils sont dans l'optique de se consacrer à leurs études afin de trouver un emploi durable qui correspond à leur diplôme. Sauf pour ceux qui à la fin de l'année scolaire seront obligés d'arrêter. Ils ont songé à des projets professionnels mais ils sont confrontés aux problèmes de financement. Ceux dont les parents sont dans l'agriculture ne prévoient pas de reprendre l'exploitation familiale.

Type II : Ils ont des projets non agricoles comme vendre des petits articles en ville. Mais ils n'ont pas de ressources financières pour les réaliser. Ils trouvent que les procédures dans les institutions de microfinances sont complexes, ils ne peuvent pas en bénéficier. Il faut des garanties, ils n'ont pas de patrimoines. Certains veulent faire la même chose que leurs voisins ou leurs connaissances. Ils trouvent que c'est lucratif. Il existe des jeunes qui ne font pas d'activité agricole mais en voyant leur voisin, ils projettent d'en faire. Ils optent surtout pour l'élevage. Ils ne pensent pas suivre des formations, ils vont demander aux voisins.

Type III : Les jeunes qui sont célibataires et ont moins de 18 ans n'ont pas encore la capacité de se projeter. Ils n'arrivent pas à réfléchir sur leur avenir, ils sont encore dépendants des parents et les aident dans les activités quotidiennes. Ils ont aussi un niveau scolaire assez bas. Il y en a une qui a un projet de se marier et qui économise en achetant des animaux pour le grand jour.

Pour les autres, ils ont le projet de diversifier leurs sources de revenus avec d'autres activités non agricoles. Pour ceux qui sont exploitants, ils étaient confrontés à une inondation, ils disent que dans l'agriculture, il y a beaucoup de choses qu'ils ne peuvent pas prévoir. Les femmes

veulent se tourner vers les zones franches. Il y en a qui veulent diversifier leurs cultures, ils trouvent d'autres spéculations qui sont plus rentables, c'est-à-dire qu'ils pourront vendre à des meilleurs prix.

La construction de projet chez les jeunes est basée sur l'observation de leur environnement. Si un voisin a réussi en élevant des poules pondeuses, directement ils se projettent d'en faire aussi, sans vraiment bien réfléchir à comment s'y prendre, comment écouler la production après. Pour certains agriculteurs, ils trouvent par exemple que ce mois le prix de la pomme de terre était meilleur, ils disent qu'ils vont le faire sans pour autant bien étudier le marché.

e. Quelles compétences et lien avec la formation ?

Avec **le type I**, la formation ne figure pas parmi leurs priorités. Ils n'envisagent pas d'en faire et ne voient pas son importance pour le moment. Sauf, celui qui sera obligé d'arrêter, il est prêt à condition que la formation corresponde à ses projets.

Pour les **deux autres groupes**, nous n'allons pas faire de distinction concernant la compétence et le lien avec la formation. En effet, il y a des jeunes qui décident de faire la même chose que leurs parents ou leurs connaissances. Ils ont pu s'insérer grâce à leurs appuis. Ils sont compétents par apprentissage, ils n'ont pas suivi de formation spécifique. Ils se disent compétents dans leur domaine et ne ressentent pas de besoin de formation. Les jeunes qui sont dans la maçonnerie, la menuiserie, la vannerie, n'ont pas suivi de formation pour exercer leur métier, ils ont acquis leurs compétences en se formant pendant le travail.

Témoignage :

« Je n'ai jamais eu de formation en agriculture et élevage. Si je me lance dans l'élevage de porcs, je n'ai pas de compétences, je pense apprendre par le biais de notre propriétaire qui a des animaux d'élevage et qui cultive ». (S, 22 ans, mariée, Fkt Amorondria, Sabotsy Namehana)

Quand ils projettent de développer leur activité ou de faire autres choses ou quand certaines innovations apportées par une formation les intéressent, ils affirment avoir besoin de formation et veulent bien en faire si possible. Les jeunes qui se forment par apprentissage avec FORMAPROD ont dit qu'ils font la formation car ce sera une autre source de revenu et que la formation est gratuite.

Par exemple, plusieurs jeunes femmes veulent se former en machine industrielle pour trouver des emplois dans les zones franches. Les machinistes sont mieux payés que les autres postes. Pour ceux qui ont leur propre exploitation agricole, quand ils sont face à des problèmes qui touchent leur productivité (sauf pour les problèmes d'inondation) ou la qualité de leurs produits, ils se disent prêt à suivre des formations.

Témoignages :

« Elle aimerait se former en pâtisserie, elle trouve que c'est rentable. Elle aimerait avoir sa propre pâtisserie. Mais en attendant, elle veut travailler dans les zones franches comme PROCOM. Elle voudrait se former dans les machines à coudre industrielles pour devenir machiniste, elle a dit que c'est mieux payé que la petite main ». (HN, 23 ans, mariée, Fkt Lazaina, Commune Anosy Avaratra)

« Elle aimerait savoir utiliser les machines dans les industries de couture, comme ça, elle aura les compétences dans les différents stades de la fabrication d'un panier, du tissage, à l'assemblage, à la finition. Elle a dit que c'est bien d'acquérir différentes domaines de compétences surtout en artisanat, « Mba tsy ho very mandeha » ou « Pour ne pas chômer ». Elle aimerait avoir sa propre petite entreprise mais il y a le problème de moyen. » (A. 19 ans, célibataire, Fkt Faravohitra, Commune Anosy Avaratra.)

La formation n'est pas perçue comme une solution à des problèmes de productivité. Les agriculteurs pensent souvent que la productivité est liée à la surface exploitée. Or, la production agricole dépend aussi d'autres facteurs tels que des intrants de qualité, des pratiques culturales plus efficaces. Les formations, dans ce cadre apportent des solutions et des conseils techniques.

3. Analyse des dispositifs de formation pour la région Analamanga

Selon le schéma régional de la FAR Analamanga (SRFAR Analamanga), la région héberge les différents niveaux et types de formation avec plusieurs acteurs. Ces acteurs peuvent être l'Etat, la profession agricole (OP, OPA, ...), les collectivités territoriales, les organismes de développement (ONG), les structures de formation (publiques et privés), les projets et programme de développement. Vu la diversité et le grand nombre de ces dispositifs dans la zone, cette étude se concentre sur des dispositifs qui ont été identifiés lors de l'atelier sur la formation de masse en Mars organisé par la DFAR du MPAE. Le dispositif de Bucas (ONG confessionnelle) a été retenu. Avec des personnes ressources le CSA, le correspondant FAR de la DRAE, le CIP FORMAPROD, d'autres dispositifs ont été identifiés à savoir : le projet Profapan, le projet MIASA, le projet ASA Lait, l'apprentissage de FORMAPROD et le PAPRiz. Lors de leur identification, les hypothèses étaient que ces dispositifs peuvent s'inscrire dans la définition de « formation de masse ». Ces dispositifs interviennent dans l'un et/ou l'autre des deux communes.

Les types de formation des dispositifs d'Analamanga, appartiennent à l'un des types suivant :

- Les formations modulaires courtes : ce sont les formations qui se réalisent en une journée ou en quelques jours, sur des thématiques précis. Ces formations peuvent se faire en salle, sur le terrain, sur site de démonstration. Le plus souvent, les formateurs sont des techniciens mobilisés par la structure de formation. Les ONG, les projets/programmes, et même l'Etat sont des acteurs pour ce type de formation.

- Les formations par apprentissage : dans notre cas c'est FORMAPROD qui réalise cette formation. Le Conseiller en Insertion professionnel (CIP) se charge d'identifier les formateurs (les tuteurs), les formés (jeunes entre 16 à 29 ans) et la formation (la filière) suivant les besoins des jeunes. La formation se fait sur trois mois et dans l'exploitation du tuteur. Le CIP est l'animateur et oriente les jeunes dans leur projet professionnel. Le CIP est un consultant de FORMAPROD.

Pour ces types de dispositifs, seront analysés les éléments qui vont permettre de le rapprocher du concept de « formation de masse ». Une description plus détaillée de chaque dispositif est présentée en annexe, ainsi que les responsables rencontrés par dispositif (annexe 4.2et 4.3). Il est à noter que dans la collecte de données, il était difficile d'avoir des chiffres en termes de

coûts et de résultats. Les différents responsables rencontrés n'étaient pas en mesure de donner ce type de données.

Dans cette partie sera étudiée la proximité de ces deux types de dispositifs avec le concept de « formation de masse ». Différents critères de la définition seront analysés : la durabilité, l'ancrage territorial, l'éveil au métier.

a. Les formations modulaires courtes et ponctuelles

A part les formations en centre, celui-ci est le type le plus fréquent entrepris par les acteurs comme les projets / programmes, les ONG, etc. Dans de nombreux dispositifs, dont ceux que nous avons rencontrés, la formation se fait entre une demi-journée et quelques jours. Les thématiques de la formation sont souvent destinées à améliorer les pratiques des paysans ou à promouvoir des nouvelles pratiques ou des filières porteuses. Les formateurs sont des techniciens de la structure ou des consultants ou des techniciens de la DRAE. La formation se fait au niveau de la localité (commune ou fokontany) avec des formations pratiques dans les parcelles des formés. Il y a quand même des dispositifs qui font la formation à leur siège, c'est le cas de Bucas. Les formés sont déjà des exploitants qui sont là pour améliorer leur production ou pour acquérir des nouvelles pratiques. La formation est prise en charge par les structures. Les apports des bénéficiaires restent minimes, ils peuvent mettre à disposition une partie de leur parcelle à la partie pratique de la formation. Selon la structure, les formés peuvent bénéficier d'intrants, d'indemnité de restauration et/ou de déplacement, de kit (petits matériels de production). A part l'apprentissage de FORMAPROD tous les autres réalisent ce type de formation.

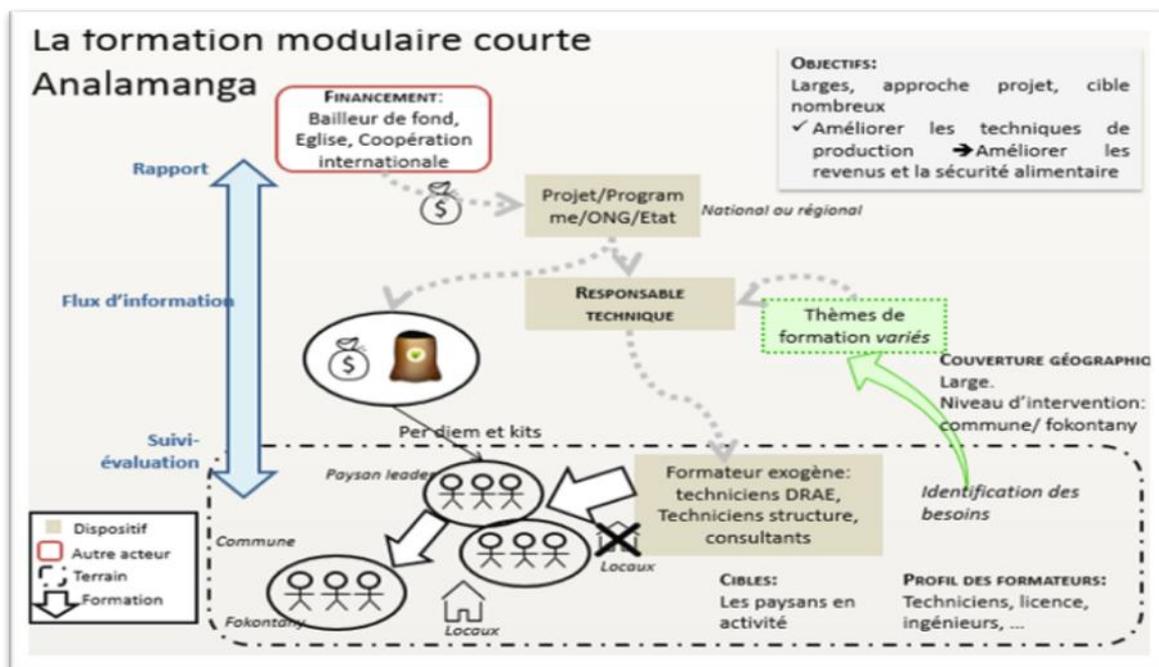


Figure 12: Formation modulaire courte

L'appréciation de la durabilité se fait sur trois angles : social, technique et financier.

Durabilité technique

Du point de vue technique, avec les dispositifs qui sont portés par les projets programmes, il y a la formation théorique, la formation pratique et les suivis individuels pour les bénéficiaires. Certaines fois les formations pratiques se font directement auprès des exploitations des bénéficiaires mais avec des suivis individuels. Pendant la durée du projet un échange régulier (au moins une fois par mois) existe entre les bénéficiaires et les techniciens du programme. Ils peuvent discuter des préoccupations des producteurs dans leurs pratiques. Les techniciens pourront constater les points que les bénéficiaires n'ont pas compris. Ils voient sur le terrain comment adapter la formation reçue suivant leur situation et leur contexte.

Pour les techniciens formateurs, ils ont des profils distincts. Ils sont de niveau licence, ingénieur, en technique agricole, élevage, sociologie, etc. Ils bénéficient d'un renforcement de capacités sur les thèmes qu'ils vont aborder auprès des producteurs. Ces formations peuvent être des formations internes par les autres responsables compétents du programme/ projet ou des formations externes avec des consultants ou avec des organismes compétents. Ces initiatives sont importantes pour que les techniciens acquièrent des compétences pour la bonne qualité de la formation auprès des exploitants. Dans le dispositif PapRiz, les formateurs sont les techniciens de la DRAE. Ils ont reçu des formations pratiques et théoriques sur le paquet technique avant qu'ils forment les producteurs. Les techniciens restent employés de la DRAE, même s'il n'y a plus de projet. Les compétences restent à l'Etat et pourront être mobilisés à tout moment.

Il se crée un lien entre le technicien et le formé, en tout cas pendant la durée du projet. Mais quand le projet se termine et que les techniciens ne sont plus présents, la question se pose de savoir qui va les remplacer. Certains dispositifs ont choisi la stratégie de former des paysans pour qu'ils forment à leur tour. Ces paysans leaders vont être les personnes ressources dans leur localité. Ils sont appelés Maitres exploitants (Mex) pour le Profapan/Agrisud et paysan modèle pour PapRiz ou paysan leader pour Bucas. Les Mex reçoivent des formations spécifiques en pédagogie et animation, ils sont appelés à former 10 producteurs à leur tour. Les paysans modèles ou leaders ne forment pas directement mais appliquent les techniques. Ils peuvent échanger et partager leurs pratiques avec leurs voisins. Leurs parcelles appelées parcelles de démonstration servent de vitrine pour la technique.

Généralement ces formations sont de courte durée, allant d'une demi-journée à quelques jours. Mais s'il s'agit d'une formation sur l'amélioration de leurs pratiques et selon le thème, les formés n'auront pas du mal à assimiler. Il serait difficile pour une personne qui n'est pas dans la profession d'apprendre en une demi-journée ou quelques jours.

Le nombre des formés pour une séance de formation est très variable, selon les dispositifs il peut aller de 25 personnes par formation à 100 personnes. Pour pouvoir effectuer des suivis individuels, les projets/programmes limitent le nombre de participants. Ils ont leurs objectifs en nombre et chaque technicien de terrain est responsable de nombre précis de producteurs.

L'appropriation des bénéficiaires va dépendre du changement que la formation va leur apporter, que ça soit un changement dans leur façon de faire que des résultats dans la pratique, selon qu'ils trouvent que l'application de la formation va augmenter les tâches, tandis que la

production n'est pas valorisée, ou non. Ils vont arrêter directement quand le projet ne serait plus là. La structure pérenne qui peut travailler directement avec les producteurs sont les services techniques déconcentrés (STD). Bien sûr, ils n'auront pas assez de techniciens pour effectuer des suivis individuels mais avec le CSA et l'aide de la Collectivité territoriale décentralisée (CTD) ils peuvent trouver des solutions.

Durabilité financière

Les formations sont financées par des bailleurs de fonds via des projets/programmes à durée limitée. Les formateurs sont des salariés des projets. Les formations sont gratuites. Dans la plupart des cas, les bénéficiaires reçoivent des indemnités de restauration ou de déplacement pour les formations, si les formations se passent par exemple dans le chef-lieu de commune. Ils peuvent aussi recevoir des kits d'applications (des intrants, des petits matériels, etc.). L'apport des bénéficiaires est minime. Ils mettent à disposition leur parcelle pour la pratique ou pour la vitrine. Sans le financement des bailleurs, aucune formation ne peut être réalisée.

Au contraire, dans le cas de Bucas, la formation se passe au siège en ville. Les formés paient leur frais de déplacement et ils contribuent à leur restauration. La formation est gratuite. Le dispositif est plus indépendant financièrement. C'est seulement le fonctionnement du Bucas qui dépend du diocèse. Les commissions sociales de développement du Bucas (VSF) travaillent bénévolement. Les exploitants qui viennent se déplacer en ville pour la formation sont les personnes qui sont les plus motivées.

Insertion professionnelle

Les dispositifs qui organisent des formations courtes modulaires ciblent des personnes qui sont déjà dans le métier. Pour les dispositifs que nous avons, ils ne proposent des formations que pour les exploitants. Les formations sont destinées à améliorer leurs pratiques. Il y a des dispositifs qui sensibilisent les producteurs à s'intéresser à d'autres filières peut être plus rentables mais ils sont déjà dans le métier d'exploitant. Par exemple, pour la formation donnée par l'OP qui porte le projet Asa Lait, Malagsay Dairy Board (MDB) sur la filière laitière, il faut au moins que les formés possèdent des vaches laitières même si ils n'ont pas encore eu de lait. Lors des entretiens avec les jeunes, ils décident de faire un métier quelconque s'ils constatent une réussite de son voisin ou de sa famille. Pour les jeunes, la réussite c'est gagner beaucoup d'argent. Ils ne sont pas dans une logique de découvrir et de pratiquer pour apprécier et exercer en tant que métier.

Ancrage local

Les dispositifs ont chacun leur stratégie pour être proches des bénéficiaires. Ils ont travaillé avec les autorités locales (fokontany) et les communes au moment où ils ont commencé. Au lancement du projet dans la zone, des ateliers avec les différents acteurs (CTD, STD, CSA, FRDA, Paysans, etc.) qui pourraient participer au projet sont organisés. Ces ateliers ont pour but de présenter le projet afin que les participants puissent apporter leur point de vue et que les actions s'inscrivent dans le territoire. Le Bucas s'appuie surtout à la structure de l'église dans chaque paroisse à part les acteurs locaux.

Ils ont identifié leurs cibles avec les fokontany et ils ont procédé à des descentes sur le terrain. Ils ont effectué des entretiens avec les cibles potentielles pour identifier leur préoccupation dans leurs activités afin de voir les points à travailler dans les formations. Certains porteurs de dispositif ont valorisé les acquis et les expériences antérieures. Ces études aussi vont permettre d'adapter la formation à leurs besoins.

Par exemple, le MDB a effectué une identification des besoins au début du projet. De cette étude, 5 thèmes de formation ont été fixés. L'Agrisud a travaillé depuis 9ans dans la zone d'étude, et Profapan (dispositif porté par Agrisud) a pu bénéficier de leurs acquis dans l'identification des besoins en formation, à part l'étude de diagnostic.

Même si les techniciens des projets/programmes sont des personnes extérieures, grâce aux suivis individuels, des liens se créent entre eux et les bénéficiaires. Ils peuvent se téléphoner si besoin, en plus des visites.

***Synthèse :** La formation modulaire courte donne la possibilité de former beaucoup de personnes sur un thème et en peu de temps, mais sa réussite va dépendre des suivis effectués par les techniciens. Elle nécessite donc plus de ressources humaines et plus de moyens financiers. Son ancrage est limité car les formateurs sont des personnes extérieures (techniciens du projet) sauf pour les dispositifs qui favorisent la place des paysans leaders et des Mex. Même s'ils ont procédé à une identification des besoins avant d'intervenir, les bénéficiaires sont passifs par rapport à la formation. Du point de vue financier, ils sont très vulnérables car c'est le projet qui prend en charge toutes les formations et les suivis donc sans projet, il n'y aurait pas de formation. Sauf pour le Bucas, les suivis sont effectués par les VSF de manière bénévole, donc moins coûteuse, mais ils ne peuvent pas effectuer des suivis réguliers et pour tous les formés. Les participants aussi paient leur déplacement pour venir se former, il est plus indépendant.*

b. Les formations par apprentissage

Dans notre cas, ce dispositif est porté par FORMAPROD. La formation par apprentissage dure quelques mois, trois mois à raison de deux séances d'une heure et demi par semaine. La formation vise à préparer les jeunes à un métier. Les cibles de ce dispositif sont les jeunes ruraux déscolarisés, filles et garçons, entre 16 et 29 ans. Les formateurs, appelés tuteurs, sont des personnes qui sont professionnelles dans la filière. Par exemple pour une formation sur la poule pondeuse, le programme travaille avec des éleveurs de poules pondeuses. La formation est réalisée au domicile et sur l'exploitation du formateur. Ce sont les Conseillers en Insertion Professionnelle (CIP) du programme qui se chargent d'organiser les formations, d'identifier les besoins des jeunes et le tuteur approprié. Le CIP veille au bon déroulement des formations du côté des formés et des formateurs. Dans la région Analamanga, il existe 7 CIP (sans le district d'Antananarivo Renivohitra), donc 1 CIP dans chaque district.

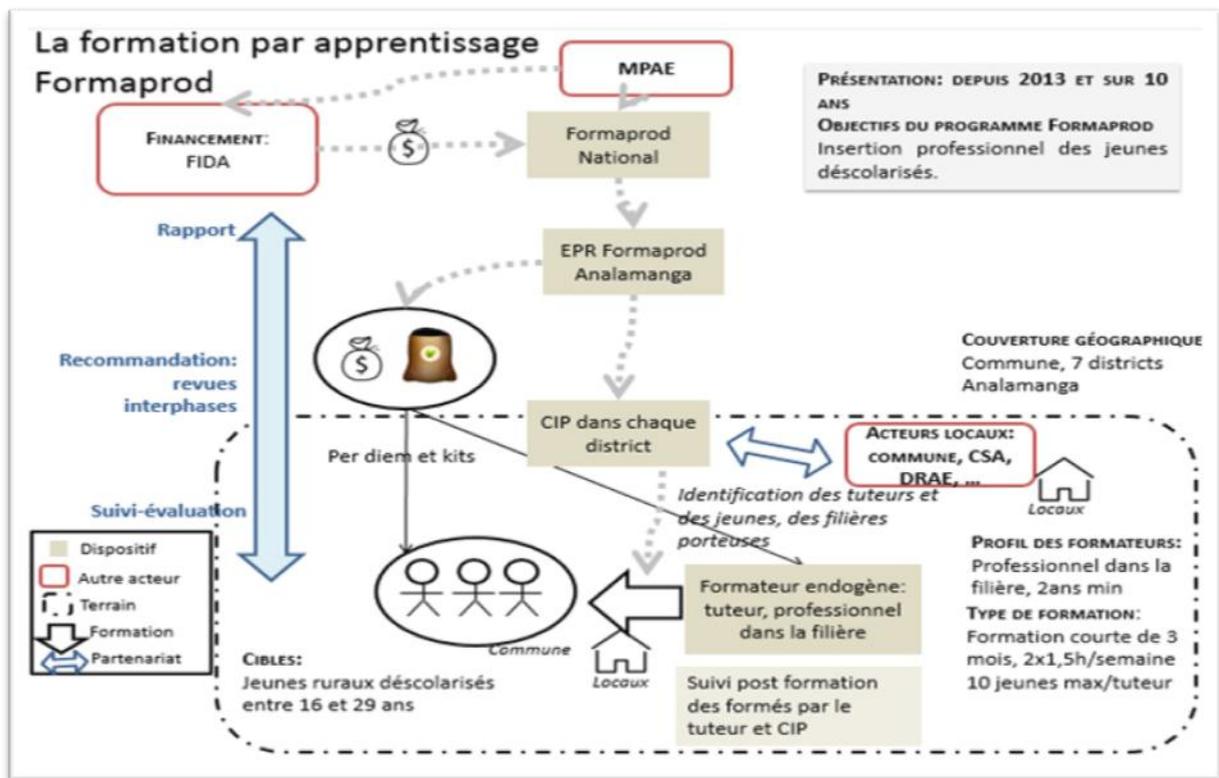


Figure 13: Formation par apprentissage FORMAPROD

Durabilité technique

La formation comprend la formation théorique (20%) et la formation pratique (80%). Suivant leur pratique quotidienne, le tuteur élabore le plan de formation. Il est censé transmettre ses savoirs, savoir-faire et savoir être sur la filière à ses apprentis. Plusieurs critères ont été étudiés avant que le tuteur soit validé. La validation est effectuée par un comité avec des représentants des STD, des CEFAR, et de l'EPR. Un des critères est que le tuteur ait déjà plus de deux années d'expérience et ait déjà suivi une formation sur la filière. Dans le cadre de la collaboration, après validation, les tuteurs bénéficient d'une formation en pédagogie. Le tuteur que j'ai pu rencontrer formait sur l'élevage de canard. Il travaillait depuis 8 ans dans l'élevage de canard et il a déjà suivi plusieurs formations et même avant sa collaboration avec FORMAPROD, des organisations paysannes le sollicitaient pour former. Un tuteur accueille au minimum 5 et au maximum 10 apprentis pour un trimestre. Le tuteur s'arrange sur l'emploi du temps, il peut tenir compte des disponibilités de chacun. A la fin des trois mois, les apprentis remplissent des fiches d'évaluation sur le déroulement de la formation et leurs impressions. Les équipes EPR peuvent améliorer avec le tuteur la prochaine vague de formation avec le résultat de cette évaluation. Ces procédures contribuent à la qualité de la formation. Les jeunes formés rencontrés ont dit qu'ils peuvent appliquer les compétences acquises lors de ces trois mois, néanmoins un appui des tuteurs sera toujours une bonne chose pour le bon déroulement de leur projet. Les tuteurs sont censés effectuer des suivis des devenir des apprentis après la formation. A la fin de la formation de 3 mois, les jeunes bénéficieront d'une formation sur la conception de projet et élaboreront le leur. Ils pourront

bénéficier d'un appui financier de FORMAPROD si leur projet professionnel (PP) est validé. Le CIP avec le tuteur continuent de soutenir le jeune dans son parcours professionnel.

Durabilité financière

La formation en soit n'est pas coûteuse. Comme la formation est réalisée au domicile des tuteurs (voir figure 14), la théorie dans une des pièces de sa maison et la pratique dans son exploitation. Puisqu'il pratique la filière il a déjà tout. Il reste quand même les différentes fournitures pour la formation pour les tuteurs (paperboard, marqueurs, ...) et les formés (cahier, stylo, etc.). FORMAPROD prend en charge ces différents outils. En plus de cela, les formés bénéficient d'une indemnité de restauration pendant les trois mois (200 000Ar/3 mois/ 10 apprentis). Les PP des formés validés, ils reçoivent un appui financier pour leur projet de 500 000Ar. A la fin de la formation, les tuteurs obtiennent des équipements d'une somme de 500 000Ar pour améliorer leur activité. Le CIP qui a organisé la formation est un consultant payé par FORMAPROD. Nous pouvons constater que les bénéficiaires ne paient pas la formation.



Figure 14: Apprentissage chez un tuteur (auteur)

Du point de vue financier, le dispositif est assez fragile et dépend des fonds mobilisés par le programme. Il reste à étudier comment procéder sans ces financements, quelles structures pourront porter le dispositif, comment motiver les tuteurs, quelles contributions des bénéficiaires ?

Insertion professionnelle

Le CIP joue un grand rôle dans l'orientation professionnelle des jeunes. Le CIP connaît la potentialité locale et la situation des jeunes dans les communes. La formation par apprentissage est destinée aux jeunes pour leur permettre d'apprendre dans un métier. La formation de trois mois va permettre aux jeunes, grâce au tuteur, d'évaluer ses capacités, d'acquérir des compétences dans le métier et de constater les réussites ou les difficultés.

Ancrage local

Parmi les différentes étapes de l'organisation des formations dont le diagnostic du territoire, le CIP a collaboré avec les autorités locales (les sages, les fokontany, les communes, etc.). Le diagnostic du territoire consiste à identifier les opportunités de la commune, le marché, les filières porteuses mais aussi la situation des jeunes, surtout ceux déscolarisés. Des séances de sensibilisation ont été entreprises en présence des acteurs locaux (district, commune, ...) et certaines communes ont soumis des demandes de formation auprès du CIP. Il a identifié les tuteurs avec le CSA et les responsables locaux (mairie, fokontany). Les tuteurs sont des paysans professionnels qui font partie de la société. Les filières pour les formations dépendent des attentes et besoins des jeunes. Les jeunes remplissent des fiches d'identification où ils évoquent leur besoin en termes de formation. Le CIP effectue un entretien avec le jeune pour comprendre ses objectifs afin qu'il puisse l'orienter. Déjà avant la formation le CIP est en lien avec le territoire via ces différents acteurs. Les formateurs sont des personnes de la base. La formation se passe dans l'exploitation des tuteurs avec les moyens existants. Les filières de formation ont été identifiées suivant les besoins de jeunes et en prenant en compte du territoire. A part le CIP qui est acteur extérieur employé par le programme, les autres acteurs sont locaux.

On peut donc se poser la question de qui va remplacer le CIP pour que le dispositif soit vraiment ancré dans le territoire ?

Synthèse : Ce type de formation est une alternative entre les formations de longue durée en centre et les formations modulaires courtes et ponctuelles. Les formateurs sont des personnes qui sont dans la pratique, et qui sont des locaux. La formation est réalisée chez l'exploitation des formateurs (tuteur). Les emplois du temps sont flexibles. La formation s'est créée suivant les besoins des jeunes avec le CIP. Mais le CIP est un salarié du projet, or c'est lui qui organise tout. Le dispositif est trop dépendant du projet. Les tuteurs et les formés obtiennent des kits post formation. Ces éléments peuvent rendre vulnérable le dispositif.

4. Les acteurs du territoire et leurs rôles dans la formation de masse

Dans cette partie de l'étude, nous nous intéresserons aux acteurs du territoire qui jouent, ou peuvent jouer des rôles dans la formation de masse. Les acteurs rencontrés à Analamanga sont : l'équipe de la DRAE, CSA du district Avaradrano, le FRDA Analamanga, l'EPR Analamanga, les communes, les chefs fokontany. Dans le domaine de la Formation Agricole et Rurale, Analamanga est bien avancée. Dans la mise en œuvre de la SNFAR, elle a déjà le CRFAR (Conseiller Régional pour la Formation Agricole et Rural) ainsi que le SRFAR (Schéma Régional de la Formation Agricole et Rurale). Ces différents outils et acteurs peuvent être mobilisés pour la formation de masse. Le privé est un acteur aussi important dans la Formation Agricole et Rurale, malheureusement lors du terrain, nous n'avons pas pu en rencontrer.

Au niveau national, au sein du ministère dans la Direction de la Formation Agricole et Rurale, une réflexion est déjà engagée sur la formation de masse.

Ces différents acteurs peuvent être regroupés selon leur niveau d'intervention : régional,

district, commune et fokontany. Sur chaque niveau, nous pouvons rencontrer différents types d'acteurs.

a. Au niveau régional

Dans la région Analamanga, plusieurs outils et acteurs existent dans le cadre de la FAR. Les acteurs qui seront étudiés dans cette partie sont ceux que nous avons rencontrés sur le terrain.

La Direction Régionale de l'Agriculture et de l'Elevage (DRAE) Analamanga

La DRAE est le représentant du MPAE dans les régions. Elle doit mettre en œuvre dans les régions les politiques de l'Etat, dont ceux sur la FAR (SNFAR, SRFAR). Elle possède des techniciens dans les services déconcentrés avec des agents de terrain dans les districts (Circonscription Régionale de Développement Rural ou CIRDR). Le DRAE a mentionné que la direction contribue à la formation de masse. Le CSA peut envoyer des demandes (en formation, en intrants, etc.) auprès de la DRAE mais elle reçoit aussi des demandes venant directement des paysans ou du ministère central. Selon la possibilité de celles-ci et la nature des demandes, la direction peut les satisfaire directement. Plusieurs partenaires font appel aux techniciens de la DRAE pour réaliser des formations. Par exemple, les projets, programmes font appel à eux au lieu de recruter des consultants sur des thèmes qui entrent dans les champs de compétences des agents. Les profils des techniciens de la DRAE sont des techniciens de l'agriculture et de l'élevage de niveau, techniciens, techniciens supérieurs, licence, ingénieur.

Dans l'organigramme d'avant le remaniement (Avril 2016), dans les DRAE, il y avait un service déconcentré de la DFAR qui était le SOMRFAR. Dans ce service et dans les 22 régions, il y a l'ambassadeur FAR auparavant appelé correspondant FAR. C'est la personne qui se charge de tout ce qui est formation agricole et rurale dans les régions. Actuellement, dans le nouvel organigramme, ce service n'existe plus, néanmoins la DFAR a insisté sur l'importance de cette structure dans chaque région. En Août, un atelier a été organisé par la DFAR pour renforcer la capacité de ces ambassadeurs FAR et pour rappeler leurs attributions. Ce correspondant FAR participe à la mise en œuvre de la rénovation de la FAR à Madagascar.

L'ambassadeur FAR dans la DRAE Analamanga est en lien direct avec le CRFAR, l'EPR FORMAPROD et la DFAR. Il anime et organise les réunions avec les partenaires de la FAR ainsi que les événements dans le cadre de la FAR dans la région. Il participe dans les différentes réflexions qui s'opèrent sur la FAR. Tous les trois mois, le CRFAR effectue une réunion ordinaire, le correspondant FAR avec l'appui de l'EPR Analamanga, organise et anime cette réunion. Tous les trois ans, les membres du CRFAR sont renouvelés. Le correspondant FAR se doit d'animer et d'organiser l'élection des nouveaux membres.

La DRAE possède des ressources humaines et des compétences qui peuvent appuyer ou porter un dispositif de formation de masse. Elles ne pourraient pas couvrir toute la région mais elles pourraient être appuyées. Le budget de l'Etat est limité donc elle ne peut pas faire grand-chose sans l'appui financier des différents partenaires dont les projets /programmes et les privés. Elle est en relation avec tous les acteurs de la FAR dans la région via le CRFAR.

Le FRDA ou le Fond Régional de Développement Agricole Analamanga

Le lancement officiel de FRDA Analamanga a été effectué en Septembre 2011. En ce temps, il était financé par le MinAgri et le Helvetas (Coopération Suisse). Le financement Suisse a pris fin le 31 Août 2013, mais via une convention avec la DRDA, le directeur et le DRDA ont maintenu la structure et ont poursuivi les appuis et encadrements sans aucune rémunération.

En Septembre 2014, une convention de collaboration entre le FRDA et FORMAPROD a été signée et renouvelée chaque année. Les membres de la CROA (Comité Régional d'orientation et d'allocation de fonds) restent les mêmes. Une note du FDA (Fond de Développement Agricole) est sortie stipulant que le FRDA Analamanga reprenait ses activités avec ces structures (CROA, DER). Le FORMAPROD finance le volet formation (7^{ème} catégorie) de ce fonds destiné au financement des PP de jeunes qui sont sortis des centres de formation. La demande est soumise au CSA et passe par la DER (Direction Exécutive Régionale), ensuite étudiée par la CROA. Une convention est signée directement avec le bénéficiaire et le FRDA. Pour Analamanga, la catégorie 7 est la seule qui est opérationnelle.

SRFAR/CRFAR Analamanga

Le CRFAR ou Conseil Régional pour la Formation Agricole et Rurale d'Analamanga est une structure formelle d'orientation de la rénovation de la FAR dans la région. Il regroupe les acteurs de la FAR. Pour Analamanga, Il est composé d'une vingtaine de membre dont des représentants de la région, de la DRAE, des CEFAR, des OP, des CSA, des CIP, etc. Le CRFAR est l'organe d'orientation et de validation du PTBA de l'EPR FORMAPROD Analamanga.

Tous les trois mois, le CRFAR organise des réunions ordinaires. Ces réunions permettent aux membres de partager des informations. Elle permet de voir les avancements des activités et de planifier les activités à venir selon un plan d'action. Le mandat des membres actuels prend fin cette année. Lors de la dernière réunion ordinaire en Août, la préparation de cette élection était l'activité que les membres doivent préparer. Cette élection requiert une assemblée générale et a lieu en octobre. Le correspondant FAR de la région joue un grand rôle dans l'animation des différents acteurs ainsi que dans la préparation et la réalisation de cette élection.

Le SRFAR est la déclinaison de la SNFAR au niveau régional. C'est un document d'orientation des activités du CRFAR dans la région pour les cinq prochaines années. Il a été élaboré en octobre 2015. L'élaboration de ce document a été pilotée par le CRFAR avec l'appui de l'EPR FORMAPROD Analamanga. Il a été validé par les différents acteurs et parties prenantes de la FAR dans la région. Le SRFAR présente 4 grandes orientations : la formation, le renforcement de la gouvernance, la stratégie d'insertion et d'installation et les mesures d'accompagnement de la FAR. Pour la formation, la diversification et l'extension des offres de formation sont parmi les priorités dans la SNFAR. A part les formations formelles dans les centres de formation, les autres formations telles que les formations par alternance, la formation sur le tas, etc. devront être renforcées et figurent parmi les orientations prioritaires du SRFAR. Pour faire face à la cohorte de jeune arrivant sur le

marché du travail, le SRFAR donne une priorité sur la formation continue, la formation sur le tas, la formation par alternance, avec la responsabilisation des Organisation des Producteurs. Ces derniers pourront contribuer en tant que formateur venant du milieu professionnel. Ils pourraient contribuer avec les techniciens formateurs pour identifier les besoins en formation de la localité. Ces OP et les services d'appui de la FAR seront renforcés pour répondre à cet enjeu.

EPR FORMAPROD Analamanga

L'EPR Analamanga, comme tous les autres EPR des autres régions, essaie de trouver des formations qui répondent aux besoins des jeunes, à leurs attentes, et avec la considération du contexte local. Ces jeunes peuvent être orientés vers une formation (initiale) diplômante, qualifiante ou modulaire dans des centres de formation. La durée de la formation peut aller de quelques jours, quelques semaines, quelques mois à quelques années. FORMAPROD prend en charge leur séjour dans les centres ainsi que leur formation. Les jeunes prennent en charge leur frais de déplacement dans les centres. Mais dans certains centres les parents doivent contribuer une petite somme annuelle outre ce frais de déplacement. Si les jeunes ne peuvent pas aller dans les centres, ils vont participer aux autres types de formation comme l'apprentissage. FORMAPROD participe aussi à la FAR dans l'éducation en collaboration avec la DREN. Ces différentes initiatives surtout la formation par apprentissage, les formations modulaires courtes vont collaborer à l'atteinte de l'objectif des 100 000 jeunes. Dans la réalisation de toutes ces activités, l'EPR est en partenariat avec la DRAE, les STD, les CEFAR, les CTD et la population locale (tuteur). Dans Avaradrano, un réseau de tuteur a été créé.

Sur le terrain, le CIP est le premier responsable qui recueille les données, qu'il fait remonter à l'équipe régionale. L'équipe, via le responsable socio-organisationnel et le chargé de mission, organise les formations et veille à la cohérence des activités avec la situation locale.

Le problème rencontré actuellement par l'EPR sur la réalisation de ces activités, surtout par rapport aux jeunes, est la faible capacité de réponse en formation. C'est-à-dire qu'il y a trop de temps entre le moment où les CIP identifient les besoins et attentes des jeunes et la réalisation de la formation. Les jeunes ont changé d'avis et ont déjà fait autres choses. Les équipes doivent respecter les procédures administratives requises par le bailleur.

Les différentes activités de l'EPR dépendent beaucoup du financement du programme et de ses salariés. Une stratégie de pérennisation des actions est en cours de réflexion au niveau des EPR. A partir de l'année 2017, ils vont essayer de renforcer les capacités des différentes structures locales (de la commune, du district, de la région) pour prendre le relais.

Les maîtres FRAM

Les maîtres FRAM sont des enseignants dans les écoles publiques. Leurs salaires sont payés par les associations des parents d'élèves. Ils ne sont pas fonctionnaires. Mais l'Etat s'est engagé à leur donner des subventions chaque mois. Lors du terrain, nous avons pu rencontrer deux maîtres FRAM. Ils enseignaient tous deux dans deux EPP de la commune de Sabotsy Namehana. A part les salaires des parents d'élèves, ils bénéficient de la subvention de l'Etat

ainsi que celle de la commune. Des parents d'élève, ils perçoivent 30 000Ar /mois, de l'Etat : 110 000Ar / mois, mais très irrégulier, et de la commune : 40 000Ar/ mois. Pendant les vacances d'été (grande vacance) de trois mois, ils ne sont pas payés. Ils sont obligés de travailler pendant cette période. Leur situation est vulnérable mais ils sont motivés car ils sont passionnés par leur travail. L'Etat promet de les recruter en tant que fonctionnaire. Le concept de faire payer les parents pourrait être une solution pour pérenniser le financement du dispositif. C'est un dispositif qui dépend des parents d'élève, de l'Etat mais aussi de la motivation des jeunes. Cependant, lors des entretiens, le problème financier est la raison pour laquelle la majorité des jeunes ont dû quitter le banc de l'école.

b. Au niveau du district : le CSA Avaradrano

Le CSA a le statut d'ONG, au début, il a été financé par Helvetas Suisse. Actuellement, il est financé par l'Etat. Il met en lien les offres et les demandes qui viennent des producteurs ainsi que des opérateurs. En 2014, le centre d'Avaradrano a suspendu ses activités suite à un problème interne sur la gestion financière. Février 2015, l'équipe a été renouvelée et les activités ont repris. Le CSA est formé par trois employés : le coordonnateur, l'assistant technique et le responsable financier. Des descentes régulières (au moins une fois par mois) sur le terrain doivent être faites pour sensibiliser tous les acteurs sur l'existence et les activités du centre. Le centre doit envoyer un rapport mensuel auprès de la DRAE de leur réalisation. Il existe une cellule qui est le comité de pilotage (copilo). Différents types d'acteurs y sont représentés (Annexe 4.3). Ce comité doit faire remonter les demandes des paysans du district au siège, et il doit rapporter les réalisations et les activités du CSA auprès des paysans. Les paysans peuvent aussi adresser directement leur demande auprès de CSA. Les demandes sont ensuite traitées. La période entre le recueil de la demande et la satisfaction de cette demande est très variable. Elle peut prendre plus d'un mois. En 2013, un document appelé « Etat de lieu 2013, Développement des Services Agricoles » a été élaboré par le CSA Avaradrano. Avant cette version, il y avait une qui datait de 2009. Ce document présente le district, les filières qui existent et celles qui sont prioritaires, les acteurs et les services qui y sont présents et surtout les axes stratégiques du centre de 2013 en 2018. C'est un outil qui permet d'avoir une vue d'ensemble du district et de pouvoir le trianguler avec les résultats que nous avons eu sur le terrain.

La difficulté du centre actuellement est le financement. La totalité du budget actuel du CSA Avaradrano vient de l'Etat. Normalement, chaque année, le Ministère alloue un budget pour la réalisation des activités. Lors de notre visite en mois de juin, le centre survivait avec les reliquats des années précédentes. Plusieurs de leurs activités ne sont plus réalisées à temps. Nous avons rencontré un producteur qui est membre du comité de pilotage (copilo), il a dit que ça faisait quelques mois qu'il n'a pas eu des nouvelles du centre. La réunion du copilo tous les trois mois n'a pas eu lieu. Il est à noter que les membres du copilo reçoivent une indemnité lors des réunions. Le coordonnateur a mentionné aussi que même la fréquence des descentes sur terrain diminuait.

Malgré cette difficulté financière, les équipes arrivent à satisfaire certaines demandes. Des demandes en formation sur la vache laitière ont été reçues, le CSA a pu trouver la structure pour réaliser la formation et avec des conditions qui convenaient aux éleveurs.

c. Au niveau des communes

Les collectivités territoriales dont les communes peuvent avoir des rôles dans la formation de masse. Avec les fokontany, ils sont les structures les plus proches de la base donc des jeunes. Dans cette partie, nous allons voir quelles sont les capacités de ces structures à porter la formation de masse.

Les communes

Dans les entretiens et dans le PCD, le renforcement des capacités de la population dans le domaine de l'agriculture, de l'élevage et de l'artisanat tient une place importante dans le développement de la commune. 75% des activités de la population appartiennent au secteur primaire. Les paysans restent encore dans des pratiques traditionnelles. La production est limitée et est de subsistance.

Les communes favorisent les initiatives des partenaires qui veulent travailler dans le cadre de la formation. Quand les projets, programmes, ONG demandent une collaboration avec la commune, leur porte est grande ouverte. Selon les moyens dont elles disposent, elles peuvent contribuer de différentes manières. La commune, avec l'aide des chefs fokontany, peut aviser la population cible à la base. Suivant les demandes des partenaires, les communes peuvent afficher les communiqués dans chaque fokontany ou les chefs fokontany peuvent aviser directement les personnes concernées chez eux. La commune peut mettre à disposition une grande salle qui peut être utilisée pour la formation proprement dite ou pour des ateliers, ou d'autres événements. Mais pour Anosy Avaratra, la commune ne dispose pas encore de bâtiment, elle loue leur bureau chez un particulier. Elle n'a pas de local disponible pour la formation.

Chaque commune a son propre organigramme et sa propre stratégie dans les interventions. La commune de Sabotsy Namehana a tout récemment, rajouté dans son organigramme un responsable de développement rural qui s'occupe de tout ce qui est Agriculture, élevage, marché, environnement et un responsable socio-culturel dont les activités pour les jeunes (sport, etc.). Les personnes viennent tout récemment d'acquérir ces postes et sont en pleine découverte. Néanmoins, pour le développement rural un responsable qui travaillait dans la commune depuis plus de 10 ans et qui occupait le poste de « Tambahra fampanandroana » ou « Développement commune » connaît bien la situation locale. Il est lui-même agriculteur. Même si la structure est présente, il manque de ressources humaines compétentes pour mener à bien les activités en termes de formation. Par rapport à Sabotsy Namehana, Anosy Avaratra a moins de ressources humaines et dans son organigramme, le mode d'intervention est différent (annexe 4.4).

Du point de vue financier, les ressources des communes viennent des impôts et des taxes que paient les commerçants et les transporteurs comme le ticket de marché, les ristournes, les licences sur la vente de boissons alcooliques, les taxes parafiscales, les parkings, etc. Dans le chef-lieu de la commune de Sabotsy Namehana se trouve un grand marché qui lui permet de récolter plus de taxes. Les deux communes n'ont pas de problème pour leur fonctionnement,

les salaires des personnels sont payés à temps chaque mois. Normalement, l'Etat contribue aussi au financement de la commune, chaque année, selon sa catégorie. Pour Sabotsy Namehana, il devrait être de 12 millions Ariary, mais depuis la quatrième république, il n'y en a pas. Pour le FDL ou Fond de Développement Local, c'était seulement en 2009, que la commune a pu en bénéficier. La commune d'Anosy Avaratra n'a pas encore perçu de subvention venant de l'Etat jusqu'à présent. Elle espère en bénéficier pour la construction de leur bureau. Pour mettre en œuvre les projets dans les PCD, les communes recherchent des financements auprès de partenariats privés présents dans leur zone.

Les deux communes ont déjà élaboré leur PCD, mais ils ne sont pas encore finalisés. Néanmoins, avec les entretiens et les premières versions qu'ils nous ont données, nous avons constaté que la formation surtout pour le secteur primaire figure dans les projets communaux. Pour Sabotsy Namehana, MDB a effectué une formation pour les éleveurs de vache laitière dans la commune, elle a contribué 2000Ar d'indemnité de restauration pour les formés. A part ça, la commune aussi contribue au paiement des salaires des maître FRAM qui enseignent dans les EPP.

Les fokontany

Le fokontany est le découpage administratif la plus proche de la population. Il n'a pas beaucoup de moyen à sa disposition.

En termes de ressources humaines, il y a le chef fokontany, son adjoint, le secrétaire, les quartiers mobiles et des fois un responsable social. Ils ne sont pas nombreux. Ils travaillent comme bénévoles. En effet, les chefs fokontany que nous avons rencontré ne perçoivent qu'autour de 20 000Ar par mois. Pour le reste, leur salaire n'est pas défini et dépend de la somme qui est disponible dans le fokontany. Il est à noter que les fokontany ne reçoivent de subvention ni des communes ni de l'Etat. Leur source de financement vient du droit que la population paie sur des démarches administratives comme les certificats de résidence, les attestations de célibataires, etc. Pour faire un certificat, les personnes paient moins de 1000Ar par document. Le chef fokontany n'a pas voulu dire son budget lors de l'entretien : « vous allez rire si je vous dis la somme dont nous disposons actuellement » (Chef fokontany de Manarintsoa). Il a dit cette phrase en ricanant.

Malgré tout, il tient une place importante dans la formation de masse. Il connaît la situation locale dont celle des jeunes, les opportunités dans la zone, les différentes personnes ressources sur les activités existantes ainsi que les problèmes. Actuellement, le fokontany est le premier allié de la commune dans la diffusion de l'information. Si les partenaires veulent aller sur le terrain, ils sont redirigés vers les chefs fokontany. Il en va de même s'ils veulent des cibles précises pour leurs activités, par exemples des éleveurs de vache laitière ou des artisans.

Les personnes rencontrées pour les acteurs et les dispositifs sont en annexe 4.5.

Synthèse sur les acteurs à Analamanga : Nous pouvons constater que les acteurs sont présents dans les différentes échelles depuis le fokontany, en passant par la commune, le district et la région. Ils peuvent chacun sous différentes formes et de diverses manières participer au développement du concept de formation de masse dans la région. Mais ils sont

tous confrontés au manque de ressources financières et humaines pour pouvoir mener à bien leur rôle. Malgré que le FRDA soit présent, ses interventions se limitent à l'appui des projets professionnels des jeunes formés. Le développement de partenariat avec les autres acteurs de la zone comme le privé pourrait remédier à ces contraintes. Ils présentent tous la volonté de contribuer selon les moyens à leur disposition au développement de la FAR. Toutefois, une coordination de tous ces acteurs et de leurs activités seraient nécessaires, pour couvrir toute la région et pour toucher le plus de monde possible. L'Etat à travers les Direction régionales pourrait jouer ce rôle ainsi que le CRFAR. Cette coordination permettra de voir ce qui se fait et par qui et donc d'identifier ce qui reste à faire. Lors du terrain, nous n'avons pas pu rencontrer les privés, les OP et les directions régionales des autres ministères comme celle du MEFTP (Ministère de l'Enseignement et de la Formation Technique et Professionnelle). Il est à noter qu'ils sont des acteurs incontournables pour le développement de ce concept « formation de masse ».

5. Discussion et pistes de réflexion

Cette partie va mettre en lien les différents résultats obtenus dans les parties précédentes.

a. Les jeunes et la formation

Les jeunes n'ont pas d'emprise sur leur futur. Les scolarisés dépendent de la situation financière de leur parent. Nous avons constaté dans les entretiens avec les jeunes déscolarisés qu'ils sont obligés de travailler pour aider les parents dans un premier temps avant de se marier. Ils n'ont pas vraiment le temps de penser à leur avenir, à ce qu'ils veulent vraiment faire de leur vie. Ils s'adaptent selon la situation. Ils se forment en même temps qu'ils travaillent. Le voisinage a une grande influence sur leur projet et aspiration. Ils ont besoin de voir des résultats palpables. Les non agricoles veulent des activités qui génèrent plus de revenu et les agricoles veulent diversifier les cultures et les activités génératrices de revenus. Même si les jeunes ne pensent pas directement à se former. Il est évident que la formation est indispensable pour qu'ils puissent exercer des nouvelles activités. Mais c'est là qu'ils privilégient la formation action, le métier ne va pas s'acquérir par compétence mais par opportunité via ses réseaux. Sauf pour les jeunes femmes qui travaillent ou veulent travailler dans les zones franches. Pour accéder à un poste plus rémunérateur, elles sont obligées de se former pour avoir le poste.

Puisque la plupart de ces jeunes sont des travailleurs journaliers ou hebdomadaires, si une formation se présente, s'ils ne constatent pas vraiment un résultat direct après, ils vont aller travailler au lieu de faire la formation. Ils sont motivés si des indemnités sont perçues en y assistant. Ils sont attirés aussi par des activités qui ont marchés pour leur voisin et se forment par apprentissage traditionnelle.

Les dispositifs que nous avons rencontrés dans cette étude ont pris en compte ces facteurs dans la réalisation de la formation. Une séance de formation ne dépasse pas une demi-journée en général. Même si la formation par apprentissage (FORMAPROD) est de 3 mois, il n'est pas difficile aux jeunes de la faire parce qu'il n'y a que deux séances d'une heure et demi à deux heures par semaine. Ils essaient de n'accaparer qu'une partie du temps des formés. Si le thème exige plus d'une séance, ils ne vont faire qu'une demi-journée maximum par séance

pour qu'ils puissent avoir le temps d'exercer leurs activités quotidiennes. Cette stratégie est importante pour atteindre le plus de formés possible. Le fait que les dispositifs travaillent avec des personnes locales telles que les paysans leaders, ou les tuteurs est un moyen pour rendre plus formel l'apprentissage par les pairs ou traditionnelle.

b. Les dispositifs de formation étudiés et la formation de masse

Les deux types de dispositif de formation que nous avons rencontré à Analamanga ont des critères qui se rapprochent du concept de la formation de masse. Du point de vue de la proximité avec les bénéficiaires, ils essaient d'organiser leur formation dans la localité, les communes ou les fokontany. Avec les suivis individuels par les techniciens des dispositifs et les CIP ou les VSF pour le Bucas, une relation de confiance s'instaure entre eux. Certains dispositifs privilégient les professionnels (paysans leader, Mex, tuteur, etc.) pour être le relais de la bonne pratique auprès des paysans. Cette stratégie est un moyen pour valoriser les ressources locales et le métier du paysan relai et pour que la formation s'adapte au contexte local. Ces personnes relais bénéficient de kit des projets pour les motiver. Ce dispositif n'est pas durable financièrement, les formateurs sont payés par le projet, les paysans relais sont motivés par les kits et les bénéficiaires ne participent presque pas.

Ces dispositifs permettent de former beaucoup de monde dans un temps assez court mais l'ancrage est limitée, dû au fait que les thèmes sont proposés par les acteurs qui les portent et les formateurs. La formation pourrait ne pas correspondre aux besoins des formés. Ils assistent à la formation pour bénéficier des kits ou des per diem mais pas pour la formation. Après la formation, l'appropriation par les bénéficiaires pose question. Une étude d'impact de ces dispositifs serait bien placée pour évaluer leur efficacité.

Concernant le coût de la formation, une étude effectuée par le CNFAR a estimé que le coût de la formation dans les CEFAR se situe entre 1 144 000Ar et 1 963 000Ar/ élève/an (Livret CNFAR Août 2016). Tandis que pour la formation par apprentissage par exemple, le coût de la formation se résume au paiement du kit post formation pour les tuteurs et les formés, 500 000 Ar/ tuteur et 500 000 Ar/ Formé avec un PP et aussi les 200 000 AR de frais de déplacement pendant les 3 mois pour 10 apprentis maximum. Si le tuteur forme 10 apprentis, le coût de la formation revient à 570 000Ar/apprenti/3mois si les 10 apprentis arrivent à l'élaboration de leur PP. Et si nous ne tenons pas en compte l'appui à l'installation mais seulement la formation, c'est-à-dire le kit post formation du tuteur (500 000Ar) et les 200 000Ar, le coût de la formation revient à 70 000Ar/apprenti/3mois. Le salaire des CIP pour l'organisation se rajoute à ces coûts. Il est à noter que le CIP, dans sa zone peut organiser plusieurs formations. Et le fait que les jeunes peuvent travailler ou aider la famille en parallèle qu'ils se forment rend plus rentable le dispositif par apprentissage. Nous pouvons constater que le dispositif par apprentissage est moins cher par rapport à la formation en centre mais son impact est encore à discuter. En effet une étude effectuée par Fert sur les impacts des dispositifs de formation et d'accompagnement des collèges agricoles FEKAMA à Madagascar a déduit que : « l'analyse des entretiens montre un impact sur les jeunes formés en termes d'adoption de pratiques performantes, de renforcement des capacités, d'émancipation vis-à-vis de la famille, de changement de la position sociale et d'implication dans les organisations paysannes et le territoire » (Limousin, 2015). Les jeunes suivaient une

formation de trois ans avec un accompagnement en installation. Il est à noter que cette partie sur le coût est à titre indicatif, plusieurs paramètres n'ont pas pu être tenus en compte par manque de donnée.

Les porteurs de dispositifs essaient de travailler avec les autorités locales (les communes, les fokontany), les structures comme le CSA ou les DRAE. Mais cette collaboration se limite à des échanges pour identifier les personnes ressources locales ou les cibles des dispositifs ou les éventuels partenariats pour mener à bien les actions. A part le Papriz où les activités sont coordonnées par les techniciens des DRAE, les autres n'intègrent pas ces acteurs dans le dispositif. Pourtant cette stratégie pourrait jouer sur la durabilité ainsi que l'ancrage du dispositif.

c. Piste de réflexion

Au niveau du territoire

Il est important d'avoir une connaissance fine du territoire pour voir les opportunités pour les jeunes (filières porteuses, marché, emploi) et pour que la formation soit systémique. Ce qui nécessite une étroite collaboration avec les collectivités locales. Cette collaboration pourrait se traduire par des échanges réguliers de ce qui se fait ou par différents appuis ou par des partenariats avec les acteurs locaux (privés, ONG, etc.). Il est donc nécessaire de renforcer les capacités des personnes ressources des collectivités territoriales et locales pour qu'ils aient la capacité d'analyser la situation de leur localité. Afin qu'ils puissent identifier les opportunités, les innovations, les évolutions ou les mutations qui s'opèrent dans la zone. Saisir l'opportunité pourrait se traduire par un partenariat avec le secteur privé dans la zone pour qu'il prenne en charge par exemple les formations.

A part les collectivités, il faut aussi renforcer la capacité des agents des STD pour qu'ils puissent mener à bien leur rôle de coordination des activités dans leur zone et en tant que représentant de l'Etat. A part le renforcement de capacité, les différentes structures CSA, FRDA, et même les STD ont aussi besoin d'appui financier pour mener à bien leur rôle dans la formation.

Ces renforcements de capacités vont aussi permettre à FORMAPROD de déléguer petit à petit les activités aux acteurs du territoire pour la pérennisation comme celles des CIP.

Valorisation des acquis et expériences

Appuyer la capitalisation des expériences réussies des différents acteurs de développement au niveau national et effectuer une étude d'impact de leur réussite sur la population, l'économie et le territoire. Il a été constaté que beaucoup d'acteurs interviennent avec différentes stratégies et dans plusieurs zones du pays. Cette capitalisation peut être initiée au niveau des fokontany avant d'atteindre l'échelle nationale. La valorisation des acquis pourrait se traduire par exemple par une élaboration des répertoires des professionnels locaux (les tuteurs) ou des jeunes déjà formés pour qu'ils puissent être mobilisés pour la formation.

6. Conclusions de l'étude en région Analamanga

Pour Analamanga, les zones d'étude sont des communes qui se trouvent à la périphérie de la capitale et accessibles en bus. Des écoles publiques (EPP, CEG, Lycée) et privé y sont présentes. A part l'agriculture, différentes opportunités d'insertion s'offrent aux jeunes, les industries textiles (zone franche), les PME (artisanat, transformation agroalimentaire, etc.), les métiers en villes, etc. Ces industries et PME surtout l'artisanat ne fournissent pourtant pas de travail, ni de revenus stables pour les jeunes. Ils sont recrutés pour une durée déterminée et ils sont des salariés ponctuels (hebdomadaires). Il a été constaté que la majorité des jeunes n'ont pas vraiment d'emprise sur leur vie. Son parcours et sa réussite vont dépendre des opportunités ou des contraintes qui se présentent devant lui. S'il est scolarisé, il veut être diplômé et trouver un métier conséquent mais cela dépend des ressources financières des parents. Tandis que les jeunes déscolarisés vont s'appuyer sur son réseau pour s'insérer. S'il exerce des activités agricoles, pour minimiser les risques, il va essayer de diversifier ses cultures et son activité génératrice de revenu. S'il est non agricole il aimerait trouver une activité plus rémunératrice et vont chercher à combiner avec d'autres activités. Il va réfléchir à son projet suivant le constat de son milieu et de la réussite de son voisin. La formation n'est pas une priorité sauf quand il songe à rénover ou à diversifier son activité. Il acquit de la compétence en exerçant le métier, l'acquisition du métier ne dépend pas de sa compétence. Toutefois, une formation de proximité et flexible lui conviendrait, vu qu'il est obligé de travailler ou d'aider sa famille.

Les formations courtes modulaires et par apprentissage étudiées se rapprochent du concept de la formation de masse. Elles sont données soit par des professionnels locaux soit par des formateurs engagés par les acteurs qui les portent. Les formations se font dans la localité (fokontany ou commune) et ne sont pas longues. Mais les thèmes sont proposés par les formateurs et n'intègrent pas le vrai besoin des jeunes. Le déploiement de la formation dans le temps est important pour atteindre le plus de jeunes. La durabilité de ces dispositifs va dépendre de l'implication des différents acteurs locaux tant privé que publique dans le concept. L'appui par FORMAPROD de ces acteurs est primordial. Une intégration de l'insertion professionnelle dans la formation de masse est difficile. Il est mieux de réfléchir à un dispositif de formation avec une approche systémique et d'engager une autre réflexion sur un dispositif d'insertion et d'installation.

Les impacts des dispositifs sur les formés et son environnement n'ont pas pu être traités dans cette étude. Effectuer une étude d'impact de ces dispositifs pourrait apporter plus d'élément sur cette réflexion sur la formation de masse.

VI. Etude spécifique de la région Atsinanana

1. Contexte démographique, économique et agricole

a. Contexte régional

Cette région se situe sur la côte Est de Madagascar, bordée par l'Océan Indien et séparée d'Antananarivo par les 300km de la sinueuse RN2. Il y règne un climat de type tropical humide, qui favorise aussi bien la production de cultures de rente que les cyclones. La population est de 1,13 millions d'habitants, dont 54% de ruraux, répartis spatialement à une densité de 51 habitants par km². La ville principale, Tamatave ou Toamasina dans la version malgache du nom, est le premier port du pays d'où transitent la majeure partie des marchandises. De nombreuses entreprises autour de l'import-export se sont donc installées dans la région. On trouve notamment la mine d'Ambatovy, 1^{er} investissement du pays avec 8milliards de dollars, et plus récemment Natema, une usine de transformation de feuilles de girofles, qui est le fruit d'un partenariat entre Henri Fraise et Fils et Givaudan, qui représente 15 millions de dollars. C'est la seconde ville du pays en termes de nombre d'habitants, dont 60% ont moins de 25 ans (INSTAT, 2009). Cette jeunesse en pleine expansion (la population croissait de 2,9% par an entre 2000 et 2005) représente à la fois un potentiel de force de travail et de créativité et une menace, si rien n'est fait pour permettre à ces jeunes d'exploiter leurs capacités.

Comme ailleurs à Madagascar, on observe en Atsinanana des problèmes plus liés au sous-emploi qu'au chômage. Dans les zones rurales, l'emploi se concentre principalement dans le secteur primaire agricole et en particulier autour des cultures de rentes (litchis, girofliers, bananiers, etc.), de façon ponctuelle ou permanente. Plantées pour la plupart lors de l'époque coloniale, ces cultures très lucratives sont omniprésentes dans les systèmes cultureux de la région. Longtemps les gens n'ont eu qu'à « cueillir » pour vivre sans se préoccuper de l'entretien des plantations. Cependant, les cultures n'ont pas été renouvelées depuis et de ce fait, les rendements déclinent. Les producteurs ne sont pas organisés en coopératives ou associations de producteurs, ce qui est source de conflits. Au moment de la récolte, les collecteurs se servent de cette désunion pour faire chuter les prix d'achat et trafiquer les produits pour augmenter les poids finaux, qui sont la base de leurs salaires. (Sophoan, 2010) De plus, les cyclones annuels contribuent à détériorer l'état général des plantations. Les périodes de récolte de litchis, du riz ou d'abattis-brulis (tavy) mobilisent beaucoup de personnes sur une période assez courte, ce qui est particulièrement marqué pendant la campagne de litchis, qui rythme et métamorphose la vie de la région durant quinze jours. La pêche, que ce soit dans le canal ou en mer, fournit des emplois directs (pêche) et indirects (fabrication de filets, de pirogues, transformation et vente du poisson,...) dans les villages mitoyens des côtes ou de cours d'eaux. Cependant, la ressource a tendance à diminuer ces dernières années en raison d'absence de gestion de la ressource. (Groupe de Travail pour le Développement Rural , 2006)

Le secteur tertiaire est pourvoyeur d'emplois dans les secteurs de l'agroalimentaire, des épices, des huiles essentielles, de l'exploitation d'huile de palme, de l'exploitation minière ou

encore du tourisme (canal des Pangalanes, stations balnéaires de Foulpointe et Mahambo, parc zoologique d'Ivoloina,...). La région accueille deux des plus grosses entreprises du pays, la mine d'Ambatovy (1er investissement à Madagascar, en déclin actuellement) et la Savonnerie Tropicale, une exploitation de palmiers à huile sous label biologique et travaillant selon les principes de l'agro écologie (Andre.E & Mence, 2015). Ces deux entreprises ont contribué au développement des communes où elles sont implantées en favorisant l'éducation de base des jeunes, la construction de routes et de centres de santé, la formation fonctionnelle des adultes etc. Enfin, l'artisanat est une activité pratiquée par de nombreuses femmes et est particulièrement développé dans les zones touristiques. C'est également une des activités de prédilection dans les zones à faibles ressources naturelles (Fanomezantsoa, 2015).

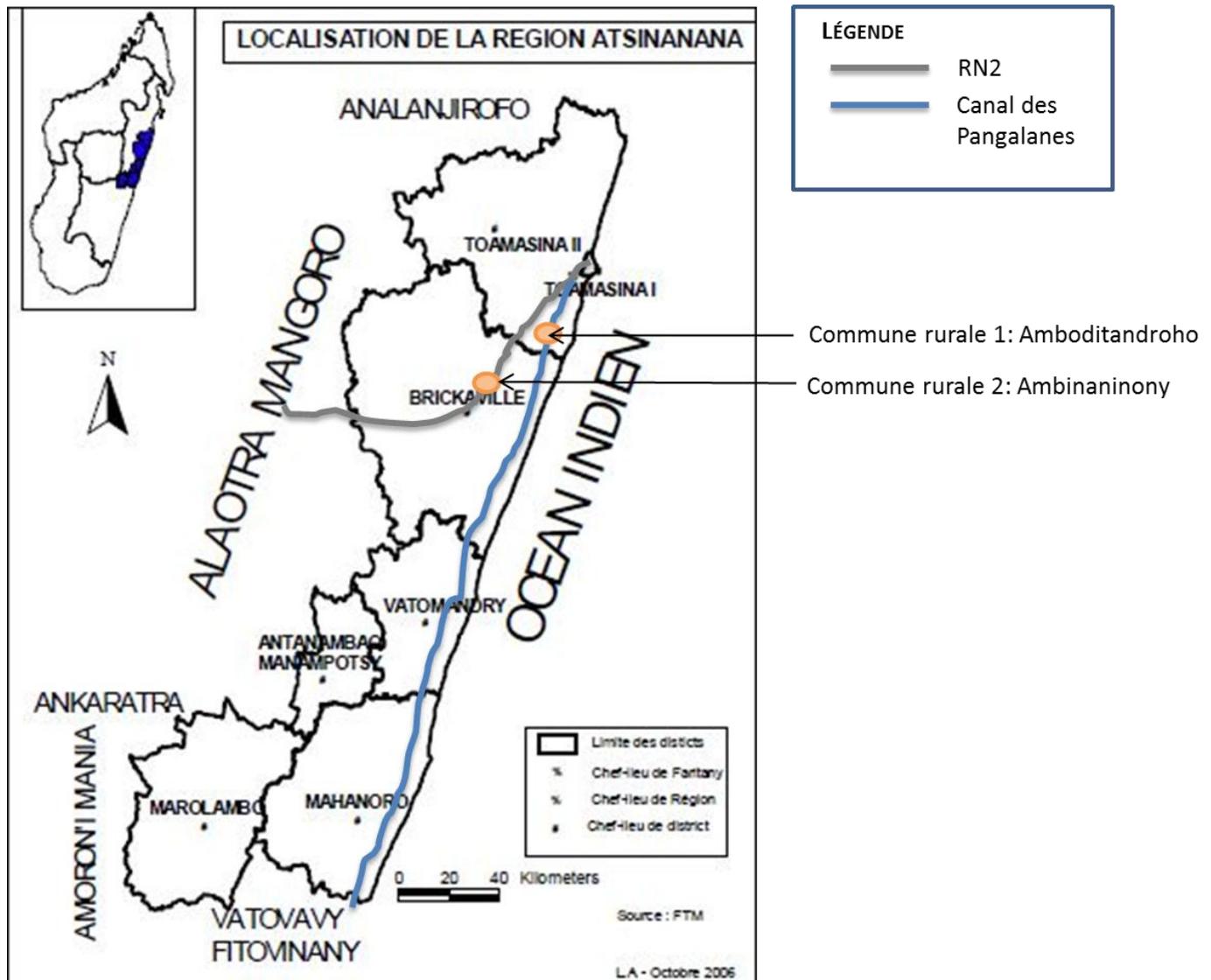


Figure 15: Carte de la région Atsinanana

b. Communes

Commune sur le canal – Enclavement : Amboditandroho

Cette commune rurale est située dans le district de Tamatave II. Située de part et d'autre du canal des Pangalanes, encadrée par l'océan indien et par une autre commune rurale, elle n'est reliée à l'axe routier principal par pistes régulièrement impraticables en raison de leur mauvais état. La principale voie de communication avec Tamatave est le canal des Pangalanes, sur lequel circulent quotidiennement (mais une seule fois par jour) des pirogues brousses qui assurent le transport des marchandises et des voyageurs. C'est une commune de pêcheurs et d'agriculteurs. Le principal débouché est le marché de Tamatave.

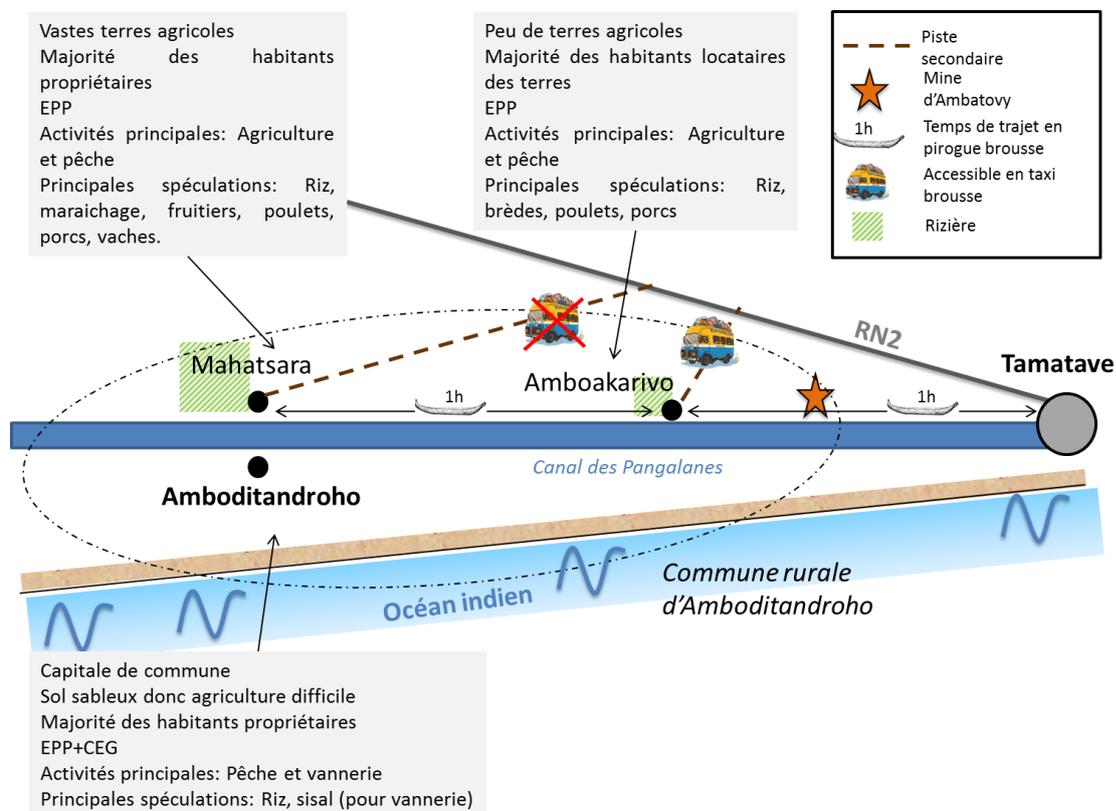


Figure 16: Représentation schématique de la commune rurale d'Amboditandroho (*auteur*)

Commune sur la RN2 : Echanges développés - Ambinaninony

Un des fokontany de cette commune, Andranokotridra, se situe sur le canal des Pangalanes et correspond au contexte de la première commune. Le descriptif qui suit concerne les trois autres fokontany.

Cette commune rurale accessible en taxi brousse depuis Tamatave, au bord de la RN2. Il faut entre 1 et 2 h pour la rejoindre de Tamatave (70 km) et 1h pour aller à Brickaville (30 km). Elle se situe au milieu de collines moyennes sur lesquelles les gens cultivent le riz irrigué et pluvial, les fruitiers de rente et d'autres spéculations vivrières. L'abattis-brûlis est une

pratique très généralisée. Du fait de son accessibilité, la commune héberge de nombreux programmes, ONG et projets. La commune a bénéficié des programmes sociaux de la mine d'Ambatovy car elle se trouve sur le chemin du pipeline reliant le site minier de Moramanga et le port (Ambatovy, 2014). Parmi les contributions de la mine, on trouve la construction d'un pont permettant l'accès à Ambinaninony en évitant de passer par l'ancien devenu très obsolète et dangereux et la construction de poulaillers. Jusqu'en 2014, il y avait un lycée sur la commune. On trouve quelques associations de jeunes et de producteurs, souvent initiées par un projet exogène.

Nous avons pu constater l'existence de freins au développement de la commune, comme la mairie qui ne paye plus personne depuis 3 ans. Il nous a été relaté des problèmes de vols comme les poulets à Vohitsara surtout à l'approche des fêtes, ce qui crée de l'insécurité.

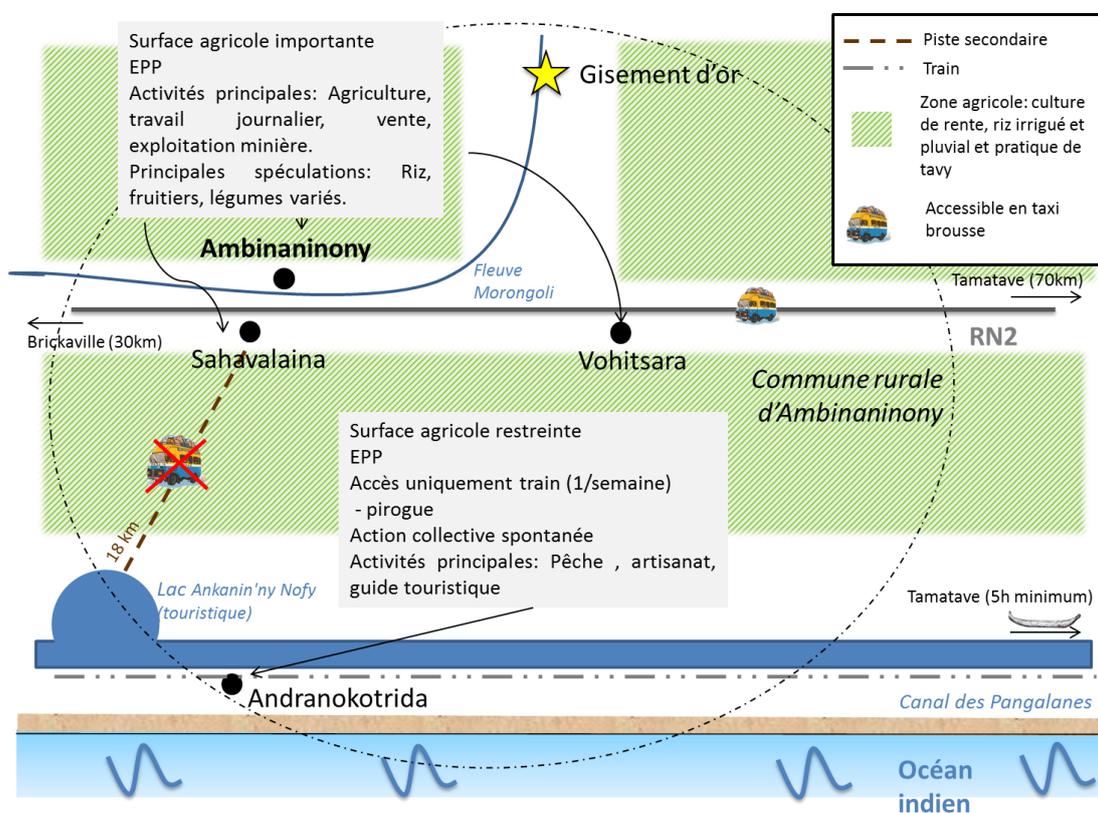


Figure 17: Représentation schématique de la commune rurale d'Ambinaninony (auteur)

Le dispositif de formation de masse s'insère dans un schéma global comprenant l'amont, c'est-à-dire la formation primaire des jeunes, et l'aval, c'est-à-dire les dispositifs d'insertion de ces jeunes dans leur localité. Les données ne sont pas d'une fiabilité absolue mais il y aurait aux alentours de 309000 jeunes entre 15 et 24 ans et 610500 entre 0 et 14 ans, soit respectivement 21 et 41% de la population totale. (SNFAR, 2015)

Témoignages croisés sur les mines : Les mines comptent parmi les ressources importantes de Madagascar. Elles fournissent des métaux et pierres précieuses mais également de l'emploi, plus ou moins formel. Cependant, elles sont beaucoup moins exploitées par la population

malgache que ce qu'elles pourraient être. Cela est dû bien évidemment à la présence de grands groupes étrangers sur le créneau mais également aux croyances populaires autour des mines. Pour ouvrir un gisement, un Malgache doit pratiquer du « gris-gris », c'est-à-dire de la magie traditionnelle. Cette magie n'est pas sans conséquences pour eux et beaucoup ont peur que le sort se retourne contre eux. D'autre part, de nombreuses mines ou gisements sont sacrés, parce qu'il est dit qu'ils abritent des villages fantômes ou encore l'âme des morts. Le dernier facteur de sous exploitation des mines est la dangerosité de cette activité, qui engendre convoitise et banditisme.

2. Les trajectoires des jeunes ruraux

Dans cette partie, nous nous attacherons à mieux comprendre qui sont les jeunes de la région Atsinanana à partir des communes étudiées. Ces jeunes souffrent d'une mauvaise réputation dans le pays et même dans la région. Ils sont vus comme des fainéants, très difficiles à motiver et n'ayant pas l'envie d'apprendre par nombre d'acteurs, dont des dispositifs de formation. Du fait du passé de « cueillette » de la région, il est vraisemblable que ces jeunes aient moins la culture du travail physique que dans d'autres régions du pays. Néanmoins, leurs profils ne peuvent être résumés à la définition simpliste qui semble avoir été communément acceptée. En tout sur les deux communes, 86 jeunes ont été rencontrés lors de 77 entretiens. 46 entretiens ont été réalisés dans des fokontany enclavés (55 jeunes) et 31 dans les communes non enclavées (31 jeunes).

La typologie a été basée sur le constat que les jeunes ruraux évoluent dans des communes se différenciant en grande partie sur le critère de l'accessibilité. Les communes enclavées sont éloignées des grands axes de communication goudronnés, qui permettent les échanges de biens et de personnes toute l'année et notamment l'accès au marché de Tamatave. Elles n'y sont reliées que par des axes moins fiables tels que des pistes non goudronnées ou les axes fluviaux. Les communes accessibles sont proches des routes nationales et bénéficient toute l'année des échanges de biens, personnes, savoirs et savoir-faire.

Rappel de la grille d'analyse utilisée : Les jeunes ont été analysés dans leur environnement complexe, qui se décompose en trois grandes catégories : leur environnement propre, leur environnement socio-physique proche et leur famille.

a. Les jeunes avec un accès restreint aux échanges de biens, personnes, savoirs et savoirs faire : cas des fokontany situés sur le canal des Pangalanes

Qui sont-ils ?

Ces jeunes évoluent dans un milieu fermé. Ils ont eu peu d'échanges avec l'extérieur pour la plupart d'entre eux et le niveau scolaire est inférieur ou égal à celui qu'il est permis d'avoir avec l'établissement présent sur le fokontany. Quelques rares personnes ont été faire leurs études « à l'extérieur », venant des familles les plus nanties. Le facteur invoqué à l'immense majorité pour expliquer la déscolarisation est le manque de moyens financiers. Les jeunes sont confrontés tôt aux responsabilités de la parentalité, surtout les filles qui sont nombreuses à devoir élever seul un ou plusieurs enfants. Les plus jeunes dépendent des

parents mais prennent leur indépendance dès que possible. Avoir sa propre maison est un projet prioritaire qui a été invoqué par de nombreux jeunes habitants encore chez leurs parents. Les phénomènes d'immigration et d'émigration sont liés au genre. Les femmes sont plus amenées à déménager que les hommes car la coutume est que la femme doit suivre son époux (USAID, 2016). L'attachement au village natal est fort et les jeunes veulent y vivre à terme, même si cela n'exclue pas des envies d'aller passer quelques temps en ville. Pour ce qui est des niveaux scolaires constatés, les jeunes détenant le bac ont entre 20 et 26 ans (4 cas sur 52 jeunes), ceux scolarisés dans le primaire/collège/lycée ont entre 15 et 19 ans (6 sur 52), à la faculté entre 20 et 26 ans (2 cas sur 52) et enfin ceux déscolarisés ont entre 15 et 32 ans (40 sur 52).

Ils vivent du secteur primaire : la pêche, l'agriculture et l'artisanat sont les domaines les plus représentés. Durant l'enfance, ils aident leurs parents qui vivent eux aussi d'un de ces trois corps de métiers, en parallèle des cours. C'est souvent leur seule formation, qui fait qu'ils exercent leur activité de manière traditionnelle. Les activités de prédilection sont la pêche et l'agriculture. L'agriculture a une fonction vivrière, l'élevage a une fonction d'épargne et la pêche a une fonction de génération de revenus. L'accès au foncier est un problème récurrent mais qui peut avoir plusieurs sources. Il peut soit ne pas y avoir de terres agricoles, soit ne pas avoir de terres à vendre, toutes étant la propriété d'un petit groupe de personnes. Dans ce dernier cas, les explications ont été assez floues quant à la distribution initiale des terres mais il semblerait que ce soit lié à une importante vague d'immigration depuis le Sud Est de l'île durant la période coloniale (Nicot, 2016). Les gens ont été emmenés pour travailler dans la plantation de cannes à sucre qui allait devenir l'huilerie de Melville et qui aujourd'hui abrite 70 fokontany. Certaines personnes disent avoir été confrontées à des conflits liés à des problèmes de titrisation foncière (inscription hasardeuse dans les registres des guichets fonciers). L'artisanat est une activité exercée par les femmes lorsque les terres agricoles sont mauvaises ou restreintes.

Ces activités se confrontent à une grande uniformité. Du fait des faibles échanges, les principales sources d'inspiration sont la famille et les voisins. Les systèmes ont donc peu d'apports extérieurs et se renouvellent peu. La moindre nouveauté se propage rapidement dans tous les systèmes sans qu'il y ait d'étude de la pertinence de l'adoption dans le contexte spécifique de chacun. Cela peut poser problème lorsque les marchés ne sont que peu extensibles car la chute des prix est rapide et la nouveauté s'en trouve décrédibilisée. On peut citer comme exemple la vannerie, lorsque des villages entiers proposent un nombre réduit de modèles en quantités importantes, ou encore le cas de la culture d'aubergines, introduite par un projet et qui avait eu pour effet d'inonder le marché de Tamatave et de faire chuter les prix dans toute la région. Ce phénomène n'est pas spécifique aux jeunes mais les concerne également.

Témoignage : Femme de 17 ans avec 1 enfant

« Elle a arrêté ses études en classe de 3^{ème} car pour ses études elle habitait à Tamatave et il y a eu des conflits avec sa belle-mère, chez qui elle habitait. Elle est donc revenue au village où elle fait de la vannerie car il n'y a pas d'autre moyen de gagner de l'argent. ... où les prix augmentent. Son mari est pêcheur piègeur dans le canal des Pangalanes. »

Quelles sont leurs aspirations sur le long terme ?

Les aspirations des jeunes sur le long terme se différencient en fonction de l'âge et de la maturité, qui elle-même est reliée aux responsabilités. La première catégorie est celle des très jeunes, qui ont moins de 20 ans et pas d'enfants. Ils ont des rêves qui ne sont pas très réalistes et là encore peu variés (médecin, guide touristique,...). Ces jeunes sont encore scolarisés et dépendants de leurs parents.

Homme, 15 ans : Il veut devenir guide touristique et souhaite donc continuer ses études à la faculté de langues. Il veut être guide dans toute Madagascar pour découvrir son pays.

La deuxième catégorie est celle des jeunes qui ont globalement entre 20 et 28 ans et qui sont jeunes parents ou sur le point de l'être. Récemment émancipés de leur foyer d'origine, ils sont dans un schéma identique à celui des parents. Ils cherchent parfois à diversifier certaines activités mais la trame de fond reste inchangée : il s'agit de gagner de l'argent et des vivres pour assumer de nouvelles responsabilités. La motivation pour aller travailler est très modérée car il s'agit d'une obligation vitale. Ils n'ont pas de recul sur leur système d'activité ni sur les possibilités concrètes qui s'offrent à eux.

Homme, 20 ans : Il a entendu parler de la formation du président de fokotany sur l'élevage de poulets et va donc se renseigner auprès de lui pour pouvoir s'améliorer. Il voudrait aussi travailler sur l'augmentation de ses rendements en riz. Il ne connaît pas de dispositifs et n'a été formé que par ses parents.

La troisième catégorie est celle des jeunes les plus matures, généralement plus âgés, qui sont déjà installés dans leur vie. Ayant sécurisé les bases fondamentales, ils ont la capacité de prendre un certain recul par rapport à leur système d'activité et aux évolutions possibles. Ce sont ceux qui sont en demande de formations et qui sont prêts à s'investir. Ils commencent à développer des projets professionnels avec une visibilité pluriannuelle construits et ont adopté des démarches proactives pour arriver à leurs fins.

Femme, 26 ans : Elle souhaiterait ouvrir une épicerie avec son mari mais cela nécessite un investissement initial important car il faut acheter toutes les marchandises initiales. Elle ne veut pas recourir au microcrédit car elle a peur de ne pas pouvoir rembourser à temps. Elle souhaite d'augmenter le nombre de pièces produites et de modèles en vannerie quand le bébé sera plus grand. Toutes les femmes du village font la même chose et souhaiterait créer son propre modèle.

Quels types de projets ont-ils ?

Ces jeunes ont souvent des petits projets formulés sur un pas de temps court. Ils sont liés aux activités de l'entourage. On retrouve les proportions classiques d'adoption d'une innovation (Coudel E., 2012), c'est-à-dire que la majorité des jeunes vont attendre de constater par eux-mêmes que la nouveauté améliore effectivement le revenu avant de se poser la question de l'adopter ou non.

La méthode d'adoption de la nouveauté est variable d'une personne à l'autre mais les jeunes ne semblent que peu enclins à aller solliciter par eux-mêmes la personne vectrice de

l'innovation. Si de rares personnes vont aller chercher l'information, soit par la discussion avec la personne concernée, soit en allant discrètement prendre des mesures par exemple, la majorité attendent qu'on vienne leur apporter l'information. A plusieurs reprises, ce sont les questions de l'enquête qui ont donné aux jeunes l'idée d'aller demander des renseignements aux personnes ayant déjà adopté la technique. Cela illustre le manque de recul qui peut exister chez certains jeunes par rapport à la nouveauté.

Le projet le plus partagé par les enquêtés est le démarrage d'élevage de poulets. Ceci est probablement imputable aux multiples projets proposant de développer cette activité de la région du fait du peu d'investissements initiaux qu'elle nécessite et de la demande. Les projets sont généralement construits de façon simpliste, se limitant souvent qu'à évoquer l'activité souhaitée et ce dans quoi il va falloir investir. Ils ne sont pas chiffrés et ne prennent pas en compte l'environnement et le marché.

Quelles sont leurs capacités opérationnelles ?

La capacité opérationnelle de ces jeunes est globalement assez faible car leur niveau de formation initiale est faible, tout comme les possibilités qu'ils ont d'aller se former ailleurs. En effet, peu de dispositifs de formation interviennent dans leur commune et il est compliqué de se déplacer pour des raisons de logistique, d'habitude et de croyances. Par exemple, un jeune nous a confié avoir abandonné une formation à laquelle le chef du fokontany l'avait emmené car le centre était proche de la forêt et qu'il avait peur des esprits qui y résidaient.

Souvent, ils sont confrontés tôt à de grosses difficultés qui entravent la capacité à innover, comme les grosses précoces, les problèmes d'alcoolisme, le vieillissement des parents qui deviennent dépendants, les aléas climatiques ou encore la difficulté d'accès au foncier. Ces préoccupations sont des freins à la prise de risque car des postes de dépense conséquents sont à assumer. Enfin, les jeunes ont peu de ressources à mobiliser pour mener à bien ces projets. Cependant, il y a quelques exemples d'actions collectives spontanées qui fonctionnent bien, comme la pêche maritime, sur lesquelles un dispositif pourrait éventuellement s'appuyer.

Le fokontany d'Andranokotrida est le théâtre de quelques beaux exemples d'action collective : marins pêcheurs, pirogues communautaires pour pêcher dans le canal, bœufs mis à disposition contre garde etc.

L'organisation sociale de la pêche en mer

Tous les pêcheurs partent ensemble le matin et cherchent ensemble le passage où les courants sont favorables pour passer la barrière de vagues. Les pêcheurs travaillent en équipe, avec un dans la pirogue (le plus âgé) et au moins un autre qui reste à terre et a un rôle de guetteur et de lanceur d'alerte en cas d'accident. Ce système permet également de former les plus jeunes, qui sont accompagnés lors de leurs premières sorties en mer par les plus expérimentés. Les pêcheurs ont élaboré un système de communication avec les rames qui permet de signaler aux autres le bon chemin pour passer les vagues ou un accident. En cas de problème, tout le monde se précipite pour aider celui qui est en fâcheuse posture. Cette

stratégie permet de réduire un peu le nombre important d'accidents. Quand il y a un naufrage en mer, la seule chose à garder en main est la rame. Elle permet de faire le signal d'alerte et que les autres puissent venir au secours du naufragé et que le guetteur puisse relayer le message au sol. De plus, on dit ici que les rames habitent une âme et que la laisser couler revient à se couler soi-même.

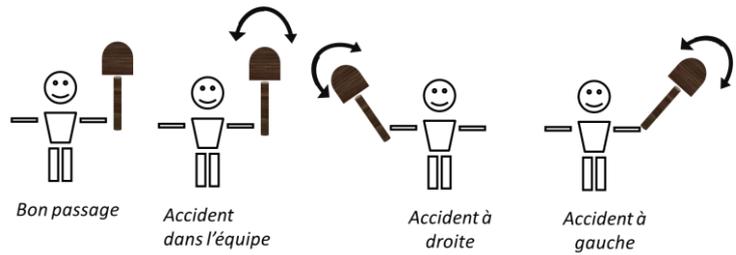


Figure 18: langage avec des rames (auteur)

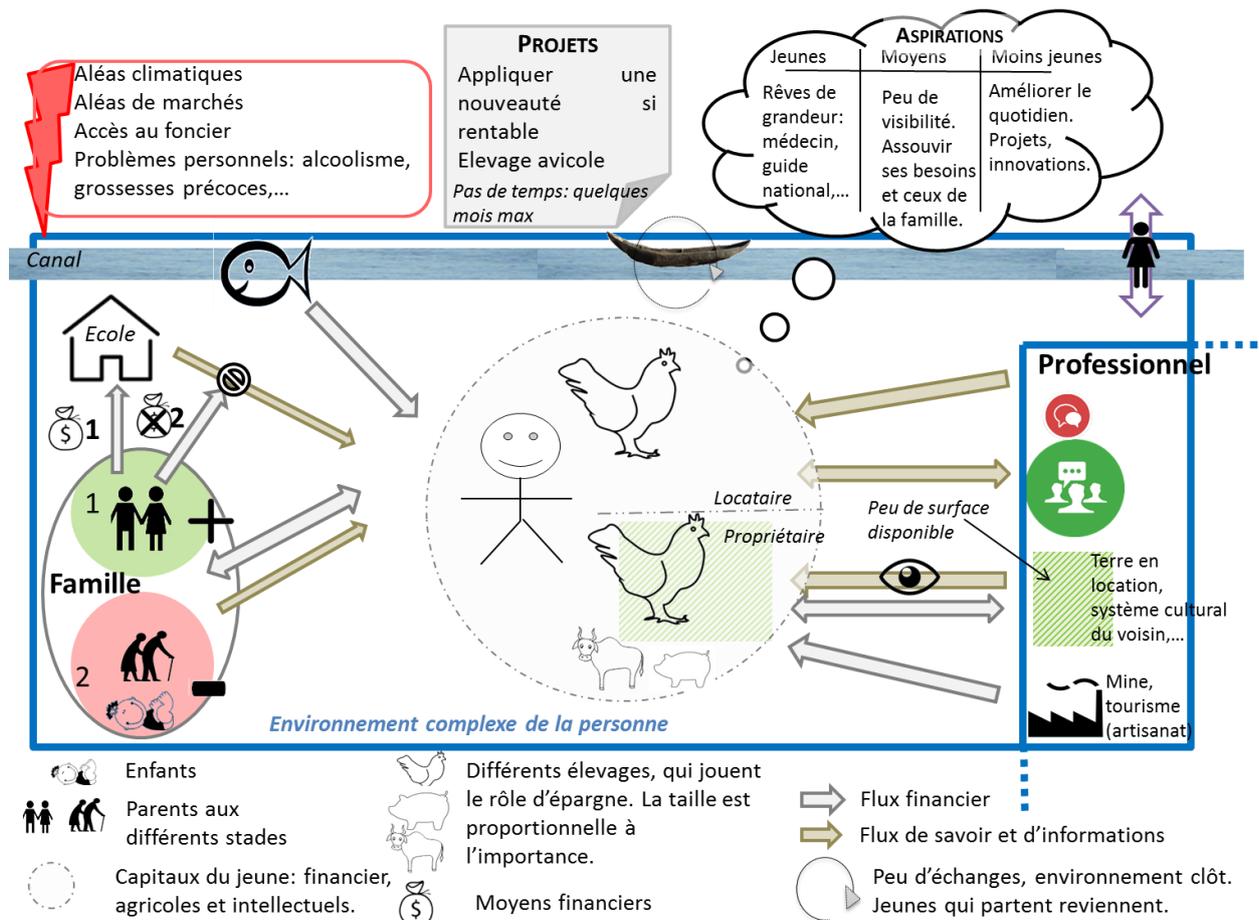


Figure 19: Schéma de l'environnement complexe du jeune rural et de ses flux principaux (auteur)

b. Les jeunes avec accès aux échanges de biens, personnes, savoirs et savoirs faire :
cas des fokontany situés sur la RN2

Qui sont-ils ?

Comme précédemment, les jeunes sont d'abord scolarisés selon les ressources du fokontany mais du fait de la simplicité d'accès aux fokontany et aux villes environnantes,

beaucoup plus de jeunes ont accès à l'éducation secondaire. Il y a tout de même 20 jeunes sur les 28 enquêtés dans ces fokontany qui ont été déscolarisés avant le bac, 7 qui ont été au lycée et 2 qui ont eu le bac. Pour la même raison, un grand nombre de programmes, projets et ONG proposent depuis longtemps des formations directement sur place et en ville. Les jeunes ont souvent pu bénéficier d'une de ces formations à un moment de leur trajectoire. Que ce soit pour les études ou bien pour y travailler, une grande partie des jeunes a déjà été en ville. Toutefois, le retour au village est presque systématique. Il y a un brassage de personnes assez important.

La population se divise entre ceux qui ont des terres et ceux qui n'en ont pas ou trop peu pour vivre. Les premiers (10 jeunes sur les 28 enquêtés) ont en général une surface assez importante sur laquelle ils ont des cultures vivrières et de rente et pratiquent le tavy. Leur système d'activité est tourné autour de l'agriculture, qui est parfois complétée par une activité de vente. C'est parmi eux qu'on trouve aussi les chauffeurs de taxi-brousses et de voitures privées car ils peuvent se payer le permis, onéreux. Les seconds sont des ouvriers agricoles pour les hommes et des vendeuses de fruits au bord de la RN2 pour les femmes. Ces activités sont souvent complétées par la confection et la vente de charbon. D'après le chef fokontany, l'exploitation de la filon aurifère voisin est également une activité de prédilection.

Les systèmes économiques sont rythmés par de grands événements qui apportent d'un coup la quasi-totalité de la trésorerie pour l'année. Ces événements gravitent autour de l'agriculture et concernent différents aspects comme la partie production (récolte des litchis), les travaux agricoles (période de pratique de tavy qui requière beaucoup de main d'œuvre pour le défrichage) ou encore la commercialisation (fêtes populaires qui ouvrent des débouchés locaux importants). Ils profitent à la fois aux propriétaires terriens qui bénéficient de la production et aux autres, qui bénéficient d'importantes possibilités d'embauche durant ces périodes.

Quelles sont leurs aspirations sur le long terme ?

Les jeunes ont des aspirations de vie différentes selon leur âge et leurs responsabilités. Les très jeunes, qui ont moins de 20 ans et pas d'enfants, aspirent à gagner de l'argent rapidement et sans investissement financier, intellectuel et physique. Cela se traduit par des projets de vie tournant autour de la RN2 et des possibilités de vente qu'elle offre.

Homme, 16 ans : Il veut faire autre chose que l'agriculture. Il aimerait bien devenir aide chauffeur par exemple quand il aura sa carte d'identité. Il n'a pas de projet, il prendra n'importe quel travail pour gagner de l'argent.

Les moins jeunes, qui ont une vie de famille et plus conscience du caractère très aléatoire du revenu procuré par la vente sur la route, aspirent à des postes de salariat pour le côté stabilisé du revenu. Ils cherchent en priorité à rester sur la commune en travaillant à la mairie, au centre de santé de base ou encore à l'école. Ils sont prêts pour cela à faire des sacrifices, comme travailler bénévolement pendant plusieurs années en attendant que la commune ait à nouveau des moyens pour les rémunérer. Ils travaillent également à l'amélioration de leur système d'activité.

Femme, 30 ans : Elle veut faire de la rizi pisciculture dans sa rizière car ses rendements en riz sont très mauvais et elle pense que c'est un bon moyen de gagner un peu d'argent qu'elle pourra mettre de côté pour ses parents. Elle a accepté de lancer le projet sur son terrain mais cela coûte très cher. Elle a déjà creusé le bassin et fait le canal mais il lui manque 5 millions de Fmg.

Quel est le genre de projet qu'ils peuvent avoir ?

La riziculture, qu'elle soit pluviale, irriguée ou les deux, ne permet pas d'être autosuffisant en riz toute l'année. La soudure dure en moyenne de quatre à cinq mois, d'avril à juillet. Cela s'explique par la mauvaise qualité initiale d'une partie des terres agricoles et par la baisse de rendements induite par la pratique du tavy non raisonnée. Les jeunes doivent donc inclure dans leurs systèmes d'activités des activités génératrices de revenus pour pouvoir acheter du riz lors de la soudure. Pour cela, ils ont plusieurs possibilités, selon leurs moyens. Ils peuvent soit se baser sur l'existant en essayant d'augmenter les surfaces et les volumes (8 jeunes sur 28), soit créer de nouveaux ateliers comme l'élevage avicole (6 sur 28), soit enfin chercher à développer de nouvelles activités comme la vente, la mécanique automobile (14 sur 28). Les projets sont initiés à partir de constats propres du jeune sur sa propre situation, parfois appuyés ou initiés par l'influence d'un proche.

Quelles sont leurs capacités opérationnelles ?

Le niveau de formation minimum dont bénéficie la plupart des jeunes est une force pour mener à bien des projets, d'autant qu'il a souvent été complété par des formations ultérieures. Les jeunes se regroupent spontanément à diverses occasions, pour former des équipes de foot, des associations de développement ou autres. Ces groupes forment des bases sociales sur lesquels ils peuvent éventuellement s'appuyer après pour mener à bien leurs projets. Ils ont souvent une attitude active par rapport à la formation, c'est-à-dire qu'ils vont d'eux même aller solliciter les personnes concernées pour obtenir l'information qui les intéresse.

D'un point de vue matériel, leur capacité opérationnelle est plutôt bonne du fait de leur relative capacité à avoir de l'épargne. Les jeunes femmes fondent une famille plus tard (les mères ont 26 ans en moyenne contre 20 pour les communes enclavées), ce qui leur permet de prendre des risques et de mobiliser de la ressource financière pour la création d'activité pendant le temps nécessaire à cela. Il y a de nombreuses ressources mobilisables sur la commune (terres, savoirs, savoir-faire). Cela se traduit par des jeunes qui passent du projet à la réalisation dans beaucoup de cas. Tout cela est à nuancer car il subsiste des freins externes comme la non-électrification, le manque de moyens communaux etc. Les préoccupations des jeunes sont tournées vers l'absence de travail ou les difficultés rencontrées au cours de celui-ci, comme les maladies des plantes et animaux, le manque de main d'œuvre etc.

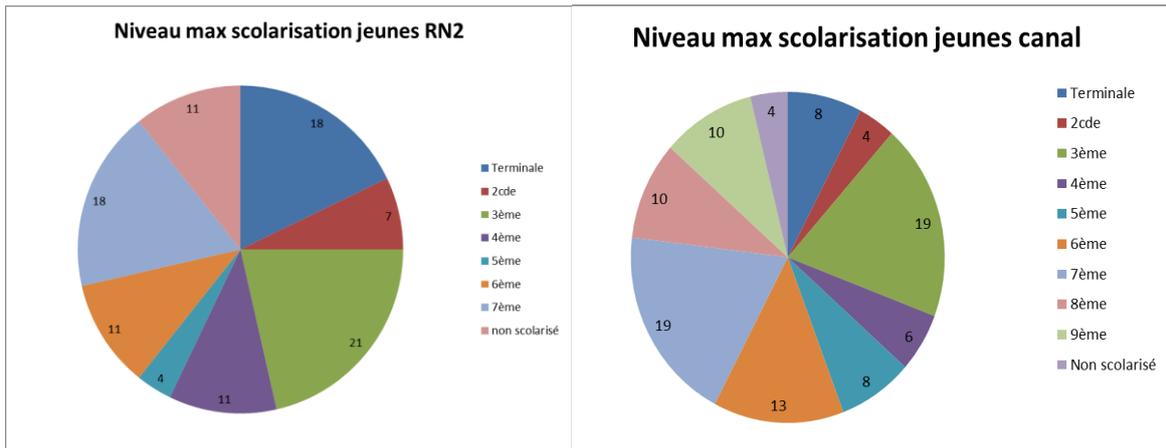


Figure 20: Niveau maximum d'éducation des jeunes rencontrés selon leur résidence, en % (auteur)

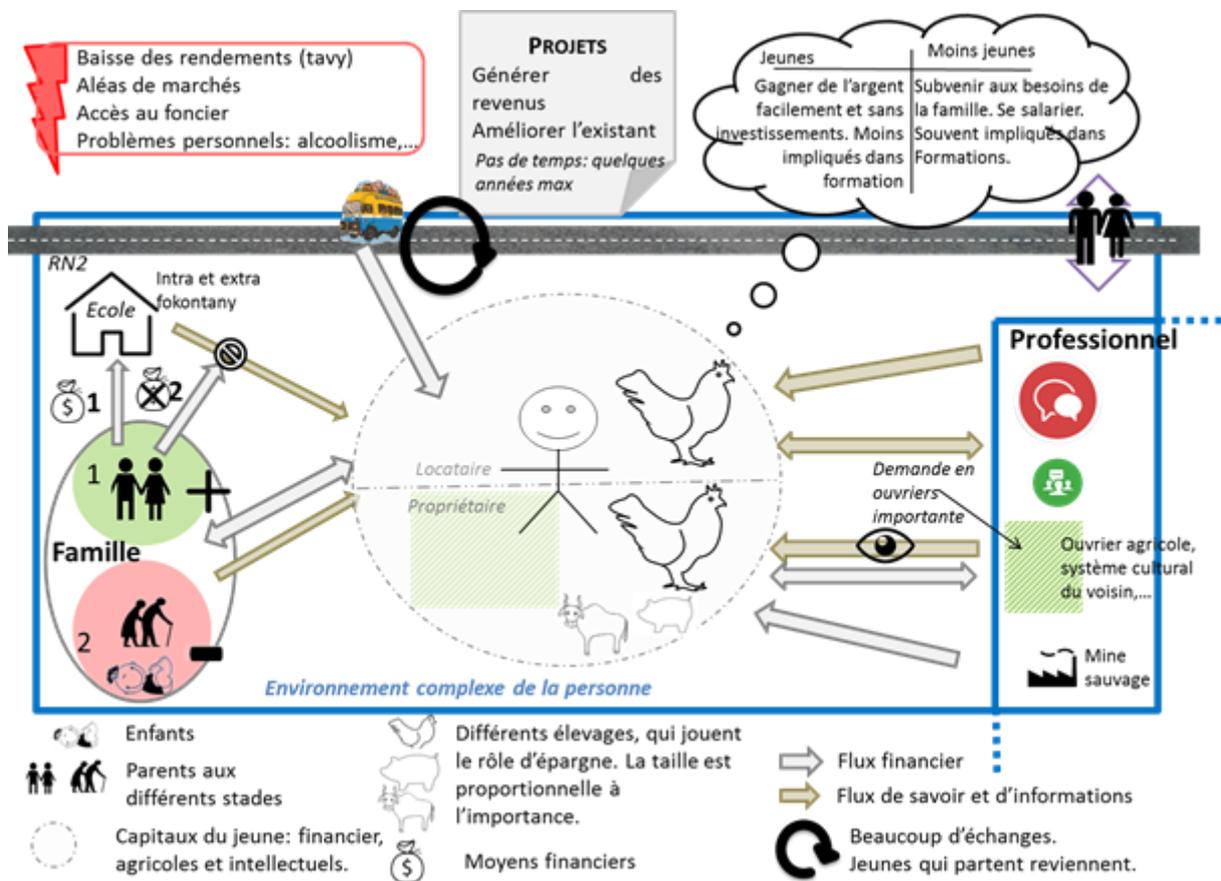


Figure 21: Schéma bilan de la situation des jeunes des communes non enclavées (auteur)

c. Les jeunes formés

Les jeunes rencontrés qui ont suivi des formations ont des profils très variés du point de vue du genre, de la formation initiale, des motifs de formation etc. Un jeune avec un niveau de formation initiale élevé (lycée et plus) aura plutôt tendance à appliquer la formation, ce qui est moins le cas de ceux qui ont arrêté l'école avant. Cela est probablement

aussi à mettre en lien avec l'âge des enquêtés. La plupart ont été aux formations qui se proposaient à eux sur place. Les quelques-uns à avoir suivi une formation en ville n'ont pas systématiquement été acteurs de la démarche pour autant. Ils ont pu y être entraînés par un membre de la famille ou de façon indirecte en cherchant un emploi. Les métiers concernés étant généralement urbains (maçonnerie, pâtisserie,...), les jeunes enquêtés au village ne pouvaient guère appliquer ce qu'ils ont appris. Si la vision générale des dispositifs de formation est plutôt bonne et que les jeunes les considèrent comme utiles, de nombreuses failles ont été relevées. Parmi les critiques récurrentes, on trouve une mauvaise communication, des formations antinomiques entre dispositifs ou encore des fausses promesses. Les sujets les mieux appliqués concernent les thématiques précises et pratiques qui répondent au profil des jeunes (besoin de diversification des activités tout en ne nécessitant pas de lourds investissements par exemple). A contrario, les sujets très vastes qui peuvent être parfois proposés comme « agriculture » sont rarement appliqués par les jeunes.

3. Les dispositifs de formation existants

Nous avons à présent décrit le contexte complexe dans lequel s'insérerait un dispositif de formation de masse. Nous avons caractérisé le milieu physique mais également les jeunes qu'il concernerait. La diversité des jeunes est à mettre en parallèle avec l'offre de formation existante. De nombreuses choses existent en matière de formation, en cours d'uniformisation grâce à la SNFAR. Sur le terrain, six types de dispositifs existent, dont quatre sont représentés en Atsinanana dans la région d'étude. Huit dispositifs ont été étudiés lors de sept entretiens. Chaque type représente plusieurs dispositifs de formation avec chacun leurs spécificités, forces et faiblesses. La partie qui suit s'attachera à caractériser les grands types pour ensuite en proposer une lecture à la lumière de la formation de masse.

Rappel de la grille d'analyse utilisée : Les dispositifs de formation sont analysés en trois parties également. Tout d'abord, la structure du dispositif est analysée en étudiant le squelette de la structure porteuse de formation. Ensuite l'analyse se tourne vers la formation en tant que telle. Enfin, les effets de la formation sont étudiés en se penchant sur les cibles, le niveau géographique de couverture et l'impact évalué. (Figure 4)

Les dispositifs rencontrés sur la zone ont été sélectionnés pour représenter au mieux les différentes catégories de dispositifs de formations (BENE, 2012). Oddit, Care International et FORMAPROD représentent la catégorie des ONG, projets et programmes. Le CAFPA, l'IFTM, les MFR et le CEFTAR représentent les formations en centre, par alternance ou non. Enfin, le CTHT représente la catégorie des prestataires de services.

a. La formation modulaire

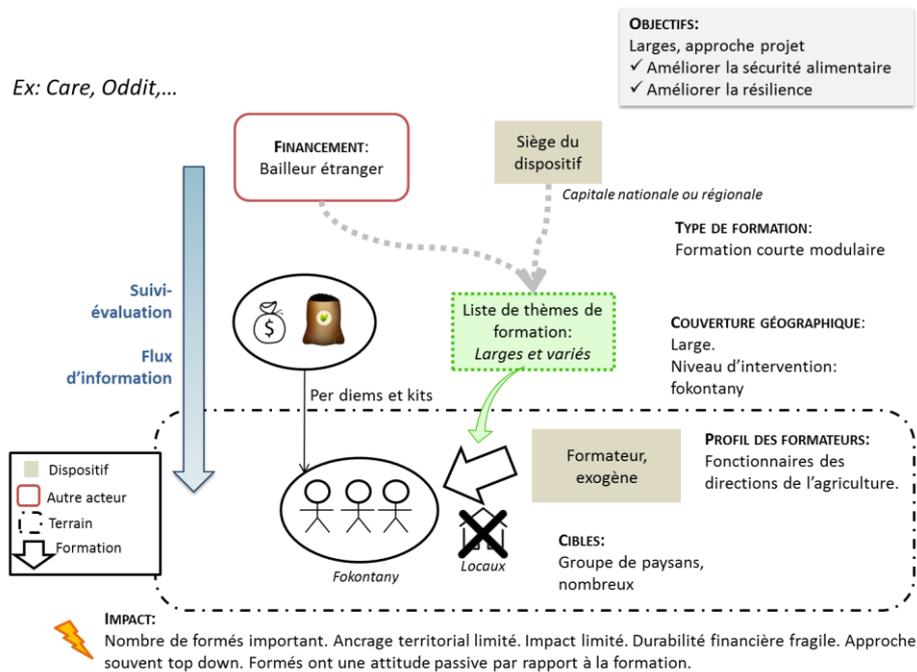


Figure 22: Schéma de fonctionnement des dispositifs de formation de type modulaire (auteur)

Le type le plus représenté dans la région est celui proposé par la majorité des programmes et projets de développement en raison de son caractère relativement peu onéreux (ramené à la personne formée) et du grand nombre de cibles touchées. Il est simple à mettre en place mais la coordination avec les autres dispositifs de cette catégorie ne va pas d'elle-même en raison des objectifs propres des bailleurs étrangers qui les financent. Ce type de formation est également adaptable à de nombreux thèmes, comme l'agriculture, la santé, l'hygiène, l'alphabétisation ou autre. Les faiblesses souvent rencontrées de ce type de formation sont une communication difficile à mettre en place pour cibler les personnes ayant réellement un intérêt technique à suivre la formation et le manque de suivi, qui entrave l'application. Ces dispositifs souffrent souvent d'une image négative, car comme peu de personnes appliquent ce qu'ils y apprennent, ils perdent en crédibilité. Les thèmes de formation sont souvent vastes et non ciblés, les gens ne sont pas formés à l'étude de marché et ont donc du mal à vérifier la pertinence d'une nouvelle activité avant de l'appliquer. Cependant, bien mis en place, il permet de toucher les personnes directement sur leurs parcelles et ne nécessite pas que les formés soient alphabétisés.

Témoignage d'un maître Fram : «Les parents d'élèves ne sont pas très enclins à payer des formations pour eux car comme il n'y a pas de suivi pour la plupart des formations, les gens n'appliquent pas et de ce fait les autres ne voient pas l'intérêt d'aller à une formation car le résultat est le même. De plus, les sujets sont en général très vagues et les gens ne voient pas ce que la formation peut leur apporter en plus de ce qu'ils savent déjà faire. »

b. La formation par alternance

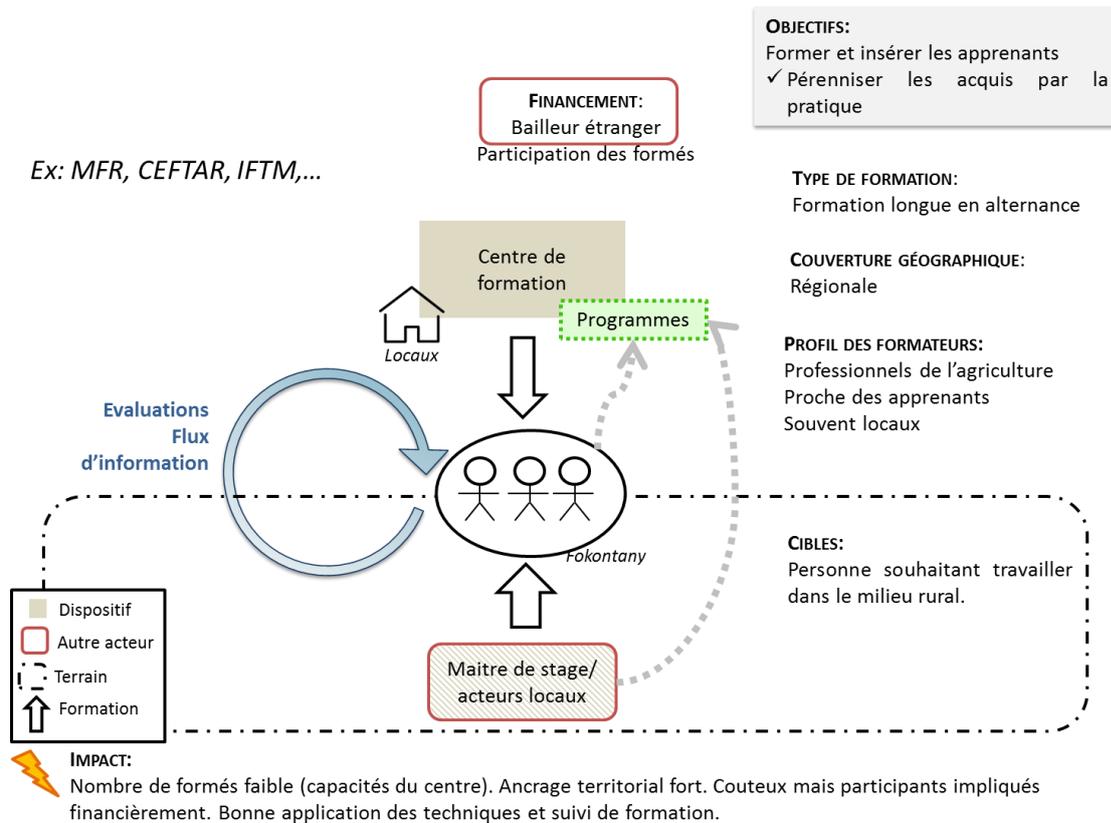


Figure 23: Schéma de fonctionnement des dispositifs de formation de type par alternance (*auteur*)

Ce type de formation a fait ses preuves en termes d'insertion professionnelle et d'application des apprentissages. Cela s'explique par une forte implication du milieu d'origine dans l'éducation du jeune (stages chez eux, implication des parents,...) et par une formation longue qui lui laisse le temps de mûrir un projet professionnel. Relativement complexe à mettre en place, ce type de dispositif bénéficie d'un effet d'inertie qui simplifie le fonctionnement d'une année sur l'autre. L'efficacité de la formation engendre un rayonnement positif et les personnes qui se manifestent sont souvent très motivées. En effet, les bénéficiaires ont des résultats améliorés durablement par rapport aux autres villageois. Les chefs fokontany ont un rôle important dans le processus de recrutement, en jouant le rôle de relai d'information dans les deux sens. Ils font remonter les campagnes de recrutement aux villageois et transmettent les demandes des intéressés au dispositif, en passant ou non par d'autres intermédiaires.

Ces dispositifs sont onéreux à faire fonctionner, notamment en raison de l'équipe pédagogique permanente présente sur le centre. Les formés sont impliqués financièrement dans leur formation. Ils bénéficient d'appuis financiers importants de bailleurs étrangers mais sont libres de faire leurs propres formations. En effet, ils ont souvent des conseils d'administrations qui représentent bien la diversité des acteurs impliqués dans l'environnement large des formés et qui prennent les décisions. Leur fragilité réside donc dans leur financement, même si de plus en plus les centres travaillent à leur autonomisation

financière (vente des produits du centre etc.). L'autre frein majeur est le fait que la formation par alternance ne soit pas reconnue par le ministère, ce qui empêche de la valoriser. Les formés doivent être alphabétisés pour prendre part à ce type de formation.

c. La formation fonctionnelle

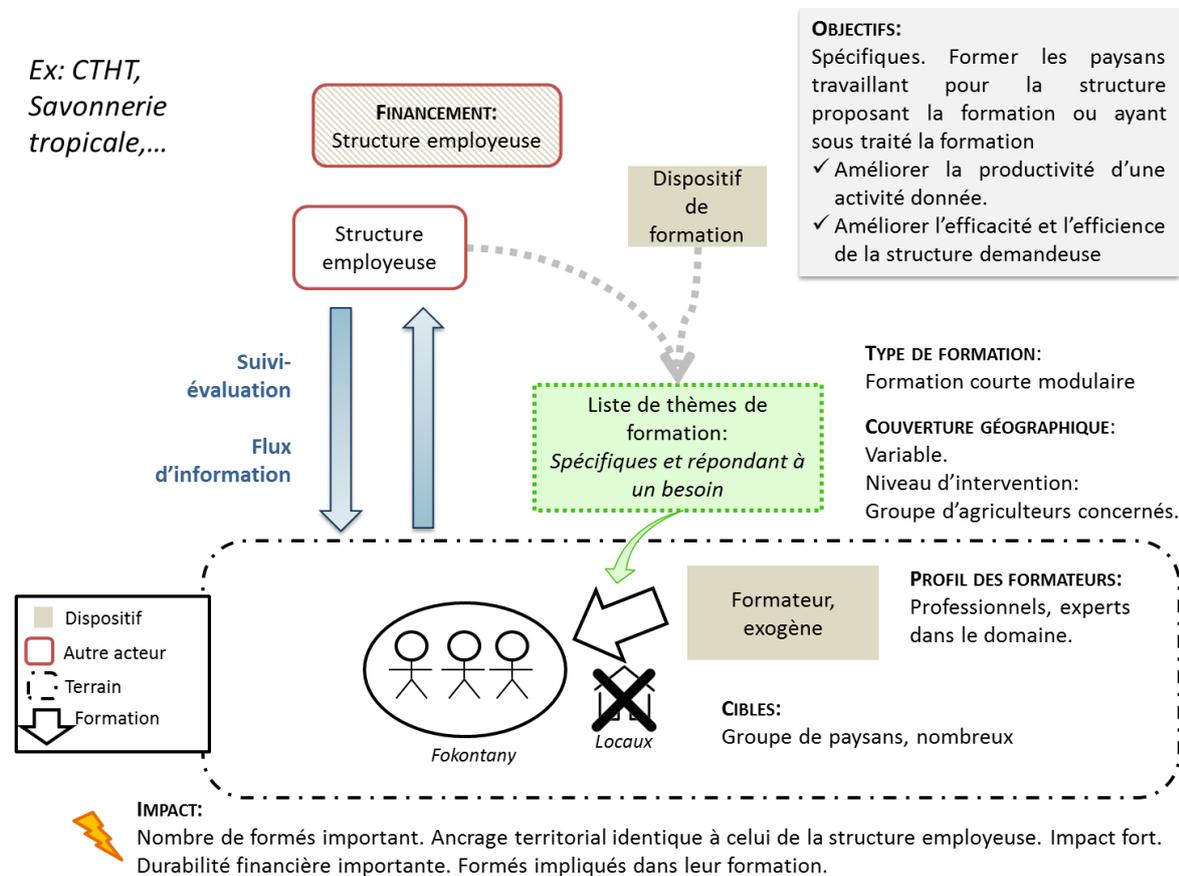


Figure 24: Schéma de fonctionnement des dispositifs de formation de type fonctionnelle (auteur)

Cette forme de formation est proposée par des structures ayant un besoin exprimé pour les producteurs travaillant avec eux. Ils peuvent être des entreprises, des associations, des coopératives, ... Le modèle de formation se rapproche beaucoup des formations modulaires, à la différence des thèmes et de la mise en œuvre, qui se fait soit au sein du site de production soit par le biais de prestataires de services. Les thèmes sont choisis par le commanditaire en fonction des besoins constatés et sont précis et opérationnels. La formation est mise en œuvre soit par le commanditaire, soit par un prestataire de services. Comme ces formations sont financées par le commanditaire, elles ont une visée de rentabilité. Si elles sont mises en œuvre par un prestataire de service, cette visée est d'autant plus importante que la réussite de la formation sert de carte de visite à ce dernier. Les formations impactent un nombre important de personnes du fait de l'effet « cascade ». Ce type de formation ne nécessite pas forcément que les formés soient alphabétisés.

d. La formation en centre de formation

Ex: CAFPA, EASTA,...

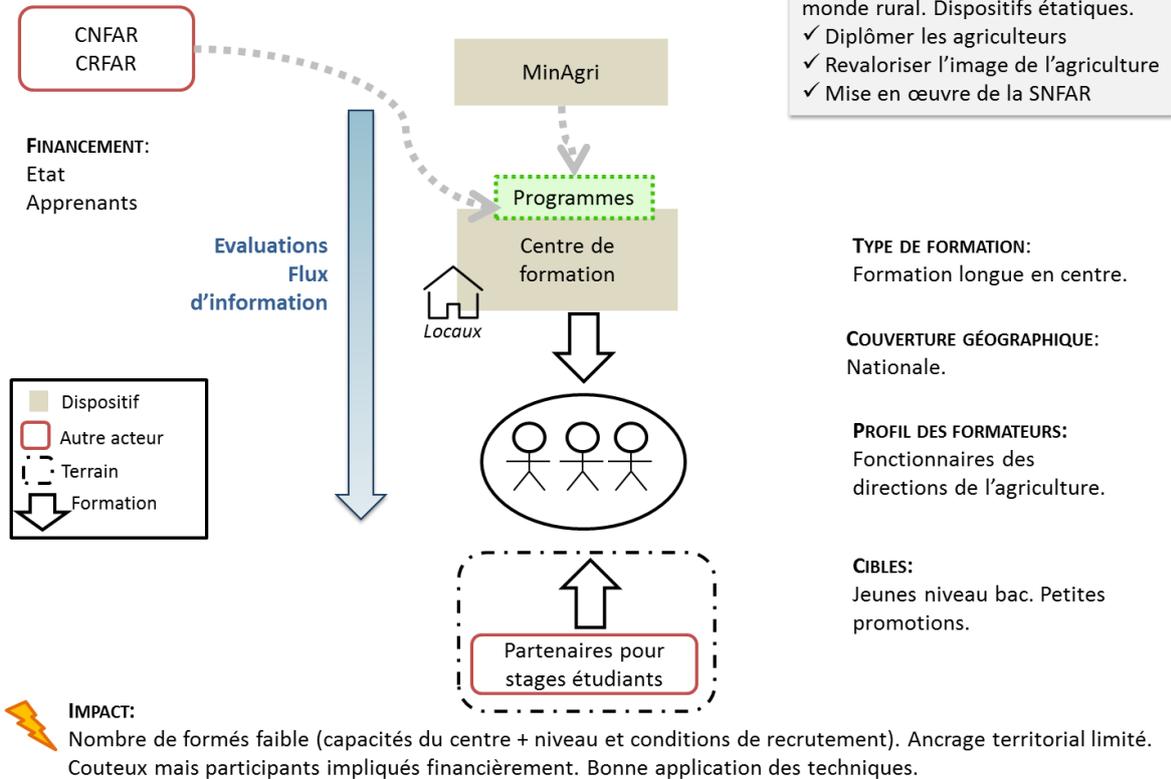


Figure 25: Schéma de fonctionnement des dispositifs de formation de type en centre (*auteur*)

La formation en centre est pour ainsi dire le format le plus classique de formation. Les apprentissages sont majoritairement théoriques. Le recrutement est très sélectif car il faut avoir selon les cas le brevet ou le bac, ce qui correspond à 40% et 3% des jeunes. (SNFAR, 2015) Le but est de leur permettre d'obtenir un diplôme d'exploitant agricole, ce qui sous-entend l'introduction de la notion d'entrepreneuriat dans l'agriculture. Les étudiants doivent déjà posséder leurs terres. Le dispositif est onéreux car la formation se fait en internat et les apprenants participent un peu aux frais. Ces dispositifs sont actuellement les seuls organes étatiques de la formation agricole. Les jeunes assimilent bien car les promotions sont de petite taille. Cependant ces dispositifs sont rares, les capacités d'accueil sont limitées et les capacités de financement de l'Etat sont fragiles.

e. Réflexions et adaptations relatives à l'absence de formation de masse parmi les dispositifs étudiés

Actuellement, aucun des modèles rencontrés ne correspond à de la formation de masse. Le constat est que tous les dispositifs, exception faite de rares cas comme le CTHT, ne fonctionnent que grâce à un important appui financier de bailleurs souvent étrangers. Les facteurs qui semblent conditionner la réussite d'une formation, au sens de son application dans la durée par les participants, sont l'intérêt que la formation peut avoir, la réputation du dispositif, la communication, le suivi et l'implication des participants dans le processus. Il est

important d'ancrer le dispositif dans son territoire, sur les plans du personnel qui y travaille et du financement. Il est également important de s'appuyer sur les formations spontanées de personnes, qui peuvent être un bon vecteur de transmission de l'information et aider à entretenir de la motivation au sein d'un groupe.

4. Acteurs de la formation de masse en orbite

La formation de masse ne peut être efficace qu'à la condition où elle s'insère dans un tissu d'acteurs capables de s'acquitter des tâches en amont et en aval de la formation. Si les jeunes ne sont pas éveillés aux différents métiers ou à l'intérêt que peut présenter la formation, il va être difficile de les impliquer dans le processus de formation. Il serait également intéressant de les intégrer dans la construction du dispositif de formation de masse, en les impliquant dans le processus (avant, pendant et après la formation). 21 acteurs ont été enquêtés, travaillant aux différentes échelles géographiques et appartenant aux différentes catégories énoncées ci-dessous.

a. Niveau régional

Coopération décentralisée

La coopération décentralisée entre la région Atsinanana et la région Normandie joue le rôle de coordination des différents dispositifs travaillant sur la thématique du développement agricole et rural de la région. Ils ont une entrée institutionnelle sur les questions qu'ils traitent, en particulier celle de la formation. Cette question est incluse dans le plan de développement triennal notamment par l'aide au développement de l'IFTM, le centre de formation des paysans modèles. (Coopération Décentralisée Normandie, 2016) Ils essaient d'organiser des réunions régulières du « pôle agriculture », où les différents participants exposent leurs thèmes de travaux et avancées. L'idée est de faire en sorte que les différents acteurs travaillent ensemble en limitant les redondances et antithèses. Ils ont aussi pour objectif de devenir un centre de ressources pour la région, car presque tous les stagiaires, volontaires ou autres acteurs présents pour une courte durée passent par chez eux. FORMAPROD a tout intérêt à travailler en étroite coopération avec eux car ils sont au courant de beaucoup de choses et notamment de ce qu'il peut se passer sur le terrain. Certains des membres du « pôle agricole » font aussi partie du CRFAR, qui réfléchit plus aux aspects théoriques de la formation agricole et rurale, alors que la coopération décentralisée se penche plutôt sur les aspects opérationnels.

Dispositifs de formation

Les dispositifs de formation sont nombreux et relativement divers, comme nous l'avons vu précédemment. FORMAPROD peut s'appuyer sur cette diversité pour une partie du dispositif de formation de masse, par exemple pour déléguer certains sujets ou types de formations adaptés aux profils des jeunes. Ils peuvent être éventuellement envisagés comme des prestataires de services pour certains d'entre eux. Leur proposer cette option peut leur permettre de conforter leurs activités tout en ancrant le dispositif de formation localement.

Cellule de lutte contre la déperdition scolaire

En région Atsinanana, il existe cette cellule récente (2014) qui travaille à garder les enfants le plus longtemps possible à l'école. Elle propose de mettre en place des accompagnatrices dans les écoles pilotes identifiées, qui jouent le rôle d'interface entre l'école, les élèves et leurs familles. Elles proposent des activités ludiques et des gouters durant la récréation qui permettent la discussion avec les enfants sur des éventuels problèmes familiaux. L'accompagnatrice fait des visites à domicile en cas de problèmes signalés ou d'absence prolongée du jeune pour rencontrer les parents et les sensibiliser à l'importance de l'éducation des enfants. Cette structure permet également d'éveiller les jeunes aux différents métiers ruraux existants et aux techniques agricoles améliorées. Cela permet de travailler en amont de la formation pour en potentialiser les effets. Elle souffre actuellement d'un manque de moyens financiers qui l'entrave grandement dans son déploiement. Les impacts potentiels de ce dispositif sont très importants car il permet de toucher également les parents des jeunes par le biais de ces derniers. Actuellement, cette structure appuie quatre écoles de quatre cents élèves chacune.

Privés

Les acteurs privés se retrouvent souvent à proposer de la formation classée dans fonctionnelle. Ils ont un rôle important à jouer du fait des enjeux liés à la formation et des financements souvent importants dont ils disposent. Ils sont également souvent pourvoyeurs d'emplois, ce qui les rend attractifs et crédibles auprès de la population locale. Les producteurs impliqués dans les formations appliquent en général bien ce qu'ils apprennent en formation. A titre illustratif, la Savonnerie Tropicale de Melville forme des jeunes à la mécanique par apprentissage et essaye de favoriser les apprentissages directement entre les mécaniciens. Ces derniers ont une meilleure formation que ceux formés en ville car ils ont bénéficié d'importantes phases de pratique. Ces acteurs sont également capables de financer des infrastructures agricoles, à l'instar des poulaillers financés par Ambatovy. Le FORMAPROD pourrait inclure les entreprises privées dans la conception du dispositif. Cela permettrait de sous-traiter une partie de la formation et cela pourrait être bénéfique pour les jeunes qui ont une idée précise du métier qu'ils souhaitent exercer.

b. Niveau local du fokontany/commune

Chef fokontany et maires

Les figures locales de l'autorité peuvent être un excellent point d'appui. Selon les communes, les maires et chef fokontany sont plus ou moins éclairés et à même d'analyser la situation de leur localité. Cependant, ils ont la plupart du temps un certain pouvoir qui leur permet d'être écoutés. Ils peuvent être un bon relai de l'information et fédérer la population. La plupart du temps, s'ils ne sont ni trop vieux ni corrompus, ils ont à cœur de faire changer les choses chez eux et d'encourager le développement. Par exemple, ils jouent un rôle très important dans l'éducation primaire en encourageant les familles à scolariser les enfants et en les incitant à payer les salaires des maitres FRAM. Un autre exemple est le recrutement pour rentrer à l'IFTM, qui est fait dans un premier temps par un comité local constitué par le maire,

les notables et le chef fokotany.

Associations de jeunes ex-scouts, jeunes pères éducateurs, de développement, et autres

Ces associations sont soit le fruit d'un projet/programme/ONG/association exogène, soit d'un rassemblement spontané souvent à l'initiative des jeunes les plus érudits. En effet, ces jeunes qui souvent ont été se former à l'extérieur du village sont les plus à même de prendre du recul sur la situation de ce dernier, de mesurer l'importance du développement et à proposer des pistes d'action. En partant étudier la plupart pensait revenir et ont de ce fait conservé des liens aussi étroits que possible avec la population locale, ce qui est une des clés du rôle qu'ils peuvent jouer. A leur retour, ils sont motivés et bénéficient des bons codes pour s'adresser aux autres jeunes du village. En revanche, ils manquent parfois de légitimité dans les formations qu'ils peuvent organiser, entre autre parce qu'ils peuvent s'attirer la jalousie des autres. En effet, il est difficile pour la plupart des jeunes de concevoir qu'une autre personne de leur âge puisse être bénévole. Ce genre d'association peut être un bon pilier pour recruter des jeunes pour suivre les formations, relayer des informations ou encore orienter les jeunes vers le dispositif de formation adéquat, moyennant une formation préalable.

Associations de producteurs

Les associations de producteurs sont presque toujours exogènes et ne tiennent que grâce à la présence et au contrôle de ceux qui l'ont monté. De ce fait, ces associations sont assez fragiles et n'ont pas toujours de légitimité auprès des populations locales. Cependant ces associations bénéficient du soutien de la structure qui les a créées et donc d'un certain nombre de moyens. Elles jouent un rôle important dans la sélection des personnes formées par le dispositif à l'origine de l'association. Au vu des nombreuses plaintes sur la transparence du fonctionnement de ces groupes, il y a vraisemblablement du travail à fournir sur les questions de communication. Cependant, les personnes ainsi fédérées constituent un réseau d'échanges d'informations qui peut être utilisé pour propager une innovation issue ou non de formation.

Maîtres Fram dans les écoles

Les maîtres Fram sont les vecteurs d'un dispositif de formation de masse existant. Ils sont en charge de l'éducation des enfants dans les écoles primaires et les collèges. Ils sont payés par les parents par le biais de l'association des parents d'élèves (dont les initiales sont FRAM en malgache). Ces salaires sont peu élevés et insuffisants, ce qui oblige ces maîtres à travailler à côté. Cela témoigne de l'engagement dont ils doivent faire preuve et de la passion pour le métier qui y joue un grand rôle. Ces maîtres pourraient être un bon vecteur de la sensibilisation des enfants, et donc des parents, à l'agriculture et aux métiers ruraux. Une piste d'action pourrait être de travailler en étroite collaboration avec la cellule de lutte contre la déperdition scolaire. Le FORMAPROD pourrait tenir ce rôle d'intermédiaire entre les maîtres Fram et la cellule, et d'appui financier. En ne passant pas par ce partenariat, en l'état actuel des choses, il n'est guère possible d'envisager de transposer le fonctionnement Fram à la formation agricole et rurale. En effet, elle souffre d'une mauvaise image à cause des projets, comme expliqué précédemment. D'autre part, dans le cas des maîtres Fram, les parents payent

pour leurs enfants. Cela implique un sentiment de responsabilité à l'égard de l'éducation des enfants, qui augmente la propension à payer. L'importance de la FAR n'est pas assez ancrée dans la culture pour que le même raisonnement s'applique. Pour toutes ces raisons, le partenariat est inévitable et le FORMAPROD pourrait jouer un rôle déterminant lors de sa mise en place et de sa consolidation.

Les instituts de finance et de micro crédit : exemple de l'OTIV

Les instituts financiers sont relativement peu présents dans les zones rurales malgaches, ce qui limite l'accès au financement pour mener à bien des projets. L'OTIV est une des institutions les mieux représentées à l'échelle très locale. Ils remarquent que seulement 20% de leurs clients ont recours à des crédits, dont aucun jeune. Les jeunes ne bénéficient d'aucun accompagnement dans les démarches et il n'y a pas de publicité de faite pour cette institution localement. Le FORMAPROD pourrait par exemple aider à la communication et sensibiliser les jeunes à l'utilité que peut avoir le crédit dans certains cas. Il peut également travailler sur les liens à créer entre institutions de formation ou de conseil et les institutions financières, élément clé de la mise en œuvre de projets. Cela nécessite bien sûr un travail systémique en amont autour du conseil notamment et de sa présence effective sur le terrain.

Ces acteurs territoriaux forment un premier niveau de réseau sur lequel le FORMAPROD pourrait venir s'appuyer pour instaurer un dispositif de formation de masse utilisant efficacement l'existant. Ce réseau est greffé dans un autre plus large, celui des acteurs publics.

5. Acteurs publiques Etat et FORMAPROD : le rôle de chacun dans la formation de masse

L'Etat dans la région Atsinanana

La région a bénéficié de l'écriture d'un Plan Régional de Développement Rural en 2006, qui a posé les bases des grands axes de développement pour la région. Il a été actualisé en 2015 par le Schéma Régional de la FAR, qui reprend les grands axes de développement et les transforme en thèmes de formation qui paraissent pertinents dans le cadre de la Stratégie Nationale de la Formation Agricole. Ce schéma est en cours de mise en œuvre par le CRFAR, dont les membres ont été en partie modifiés du fait de la récente réforme gouvernementale. (Ministère de la décentralisation, 2013) La mise en place passe par des réunions de concertations entre les différents acteurs de la FAR de la région, puis par l'application des référentiels de formation et des métiers déterminés au niveau étatique. Ces derniers permettent d'encadrer l'offre de formation, jusque-là très disparate et est une des étapes indispensables de la réappropriation de la formation par l'Etat. Le CRFAR est à la fois un comité d'élaboration mais aussi d'encadrement et de contrôle de l'application de la stratégie. Cependant, l'Etat ne reconnaît pas encore certains types de formations qui ont pourtant fait leurs preuves, comme l'alternance.

Représentations ministérielles

Les directions présentes en région Atsinanana sont les suivantes :

- Direction Régionale de l'agriculture
- Direction Régionale de la population, protection sociale et promotion de la femme
- Direction Régionale de la jeunesse et des sports
- Direction de l'Education et de la Formation Technique et Professionnelle (*non rencontrés*)

Ces directions partagent le fait d'avoir à leur tête un directeur régional motivé, des équipes qui semblent compétentes et légitimes et des projets de développement mais elles manquent de moyens financiers pour les mener à bien. Les différentes directions disent toutes travailler à une meilleure cohésion ministérielle mais dénoncent la rétention d'information par les autres. Du fait du manque de moyens, les agents ne peuvent presque plus aller sur le terrain. Il est difficile pour eux de bien se rendre compte des enjeux et difficultés que peuvent rencontrer les populations des zones rurales. Elles sont également fragilisées par les réformes gouvernementales qui perturbent l'organigramme et les domaines de compétences. La conséquence première de tout cela est une absence de ces structures sur le terrain.

Le FORMAPROD a tout intérêt à impliquer le maximum de directions dans la mise en place du dispositif de formation de masse car elles possèdent des compétences complémentaires et des publics variés. Il faudra cependant faire attention à briser les éventuelles rivalités le plus tôt possible. Comme vu dans le cadre d'analyse (Figure 5), la coordination entre les directions est un élément indispensable à la réussite de la mise en place d'un dispositif de formation de masse. En effet, si le cadre institutionnel ne peut pas proposer un cadre solide prenant en compte les aspects périphériques de la formation à proprement parler, cette dernière ne pourra être que difficilement pertinente et durable. Il est à noter des premières expériences de coopération très positives et encourageantes à l'instar du Forum des Jeunes sur la FAR, au cours duquel les acteurs de la FAR se sont organisés pour proposer un temps de réflexion aux jeunes de la région sur la FAR et les attentes qu'ils pouvaient avoir à son égard. (MinAgri, 2015)

FRDA

Le Fonds régional de développement agricole est un fonds qui sert à financer les projets agricoles de la région. Dans la pratique, il n'est alimenté que par le FORMAPROD et donc ne peut subventionner que les projets liés à la FAR. Cela est une bonne chose mais il y a peu de ces projets qui viennent des populations rurales locales. La partie du FRDA financée par FORMAPROD pourrait subventionner les projets locaux de formation, par exemple ceux menés par les associations de jeunes, ou bien la mise en place du cadre sécurisé du dispositif de formation de masse. Il pourrait par exemple financer des campagnes de communication ou bien des médiateurs entre les différents acteurs pour mettre en place des partenariats durables.

CSA

Le centre de service agricole du district de Brickaville ne fonctionne qu'en veilleuse pour des raisons de manque de budget. Ils ne peuvent plus descendre sur le terrain, malgré

qu'il ait été conçu pour cela initialement (basé niveau district, travail avec le FRDA,...). Son rôle de lien entre les différents acteurs des filières agricoles pourrait être mis à profit pour la formation. Il pourrait être un acteur clé dans la construction du squelette externe de la formation de masse. En effet, en conditions normales de fonctionnement, cette structure est bien placée pour faire remonter les besoins et envies des jeunes aussi bien que de leur faire descendre les informations. La connaissance globale des filières leur permettrait transparence et exhaustivité. Il pourrait contribuer fortement à l'insertion et à la professionnalisation des jeunes en les mettant en contact avec les acteurs pertinents par exemple.

Conseiller en Insertion Professionnelle (CIP) et Conseiller Agricole (CA) de FORMAPROD

Le CIP et le CA de FORMAPROD sont des acteurs très intéressants car ils sont au contact de la population et à leur écoute. Comme ils sont sur le terrain, ils sont bien placés pour faire remonter les éventuels problèmes, besoins et succès des formations dispensées. Cependant, ils déplorent des sous effectifs qui ne leur permette pas de passer le temps nécessaire dans chaque fokontany ni de les toucher tous. Une piste possible serait donc de travailler main dans la main avec les CSA, dont certaines attributions recouvrent celles des CIP et CA. Enfin, leur salaire très élevé peut mettre en péril la durabilité du dispositif car les acteurs publics ultérieurs ne pourront pas assurer de telles rémunérations.

Le schéma bilan ci-dessous récapitule les niveaux d'intervention des différents acteurs.

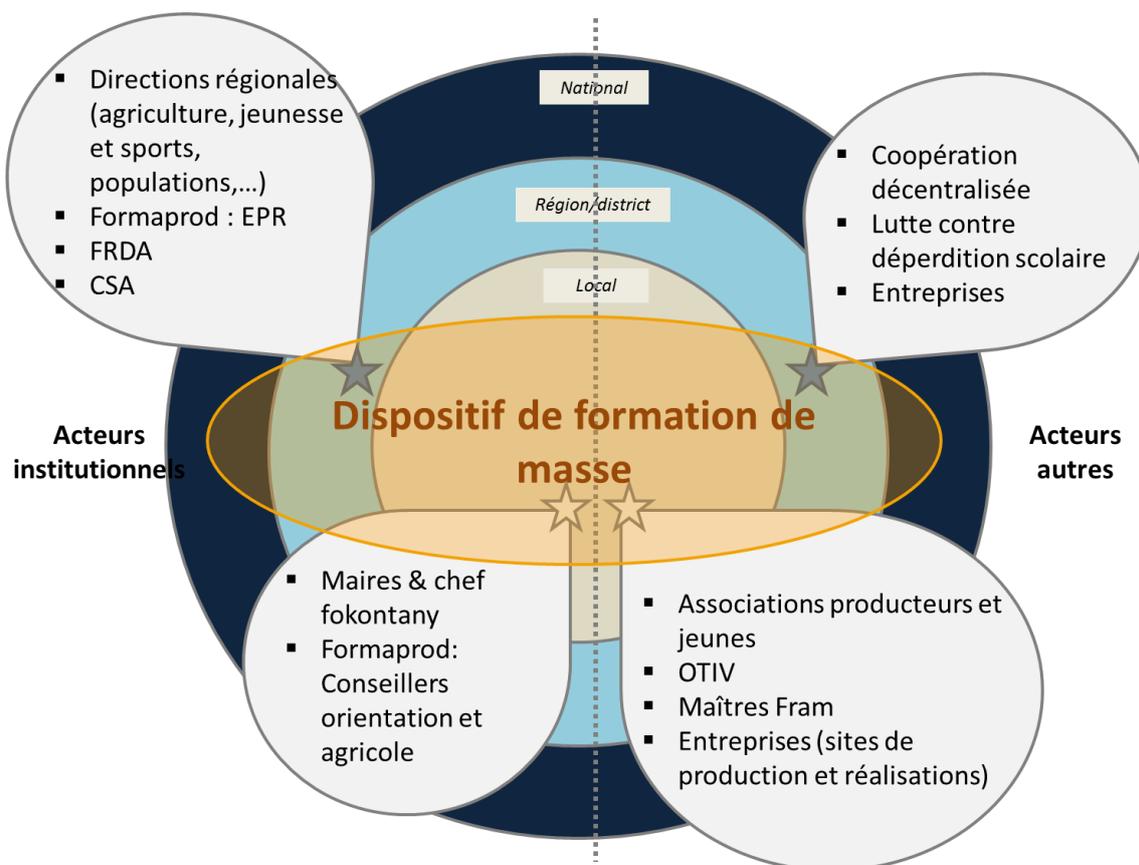
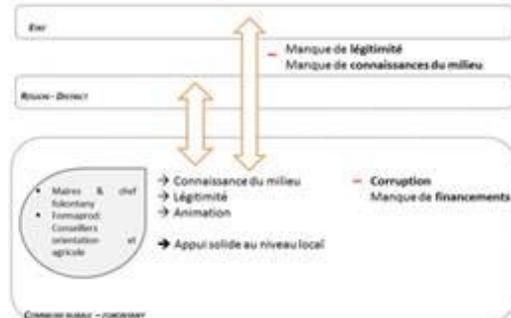


Figure 26: Schéma bilan de l'articulation des acteurs territoriaux (auteur)

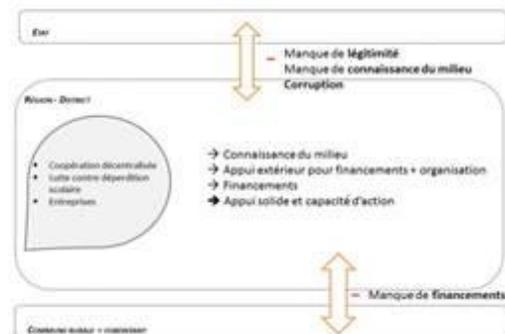
L'ETAT X NIVEAU DISTRICT/RÉGION



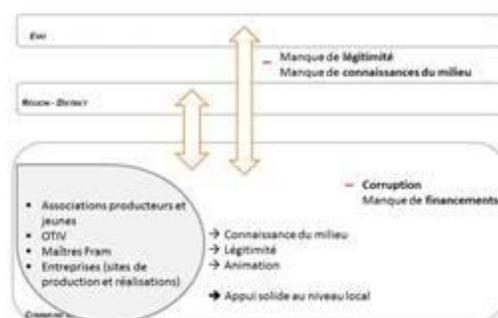
L'ETAT X NIVEAU LOCAL



AUTRES ACTEURS X NIVEAU DISTRICT/RÉGION



AUTRES ACTEURS X NIVEAU LOCAL



Structure	Rôle	Leviers	Freins
Directions régionales (Agriculture, jeunesse et sports, Populations, ...)	Mise en œuvre de la politique ministérielle. Animer (réseaux, conseils, groupes,...). Centraliser les informations, les redistribuer. Aller sur le terrain. Résoudre les problèmes régionaux liés à leur direction. Développer des nouveaux projets.	Ont la légitimité et l'implantation pour porter un dispositif à grande échelle. Ont normalement les compétences en interne.	Manque de financements et de moyens humains, collaboration difficile entre les différents DR et échelons. Fragilisation par les réformes gouvernementales successives.
Formaprod : EPR	Coordonner l'action du Formaprod dans la région. Gérer les projets, Lien avec le niveau national.	Implantation sur le terrain. Compétences internes.	difficulté de communication entre les différents niveaux et régions
Centre de Services Agricoles	lien entre producteurs et autres acteurs. Trouver qui est à même de répondre aux demandes des producteurs	Implantation niveau district; proche des locaux. Pourraient assurer le suivi des formations.	manque de financement → pas de terrain
Fonds Régional pour le Développement Agricole	Financer les projets des paysans.	Basket fund	Financement unique par le Formaprod → financements uniquement sur formation. Peu de visibilité dans les campagnes.

Structure	Rôle	Leviers	Freins
Maires Chef fokontany	Animer la vie de la commune/fokontany. Chercher des financements. Représentation des citoyens. Améliorer la vie des locaux.	Impliqués dans l'éducation primaire des enfants. Centraliser les actions et effets des programmes projets ONG sur la localité	Sens des réalités parfois défectueux (moyen de développement = foot,...). Corruption.
Formaprod.	Orienter et former les jeunes.	Bonnes formations des formateurs. Financements importants.	Durabilité. Manque de personnels. Salaires trop importants.

Structure	Rôle	Leviers	Freins
Maires Chef fokontany	Animer la vie de la commune/fokontany. Chercher des financements. Représentation des citoyens. Améliorer la vie des locaux.	Impliqués dans l'éducation primaire des enfants. Centraliser les actions et effets des programmes projets ONG sur la localité	Sens des réalités parfois défectueux (moyen de développement = foot,...). Corruption.
Formaprod	Orienter et former les jeunes.	Bonnes formations des formateurs. Financements importants.	Durabilité. Manque de personnels. Salaires trop importants.

Structure	Rôle	Leviers	Freins
Associations producteurs et jeunes	Animer la vie du village autour de thèmes. Porter de l'action collective.	Ancrage dans le milieu local; connaissance fine du milieu et des habitants. Formés.	Manque de légitimité/jalousie. Manque de moyens financiers. Souvent exogène.
OTV	Banque, épargne et crédits	Moyens financiers.	Accès réservé à une minorité.
Maîtres Fram	Instruire les écoliers	Dévouement pour la cause. Modèle de formation de masse autonome.	Manque de moyens financiers et donc de temps pour une autre activité non lucrative.
Entreprises (sites de production et réalisations)	Dégager du profit. En effectuant une activité donnée	Moyens financiers. Pourvoyeur d'emplois. Proposent des formations.	Ont leur objectif propre et leur ligne de conduite propre. Difficulté d'accès et d'action collective.

Figure 27: Récapitulatif acteurs et rôles Atsinanana (auteur)

VII. Etude spécifique de la région Itasy

1. Contexte démographique, économique et agricole de la région



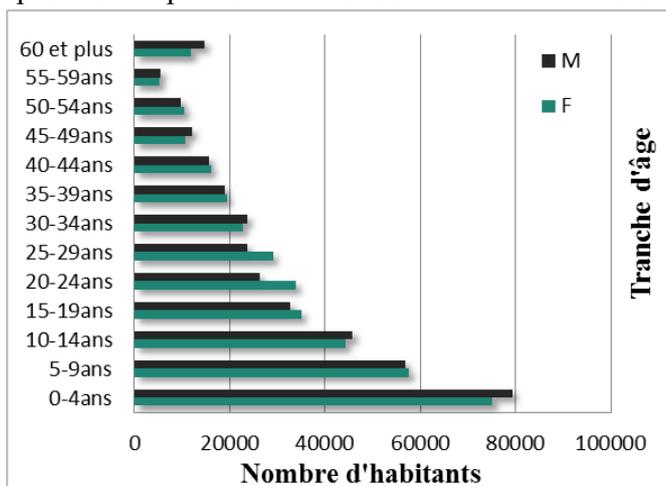
Située sur les hauts plateaux centraux de Madagascar, la région Itasy est souvent qualifiée d'« épicentre » de l'île. D'une superficie de 7 651 km² (CREAM, 2013), elle fait partie des plus petites régions du pays. Elle se loge entre les régions du Moyen-Ouest malgache (Bongolava), d'Analamanga avec la capitale d'Antananarivo à l'est, et de la région Vakinankaratra au Sud (figure 28). Elle bénéficie d'une position stratégique à proximité de la capitale, à laquelle elle est reliée par la Route Nationale 1. Cet axe est-ouest voit d'ailleurs défilier un flux de marchandises et de personnes dont l'intensité varie au rythme des périodes de production et de transhumance.

Figure 28 : Localisation de la région Itasy (wikipedia, 2016)

a. Une population inégalement répartie, à caractère jeune

En région Itasy, « expliquer l'aménagement actuel de la région selon le potentiel naturel est encore valable » (SRAT, 2008) : ceci s'illustre par des densités de population élevées au niveau des centres urbains (le long des routes nationales) et des terres les plus fertiles (ouest de la région), qui contrastent avec des zones fortement dépeuplées, où les reliefs sont abrupts et les surfaces morcelées sont peu exploitables (au centre notamment). Le problème de saturation foncière est d'ailleurs central dans les questions d'occupation de l'espace de la région et les possibilités de développement futures.

La population totale de l'Itasy est estimée à 735 888 habitants. La région est confrontée à des phénomènes migratoires modérés liés aux départs de jeunes pour étudier ou trouver un premier emploi en ville et de travailleurs itinérants (maçons,...).



Dans leur grande majorité, les familles habitent dans les mêmes localités pendant plusieurs générations. Additionné à d'autres facteurs, cela conduit à une population en constante augmentation, et explique sa caractéristique principale : sa jeunesse. Plus de 66% de la population de l'Itasy a moins de 25 ans selon les chiffres du PRD de 2005 (figure 29). Le chômage et le sous-emploi touchent en premier lieu les jeunes (EPM 2010, INSTAT).

Source : Annexe monographique, p.106. Plan de Développement Régional Itasy, 2005

Figure 29:Pyramide des âges selon le sexe en région Itasy

b. Une économie centrée sur l'agriculture

Le secteur primaire emploie près de 90% de la population active, au-dessus de la moyenne nationale. Le climat tropical d'altitude caractéristique des hauts plateaux centraux favorise la production d'une grande variété de productions. Les cultures vivrières traditionnelles comme le riz, le manioc, le maïs, l'arachide et la patate douce, sont complétées par d'autres cultures à vocation commerciale dans les bassins de production délimités : les produits maraîchers (haricot vert, tomate, oignon), la pomme de terre, l'ananas, le café Arabica et la canne à sucre. La filière riz reste la filière prioritaire et permet, en plus d'assurer l'autosuffisance de la région, d'approvisionner les marchés des régions voisines (Bongolava, Analamanga). Le système de polyculture-élevage est encore très développé, avec la présence de l'élevage bovin, porcin et de l'aviculture. La richesse de la région Itasy en lacs (figure 30) a favorisé la pratique de la pêche traditionnelle jusqu'à présent. Cette pratique s'essouffle néanmoins avec l'épuisement des stocks de poissons et est peu à peu relayée par la pisciculture et la rizipisciculture, qui trouvent de plus en plus de partisans à l'ouest de la région notamment. Les produits de la pêche sont commercialisés pour 40% sur les marchés locaux et 60% sont exportés hors de la région.



Figure 30: Le lac Itasy, 3^e plus grand lac de Madagascar, formé sur des terres volcaniques

Le secteur secondaire fournit des activités complémentaires à une grande partie de la population. Des forêts endémiques de Tapia s'étendent sur une grande surface du district d'Arivonimamo et la soie sauvage fait la renommée de la région en termes d'artisanat. La vannerie (confection de paniers à riz notamment), le travail des métaux pour la production de petit matériel agricole (bêche, charrue,...) et la transformation de la corne de zébu sont aussi très développés.

Le secteur tertiaire est concentré au niveau des commerces et marchés hebdomadaires. L'Itasy attire un grand nombre de citadins en provenance d'Antananarivo car elle offre un lieu de vacances à 2 heures de la capitale. Malgré le potentiel touristique de la région, du fait du manque d'infrastructures d'accès et de structures de gestion, les sites naturels et historiques sont peu valorisés (chutes, geysers, tombeaux). (PRD, 2005)

c. Des priorités de développement à concrétiser

Le Plan de Développement Régional de 2005 propose 3 axes prioritaires pour la région Itasy. Le désenclavement des zones rurales, considérées comme un potentiel de développement conséquent dans la région, est l'une des priorités identifiées, pour continuer à assurer

l'autosuffisance alimentaire d'une population en constante augmentation. La croissance économique visée passe principalement sur un développement agricole accru, mené de pair avec la préservation et la valorisation des ressources, et dans un second temps sur le développement du secteur touristique et éco-touristique. La mise en place d'une politique d'administration et d'une gouvernance efficaces sur l'ensemble du territoire sont également parmi les priorités, dans le but d'améliorer les conditions de vie de la population (accès aux infrastructures éducatives, sanitaires, culturelles ; sécurité ; éradication de la corruption,...). La région, pour la mise en œuvre de son PRD, est appuyée par une Cellule d'Appui Technique et par la région Nouvelle Aquitaine, dans le cadre d'accords de coopération décentralisée renouvelés depuis 2007.

d. Focus sur les communes d'étude : Analavory et Manazary

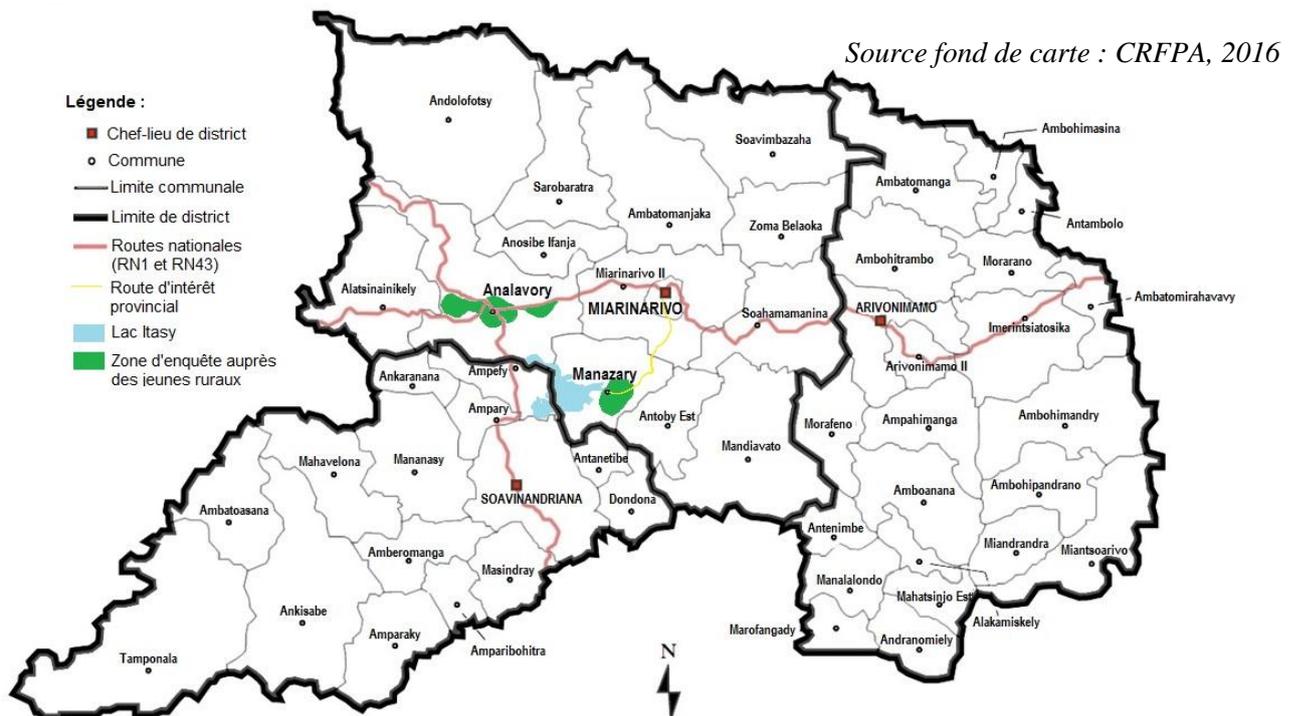


Figure 31: Localisation des zones d'enquête sur les communes d'Analavory et de Manazary

La commune d'**Analavory** est une commune urbaine de 60 717 habitants, dont 61% a moins de 18 ans. Située au carrefour des deux routes nationales RN1 et RN43 (figure 31), qui offrent des axes de circulation nord-sud et est-ouest au départ de la commune, de nombreuses compagnies de taxi-brousse circulent quotidiennement en direction de Tsironomandidy (région Bongolava), Antananarivo (région Analamanga) et Soavinandriana (au sud de l'Itasy). Cette position privilégiée profite au développement de la commune, qui observe la présence d'un ensemble d'infrastructures et entreprises de services agricoles, sociaux, financiers au niveau du chef-lieu de la commune. Pour ce qui est des fokontany les plus éloignés, l'absence de ponts et le mauvais état des routes secondaires rendent difficile le transit de marchandises et de personnes (PCD d'Analavory, 2016).

Située sur des sols volcaniques jeunes, et profitant des infrastructures routières qui rendent

possible l'écoulement des productions vers la capitale, elle voit se développer, en plus de la culture du riz, des cultures maraîchères (haricot vert, tomate, oignon, carotte,...) et se situe dans le bassin de production du café Arabica. L'artisanat est également présent dans la commune, avec la prédominance de la menuiserie, du tissage, de la clôture et de la briqueterie.

En terme de productions agricoles, ce sont les cultures rizicoles, maraîchères (haricots, carottes, pomme de terre,...) et fruitières (papaye, banane) qui dominent à Analavory. Les cultures de manioc, maïs et sorgho. En élevage, l'élevage bovin est prédominant, le poulet gasy est également développé (78 993 volailles) et la présence d'élevages ovins et caprins liés à l'arrivée d'ethnies du Sud est une particularité d'Analavory. La pêche et l'aquaculture ne seraient pratiquées que par peu de personnes dans la commune, en tant qu'activité secondaire.

Le secteur tertiaire est développé à travers la fréquentation touristique, le transport et le commerce. De nombreux marchands itinérants et collecteurs parcourent la commune.

En termes d'éducation, une école primaire publique est implantée dans presque chaque fokontany de la commune (23/24 en sont dotés), 2 CEG publics et un lycée public ont également été construits. Si les établissements publics accueillent 60% des élèves de niveau primaire, le privé prend en charge la plus grande partie des jeunes scolarisés aux niveaux collège et lycée avec des frais d'écologie qui augmentent nettement. Ainsi, si environ 10 800 élèves sont inscrits au niveau primaire, 2500 le sont au niveau collège, et 1200 au niveau lycée. Au total, un peu plus de la moitié des jeunes scolarisables (de moins de 17 ans) étudient effectivement.

La commune possède un Plan Communal de Développement depuis le mois de juin 2016, élaboré pour une durée de 4 ans (2016-2020) avec l'appui de l'équipe technique de l'intercommunalité « 3A Miroso » dont elle fait partie. Elle a sollicité les comités de développement de fokontany (composés de membres de la communauté villageoise de chaque fokontany) qui décident des thématiques de développement essentielles à leur fokontany, et toutes les priorités sont agrégées au sein du document communal. Les axes stratégiques définis par la commune restent fidèles aux axes stratégiques définis et objectifs spécifiques du PND. Les seuls points qui abordent la situation des jeunes sont l'éducation et le sport/les loisirs, aucune rubrique ne précise les stratégies de formation professionnelle et d'orientation vers l'emploi de ces jeunes.

La commune de **Manazary** est une commune rurale de 36 901 habitants, située à l'Est du lac Itasy et à 15 km au Sud du chef-lieu de la région (figure 31). C'est une commune de niveau d'enclavement réduit car elle dispose d'une piste (route d'intérêt provincial) relativement praticable, qui permet le transport de marchandises par charrette et une ligne de taxi-brousse fait le trajet quotidiennement en saison sèche. Ses 12 fokontany répartis sur une étendue de 116 km² et le chef-lieu de commune est situé dans le fokontany de Fiakarantsoa. Plusieurs fokontany ne sont reliés que par des pistes en terre détériorée limitant l'accès à ces fokontany pour les acteurs du développement. Le fokontany le plus éloigné est à 18 km de la commune rurale. Les zones d'enquête des jeunes ruraux sont situées à 0 km (fokontany Fiakarantsoa), 5 km au sud (fokontany Marosahala) et 6 km au nord (fokontany Antsahavory) du chef-lieu de commune.

Parmi les 36 901 habitants de la commune, la pyramide des âges fait état de 67% d'habitants

de moins de 25 ans, dont près de 30% de jeunes entre 16 et 25 ans.

La commune étant située aux abords du lac Itasy, le riz irrigué occupe une place importante des productions agricoles. Le maïs, le manioc, le pois de terre occupent les plus grandes surfaces. L'élevage y est pratiqué mais de manière modérée, avec 6 000 têtes en élevage porcin, 20 965 têtes en volaille et 4 403 élevage bovin (monographie de Manazary, 2015).

Les activités de pêche, de rizipisciculture et de pisciculture sont très développées dans la commune. L'artisanat est aussi représenté avec des activités de vannerie, menuiserie, couture, production d'huile d'arachide et de briqueterie.

Enfin, le commerce est la principale activité du secteur tertiaire avec la présence d'un marché hebdomadaire où l'affluence est forte, certains fonctionnaires faisant le déplacement de Miarinarivo à Manazary uniquement pour s'approvisionner en riz et en viande, produits où les différences de prix avec les centres urbains se ressentent fortement.

Il existe 1 EPP par fokontany soit au total 12 EPP qui accueillent un total de 3369 jeunes scolarisés en EPP publique (2/3 des jeunes de 7-15 ans), et un CEG pour toute la commune au fokontany de Fiakarantsoa, pouvant accueillir 371 élèves. L'unique lycée est privé et situé au chef-lieu de commune. Le pourcentage de jeunes scolarisés parmi les jeunes scolarisables n'est pas disponible.

La commune de Manazary fait partie des nombreuses communes à ne pas avoir encore établi de stratégie de développement. Les démarches ont été amorcées depuis 2009 mais la situation politique n'a pas encore permis de les concrétiser. Elle rédige actuellement son PCD avec l'appui de l'intercommunalité MAMISOA dont elle fait partie.

2. Quelles trajectoires scolaires et professionnelles sont empruntées par les jeunes ruraux en région Itasy ?

En Itasy, 47 entretiens ont servi de base à l'analyse des trajectoires des jeunes ruraux (annexe 6.1). La figure 32 ci-après fait la synthèse des niveaux d'étude atteints par ces jeunes, qu'ils soient encore scolarisés ou non au moment de l'étude. Les jeunes rencontrés ont, pour plus de 80% d'entre eux, atteint ou dépassé la fin du cycle primaire (CM2), ce qui présuppose un taux d'analphabétisme faible parmi eux.

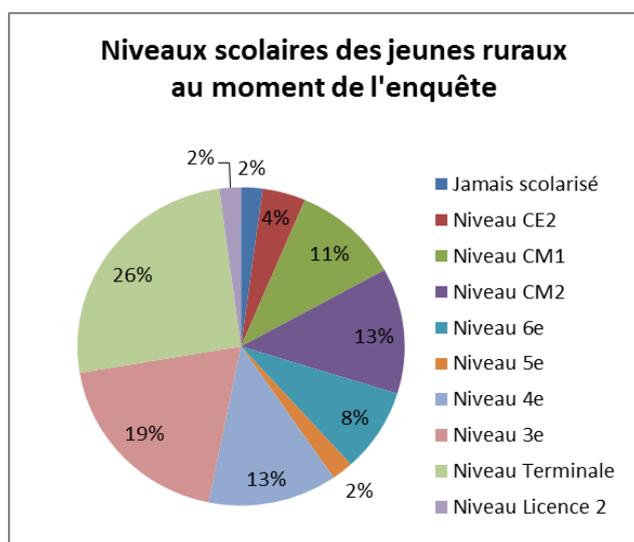


Figure 32: Niveaux scolaires atteints au sein de l'échantillon de jeunes, dans les communes Analavory et Manazary

Ces niveaux scolaires sont à relativiser en rapport avec la présence d'infrastructures éducatives dans les deux communes étudiées qui permettent cette poursuite d'étude, comme vu dans le contexte d'étude.

Un premier niveau de différenciation apparaît nettement entre jeunes scolarisés et jeunes déscolarisés quant à leur situation familiale, leurs choix professionnels et leurs rapports à la formation. Nous nous proposons donc de les traiter dans deux parties distinctes, qui feront apparaître par la suite d'autres facteurs de différenciation.

a. Quelles sont les trajectoires scolaires et professionnelles des jeunes scolarisés ?

Les jeunes scolarisés représentent 8 jeunes sur les 50 jeunes rencontrés. Ils sont âgés de 15 à 22 ans.

Qui sont ces jeunes ?

Deux grands types de profils ressortent de l'analyse des enquêtes auprès des jeunes scolarisés. Leurs trajectoires antérieures sont similaires et seront traitées ensemble, mais c'est au niveau de la maturation de leurs projets professionnels qu'ils se différencient.

Ces jeunes n'évoquent pas de périodes de déscolarisation durant leurs parcours. Ils bénéficient jusque-là du soutien de leurs parents, qu'il soit financier ou sous forme d'incitation à la poursuite d'études. Ils sont issus de familles à professions agricoles principalement, et un des deux parents exerce dans un autre domaine pour compléter les revenus du ménage (enseignement, vannerie, maçonnerie, pisciculture,...). Il est difficile à partir des enquêtes menées de spécifier les différentes situations économiques et financières des foyers parentaux pour ces deux catégories de jeunes, car leurs notions des surfaces, des rendements, des problèmes de leurs parents sont flous.

La place d'aîné dans la fratrie explique pour certains la propension des parents à engager des efforts financiers pour la poursuite des études au-delà du cycle primaire obligatoire. Pour ceux-là, les parents placent leur confiance dans leur réussite scolaire durant la période où les cadets ne sont pas encore scolarisés ou étudient dans des écoles publiques à frais d'écologie réduits. Les études sont perçues comme moyen de leur assurer un métier « plus durable » et « moins difficile » que les métiers agricoles, de leur faire acquérir de l'autonomie plus rapidement pour qu'ils ne soient plus à la charge des parents.

Pour ceux qui occupent les derniers rangs de leur fratrie, la perception des parents et des jeunes vis-à-vis des études repose beaucoup sur les expériences des aînés de la famille. Ils ont généralement moins le droit à l'erreur que leurs aînés, et s'ils ne montrent pas une forte motivation aux études, ils sont déscolarisés pour aider les parents aux travaux agricoles afin de ne pas « investir à perte » dans les études de ces derniers.

Ils sont tous dépendants de leurs parents financièrement. Aucun d'entre eux ne travaille parallèlement aux études, ni ne reverse de participation financière aux parents. Néanmoins ils travaillent en contrepartie en tant que main d'œuvre familiale sur les exploitations agricoles de leurs parents pendant leur temps libre (week-ends, vacances scolaires, grandes vacances).

Quels sont leurs projets ?

Pour le **type I** (4 jeunes), les jeunes n'ont pas de projet ciblé mais aimeraient continuer leurs études, sans préciser d'orientation claire (ce sont généralement des jeunes de niveau collège).

L'obtention du baccalauréat n'est pas un objectif en soi, car « beaucoup de jeunes ont le bac mais ne savent pas quoi faire avec, ne trouvent pas de travail et reviennent finalement habiter chez leurs parents », comme en témoignent ces jeunes.

Dans les trajectoires de **type II** (4 jeunes), les projets sont davantage formulés. Ces jeunes expriment des projets de poursuite d'étude à l'université dans des domaines en continuité avec l'option suivie en terminale (sciences sociales et économiques), ou des projets professionnels convergeant vers des métiers précis, dans des domaines variés comme l'agronomie, l'alimentaire, la sécurité, la gestion.

Ils ont peu d'attrait pour les formations professionnelles aux filières qu'ils envisagent d'intégrer, ils visent le plus souvent des métiers à bac +5. C'est par les études supérieures générales qu'ils pensent acquérir l'ensemble des compétences et savoirs dont ils auront besoin pour l'aboutissement de leur projet professionnel. Pour ceux qui visent des filières spécifiques, d'autres voies sont esquissées, comme des écoles de préparation aux concours d'entrée dans la police. Ces jeunes prennent le plus souvent exemple sur des proches ou des personnes du village qui disent ou paraissent être bien rémunérés. C'est le cas d'un jeune qui dit vouloir devenir gendarme car « une personne du village est gendarme et il a l'air riche car il a une belle voiture ». Ils entendent parler - sans vraiment s'y intéresser - de formations agricoles et rurales par le biais de proches qui en ont suivi.

Ces jeunes scolarisés sont peu intéressés par la reprise de l'exploitation agricole de leurs parents car ils trouvent que ce n'est pas une activité rentable ou que c'est un travail difficile. La reprise d'exploitation est vue comme une option réservée aux membres de la fratrie les moins studieux.

Quelle est leur capacité à concrétiser leur projet ?

Pour ce qui est de la concrétisation de ces projets, plusieurs niveaux de certitude des jeunes sont ressortis des entretiens. La première catégorie d'étudiants (**type I**) n'a pas de certitude quant à la concrétisation de son projet. Il s'agit de ceux qui ne formulent pas un projet professionnel concret, en lien avec un métier, mais qui visent seulement un niveau d'études. Dans ce cas, il a été observé que les étudiants ont davantage tendance à évoquer la capacité financière des parents à financer cette poursuite d'études comme frein éventuel. La deuxième catégorie (**type II**) dispose, en plus d'un projet professionnel réfléchi, de l'appui d'un ou plusieurs proches (oncle, grands frères et sœurs), qui semble avoir un impact positif sur la propension des parents à financer la suite de leurs études. Ils disent être sûrs de poursuivre dans la direction choisie et n'évoquent pas la capacité financière des parents comme un frein. Il est probable que ces proches aient un rôle de tuteur pour ces jeunes et les supportent financièrement dans leurs parcours. Il serait intéressant à ce stade de s'intéresser aux mécanismes de sécurisation mis en place par ces jeunes étudiants et leurs familles pour concrétiser leurs projets professionnels, dimension qui n'a pas été développée au cours du

stage.

b. Quelles sont les trajectoires scolaires, professionnelles et de vie des jeunes déscolarisés ?

Les jeunes déscolarisés représentent 37 des 45 jeunes rencontrés. Leur âge oscille entre 15 et 30 ans. Nous allons voir que beaucoup de facteurs influencent les 4 types de trajectoires de ces jeunes déscolarisés.

Pour les jeunes s'inscrivant dans les trajectoires de **type III** (26 jeunes), le phénomène de déscolarisation survient à tout moment durant les années d'enseignement primaire ou secondaire de premier cycle (collège). Dans le cas où ils sont arrivés au terme d'un cycle, ceci ne signifie pas pour autant qu'ils ont obtenu le certificat ou brevet correspondant. L'échec au BEPC (ou au CEPE, moins évoqué cependant dans les enquêtes) est décrit comme un des facteurs amenant à la déscolarisation, après le manque de moyens financiers des parents (cause la plus évoquée). La sévérité des enseignants et le manque d'envie d'étudier sont également apparus comme causes de déscolarisation. L'analphabétisme est un phénomène relativement rare parmi ces jeunes, du fait de la présence d'écoles primaires dans l'ensemble des fokontany visités et de l'effort de plus en plus visible des parents à scolariser leurs enfants jusqu'à la fin du cycle obligatoire. Un jeune n'a jamais été scolarisé du fait d'une situation familiale difficile (père décédé) et 2 jeunes ont été déscolarisés au CE2.

Après avoir quitté l'école, ils travaillent sur l'exploitation agricole de leurs parents, acquièrent des savoir-faire à leur contact. Ils privilégient la vie de famille dans les années qui suivent, et ont leur premier enfant dès l'âge de 16 ans pour certaines filles. Ces jeunes s'installent ensuite à moyen ou long terme dans leur village natal ou dans celui de leur conjoint(e). Leur capacité à s'extraire des schémas établis par leurs parents/beaux-parents et d'innovation est limitée, puisqu'ils reproduisent par défaut ce qu'ils observent autour d'eux, sans questionnement personnel sur l'origine et la pertinence des techniques : un jeune nous dit qu'il « cultive du maïs en association avec l'arachide car c'est ce qui se fait ici », un autre nous dit qu'au moment du semis, il « enrobe les semences avec du gasoil pour les protéger des maladies car un voisin fait cela », sans avoir mesuré pour autant une baisse des attaques de ravageurs de culture.

Ils ne sont pas proactifs dans la recherche de formation professionnelle mais sont enclins à suivre des formations lorsqu'elles se présentent, sur de plus ou moins longues durées, et sur différents thèmes (fabrication de *fatapera*, ou foyer amélioré, formation en « coupe et couture », formation aux pratiques culturelles des légumes-feuilles,...) mais plus souvent pour les conditions avantageuses offertes par les organismes proposant la formation que dans le but d'une application concrète.

Témoignage : Fille, 19 ans

Elle a été au CFP Mazzarello, centre privé confessionnel, qui propose des formations professionnelles qualifiantes équivalentes au niveau 3^e. Elle dit avoir étudié là-bas jusqu'en année de 3^e mais elle a arrêté car elle voulait se marier. Par la suite, elle a suivi une formation de coupe & couture dispensée par le programme PROSPERER dans le fokontany, avec une MER hôte (Mme Hortense), parce qu'une bourse et une machine à coudre étaient données. Elle n'a pas terminé cette formation et elle est à présent femme au foyer, avec un

enfant en bas-âge, et aide son mari, agriculteur et éleveur, aux travaux agricoles. Parmi ses projets, elle aimerait construire une maison dont elle serait propriétaire et s'acheter une machine à coudre. »

Les projets formulés sont tournés en premier lieu vers la vie de famille (« pas de projet spécifique en agriculture mais nous voulons faire une extension de la maison », « s'assurer que nos enfants aient une bonne éducation », « avoir un deuxième enfant », « je ne pense pas à mes projets professionnels »), puis dans un second temps vers l'extension et la diversification des productions et dans un dernier temps vers l'amélioration de leurs activités (techniques de production). Les problèmes rencontrés dans leurs activités concernent le manque de productivité de l'activité agricole (désigné sous le terme « manque de fertilité des sols »), dont découlent des problèmes financiers, qui empêchent les investissements dans la campagne agricole suivante (« les semences sont trop chères », « certaines années nous n'avons pas les moyens de cultiver toutes les parcelles »), l'emploi de main d'œuvre salariale dans certains cas, et les investissements de moyen et long-terme dans des projets d'extension ou de diversification des productions.

Pour le **quatrième type** de trajectoire (4 jeunes), ce sont des jeunes qui quittent le circuit scolaire après avoir achevé leur cycle primaire, voire leurs études secondaires de premier cycle. Ils ne sont pas concernés par l'analphabétisme et ont un niveau scolaire dans la moyenne. Comme le type III décrit précédemment, ils retournent habiter chez leurs parents et travaillent sur leur exploitation agricole, mais de façon temporaire. La déscolarisation est relativement anticipée et décidée en concertation entre le jeune et ses parents. Une réflexion est menée sur l'avenir du jeune et celui-ci s'engage de manière active dans un parcours professionnalisant.

Les jeunes suivant cette trajectoire font de leur orientation professionnelle une priorité et ne considèrent le mariage et la vie de famille qu'au moment où ils ont établi une activité relativement stable.

Ils sont prêts à se déplacer et vivre loin du foyer parental pour suivre une formation de moyenne à longue durée. Les thématiques des formations suivies sont larges mais touchent généralement des métiers non agricoles (couture, maçonnerie,...). Les jeunes poursuivent parfois dans l'agriculture comme activité complémentaire ou issue de secours s'ils ne réussissent pas dans la première voie.

Ces jeunes bénéficient de l'appui et du réseau familial pour trouver des contacts et informations quant aux filières dans lesquelles se diriger (filières/métiers rentables). Ils ne s'orientent pas par passion vers ces filières et métiers mais ils ont confiance dans la stabilité que leur apportera le métier en question et « découvrent et apprennent à aimer » leur activité.

Ce sont des jeunes qui ont un sens des réalités et des dynamiques économiques, et qui font mûrir leurs projets au fur et à mesure des mois ou années d'expérience professionnelle. Ils semblent avoir conscience de leur capacité à y parvenir et du temps et des moyens financiers à investir.

Témoignage :

Mme L. est une jeune femme de 29 ans, fille d'agriculteurs, qui s'est orientée dès la 6^e, avec le soutien de ses parents, vers un parcours professionnalisant en coupe & couture dans sa commune d'origine. Elle a pu travailler pendant 4 ans à l'issue de cette formation dans une usine de confection de vêtements. Elle a dû arrêter cette activité au moment où ses parents ont déménagé et s'est tournée vers l'agriculture, activité dans laquelle elle est aussi passée par la formation pour répondre aux problèmes culturels qu'elle rencontrait. Elle a mis en application les techniques reçues et est devenue « paysan-relais » des formations reçues au sein de son village.

La trajectoire suivante (**type V**, 5 jeunes) intègre les jeunes qui accèdent à des niveaux d'étude plus élevés que les deux situations précédentes, en arrivant au lycée puis en passant le concours d'entrée à l'université d'Ankatso à Antananarivo. Ils obtiennent le baccalauréat pour la plupart, sauf imprévus liés à une grossesse non désirée, un mariage, ou aux difficultés financières des parents. Ils ne se sentent généralement « pas assez qualifiés pour trouver un emploi en ville » au niveau baccalauréat ou n'arrivent pas à accéder aux niveaux d'étude auxquels ils aspirent (faible propension à financer les études supérieures à cause d'un manque de confiance dans les débouchés après l'université). Ils rentrent donc dans leur commune d'origine, travailler sur l'exploitation agricole de leurs parents, de manière temporaire. Leur désir d'indépendance est toujours présent en rapport avec leur premier projet d'émancipation et leur contact avec un contexte différent durant leurs études secondaire et/ou supérieures. Une partie d'entre eux exerce en complément en tant qu'enseignants dans le privé ou comme maîtres FRAM (enseignant d'EPP rémunérés par les unions de parents d'élèves complété parfois par des subventions de l'Etat). Cependant cette situation est précaire et ils considèrent l'agriculture comme activité principale.

Leurs projets sont mis « en dormance » pendant des durées incertaines, et peuvent être concrétisés si leurs moyens financiers le permettent. Pour cela, les jeunes s'accordent avec leurs parents sur une mise à disposition de terres qu'ils peuvent exploiter de manière indépendante des parents. Ils s'entendent également sur un niveau de participation financière des jeunes qui permette à la fois aux parents de subvenir aux besoins quotidiens de la famille et aux jeunes de mettre en place des stratégies d'épargne grâce aux revenus tirés de l'exploitation des terres.

L'épargne est réalisée dans l'idée de financer une reprise d'études ou de débiter une activité autre qu'agricole. Leur période d'études, loin de leur environnement quotidien, a permis l'émergence d'une volonté de s'extraire des schémas classiques (ils ne veulent pas reproduire ce que font leurs parents) et une prise de recul sur des métiers peu prisés mais nécessaires en zone rurale.

Le dernier type de trajectoires observées chez les jeunes déscolarisés (**type VI**, 2 jeunes) concerne les jeunes qui ont arrêté les études à l'école primaire ou au collège, comme les deux premiers groupes de jeunes, mais ont construit très vite des projets de départ en ville comme alternative à l'avenir tout tracé et terne que leur réserve la vie en milieu rural, au sein de leur famille. Ce type est peu renseigné mais il est intéressant de mentionner son existence étant donnée la proximité de la région Itasy avec la capitale Antananarivo. Durant le temps passé en

ville, ils ont exercé des activités non agricoles (commerce, zone franche,...) et ont développé un certain nombre de compétences commerciale, de gestion, etc. Leur retour en région Itasy non voulu les oblige à retourner vivre chez leurs parents, et exercer en agriculture, mais ils n'ont pas envie de reproduire le schéma familial et imaginent des activités qui seraient utiles et rentables en milieu rural. Les projets de ces jeunes sont donc de se lancer dans leur propre activité (commerce, grossiste en semences,...) avec l'agriculture qui reste un filet de sécurité en termes de revenus. Il se rapproche du type V dans le sens que ces jeunes ont une capacité de réflexion et de « débrouillardise » élevée. Ils n'ont pas forcément de contact avec des structures de formation, ne sont pas non plus de très bons exploitants agricoles (techniques traditionnelles...), mais plus par manque de connaissance du milieu (dû à un certain nombre d'années en ville et un détachement des activités agricoles de leurs parents) que par manque de capacité d'intégrer l'innovation. Ils n'ont pas peur de prendre des risques et leur détermination et la planification des échéances de mise en œuvre leur permettent de faire en sorte d'épargner des sommes d'argent qui seront investies dans le projet poursuivi.

c. Analyse des liens entre les jeunes et la formation selon leurs trajectoires

Cette diversité de trajectoires amène aux jeunes ruraux différents acquis et prédispositions qu'il faut cerner avant de les prendre en charge sein d'un dispositif de formation de masse.

Quelle que soit la trajectoire, les jeunes rencontrés en Itasy sont relativement préservés du phénomène d'analphabétisme. Les jeunes qui n'atteignent pas le CM2 sont de plus en plus rares, et cela a été visible lors des enquêtes réalisées. Il s'agit pour la majorité de jeunes issus de générations précédentes (au-dessus de 20 ans) et de cas particuliers en dessous (situation familiale difficile,...).

Pour les deux premiers types de trajectoires (I et II), leur niveau d'éducation (collège, lycée) est tel qu'ils ont les bases pour accéder à des formations professionnelles sans alphabétisation préalable. Ce qui apparaît nécessaire en revanche est de les accompagner par l'information/l'orientation vers la construction d'un projet professionnel pertinent et valable aux yeux des parents, réalisable dans le contexte du jeune et de la région. Cet accompagnement existe de manière informelle pour quelques-uns d'entre eux (proches « qui ont réussi », comme exemple à suivre), mais devrait pouvoir être développée pour tous les jeunes. Sans accompagnement vers un projet concret, les risques de déscolarisation sont forts car leur motivation et leurs aptitudes ne suffisent pas à convaincre les parents de l'utilité de la poursuite d'étude.

Pour les jeunes déscolarisés, le dispositif de formation de masse doit pouvoir prendre en compte les prédispositions des jeunes en fonction de leur niveau d'études, des expériences en ville qui influencent fortement l'ouverture des jeunes vers d'autres activités, et de leur situation professionnelle actuelle.

L'alphabétisation peut être nécessaire pour une minorité des jeunes, déscolarisés avant la fin du cycle primaire (certains jeunes de la trajectoire III). L'impact des formations suivies par la suite est d'ailleurs moins élevé relativement aux autres, ce qui s'explique en partie par des lacunes liées au niveau d'éducation. Cependant d'autres facteurs liés à leur situation familiale (enfants à charge), économique et financière (manque de trésorerie, faible capacité

d'investissement) expliquent en grande partie le peu de mise en pratique des formations reçues. L'essentiel pour la prise en charge de ces jeunes est de cibler des formations adaptées aux contraintes familiales et permettant d'améliorer les situations économiques de leurs ménages. Leur situation fragile ne constitue pas un environnement favorable à la prise de risque, donc à l'entrepreneuriat. Un premier travail de sensibilisation à la formation est à réaliser car l'utilité est souvent remise en question parmi ce groupe, mais également une orientation vers les formations disponibles.

Certains jeunes semblent mieux tirer profit des formations qu'ils suivent (type IV). La situation économique des parents et le réseau familial semblent être en jeu dans leur orientation vers des formations professionnelles. Leur activité actuelle est en lien avec les formations suivies, souvent dans des filières porteuses, et ils montrent une forte motivation à l'acquisition de compétences supplémentaires. Le dispositif de formation de masse aurait tout intérêt à assurer la mise en lien avec des organismes d'accompagnement post-formation vers l'emploi, pour donner le plus de chances aux jeunes avec l'emploi pour ces jeunes (entrepreneuriat, salariat). Ces jeunes, s'ils développent une situation stable, peuvent constituer un vivier de jeunes qui pourront s'investir pour l'orientation de leurs cadets dans les villages, dans les décisions au niveau communal liées à la formation des jeunes, voire dans l'accueil de jeunes en apprentissage.

Les jeunes qui ont eu une expérience professionnelle en ville ou ont atteint des niveaux d'étude plus élevés ont en commun le désir d'émancipation, de ne pas reproduire le schéma de vie de leurs parents et développent des projets doubles autour de l'agriculture et d'une activité complémentaire (enseignement, commerce,...). En cela, ils sont sensibles à la nécessité d'innover, d'entreprendre pour sortir des schémas classiques, et ont des visions à moyen voire long-terme de leurs projets professionnels et de vie. Ils mettent en place des mécanismes de sécurisation de leurs projets (épargne, investissements). Le dispositif de formation de masse peut les accompagner dans leurs projets par des formations de gestion, d'entrepreneuriat, etc, pour garantir la réussite de ces projets, qui ne sont pas forcément liés à leurs compétences. Les détenteurs du baccalauréat qui ne trouvent pas d'emploi peuvent être orientés vers des formations professionnelles complémentaires. Là aussi, l'orientation des jeunes est essentielle pour valoriser leurs acquis, leur niveau d'études et leurs capacités d'entreprendre.

Dans la prochaine partie, nous tenterons de comprendre, à partir de dispositifs existants, quels principes d'action doit respecter cette « formation de masse » pour répondre aux besoins de formation de ces jeunes.

3. S'intéresser aux dispositifs existants pour valoriser les acquis

En Itasy, deux dispositifs ont principalement servi de base d'étude pour faire ressortir des éléments clés conditionnant la réussite de la formation de masse auprès des jeunes ruraux.

Le premier dispositif déploie des actions de formation et d'accompagnement à l'insertion des jeunes ruraux déscolarisés, le second se tourne vers les paysans de tous âges exerçant déjà un métier agricole. Ciblent deux publics différents et servant deux objectifs distincts, ils mettent en œuvre des formations de deux types : la formation par apprentissage et la formation « en

cascade ». Les méthodologies d'action sont différentes mais le principe sous-jacent est le même : apporter la formation à proximité des populations rurales, en s'appuyant sur des ressources humaines locales.

D'autres dispositifs de formation mis en place par le Centre Régional de Formation Professionnelle Agricole (CRFPA Ilofosa), l'ONG Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières (ASVF), l'APDRA seront évoqués pour compléter la réflexion.

a. La formation par apprentissage : une implication des micro-entrepreneurs locaux dans la formation des jeunes ruraux

Le modèle de formation par apprentissage est bien connu. Il prend la forme d'une alternance entre théorie et pratique, les deux parties n'étant généralement pas suivies au même endroit : la théorie est assurée par un centre de formation et la pratique est réalisée au sein d'une entreprise ou d'une exploitation agricole.

Une déclinaison du modèle de formation par apprentissage a été pensée et mise en œuvre par le Programme de Soutien aux Pôles de Micro-entreprises Rurales et aux Economies Régionales ou PROSPERER (figure 33 ci-après). Les Micro-Entrepreneurs Ruraux (MER) et les Conseillers en Insertion Professionnelle (CIP) constituent le socle de ce dispositif de formation. De leur niveau d'interaction dépend la qualité de la planification des formations, du suivi des apprentis pendant et après la formation. Le micro-entrepreneur assure pendant 3 mois, au sein de son atelier, les enseignements pratiques aussi bien que les enseignements théoriques auprès des jeunes. D'où le terme de « MER hôte » qui lui est attribué. Ces micro-entreprises sont des MER en croissance, c'est-à-dire qu'elles ont été identifiées comme étant assez robustes pour accueillir, en plus de leur activité économique, des jeunes apprentis au sein de l'atelier. Le fonctionnement plus détaillé du dispositif est décrit en annexe 6.3.

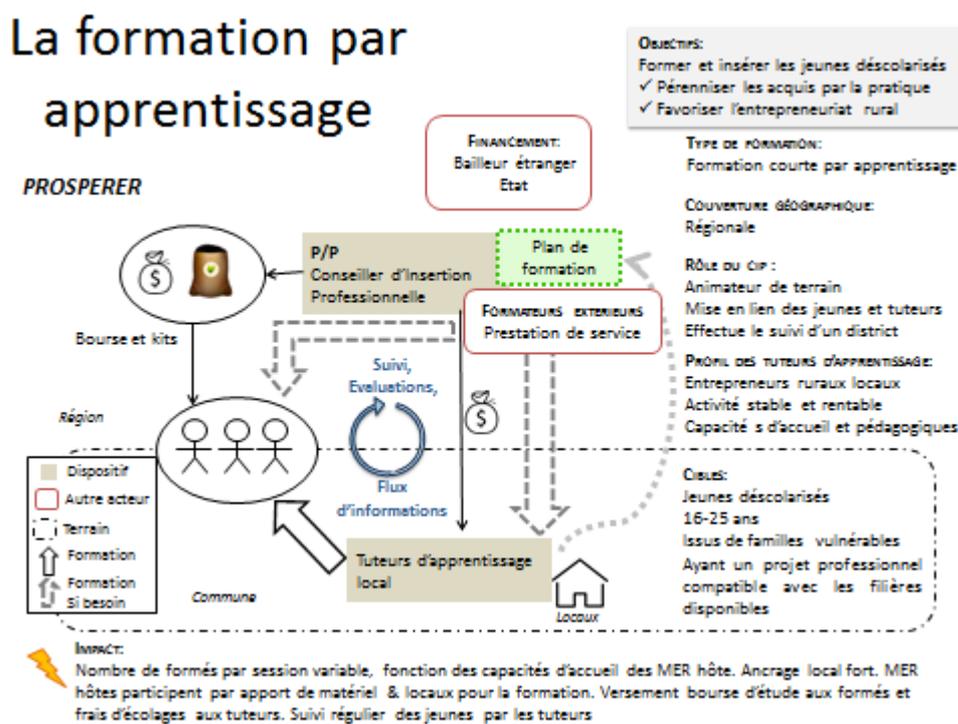


Figure 33 : Schéma du dispositif de formation par apprentissage de PROSPERER

De la description recueillie par les acteurs et bénéficiaires du dispositif (responsable MER, CIP, MER hôte, formés), nous pouvons dégager les principales forces, faiblesses de la formation par apprentissage, mais aussi les opportunités et les menaces qui entourent la mise à l'échelle du dispositif mis en œuvre par PROSPERER (tableau 2).

Tableau 2: Forces, faiblesses, opportunités, menaces de la formation par apprentissage de PROSPERER

FORCES	FAIBLESSES
<p>Diffusion de savoirs et savoir-faire locaux</p> <p>Développement des micro-entreprises en croissance par le recrutement d'une main d'œuvre formée</p> <p>Relation privilégiée entre un professionnel/tuteur local et les jeunes apprentis pendant et après la formation</p> <p>Lien direct avec l'emploi (salarial, entrepreneuriat)</p>	<p>Gestion difficile de l'hétérogénéité des niveaux d'éducation : durée fixe de 3 mois</p> <p>Sessions de formation supplémentaires nécessaires à l'issue des 3 mois</p> <p>Rémunération du MER hôte et bourse pour les jeunes financées par le programme</p> <p>Visé un pool de MER limité, en croissance</p> <p>Nombre de jeunes limité : 5 à 20 jeunes/MER hôte par session de formation</p>
OPPORTUNITES	MENACES
<p>Formateurs locaux pouvant couvrir une grande partie du territoire</p> <p>Limite les coûts d'infrastructures et logistiques nécessaires</p> <p>Favorise la diversification des activités en zone rurale</p> <p>Délégation possible d'une partie du suivi post-formation aux tuteurs d'apprentissage</p> <p>Le renforcement des professionnels par d'autres acteurs du développement participe à accroître le vivier de formateurs nécessaires pour une mise à l'échelle</p>	<p>Difficulté de faire correspondre l'offre et la demande de formation dans certaines communes enclavées</p> <p>Difficulté de trouver des sources de financement de substitution</p> <p>L'installation/l'entrepreneuriat des jeunes est conditionnée par de nombreux prérequis (matériel, financement,...) que des jeunes déscolarisés ne possèdent souvent pas</p> <p>Prise de risque par les MER pour se consacrer au tutorat</p>

Ce dispositif s'adresse aux jeunes déscolarisés de 16 à 25 ans issus de familles vulnérables, selon les critères établis par le FIDA. Si l'on fait le parallèle avec les jeunes décrits précédemment, il touche dans les faits davantage les jeunes décrits dans les trajectoires III et IV. La prise en charge de 5 à 20 jeunes par formation est un chiffre raisonné en fonction de la capacité d'accueil du MER hôte (matériel, dimensionnement des locaux, ressources en formateurs) et par rapport à la nécessité de prendre en charge ces jeunes de manière individuelle, car les niveaux sont de fait très hétérogènes. Le nombre de jeunes accueillis par MER hôte semble donc peu extensible.

Témoignage de Mme B.:

Nous avons fait la rencontre de Mme B., micro-entrepreneur rural appuyée par PROSPERER et impliquée comme tuteur d'apprentissage dans la formation « Coupe et Couture » dans sa

commune, depuis novembre 2011 jusqu'à présent. Depuis le début du partenariat, elle a donné des formations à 60 jeunes, en trois vagues : 20 jeunes en 2012, 20 jeunes en 2013 et 20 jeunes en 2014. A l'issue de la formation formelle de 3 mois, elle donne de son propre chef, la possibilité aux 10 meilleurs de poursuivre en stage pratique. Durant cette période plus informelle, elle ne les rémunère pas et ils ne donnent pas d'écolage. Cependant elle leur fournit le matériel nécessaire, et l'argent obtenu par la vente des vêtements leur revient. Cela lui permet d'assurer les commandes de vêtements qui augmentent en hiver.

Le cas de Mme B, qui combine bonne volonté du MER hôte, rentabilité de l'activité et présence de débouchés commerciaux est une « success-story », qui même si elle est loin de refléter le fonctionnement de l'ensemble des collaborations, illustre les bénéfices qu'un tel partenariat peut amener. L'apprentissage, lorsqu'il est effectué au sein d'une micro-entreprise dont l'activité est en croissance, peut permettre de répondre aux besoins en formation des jeunes et aux besoins en main d'œuvre du micro-entrepreneur, avec la garantie des compétences des employés recrutés.

Néanmoins le financement du partenariat et de la prise en charge des jeunes, pour l'instant exclusivement à la charge du programme PROSPERER, fait partie des zones d'ombre dans le cadre d'une mise à l'échelle de ce dispositif. Le vivier d'entrepreneurs ruraux doit également être développé pour accompagner cette mise à l'échelle.

b. La formation en cascade : un concept inspiré de dynamiques informelles

La formation en cascade a été pensée en réponse à la disparition progressive des Agents Vulgarisateurs de Base sur le territoire. Ces AVB assurent normalement, par leur présence au sein des communes, un appui technique individualisé auprès des paysans.

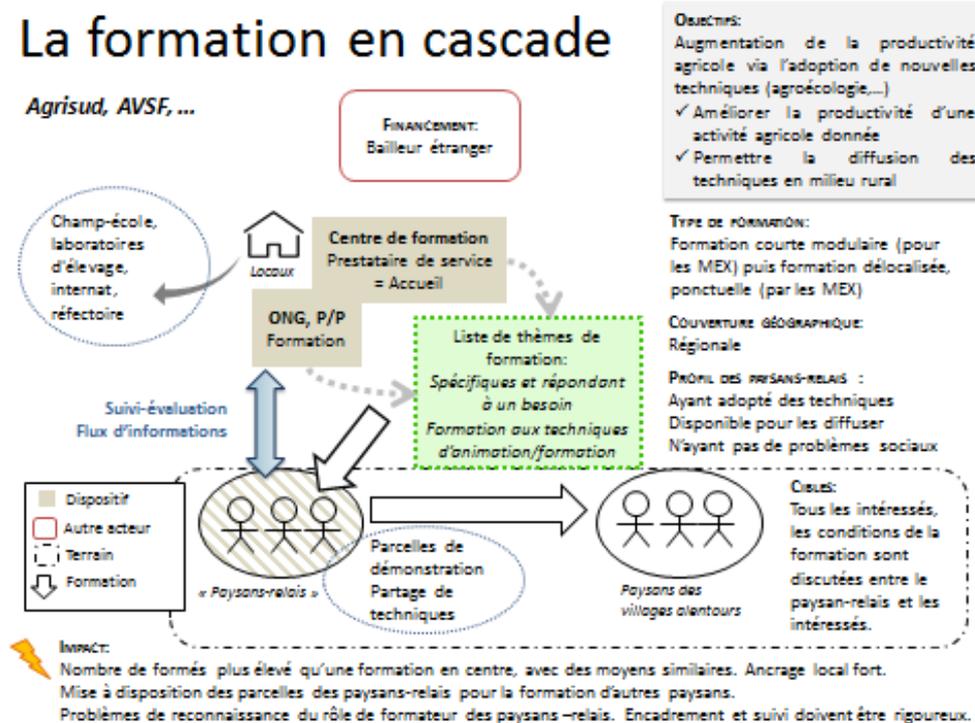


Figure 34: Schéma du dispositif de formation en cascade mis en œuvre par Agrisud

Des dynamiques informelles d'échange de techniques entre paysans (« bouche-à-oreille », « observation des pratiques des voisins », « discussions entre paroissiens d'une même Eglise ») ont été observées dans le monde rural malgache et en Itasy plus particulièrement. Elles ont inspiré le dispositif de formation de paysans-formateurs dans le cadre du projet d'appui à la professionnalisation de l'agriculture de la région Itasy, mis en œuvre par l'ONG Agrisud et ses partenaires. L'idée est d'identifier des paysans qui, en plus du besoin de se former sur certaines techniques, montrent une motivation à la diffusion des techniques apprises une fois de retour dans leur village. Ces paysans, appelés « maîtres-exploitants » sont donc les maillons de base du dispositif de formation en cascade (figure 34). Ils sont identifiés pour leur disponibilité à suivre et transmettre les formations dispensées sur 3 semaines, leur capacité à appliquer des techniques, leur éloignement de tout conflit social et leur capacité à faire remonter l'information sur les réalisations effectuées grâce à des outils de reporting. Le détail du fonctionnement du dispositif est donné en annexe 6.4.

Les expériences de responsables, techniciens et maîtres-exploitants du côté d'Agrisud, croisée avec les réalités rencontrées par d'autres organismes comme AVSF en matière de formation de « paysans-relais », a permis d'établir les forces, faiblesses intrinsèque à ce type de formation et les opportunités et menaces de la mise à l'échelle de la formation en cascade (tableau 3).

Tableau 3: Forces, faiblesses, opportunité, menace de la formation par les « Maîtres-Exploitants » d'Agrisud

FORCES	FAIBLESSES
Formation de 20 personnes profitable à davantage de personne en réalité Expertise sur aspects techniques et gestion de l'exploitation Effet « vitrine » permet de faire émerger un attrait pour de nouvelles techniques Formation de proximité, délocalisée au niveau du village d'origine du MEX	Approche par la demande qui ne permet pas de prédire un nombre de formés Perte d'information possible au cours des vagues de formation successives Capacités d'expertise limitées Confusion possible entre motivation à apprendre et aptitude à former des MEX
OPPORTUNITES	MENACES
Développement d'un réseau dense de MEX et diffusion de techniques adaptées aux bassins de productions Regroupement des MEX en coopératives reconnues par la CCI : meilleure légitimité et encadrement du service Collaboration du CSA pour la mise en lien des MEX et paysans des mêmes communes	Réussite dépend : des dynamiques intra-communes et du rythme d'assimilation, de la qualité de la communication dans les communes sur le principe et les avantages des MEX Approche ciblant des personnes déjà en activité (avec capital productif) Evaluation des effets des formations données par les MEX pour l'instant non assurée

La formation en cascade cible donc des paysans déjà en activité, possédant un capital productif (terre, cheptel,...), des connaissances et compétences agricoles. Les jeunes ruraux déscolarisés ayant accès à des moyens de production (les siens ou ceux de sa famille) sont

donc les principaux concernés par ce type de formation. Concrètement, la « plus-value » de ce type de formation ressort de la comparaison des effets d'une formation en centre, puisqu'avec les mêmes moyens investis (infrastructures, formateurs, champs pour la pratique) pour la formation de 20 personnes en formation continue, les techniques sont potentiellement diffusées à 200 personnes de plus (la moyenne observée est d'environ 10 personnes formées par MEX). Cependant cela nécessite un encadrement des pratiques de formation par les MEX, et ceci est déjà réfléchi par les structures de formation qui ont initié ce dispositif. La création de coopératives de MEX par exemple est une solution au manque de légitimité et de visibilité des MEX dans leurs villages. Une réflexion autour de la standardisation des contributions financières des paysans pour une formation auprès des MEX est en cours car le travail des MEX, s'il est dans un premier temps bénévole, doit se voir rémunéré pour la garantie d'un service durable.

c. Dans quelles conditions peut-on imaginer le développement de ces formations à plus grande échelle auprès des jeunes ?

Apporter la formation au bon moment dans le parcours

Les effets de la formation sont directement liés à la capacité des formés à mettre en pratique les savoirs et compétences acquis dans les réalités familiales et économiques qui sont les leurs. Si la formation courte (3 mois, 3 semaines) permet une prise de confiance et une montée en compétences dans l'exercice d'une activité, elle ne peut être suffisante pour l'initiation d'un projet durable à partir d'une situation de départ fragile voire critique.

En Itasy, l'absence d'infrastructures socio-économiques de base et de services d'appui plonge les populations rurales dans un système de dépendance vis-à-vis de l'aide qui leur parvient au jour le jour. En découle un comportement attentiste majoritaire plutôt que proactif dans la recherche de solutions : il s'agit de « prendre ce qui est bon à prendre ». Les actions proposées aux jeunes doivent être réfléchies pour amener l'appui nécessaire (qui peut ne pas se résumer seulement à de la formation) et si un besoin d'appui par la formation se fait ressentir, alors celle-ci doit se montrer la plus pertinente au vu du niveau d'éducation des jeunes (dont découle sa compréhension du fonctionnement du monde économique dans lequel il sera amené à évoluer) et du niveau de formalisation et de maturité du projet des jeunes.

Un apport de la formation au moment opportun et sous la bonne forme (formation technique, compétences transversales,...) est essentiel pour limiter les risques d'abandon du projet au terme de la formation/de la période d'appui par l'organisme d'appui.

Un jeune, un projet, une formation

La construction des projets professionnels des jeunes doit être accompagnée et menée, elle aussi, en fonction des motivations, moyens à disposition, de la situation familiale et des activités préétablies du jeune.

En fonction de cela doit être réfléchi la filière, l'activité économique qui s'insère au mieux dans la situation actuelle du jeune. Les actions de formation doivent sans aucun doute être accompagnées de sensibilisations aux métiers ruraux en demande et aux filières porteuses.

Cela permet de diversifier les activités des zones rurales, d'offrir des débouchés relativement sûrs aux jeunes souvent sans projets professionnels concrets, en éclairant les jeunes sur les niveaux de saturation des marchés, comme dans certains métiers artisanaux.

Les formes d'insertion professionnelle, elles aussi, sont à raisonner par rapport à la trajectoire du jeune, aux expériences antérieures du jeune et compétences acquises, son degré de compréhension du monde économique. Un projet d'entrepreneuriat doit se construire et se mûrir pour que la prise de risque que cela représente soit maîtrisée.

Témoignage de Monsieur N., technicien projet :

Les formations en mécanique par exemple, sont très demandées, le besoin de mécaniciens en zone rurale est lui aussi fortement exprimé, et pourtant ces formations ne seront valorisées localement, par l'entrepreneuriat, uniquement si le jeune peut investir dans un garage et tout l'équipement et l'outillage nécessaires, ce qui a un coût considérable. Le risque d'engendrer le départ du jeune formé pour devenir salarié dans des garages de la capitale est important, ce qui dessert complètement l'objectif de favoriser l'ancrage local et l'entrepreneuriat.

Enfin, les délais d'application des formations se doivent d'être réalistes et de laisser un temps de transition adéquat de mise en œuvre des projets (diversification ou changement d'activité, adoption de techniques,...) à l'issue de la formation. Les projets mis en œuvre avec l'objectif de dégager des bénéfices immédiats et directs sont ceux qui ont le plus de chances d'être abandonnés par leur instigateur.

Témoignages croisés : production d'huile raffinée et débouchés

Des producteurs d'huile d'arachide artisanale, appuyés pour fabriquer de l'huile d'arachide raffinée, ont arrêté leur collaboration car ils ont jugé que les bénéfices économiques ne suffisaient pas à compenser l'effort investi dans le changement de procédé de fabrication.

Prise en compte de l'hétérogénéité des niveaux scolaires

La gestion des formations s'avère pour certaines filières (artisanat, mécanique,...) plus compliquée dans le cas où les niveaux sont hétérogènes. Les formations doivent être conçues de façon à gérer des jeunes de niveaux scolaires proches. Un programme qui se transmet en 2 jours à un jeune ayant atteint la 3^e pourra prendre deux fois ce temps pour un jeune ayant été déscolarisé en CM1. Dans les formations agricoles, cela constitue un frein moindre puisque ces jeunes évoluent dans ce milieu depuis la naissance.

Témoignage de Mme B., MER hôte

« La formation de 3 mois ne suffit pas pour savoir confectionner des vêtements, elle suffit juste à apprendre les bases, car les différences de niveaux sont flagrantes et difficiles à gérer. Il faut adapter la pédagogie au niveau de l'élève, surtout dans la coupe et couture, il y a beaucoup de calculs, de mesures à faire et qui sont difficiles à transmettre à des élèves à faible niveau scolaire. »

Des actions périphériques pour développer la formation par apprentissage

Si l'on se place dans l'optique d'un développement à plus grande échelle de la formation par

apprentissage, les coûts les plus importants seront sûrement les actions en amont et en aval qui permettent aux formations d'avoir lieu et d'être valorisées. Il s'agit des actions pour le renforcement de compétences et la croissance des micro-entreprises rurales, qui hébergent les apprentis, et la pérennisation de dispositifs d'accompagnement des jeunes ruraux pour l'insertion professionnelle. Solliciter et s'appuyer sur des professionnels locaux implique qu'ils aient d'abord les moyens d'exercer leurs activités préexistantes, et qu'ils puissent tirer un bénéfice visible de l'accueil d'apprentis dans leur atelier.

Position sociale et efficacité de la formation par les pairs

La formation par les pairs est un sujet qui divise encore, mais qui peut être une réponse au besoin d'appui-conseil et à la diffusion des techniques dans le monde rural. Le dispositif peut gagner en robustesse si les pertes d'informations sont limitées et les paysans-formateurs sont plus acceptés dans leur fonction. Les paysans ont des difficultés à reconnaître un de leurs voisins comme apte à donner une formation. Les autres fonctions que certains paysans-formateurs exercent dans le village, pour lesquelles ils sont connus initialement, peut aussi être un frein à la sollicitation de la personne : « certains MEX sont aussi chefs de fokontany. Leur double casquette est un avantage dans certains cas, mais pour la formation c'est parfois une position délicate car les paysans n'osent pas les solliciter, pensant qu'ils sont déjà bien occupés ou par peur de devoir solliciter une personne qui occupe un certain rang dans le village ». Le fait est que pour une formation de jeunes en agriculture, l'expérience indéniable des paysans-formateurs dans le métier additionné à la formation reçue les place comme des personnes ressources de qualité à proximité d'eux.

La mise en réseau/les groupements comme moyen d'améliorer la légitimité et la visibilité des formateurs auprès des jeunes

La mise en groupements identifiables et formels des MEX dans le cas d'Agrisud, et l'appui de groupements préexistants dans le cas d'AVSF, peut aider à atténuer certaines jalousies ou incompréhensions causées par la valorisation d'individus isolés.

La formalisation d'un réseau de MER peut aussi participer au partage d'expériences, d'informations au cours des formations, à l'harmonisation des pratiques et outils.

Des professionnels (paysans, entrepreneurs) implantés localement comme interlocuteurs privilégiés

Les paysans formés sont des interlocuteurs privilégiés pour les intervenants des organismes de formation et des jeunes ruraux. Ils peuvent agir en tant que tuteurs, ayant une expertise fine sur des problèmes localisés (sur ses parcelles, dans sa commune) ou des contextes économiques locaux (demandes de la clientèle).

L'orientation des jeunes vers des formations professionnelles et vers ces tuteurs est une fonction qu'il faut ancrer localement. Dans les deux types de formation explorés, la fonction d'orientation des jeunes/paysans à former est assurée, généralement par un agent de terrain du P/P ou de l'ONG, ou par le CSA, en théorie, dans le cas des MEX.

Une formation déléguée efficace et durable sous certaines conditions

- Collaboration plutôt que prestation de service

L'implication de tout acteur dans le processus de formation doit se faire en prenant précaution à ne pas s'en tenir à de la prestation de service, où le professionnel est missionné pour exécuter la formation décrite par les termes de référence d'un contrat : le fait de ne pas intégrer les prestataires de formation peut amener à des incompréhensions dans les attentes vis-à-vis de la formation et à des écarts entre prestation attendue et prestation réellement donnée. Il faut veiller à intégrer les organismes et personnes ressources investis dans la formation autant que faire se peut dans l'ingénierie de formation, pour gagner en transparence dans le déroulement des formations, accueillir des réflexions supplémentaires de leur part, etc.

- Importance de la formation de formateurs et de l'encadrement

La qualité de la formation des professionnels et leur suivi avant, pendant et après la formation est un facteur de réussite essentiel des formations « déléguées » à des professionnels, dont ce n'est pas la fonction première que de former. La proximité des tuteurs et techniciens qui viennent en appui est un facteur essentiel garantissant la communication sur des dysfonctionnements et leur résolution.

d. D'autres types de formation à l'œuvre en Itasy

L'APDRA intervient depuis 2010 dans 16 communes (dont 86 fokontany) de la région Itasy, où la pisciculture peine à se développer à cause de contraintes liées à la gestion de l'eau. Son action consiste à accompagner les producteurs dans la mise en place de systèmes piscicoles, à renforcer les capacités des prestataires de services et paysans-relais en pisciculture, et permettre la structuration de la filière piscicole. Pour accroître la diffusion des techniques rizi-piscicoles, elle met en œuvre des formations sous plusieurs formes : formation en cascade par des paysans-relais (issus d'associations de producteurs), formation de prestataires de services (techniciens d'organisations professionnelles et autres partenaires), et formation en milieu scolaire.

La formation en milieu scolaire est un circuit de diffusion qui permet d'intervenir à grande échelle, et de façon à accéder aux paysans par le biais de leurs enfants, tout en sensibilisant ces derniers à la pisciculture et à la rizi-pisciculture. Elle a été réalisée dans des collèges publics et privés (Analavory, Miarinarivo,...) et des centres de formation professionnelle, en ciblant des élèves de niveaux 6^e à 3^e. Ces interventions ont été menées uniquement dans des communes où l'accès aux alevins est possible, pour accroître les chances d'appropriation des techniques au sein des foyers familiaux. Les enseignants prennent eux-mêmes en charge la formation des élèves, après avoir bénéficié d'une formation de 2 jours (formation théorique en salle puis formation pratique chez un rizi-pisciculteur partenaire de l'APDRA). La formation des élèves s'articule également autour de cours théoriques en salle (6 h) et d'une sortie pratique sur le terrain (2 à 4 h). Le dispositif a permis la diffusion de la formation auprès d'environ 1500 jeunes en région Itasy en l'espace d'un an (2014-2015).

Le CRFPA Ilofosana a été mis en place depuis 2011 dans le cadre de la coopération décentralisée Aquitaine-Itasy, dans le but de développer un service public régional en matière de formation agricole et rurale. En 5 ans, il a développé ses actions de formation trois types de

formations :

- une formation ponctuelle de masse aux techniques agricoles (1/2 journée) proposées par les techniciens ou demandées par les producteurs, en lien avec le calendrier cultural. Elle est ouverte à tous les producteurs intéressés,
- une formation continue (2 sessions de 3 jours) en élevage, développée pour accueillir 25 formés/session
- une offre de formation initiale longue (2 ou 3 ans) préparant au diplôme d'exploitant ou d'entrepreneur agricole, conformément aux référentiels nationaux établis, pour les jeunes de 18 à 25 ans de la région Itasy, de niveau BEPC. La formation accueille une promotion de 20 apprenants.

La formation délocalisée au village est également à l'étude dans une commune test du bassin versant du lac Itasy (commune de Mangabe), et apporte des résultats mitigés, puisque les formations données ne semblent susciter pour l'instant l'intérêt d'un noyau restreint de personnes.

4. Quelle implication des acteurs du territoire dans le développement d'une formation de masse ?

L'étude du contexte institutionnel et économique de la région Itasy est une phase préalable incontournable pour la réflexion des conditions de mise en œuvre de la formation de masse. Les acteurs rencontrés sont détaillés en annexe 6.2. Un état des lieux auprès d'un certain nombre d'acteurs a été réalisé et met en lumière les capacités actuelles des acteurs à prendre part aux actions de développement (notamment aux actions de formation). Il s'agira par la suite de dégager les possibilités d'implication futures des acteurs régionaux dans la conception, les aspects logistiques, financiers, techniques, des actions de formation de masse.

a. Des STD pour la mise en œuvre des stratégies de développement et la cohérence des actions de formation avec les cadres réglementaires et politiques nationales

En Itasy, les Services Territoriaux Déconcentrés sont représentés par 10 directions régionales et 11 services techniques déconcentrés. Ils sont pour leur grande majorité regroupés au chef-lieu de la région, Miarinarivo. Les cadres de concertation entre les différentes directions sont peu nombreux, certaines directions n'ont pas de représentation en région Itasy, ce qui limite aussi la mise en œuvre d'actions communes. La situation de la DRAE (ancienne DRDA) est illustrative des capacités d'action restreintes de beaucoup de STD. La Direction Régionale de l'Agriculture et de l'Élevage est l'interface entre le pouvoir central et les acteurs du territoire.

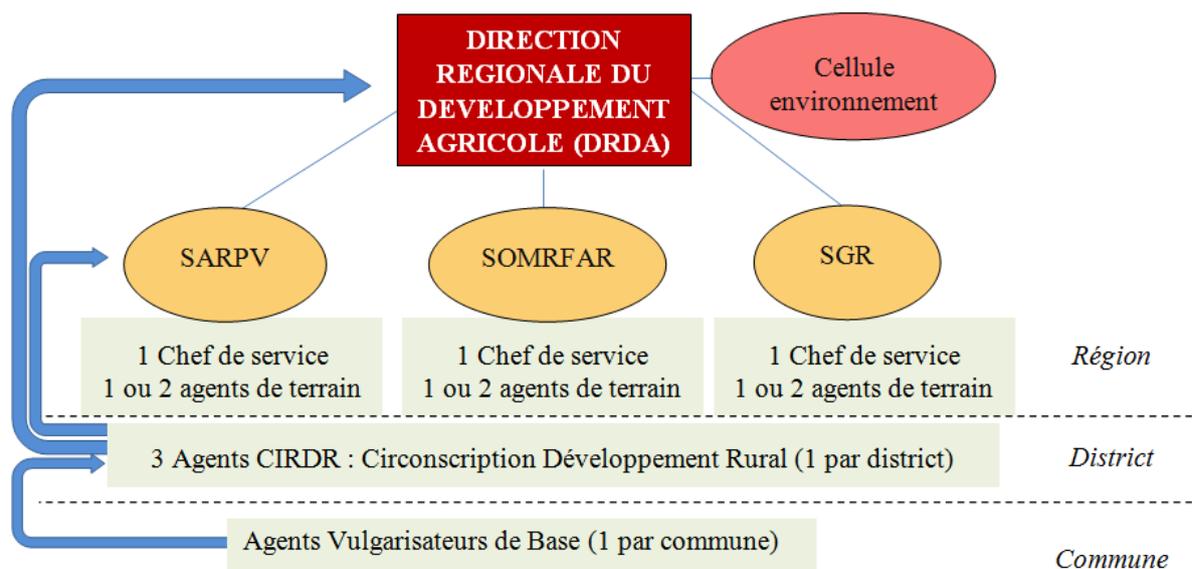


Figure 35 : Processus théorique de collecte de l'information, du terrain aux STD

En tant qu'organe de représentation de l'Etat, la DRAE a des attributions liées à ses fonctions régaliennes : assurer le service public, la réglementation, la supervision et le contrôle de l'application des politiques agricoles en région Itasy dans l'intervention des partenaires régionaux (P/P, ONG, collectivités territoriales,...). La faiblesse des budgets annuels alloués (fixes d'année en année) par rapport aux actions planifiées dans le PTBA met les équipes techniques dans l'incapacité de réaliser l'ensemble de leurs missions (tableau 4). Les services techniques (SARPV, SOMRFAR, SGR) qui lui sont rattachés effectuent des missions d'appui technique dans des communes à fort potentiel économique et accessibles car ils n'ont pas les moyens de couvrir l'ensemble des districts, et sont sollicités et associés aux actions des P/P nationaux qui interviennent dans la région. La capacité d'exécution des actions de la DRAE par ses équipes est aléatoire. Les missions qui sont effectivement prises en charge sont celles qui ne nécessitent pas le déploiement de beaucoup de moyens (suivi du respect des politiques agricoles nationales, harmonisation des interventions des acteurs), mais lorsqu'il s'agit de développer des actions concrètes sur le terrain, les moyens financiers restreints et les équipes techniques de 2 ou 3 agents seulement ne permettent pas de couvrir la région et ni de mener des missions tout au long de l'année d'exercice. Comme résultat, le recul sur les phénomènes en temps réel ou sur un pas de temps récent est très limité. Les données sont parfois obsolètes et incomplètes.

Tableau 4: Situation de la DRAE (ancienne DRDA) en termes de capacité d'action en Itasy

Missions	Capacités d'exécutions	Atouts/contraintes pour la réalisation
Service public : assurer le développement d'infrastructures socio-économiques, droits, ...	Faible : nombreuses doléances de la population rurale, des associations, mais formes de réponses limitées	Manque de ressources financières alloué aux missions de service public, situation politique défavorable aux investissements publics
Réglementation, supervision, contrôle de la mise en place des politiques agricoles	Assuré	Peu de moyens nécessaires, représentation du MPAE lors des réunions d'acteurs régionaux, rencontre et communication avec les acteurs du développement agricole en Itasy
Appui au développement d'infrastructures hydroagricoles et transfert de gestion aux AUE	Assuré	Parmi les priorités du MPAE Financements octroyés à la région pour la réhabilitation
Appui technique agricole	Participation par le biais des actions des P/P, zones d'intervention réduite	Fonds débloqués pour les actions des P/P nationaux (PAPRiz, PURSAPS,...) Budget pour les missions d'appui insuffisant pour 1 année d'exercice
Structuration des OP	Assuré de manière ponctuelle	Modèle promu d'insertion dans les filières agricoles Ressources humaines insuffisantes
Protection des végétaux : diffusion des préconisations	Assuré de manière ponctuelle	Equipe technique restreinte
Elaboration des bases de données /collecte d'information	Assuré de manière ponctuelle	S'appuie sur les CTD car manque de ressources humaines et financières

La DRAE et les autorités communales ont le souci de travailler ensemble mais le problème de financement limite aussi les actions des agents communaux. Des tentatives de formations techniques (en agriculture) de ces agents ont été réalisées, mais il n'y a pas assez de technicien pour transmettre à toutes les communes.

Les directions régionales et services techniques restent pourtant des acteurs centraux dans la cohésion entre les acteurs régionaux. « *La DRAE essaye de transmettre les acquis, les innovations techniques pour mettre en commun et avancer ensemble* ».

b. Des personnes et structures pour l'orientation et la mise en lien des jeunes avec les formations

Les CSA ont été créés en 2008 en Itasy. La mise en œuvre des CSA y est balbutiante (tableau 5). Les premières années, les CSA ont réussi à assurer toutes leurs fonctions grâce aux financements publics qui leur ont été accordés. La crise politique a abouti à la coupure nette des financements et a bousculé le fonctionnement établi, puisque non seulement les fonctions n'ont plus été assurées correctement, mais cela a aussi entraîné la démission de certains membres des équipes techniques en place. La situation actuelle des CSA en région Itasy est donc fragile, et l'efficacité de leurs actions est conditionnée à l'octroi de financements suffisants pour assurer des salaires décentes à leurs employés, et assurer les fonctions pour

lesquelles ils ont été mandatés.

Tableau 5 : Historique du financement du CSA Miarinarivo en région Itasy

Année d'exercice (année civile)	Etat des financements et activités des CSA en Itasy
2009	Budget alloué suffisant, toutes les fonctions sont assurées
2010	Budget alloué suffisant, toutes les fonctions sont assurées
2011	Budget alloué suffisant, toutes les fonctions sont assurées
2012	Budget alloué suffisant, toutes les fonctions sont assurées
2013	Pas de budget, démission des membres de l'équipe technique
2014	Pas de budget durant les 10 premiers mois, octroi de budget au dernier trimestre par le Ministère, recrutement de nouveaux assistants techniques
2015	Budget normal, mais priorité au paiement des arriérés
2016	Budget pas encore reçu à la moitié de l'année, travail bénévole de l'équipe technique

L'action d'accompagnement à l'installation des jeunes est peu voire pas du tout réalisée au sein des CSA. Cependant, au vu du mode de fonctionnement, c'est un outil qui pourrait être adapté à la mise en lien des jeunes avec la formation mais aussi avec des tuteurs pour l'orientation vers une formation, et vers des services d'appui à l'insertion/installation.

Dans la théorie, les CSA fonctionnent de pair avec le Fonds Régional de Développement Agricole, un outil de financement qui permet de financer des actions de développement agricole au niveau de la région, en accordant par exemple des subventions aux prestataires de services et/ou aux organisations de producteurs (en fonction des guichets ouverts). En réalité ce fonds n'a jamais été en capacité de fonctionnement en région Itasy. Une première tentative de montage du CROA, organe d'attribution des aides, a été initiée sous la direction du chef de région de l'époque mais les règles de sélection des membres (50% désignation, 50% élection) n'ont pas été respectées. Un nouveau montage permettrait de mettre en fonctionnement ce FRDA en Itasy, où des soutiens financiers peuvent être mis en place (UE, FORMAPROD, région Nouvelle Aquitaine,...). Certaines régions ont bénéficié de l'une mise en place rapide du FRDA dans le cadre de l'intervention du projet AROPA (Appui au Renforcement des Organisations Professionnelles et aux services Agricoles).

Les **Guichets Uniques Multi-Services** sont des structures de proximité, qui assurent la mise en œuvre des actions du PROSPERER auprès des producteurs et entrepreneurs ruraux. Le spectre d'action est réduit aux producteurs et entrepreneurs appuyés par le programme et aux filières porteuses ciblées. Ils fonctionnent, comme les CSA, sur le principe d'un organisme d'interface et de mise en lien entre producteurs/entrepreneurs et prestataires de services. Ces GUMS sont hébergés au sein de chaque district par une structure hôte en lien avec les métiers du commerce et de l'industrie (CCI, ONG CITE), qui fonctionne comme un prestataire de services en contrat avec le programme pour effectuer toutes les composantes de terrain (accompagnement, services,...).

Etant des structures transitoires, une réflexion est engagée quant au processus de pérennisation par un transfert de leurs outils et fonctions à des entités ancrées localement. Un

des scénarios possibles serait la relocalisation des GUMS au niveau des locaux des CSA, pour une mise en commun des processus de recueil de la demande, un partage des outils de financement auprès des producteurs et entrepreneurs, et in fine une meilleure complémentarité et moins de redondances dans les actions de prestation. Il doit également y avoir une prise en main des activités par les représentants des directions régionales afférentes.

c. Un tissu de dispositifs de formation à coordonner

La région Itasy est riche en initiatives : c'est une force, mais aussi une faiblesse en l'absence de schéma directeur. Les dispositifs de formation agricole et rurale sont mis en œuvre par un nombre d'acteurs élevé, de façon non coordonnée. Une tentative de recensement a été effectuée au cours d'une réunion des acteurs de FAR au début du stage (annexe 6.5) : si les certains acteurs sont bien connus et identifiés par la DRAE, la multiplicité des dispositifs de formation et des acteurs menant des actions de formation sur le territoire n'a pas permis d'en réaliser un inventaire exhaustif.

Des redondances et des contradictions dans les actions menées peuvent conduire à une remise en cause de l'efficacité voire de l'efficacités de ces actions. La mise en réseau des établissements et organismes dispensant des formations a été initiée avec la mise en place d'un centre régional, le CRFPA Ilofosana, au service de la professionnalisation du monde rural en Itasy. En l'absence de schéma régional de FAR et en prévision de son élaboration, cette structure tente de fédérer les actions de formation de la région et de valoriser son ancrage local par la capitalisation de ressources, de compétences et d'outils pour la formation.

d. Impliquer le secteur privé pour un dispositif intégrant l'ensemble des acteurs

Les **sociétés d'exportation nationales** donnent pour l'instant des formations à leurs paysans affiliés, avec leurs propres moyens humains et financiers, sur des productions bien ciblées (haricot vert, cornichon pour Lecofruit, société de production d'huiles essentielles, usine de séchage de fruits PATMAD). Leur intégration dans le CRFAR est un premier pas vers la réflexion d'actions communes et de partenariats privés/publics. Le maire de la commune peut être un élément de médiation dans le cadre de la construction de partenariats public/privé. La prise de responsabilité de la commune dans des projets où l'adhésion de la population est nécessaire doit réellement se faire.

Les **instituts de micro-finance** sont aussi à inclure dans les processus pour assurer à l'issue de la formation un environnement favorable à l'entrepreneuriat, forme de concrétisation de la formation pour certains jeunes. Loin d'être le seul facteur limitant au lancement d'activité, le recours au prêt doit être réfléchi dans le contexte qui est propre au jeune et non systématiquement préconisé. Des partenariats entre organismes de formation et IMF, appuyés par l'Etat, peuvent être engagés pour faciliter l'emprunt (emprunt sans garantie, prêt à taux bonifié). PROSPERER a déjà engagé des négociations avec les IMF de la région dans ce sens.

Les **pôles de développement agricole** mis en place par FORMAPROD dans la composante 3 du programme constituent également un atout dans le cadre de la formation de masse, puisqu'ils aboutissent à l'amélioration des activités de production des agriculteurs et de leur situation économique et financière. Une fois leur activité stabilisée voire en croissance, ils deviennent aptes à transmettre eux-mêmes, et peuvent potentiellement devenir tuteurs

d'apprentissage.

e. Accompagner la décentralisation pour un développement local de la formation de masse

La région Itasy fait face à un contexte institutionnel relativement fragile. Bien qu'elle soit dotée d'un chef de région, et de son équipe, en l'absence d'une Direction de Développement Régional fonctionnelle, la CAT qui a été mise en place suite à la crise politique de 2009 comme organe transitoire, et est encore actuellement identifiée comme entité de référence au niveau régional. Le dynamisme de la région a été relativement conservé grâce à la présence de cet organe et de l'appui technique de la région Nouvelle Aquitaine. La région a également un rôle essentiel dans la fédération des acteurs régionaux et l'impulsion d'une stratégie de formation agricole et rurale à travers la rédaction du schéma régional de FAR (prévue pour 2016-2017), en cohérence avec les autres documents cadres déjà établis (PRD, PRDR, SRAT).

Lorsqu'on parle de développement local, le niveau communal apparaît comme le niveau où la correspondance entre les besoins des populations et les actions menées peut être la plus juste et le dialogue entre administrés et décideurs est facilité. Le constat actuel est que les communes de la région sont dotées de peu de moyens, comptant actuellement sur les financements publics (aléatoires) et sur des fonds propres dégagés des taxes (commerce, foncier, habitation) et impôts locaux, qui restent insuffisants. Le FDL, outil financier de la décentralisation, ne constitue pas une aide financière stable pour les communes, elle est attribuée aux communes de manière sporadique et donne jusqu'à présent la priorité à celles qui n'y ont pas encore eu accès. Outre des moyens financiers insuffisants, le manque de compétences au niveau des agents communaux, impacte aussi le développement local.

Témoignage :

La commune de Manazary a disposé de 9 millions d'ariary pour la construction de son CEG public en 2009. Depuis, elle n'a plus eu accès au FDL. La commune ne pouvant pas compter sur ce fonds pour ses projets de développement, elle a entamé une recherche de partenaires extérieurs.

En région Itasy, sous l'impulsion du programme 3P2I ou Programme Pilote de Promotion de l'Intercommunalité dans la région Itasy (2010-2016), des communes se sont associées au sein d'intercommunalités. A l'heure actuelle, 15 communes, sur les 51 de la région, se sont regroupées au sein de 4 intercommunalités, selon leur zone géographique, le partage de problématiques communes et la complémentarité des activités économiques présentes sur leur territoire (tableau 6).

Tableau 6 : Composition des 4 intercommunalités formées en région Itasy

Intercommunalité	Statut juridique	Localisation du siège	Communes membres
3AI	OPCI	Arivonimamo	Arivonimamo, Ambatomanga, Ambohitrambo, Imerintsiatosika
MAMISOA	Association loi 1901	Miarinarivo	Miarinarivo I, Miarinarivo II, Manazary, Antoby est, Soahamamanina
3A Miroso	Association loi 1901	Analavory	Analavory, Ampefy, Anosibe Ifanja
ASA	Association loi 1901	Soavinandriana	Ampary, Soavinandriana, Antanetibe

Le regroupement des communes se construit en région Itasy depuis une décennie, pour apporter certaines solutions au manque de capacité d'action individuelle des communes : renforcement de la gouvernance de ces communes, élaboration des stratégies de développement communales, visibilité améliorée pour la recherche de financements (notamment dans le cadre des actions de coopération décentralisée avec des collectivités territoriales françaises). Les secrétariats permanents des intercommunalités réunissent les compétences qui font défaut aux communes.

Les intercommunalités ont des statuts différents : OPCI (Organisme Publique de Coopération Intercommunale, reconnue par décret) ou associations. La prise en considération des différentes intercommunalités par les bailleurs et n'offrent pourtant pas les mêmes libertés d'action dans la gestion des budgets publics. L'évolution vers une reconnaissance de toutes les intercommunalités au sein des cadres législatifs et réglementaires est à promouvoir. Des communes pilotes au sein de ces intercommunalités pourraient être des terrains d'expérimentation de la formation de masse.

La grande majorité des communes considère la question des jeunes sous l'angle de l'éducation et des aspects culturels et sportifs, mais n'est pas en capacité de développer une vision à long terme que ce soit pour leur formation ou pour leur insertion professionnelle. Cette insertion professionnelle « se fait naturellement », c'est-à-dire par les propres moyens des jeunes. Cette question est essentiellement déléguée aux P/P qui s'installent dans la localité, qui disposent de moyens conséquents et peuvent mettre en place tout ou partie du processus de diagnostic du besoin/des opportunités, prise en charge par la formation et accompagnement des jeunes vers l'insertion.

Les Comités de Développement de Fokontany (KF) sont des sous-structures communales établies pour impliquer les citoyens dans la gouvernance locale. Leur fonctionnement repose sur l'organisation traditionnelle des communautés villageoises du pays Merina : le *fokonolona*. Etant formé à un échelon de proximité très élevé, par et pour les habitants, il est l'organe de représentation des intérêts de la population. Il permet une interaction avec les échelles communales, intercommunales, du district et régionales. Le comité de développement est composé d'un bureau (président de fokontany, vice-président, secrétaire, etc.) et de différentes commissions de réflexion sur les axes plus spécifiques. Ces CDF ont été

initiés en Itasy dans 84 fokontany pilotes et sont reconnus par leur administration communale. Ces CDF permettent d'impliquer les populations dans la rédaction du PCD mais aussi dans la mise en œuvre de la politique communale.

Témoignages :

« Nous avons pu collecter 150 000 Ar dans notre caisse commune en effectuant des tournois de foot à 7. En outre, nous avons tous convenu que toute personne active âgée de plus de 18 ans, doit cotiser 1 000Ar/an en vue de contribuer au développement local »

« Nous avons pu construire deux CEG par nos propres moyens grâce à la conscientisation et à la responsabilisation de toute la population au niveau des fokontany. » (Midi Madagasikara, 2016)

Dans les zones où les CDF ne sont pas développés, cette collaboration entre la commune et le fokontany n'est pas atteinte. La commune se contente de la prise en charge des affaires courantes, d'ordre administratif.

Ces CDF pourraient donner toute sa place à un lieu de réflexion sur l'avenir des jeunes du fokontany, et a fortiori de la commune, avec une commission dédiée aux questions de FAR. Cela permettrait l'implication des principaux concernés dans le diagnostic des besoins des jeunes en formation et services/activités à développer dans la commune.

5. Synthèse et pistes de réflexion pour la région Itasy

D'après l'étude des trajectoires des jeunes, des dispositifs exposés et du contexte institutionnel en Itasy, il est possible d'esquisser ce à quoi doit tendre la formation de masse des jeunes ruraux.

Le rôle d'orientation, d'éveil au métier est indispensable, à grande échelle, et à mener de pair avec la formation puisque l'accès à la formation est souvent limité à un manque d'information, de soutien familial ou d'un exemple à suivre. Il s'agit de donner des clés aux jeunes le plus tôt possible sur les alternatives au métier d'agriculteur tel qu'ils le connaissent à travers leurs parents. L'importance de la diversification des activités en zone rurale est une réalité dont les gens ont conscience, ce qui constitue un acquis pour orienter la nouvelle génération vers d'autres débouchés. Un travail de sensibilisation, des visites de terrain, des interventions de paysans en activité, de micro-entrepreneurs, doit montrer le champ des possibles à ces jeunes pour faire émerger des projets professionnels personnels.

La formation de masse auprès des jeunes ruraux doit prévoir plusieurs types de formation pour tenir compte des prédispositions des jeunes, de leur contexte socio-économique et de leur projet d'insertion professionnelle. Elle pourra prendre forme dans la formation scolaire, l'apprentissage, ou la formation continue, qui semblent être pertinents pour ces différentes situations et réalisables à grande échelle, à condition de pouvoir déléguer tout ou partie de ces formations : enseignants (formation scolaire), professionnels du monde rural (apprentissage), formateurs de centre disponibles localement (formation continue).

Au niveau organisationnel, la formation de masse des jeunes ruraux doit pouvoir s'appuyer sur des ressources humaines localisées près du terrain. Des animateurs (type CIP) seraient en charge de mettre en lien les jeunes avec le dispositif de formation avec l'appui d'une structure

de mise en lien (CSA/GUMS) qui se chargerait de garder à jour les listes de formateurs de chaque district.

L'investissement en commun et le partage des moyens financiers et logistiques par les communes, les régions, l'Etat, le FORMAPROD, les jeunes et leurs familles (ex : FRAM/projet VATSY, construction d'écoles par cotisation,...) est une condition nécessaire à la mise en œuvre d'une formation de masse. L'implication de chaque échelle du territoire est ce qui fait défaut jusqu'à présent dans les dispositifs de formation. Les communes, les parents d'élèves, les coopératives, peuvent mettre à disposition des champs écoles communaux (dons/prêt tournant) qui seraient des terrains de mise en pratique pour les jeunes en formation. Les fonds de développement (FDL et FRDA) se doivent d'être remis en état de fonctionnement et réalimentés à partir des financements présents dans la région (région Nouvelle Aquitaine, UE, FORMAPROD,...) pour appuyer la décentralisation et les dispositifs de formation des jeunes ruraux.

Pour un impact optimal de la formation de masse et un allègement des prises en charge au sein du dispositif de formation de masse, celui-ci doit s'accompagner en amont et en aval : d'une mise à niveau des jeunes (alphabétisation, formation de base), d'un accompagnement vers l'insertion/installation/entrepreneuriat. La délégation de ces deux phases à d'autres acteurs du territoire, comme des structures plus formelles, est envisageable. L'inclusion de structures locales régionales peut se faire pour le suivi des sortants de formation, la construction d'un réseau de jeunes formés et de ressources potentielles pour l'accueil de futurs formés.

Au niveau de l'environnement du dispositif de formation de masse, les acquis dans le renforcement de la gouvernance locale peuvent servir de base : la sollicitation des comités de développement de fokontany, le travail avec les intercommunalités sont à envisager pour mener à bien une formation à grande échelle en concertation avec les populations locales.

En région Itasy, l'exclusion des jeunes des prises de décisions est un fait culturel dû à une hiérarchie sociale traditionnelle incitant davantage à la consultation des aînés. La prise en compte des questions d'insertion professionnelle des jeunes, de leur formation et de leur éducation en dehors de l'enseignement général n'est souvent pas effective, même dans des communes relativement avancées en termes de stratégie de développement communal (comme c'est le cas pour les communes d'Analavory et Manazary). Cette part de la population, pourtant majoritaire, n'est pas impliquée dans la prise de décision locale. L'incitation des jeunes à participer à la prise de décision au sein d'une commission de jeunes au niveau du fokontany, un conseil communal des jeunes est essentielle pour donner la parole aux jeunes et les responsabiliser dans leurs choix d'orientation.

Discussion générale

Les trois études ont abordé le concept de la formation de masse sous un angle nouveau, en rapport avec les destinataires de cette formation, que sont les jeunes ruraux, et en confrontant trois contextes régionaux différents (FAR, socio-économique, agricole,...).

Les objectifs numériques que le programme FORMAPROD s'est fixé en termes de jeunes à former sont considérables. La formation de masse a été développée pour atteindre ces objectifs dans des contraintes de temps et financières bien présentes, mais la question de la valorisation de ces formations par les jeunes se doit d'être prioritaire, au risque d'enlever toute pertinence à ces formations.

Plusieurs tentatives de formalisation du concept ont été amorcées, et il est apparu que les définitions de la « formation de masse » diffèrent selon les acteurs (DFAR, FORMAPROD, FIDA). La formation de masse est effectivement un concept vers lequel tendent certains dispositifs de formation comme les formations modulaires courtes, ou encore les formations en cascade par des paysans-relais ou maîtres-exploitants : celles-ci permettent la formation d'un grand nombre de paysans à moindre coût, sur des techniques agricoles ciblées. Cependant les apports de telles formations ne suffisent pas à répondre aux enjeux de préparation à un métier qui concernent une grande partie des jeunes ruraux.

Au vu des contraintes financières du programme pour l'appui aux actions de formation des jeunes (composante 2), il paraît difficilement réalisable de laisser au DFM le soin d'insérer l'ensemble des jeunes formés. Des formations par apprentissage facilitent grandement l'insertion professionnelle mais ne sont pas une réponse suffisante face à la disparité des niveaux d'éducation des jeunes. La formation en milieu scolaire est une piste à suivre pour l'éveil des jeunes à des métiers et l'acquisition de compétences pré-professionnelles. Les jeunes déscolarisés doivent pouvoir également accéder à des remises à niveau (compétences transversales,...) avant d'intégrer d'autres types de formation.

La question de la collaboration est centrale dans les futures actions du programme. Celui-ci doit pouvoir se positionner sur les parties du dispositif qu'il veut porter seul et celles qu'il est prêt à déléguer ou à initier avec la collaboration d'autres acteurs. Ce travail d'équipe est indispensable au vu de l'ampleur de la tâche et de la pertinence avérée de s'appuyer sur l'existant, mais il nécessite d'être au clair sur la manière dont le programme peut en valoriser les résultats. La fonction d'insertion professionnelle peut être relayée par un dispositif d'accompagnement à l'issue de la formation ou par les partenaires de formation (privé, entrepreneurs ruraux).

L'échelle pertinente d'action et de partenariat est à réfléchir en fonction des dynamiques observées et acteurs ciblés. L'implication des communautés de base et des jeunes au niveau du fokontany semble être judicieuse car les structures sociales à ce niveau incitent davantage à la responsabilisation des populations locales. La collaboration au niveau communal avec des professionnels (entrepreneurs, agriculteurs,...) et les élus doit permettre de trouver des solutions dans la mise en œuvre des formations, mais aussi de coordonner les actions de

formation. L'échelon régional doit être réservé à l'harmonisation et la mise en cohérence du dispositif de formation de masse avec d'autres actions de développement régional.

Le programme dispose d'outils intéressants dans ses composantes 1 et 3 qui lui permettront de consolider et d'organiser le cadre du dispositif. Il est capital de soigner l'amont et l'aval pour mettre en œuvre une formation efficace et efficiente, tout en étant vigilant sur les limites de l'action du dispositif.

Conclusion

Pour comprendre les conditions de mise en œuvre d'une formation de « masse » auprès des jeunes ruraux, il faut commencer par comprendre qui sont ces derniers et en particulier quelles sont leurs démarches vers l'insertion professionnelle. Il apparaît que leurs profils dépendent de leur milieu d'origine, c'est-à-dire enclavement du village, du potentiel agricole et l'histoire qui y est associée, de la possibilité d'aller en ville, et de la proximité des marchés, et de leur famille. L'éducation de base malgache est intimement reliée à la capacité de soutien moral, financier et de transmission d'ouverture au jeune par sa famille. Les jeunes sont dans l'immense majorité déscolarisés et adoptent une attitude attentiste et passive par rapport à leur avenir, intimement lié à l'agriculture et au secteur primaire. Les innovations adoptées sont souvent simples et proviennent de l'environnement proche du jeune. Le réseau joue une place primordiale dans la structuration des projets, qui sont canalisés par les fortes contraintes et responsabilités que les jeunes ont à gérer. Il est toujours possible de trouver dans les communes au moins un petit groupe de jeunes avec une éducation supérieure qui leur permet d'avoir les connaissances, compétences, légitimité et envies de changer les choses. Le FORMAPROD a tout à gagner à s'appuyer sur eux.

Il existe une grande diversité et un grand nombre de dispositifs de formation qui pourraient être inclus dans le dispositif. Les formations courtes modulaires et par apprentissage sont celle qui se rapprochent le plus du concept. Cependant, elles sont souvent top down et n'intègrent pas les réels besoins des jeunes. Le déploiement de la formation dans le temps est important pour les jeunes. Les formations en centre et par alternance s'avèrent coûteux mais avec un fort impact constaté au champ et dans la durée. La durabilité de ces dispositifs va dépendre de l'implication des différents acteurs locaux tant privés que publics. Les dispositifs de formation étudiés ne satisfont pas tous les critères de la formation de masse. En particulier, celui de l'insertion ne semble pas pertinent à inclure dans le concept du dispositif de formation de masse en tant que tel, au vu des moyens financiers et humains à mobiliser et des compétences des autres acteurs présents dans la région.

Enfin, le programme FORMAPROD peut et doit s'appuyer sur le dense et complexe tissu d'acteurs qui est omniprésent dans le pays. Ces acteurs se différencient par leur caractère étatique ou non et par leur échelle d'intervention. Ainsi on distingue les acteurs étatiques (directions régionales, maires, ministères,...), reliés à l'Etat (CSA, coopérations décentralisées, FORMAPROD,...), les projets/ONG/associations (intervention très locale), les entreprises et les autres acteurs. A titre illustratif, il y a presque toujours des associations de jeunes dans les villages, que ce soit sur les thèmes sportifs (football, pétanque, rugby,...) que de développement du village. En se reposant sur les savoirs et savoir-faire de chacun, il sera possible d'agir rapidement et efficacement. Cela nécessite cependant de les inclure dans la réflexion et l'élaboration des actions afin que le programme gagne en crédibilité et que les actions soient pérennisées.

Bibliographie

- Ambatovy. (2014). Fonds d'investissement social. <http://www.ambatovy.com/docs/?p=8541&lang=fr>.
- Andre.E et al. (2015). Diagnostic des systèmes de production dans les communes de Fanandrana et Amboditandroho pour la Savonnerie Tropicale-Huilerie de Melville Madagascar.
- Andriamanandratra Andrianalisandratana F. (2015). Schéma régional de la formation agricole et rurale de la région Atsinananana.
- Bene, S. (2012). Analyse comparée des processus de mise en œuvre et de transformation des dispositifs de formation agricole et rurale dans trois pays d'Afrique : Cameroun, Maroc et Madagascar. Volume 5: Madagascar.
- Centre de Recherches, d'Etudes et d'Appui à l'analyse Economique à Madagascar. 2013. Monographique de la Région Itasy. Antananarivo, Madagascar. 182 p.
- Centre de Service Agricole Antananarivo Avaradrano. 2013. Etat des lieux 2013 « Développement des services agricoles ».
- Centre Régional de Formation Professionnelle Agricole. 2016. Fiche de présentation du CRFPA. 3 p.
- CNFAR. Août 2016. Bilan d'étape.
- Commune d'Analavory. 2016. Plan Communal de Développement d'Analavory. 41 p.
- Commune de Manazary. 2015. Monographie de Manazary. 22 p.
- Commune rurale Sabotsy Namehana, 2012, Plan Communal de Développement de la commune rurale de Sabotsy Namehana 2012-2015.
- Conseil Régional de Formation Agricole et Rurale Analamanga. 2015. Schéma Régional de Formation Agricole et rurale.
- Coopération Décentralisée Normandie Atsinanana. (2016). La revue de la coopération, projets du triennal (13-16).
- Coudel E., Devautour H., Soulard CT., Faure G., Hubert B. (2012). Apprendre à innover dans un monde incertain – Concevoir les futurs de l'agriculture et de l'alimentation. QUAE.
- Dabat M-H., Gastineau B., Jenn-Treyer O., Rolland J-P., Martignac C., Pierre-Bernard A., L'agriculture Malgache peut-elle sortir de l'impasse démo-économique?, Autrepart 2/2008 (n° 46)
- Debouvry P., Maragnani A.. 2009. Formation Agricole et Rurale Glossaire. Disponible en Pdf sur: <https://www.agropolis.fr/formation/pdf/2009-glossaire.pdf> Consulté le 15/10/2016
- Direction Régionale de Développement Rurale Analamanga. 2007. Programme Régional de Développement Rural Analamanga.

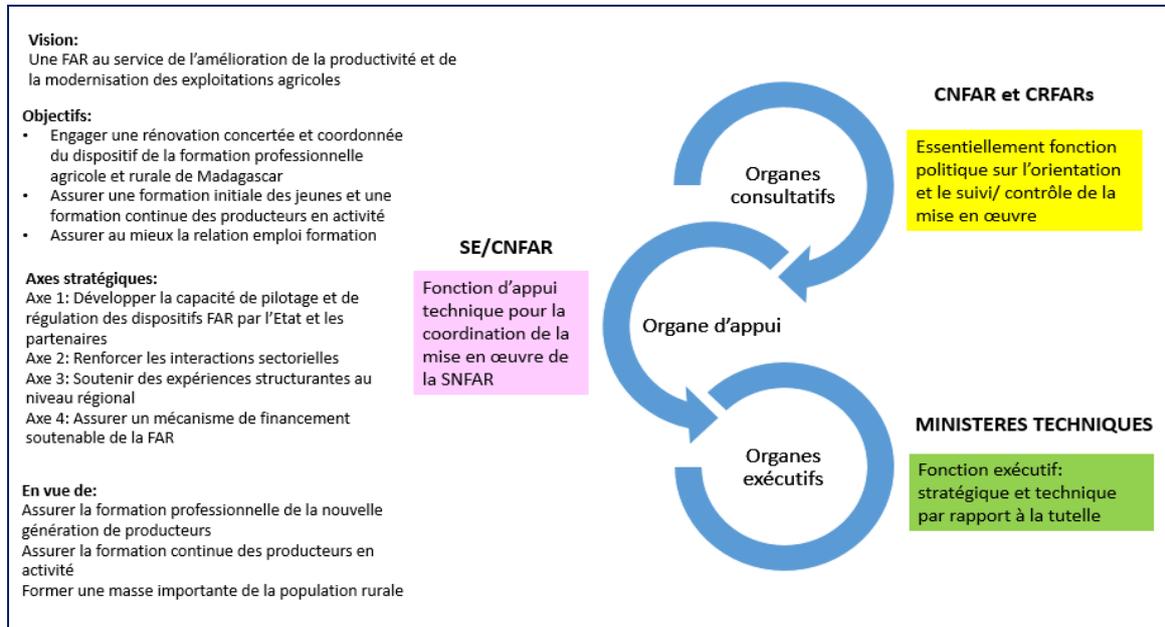
- El Bakkari A. 2005. Mise en place d'une formation de masse au Maroc : la formation par apprentissage. « Formation de masse en milieu rural, élément de réflexion pour la définition d'une politique nationale ». Ouagadougou, Burkina Faso.
- FARMADA. 2016. <https://farmada.wordpress.com/about/>. Consulté le 14/10/2016.
- Groupe de Travail pour le Développement Rural, région Atsinanana. 2006. Programme Régional De Développement Rural.
- INSTAT. 2015. In: <http://madagascar.opendataforafrica.org/MGPOS2015/population-statistics>
- INSTAT. 2015. In: <http://madagascar.opendataforafrica.org/MGPOS2015/population-statistics?filterText=region%3BAnalamanga>
- INSTAT. 2015. in <http://madagascar.opendataforafrica.org/>
- INSTAT. 2011. Enquête périodique auprès des ménages 2010. Rapport principal.
- INSTAT. 2009. INSTAT Toamasina, Projections 2009.
- Kissy Kraidy M. 2016. Communication aux ateliers d'échanges sur l'expérience des centres de métiers ruraux. Antananarivo. République de Côte d'Ivoire, Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural. Programme National de Formation aux Métiers Ruraux. p.13
- Lesueur C. 2016. Projet de sujet de stage pour trois étudiant(e)s de MSA sur les questions de massification de la formation à Madagascar. 6 p.
- Limousin. C . 2015. Etude d'impact des dispositifs de formation et d'accompagnement des collèges agricoles de la Fekama à Madagascar.
- Midi Madagasikara. 2016. Gouvernance locale : Implication de la population pour un réel développement. [<http://www.midi-madagasikara.mg/economie/2015/01/27/gouvernance-locale-implication-de-la-population-pour-un-reel-developpement/>]
- Min S. (2010). Etude des filières vanille et huiles essentielles - Stratégie de diversification des revenus paysans portée par les organisations paysannes en Analanjirofo et Atsinanana, Madagascar. Mémoire de fin d'études.
- Ministère de l'Agriculture. Document de Stratégie Nationale pour la Formation Agricole et Rurale. Version finale, adoptée en Conseil de Gouvernement en date du 11 avril 2012.
- Ministère de l'Enseignement technique et de la formation professionnelle. 2015. Politique Nationale de l'Enseignement et de la Formation Professionnelle. Disponible en PDF sur : <file:///C:/Users/asus%20asus/Downloads/PNEFPFINAL26102015.compressed.pdf>
- Ministère de la Décentralisation, région Atsinanana (2013). Arrêté numéro 13/REG/ATS Portant Mise en place du CRFAR.
- Nicot M. 2016. Mémoire de fin d'études, Etude des dynamiques des systèmes d'activité et du rôle de la mobilité dans les stratégies des ménages ruraux de la commune de Fanandrana, Madagascar. ISTOM.
- Perspectives Monde. 2015. Université de Sherbrooke.

- [<http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMPagePyramide?codePays=MDG>].
- Région Itasy. 2005. Plan de Développement Régional Itasy. Annexe monographique. p.106.
- Région Itasy. 2005. Plan Régional de Développement de la Région Itasy.
- République de Madagascar. 21 mars 2011. Programme de Formation Professionnelle et d'Amélioration de la Productivité Agricole (FORMAPROD), fampiofanana iraisana natao ho anjaran' ny, tantsaha rehetra eny ambanivohitra (fianatra). Rapport de conception finale. Volume I. Rapport principal.
- Réseau Far International. 2014. La formation Agricole et Rurale pour le développement. Plaquette. Disponible en pdf sur : http://www.reseau-far.com/fileadmin/user_upload/publications/Plaquette_FAR_-_2014_-_Web_-_Francais.pdf Consulté le 14/10/2016
- Réseau FAR. Mai 2013. Document de synthèse. Analyse du processus de transformation du dispositif national de formation agricole et rurale à Madagascar. Collection « Synthèse d'étude », n°1.
- Samake F. 2005. Expériences de formation de masse au Mali sud. Atelier pour l'Afrique Subsaharienne. « Formation de masse en milieu rural, élément de réflexion pour la définition d'une politique nationale ». Ouagadougou, Burkina Faso.
- Service d'Appui à la Gestion de l'Environnement. 2008. Elaboration du Schéma Régional d'Aménagement du Territoire d'Itasy. 86 p.
- Site de l'UNESCO. Indicateurs socio-économiques de Madagascar en 2013. [<http://data.uis.unesco.org>].
- Sourisseau et al. 2014. Les agricultures familiales à Madagascar : un atout pour le développement durable. Antananarivo, Madagascar. 40p. & Institut National de la Statistique: enquête périodique auprès de ménages, 2010.
- USAID, Projet. Fararano. 2016. Rapport de l'analyse du genre du projet Fararano.
- Wikipedia. 2016. In https://upload.wikimedia.org/wikipedia/commons/thumb/2/25/Madagascar-Itasy_Region.png/256px-Madagascar-Itasy_Region.png

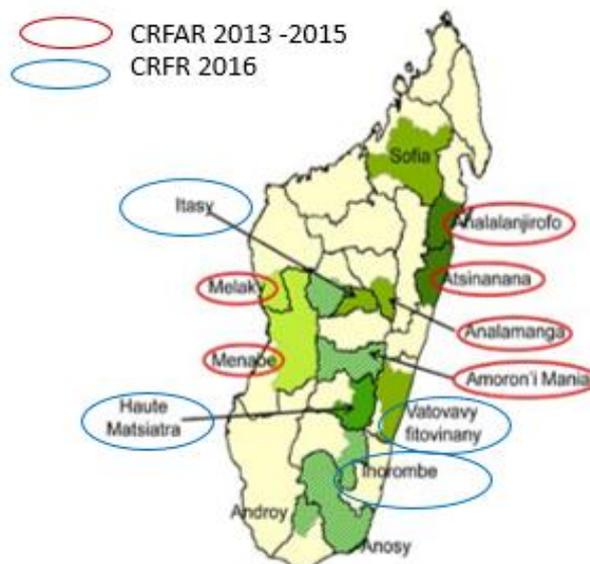
Annexes

Annexes 1 : Eléments de contexte de la FAR

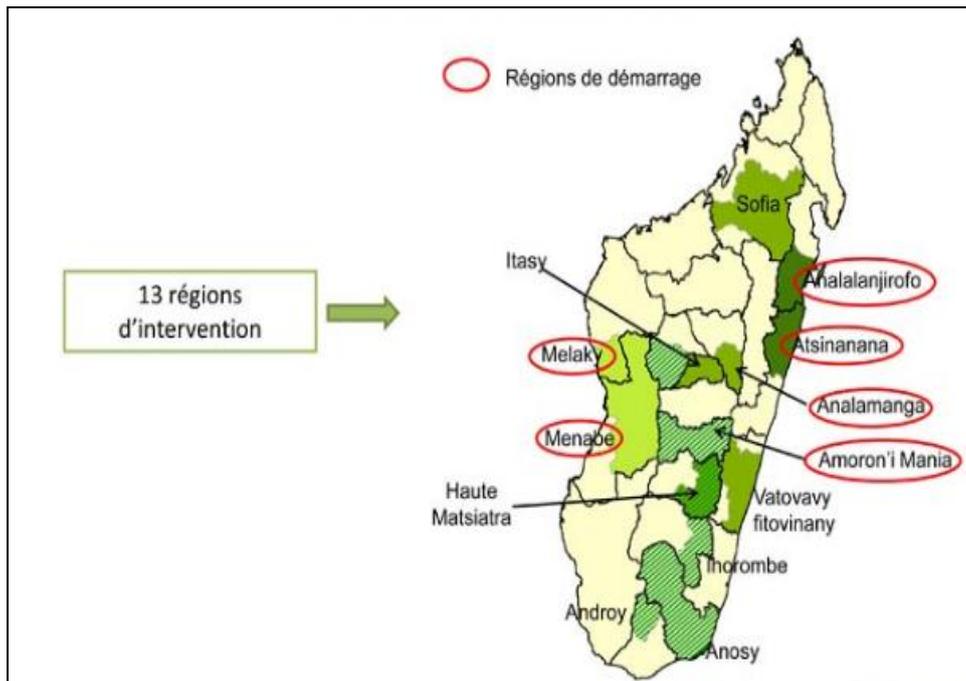
Annexe 1.1 : La Stratégie Nationale de Formation Agricole et Rurale de Madagascar



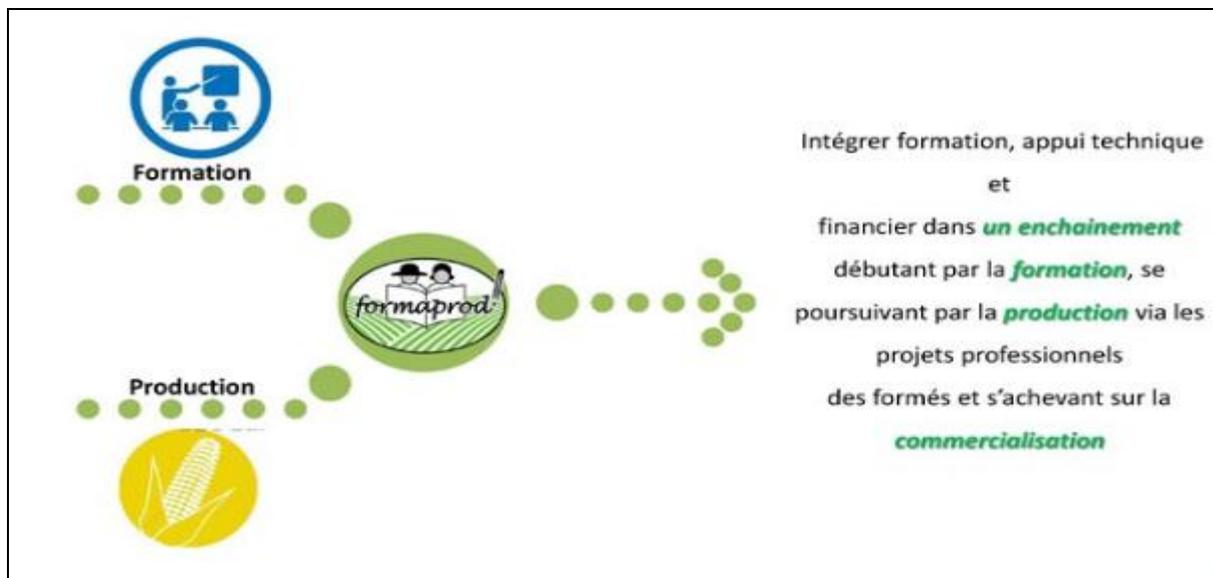
Annexe 1.2 : Les régions d'implantation CRFAR



Annexe 1.3 : Zone d'intervention du Programme FORMAPROD



Annexe 1.4 : Description du Programme FORMAPROD



Annexe 1.5 : Pays membres du Réseau FAR International



Annexes 2: Détail sur les principes d'action et résultats des CMR

L' « approche CMR » met en œuvre un système de formation non formel, qui a pour objectif de répondre aux besoins de formation des ruraux en termes de formation aux métiers (actifs et jeunes en insertion), formations à caractère éducatif et organisationnel (tous), et des formations pour l'éducation civique et citoyenne (tous).

La spécificité du dispositif repose sur un ensemble de principes directeurs :

- La formation à la demande, formulée par les par les acteurs du développement du territoire
- La formation « sous le manguier », qui ne crée pas d'infrastructures supplémentaires mais utilise les infrastructures existantes ou se fait directement au champ, dans l'atelier,...
- La formation par alternance, qui fonctionne par modules fractionnés laissant la place aux activités socio-professionnelles des formés
- La gestion du dispositif par les populations rurales, à travers leur engagement dans des associations villageoises et de fédérations représentant les bénéficiaires
- La professionnalisation des activités agricoles et para-agricoles pour l'intégration des ruraux dans les activités socio-économiques du territoire

Les résultats exposés sont remarquables : 879 projets de formation et 12 126 ruraux formés en 2 ans, dans des domaines variés (agriculture, élevage, artisanat, formations générales, services), formation de 600 membres de comités villageois en charge de la formation, etc.

Annexe 3 : Guides d'entretiens des acteurs enquêtés

Annexe 3.1 : Guide d'entretien avec les jeunes ruraux

Date de rencontre, coordonnées du jeune : adresse, mail, téléphone

Nom du jeune, âge, genre, place dans la fratrie, situation maritale, niveau d'études

Ethnie/religion, commune d'origine

Trajectoire antérieure du jeune :

- Cause de déscolarisation si déscolarisé
- Expérience professionnelle antérieure : agricole ou non, lieu,
- Suivi de formation, domaine de formation
- Si différent de situation actuelle : durée de l'activité/la formation, raisons qui l'ont amené(e) à arrêter

Activités actuelles :

- Activité(s) actuelle(s) : études, activité professionnelle agricole, non agricole, date de début
- Activité du (de la) conjoint(e) : nature, quelle participation au revenu
- Ressources mobilisées pour son activité : financières, humaines, matérielles (capital productif)
- S'il est dans l'agriculture: quel est son système de production: SC et SE? Sur quelle surface?
- Quelles pratiques? Quelles ressources (foncier, matériels, bâti, main d'œuvre, animaux de trait, plantations pérennes.)?
- Origine de la main d'œuvre (familiale, salariée), capacité à réunir et rémunérer la main d'œuvre
- Cultures : espèces et variétés (disposition, densité, successions intra et inter annuelles). ITK : opérations, outils/animaux, période et fenêtre temps, intrants (quantité et prix), durée de la tâche. Produits et sous-produits : quantités, destination, prix vendu, temps nécessaire à la vente, qui vend.
- Elevage : nombre mâles et femelles, variations du nombre de bêtes et causes. Nombre de femelles mises à la reproduction, choix des races et des reproducteurs, nombre de mise bas par an, produits et sous-produits, utilisation du fumier, des peaux etc. Alimentation (nature, quantité, fréquence, provenance si achat) et abreuvement. Soins de santé (principaux problèmes, saisonnalité, prévention, soins curatifs, quand, qui, rémunération).

Résultats obtenus de cette activité :

- Rendements, rentabilité de l'activité
- Autosuffisance en riz : capacité à vendre les surplus, nombre de mois en situation déficitaire
- Dépenses assurées grâce aux revenus au cours de l'année : difficulté à se nourrir, couverture des dépenses quotidiennes, scolarité, autre
- Stratégies d'épargne (sur pied, stockage,...) et capacité à investir

Projets/aspirations :

- Nature du projet, laps de temps de mise en œuvre, finalité
- Si projet d'investissement : stratégies usage du microcrédit ? Pourquoi ?
- Aspirations : quels sont ses souhaits par rapport à la situation actuelle ? Son projet ? Comment il/elle pense y arriver ?

- Bilan des compétences : Quelles compétences, il/elle pense avoir acquises jusqu'à maintenant ? Par rapport à son projet (aspiration)? Lesquelles sont manquantes?. Ou si non, où il/elle pense les acquérir ?

Connaissance des opportunités dans la région : activités professionnelles, formation :

- Connaissance de la diversité des activités du village, des principaux débouchés
- Préoccupations : dans les activités, dans la vie quotidienne
- Solutions envisagées pour dépasser ces problèmes
- Degré de connaissance des dispositifs de formation formels ou informels (personnes ressources : autres agriculteurs, artisans, retraités)
- Perception personnelle ou échos reçus sur les dispositifs connus
- Causes de fréquentation ou de non fréquentation des formations

Famille du jeune :

- Taille : nombre, genre et âge des membres de la famille
- Lieu de résidence
- Ressources: foncier, bâti, matériels, mode d'allocation des ressources au sein de la famille
- Compétences/activités/métiers regroupés dans la famille (parents, frères et sœurs)
- Aspirations de la famille par rapport au jeune (soutien dans ses choix, avenir « tracé », autre)

Annexe 3.2 : Guide d'entretien des structures de formation

Date de la rencontre

Coordonnées : adresse, contact, mail et téléphone

Personne(s) rencontrée(s) : nom, fonction dans l'établissement, années d'ancienneté

1. La structure de mise en œuvre

Fonctionnement de la structure :

- Statut juridique actuel : public, privé, confessionnel ou non, projet/programme, autre
- Organigramme : conseil d'administration, conseil pédagogique, comité de direction. Qui, combien de personnes
- Nombre et genre de salariés/de bénévoles/de formateurs
- Recrutement : modalités et critères ?

Gouvernance :

- Prise de décision: qui, comment, quand, fréquence, modalités des élections
- Conseil d'administration: qui sont les membres, critères d'admission
- Intégration des bénéficiaires dans la prise de décision (parents d'élèves, élèves, anciens)

Partenariats :

- Noms des structures partenaires
- Types de relations : réseaux, sous-traitants, autres formes contractuelles, autres...
- Nature des activités partenariales (financières, techniques, organisationnelles,...)
- Liens avec les autorités locales, autres acteurs de la FAR

Financement :

- Comment la structure (fonctionnement propre) est-elle financée ?
- Ces financements sont-ils pérennes ? Précaires ? Multiples? De quels facteurs dépendent –ils ?

2. Le dispositif de formation

Informations sur le dispositif :

- Histoire : année de création, par qui, statut initial, missions à la création, principaux événements de l'évolution du dispositif
- Objectif principal - vision - référentiel
- Mission(s)
- Type(s) de dispositif(s) de formation mis en œuvre

Fonctionnement du dispositif :

- Durée de mise en œuvre, fréquence des formations
- Zones d'intervention : communes, fokontany, accessibilité
- Activités prises en charge : formation, conseil, accompagnement à l'insertion,...
- Externalisation : préciser pour quelle partie du dispositif

Mise en œuvre de la formation :

- Offres de formation : types de formation, domaine de formation, cibles

- Programmes de formation : nature, mode de sélection des thèmes, prise en compte de la demande en formation, fréquence de renouvellement des thèmes
- Critères de sélection à l'entrée, communication sur la période de recrutement, ou de sélection des dossiers, considération du genre dans la formation
- Programmes de formation, sur quelle base ? Appréciation de la demande en formation ? Elaborer avec qui et comment ? Est-ce que c'est qualifiant (diplôme/ certificat) ? Les critères de sélection à l'entrée et les cibles ? La durée de chaque filière ? Le nombre de formés de chaque filière ? Est-ce qu'il y a un suivi des formés ? Ou des renseignements du devenir des formés ? Comment est considérée la demande, le besoin des formés ?
- Don de matériel? Diplôme/certificat?
- Formation des formateurs et responsables : sur quoi, par qui, où, à quelle fréquence

Pédagogie, formateurs :

- Proportions théorie/pratique : lieux et formateurs requis pour chaque partie
- Nombre de formateurs, origines (ancrage territorial), mode de recrutement et d'acquisition des compétences

Financement du dispositif de formation :

- Quels postes de dépenses au niveau des formations ?
- Coûts/formé pour chaque formation, coût global
- Coûts fixes (salaires, infrastructures), coûts variables (déplacements, liés au nombre de formés à suivre,...)
- Quelle participation financière des collaborateurs et bénéficiaires ?
- Quelle prise en charge par la structure de mise en œuvre ?

Résultats des formations :

- Nombre de formés/session, nombre de formés/an ou depuis le lancement du dispositif
- Taux d'échec et d'abandon et principales causes
- Evaluation des formations, côté formateurs et côté formés
- Suivi-évaluation pendant et après formation : fréquence, informations recueillies, outils développés, validation des compétences
- Devenir des formés après la formation, application des formations, effets observés

Pérennisation et perception du changement de masse et d'échelle

- Présence d'un projet : amélioration, extension du dispositif, autre
- Points de fragilité du dispositif
- Perception de la formation de masse
- Stratégies développées au sein du dispositif pour une mise à l'échelle : sur la base de quels constats ? quels critères ont été considérés ?

Annexe 3.3 : Guide d'entretien Autorité locale – chef de fokontany, maires

Date de rencontre

Coordonnées de la personne rencontrée : adresse, mail, téléphone

Nom de la personne rencontrée, fonction exercée, depuis quand, fonction précédente

Informations sur la zone :

Nombre d'habitants dans le fokontany, âge moyen

Surface totale, surface agricole, surface plantée en riz

Nombre de personnes habitant le fokontany,

Nombre de jeunes partis en ville, restés

Quelles sont les opportunités pour les jeunes, les filières, les secteurs, les métiers?

Quels sont les métiers qui sont présents?

Dynamiques agricoles de la zone, principales spéculations

Situation des jeunes sur le territoire :

Proportion de jeunes (< 25 ans) dans la commune, le fokontany

Comment s'installent-ils ou créent-ils une activité ? Est-ce que cette thématique fait partie des préoccupations du territoire, si oui comment ? Quelle(s) réponse(s) est/sont apportées ?

Présence de dispositifs de formation pour les jeunes agriculteurs, appui à l'insertion ou à l'installation ?

Les actions sur le territoire :

Formes d'organisations présentes, dynamiques sociales, action collective, problèmes

Présence des maîtres FRAM, du bénévolat : analyse du besoin numérique, durée de carrière des maîtres FRAM et fréquence de remplacement, des difficultés rencontrées (financement, recrutement, compétences,...)

Politique menée dans le village, principales pistes et moyens de mise en œuvre du développement

Opportunités et menaces pour le développement du fokontany, de la commune

Initiatives en cours/plan stratégique/projets dans la région : pertinence, effectivité, efficacité

Pour les communes :

- Détail du PCD : initié par qui, quel contenu, mode d'élaboration, de financement des actions, mode de mise en œuvre, problèmes
- FDL/FRDA : recours aux fonds de développement, pour quelles actions, causes de recours/non recours à ces aides, procédure pour en bénéficier, difficultés rencontrées
- Investissement dans les actions de développement : à quel niveau ? capacité à gérer ces actions, formation des agents communaux ?

Relation entre les autorités et les dispositifs de formation :

Connaissance de l'enquêté des dispositifs de formation dans la zone

Vision sur le besoin en formation, l'existence d'un besoin

Propension à prendre en compte ce besoin dans le fokontany/la commune

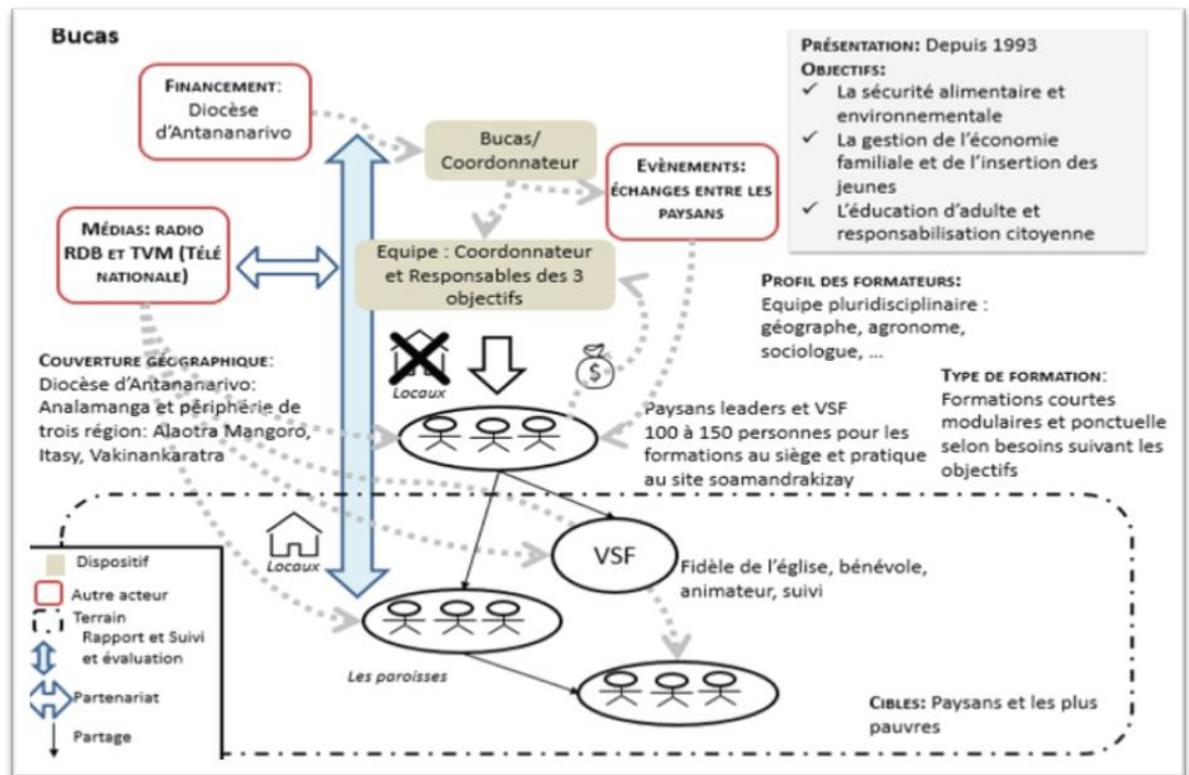
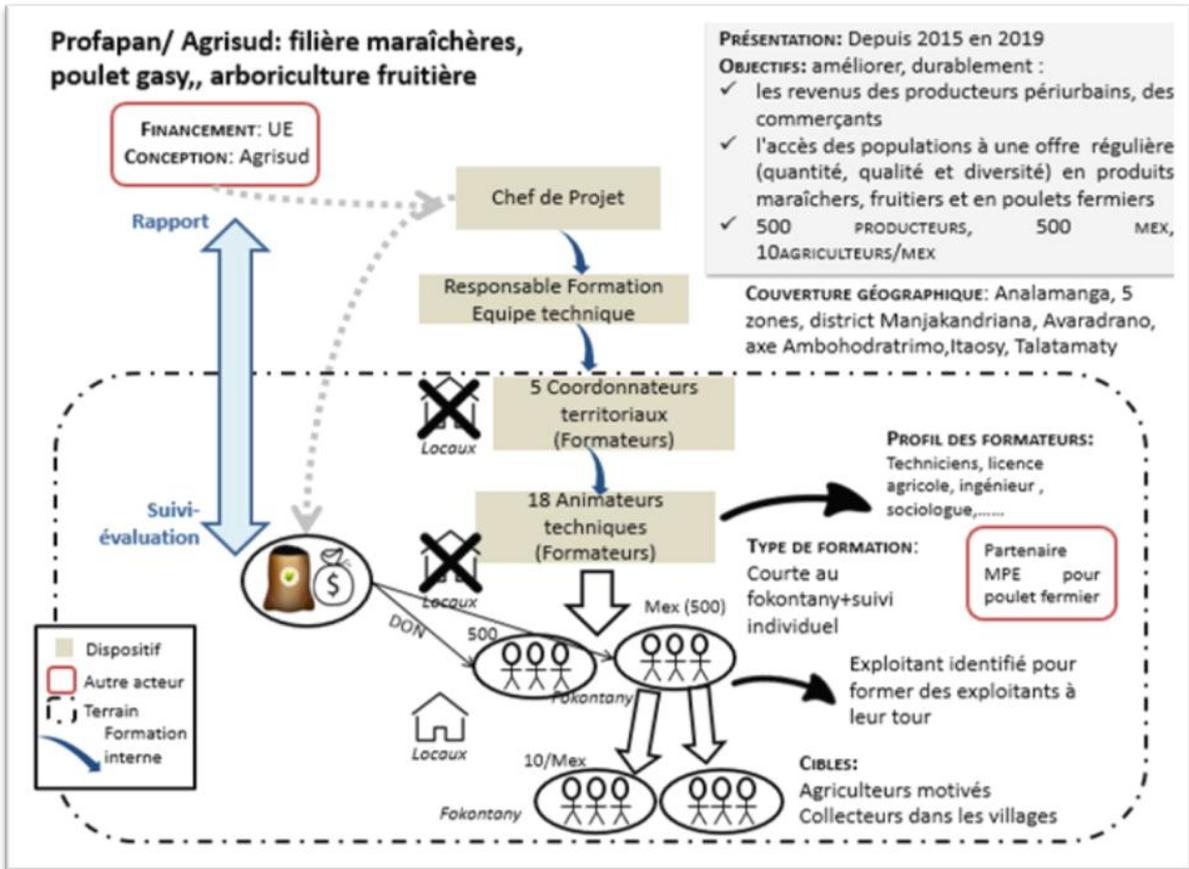
Aides/facilitations proposées par sa structure à la formation (finance, démarchage,...)

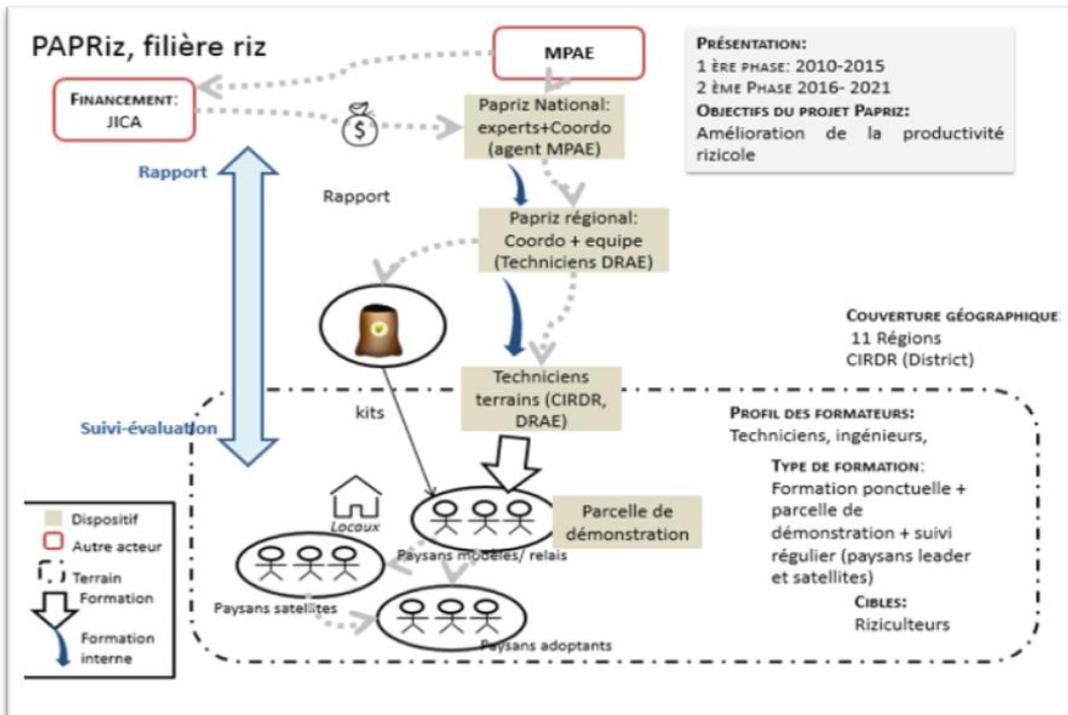
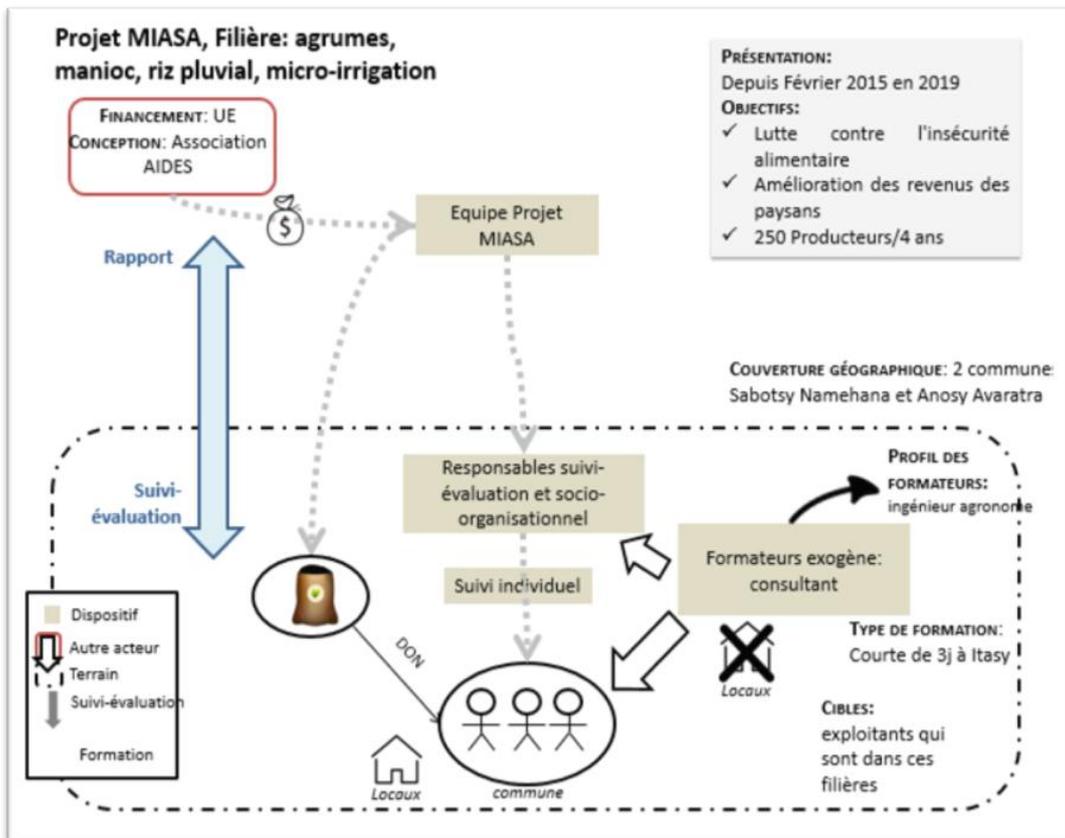
Quelle relation existe entre les dispositifs (dresser la liste) et cette autorité?

Quelle perception a cette autorité de ces dispositifs (lesquels) ?

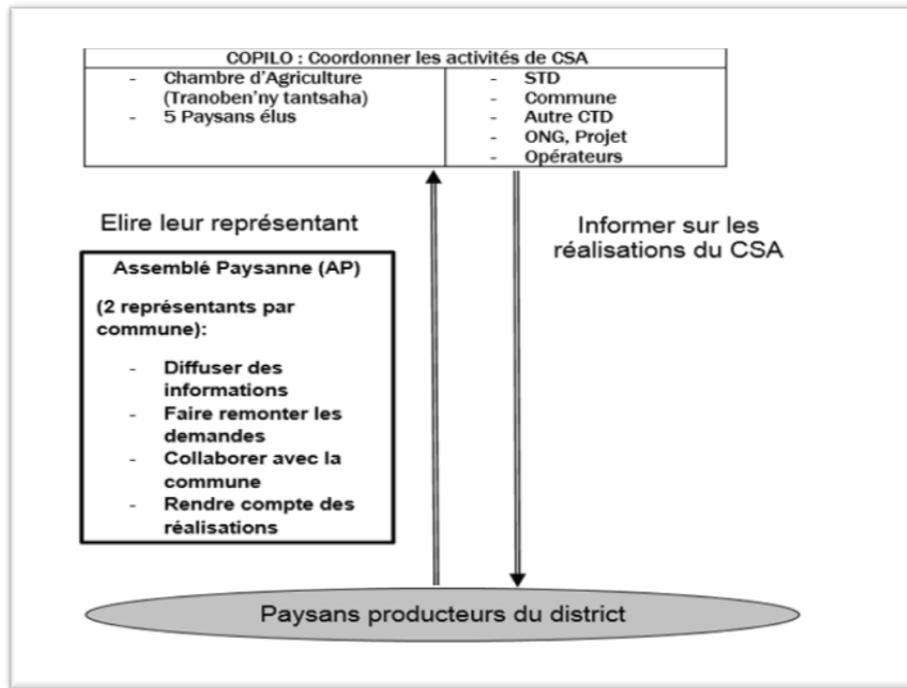
Quel avenir pour ce dispositif selon l'autorité, selon le potentiel existant ou la situation de la zone?

Quelles suggestions venant de l'autorité pour améliorer les choses?

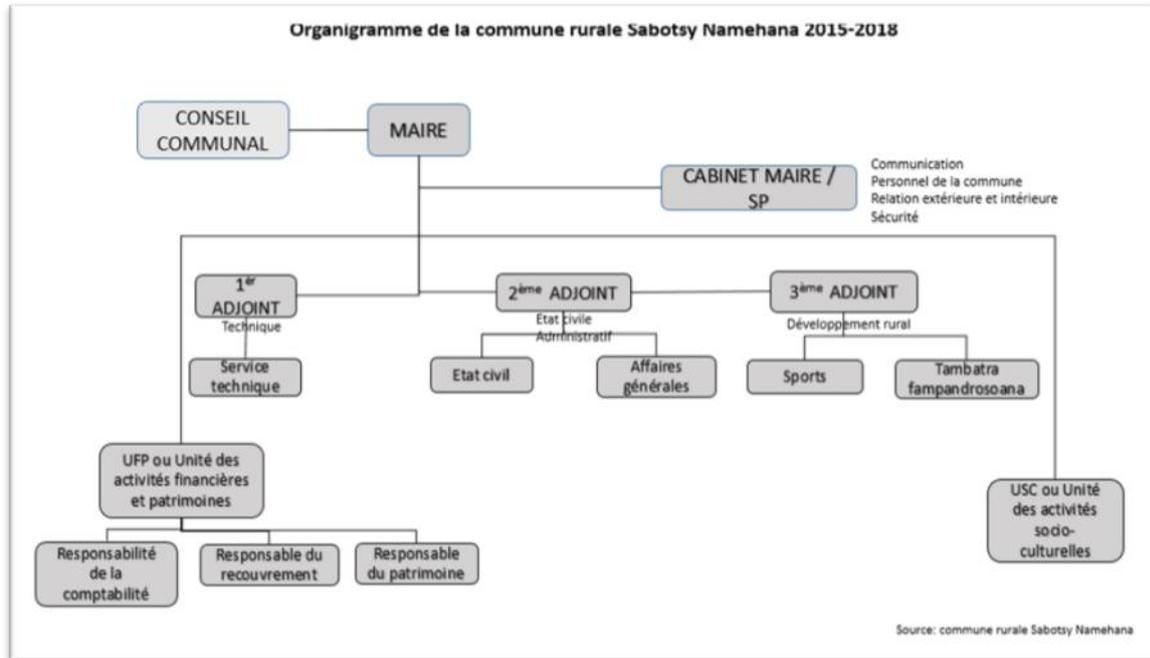


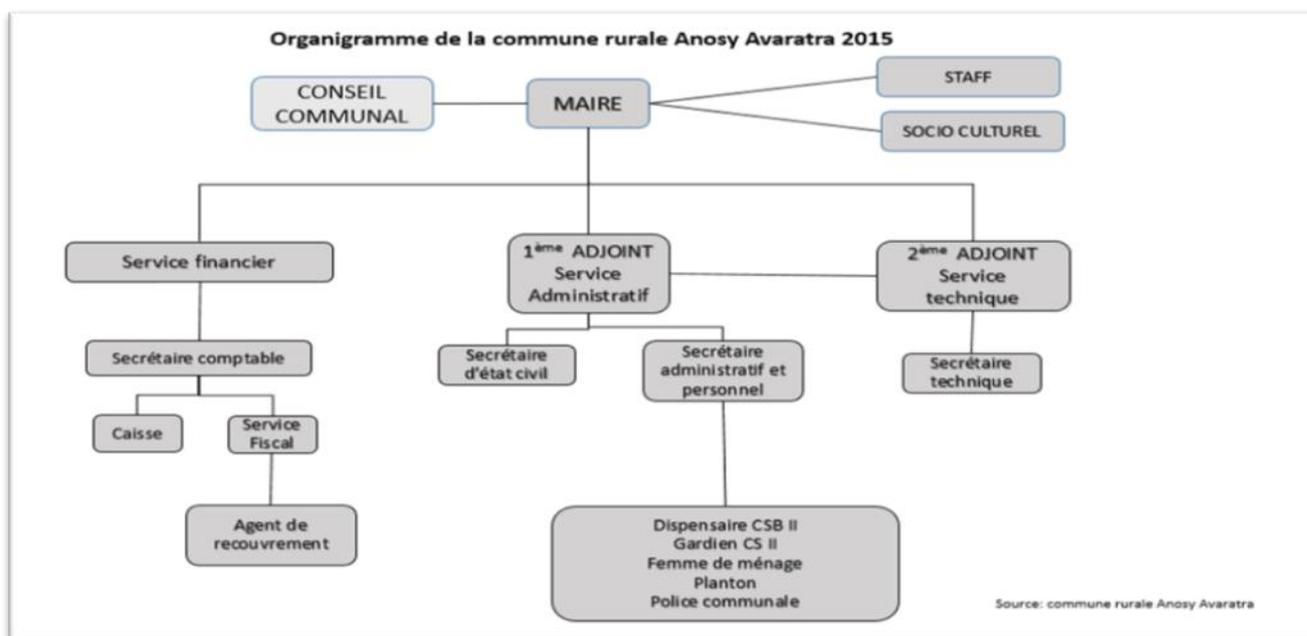


Annexe 4.3 : Fonctionnement des CSA



Annexe 4.4 : Organigrammes des deux communes Sabotsy Namehana et Anosy Avaratra





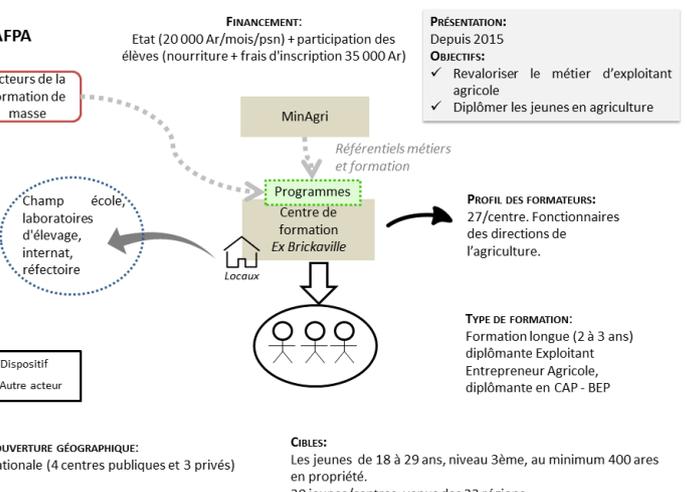
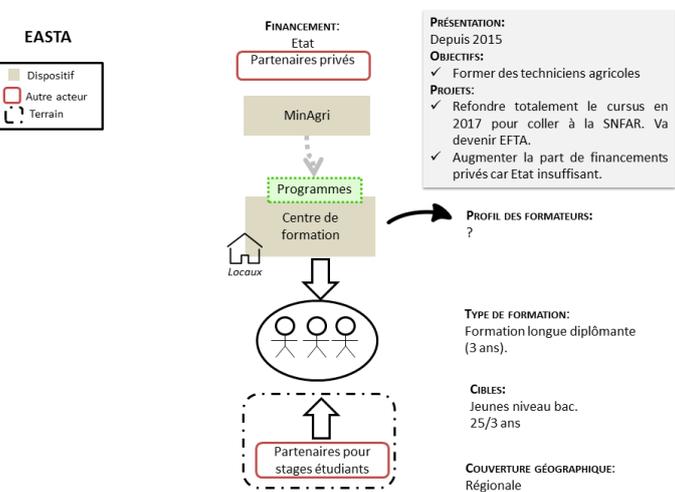
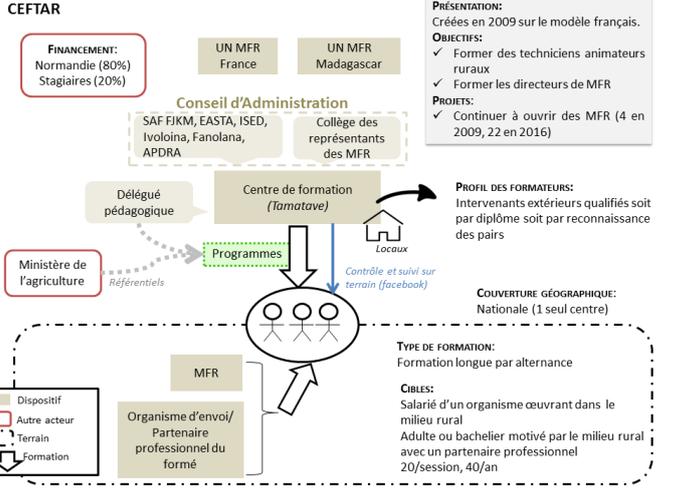
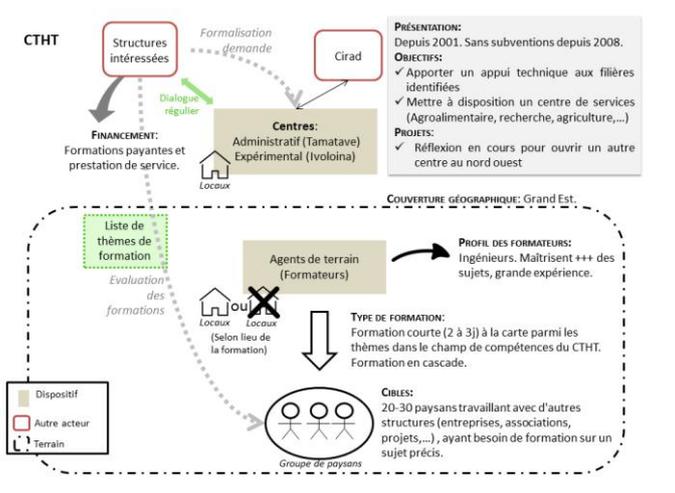
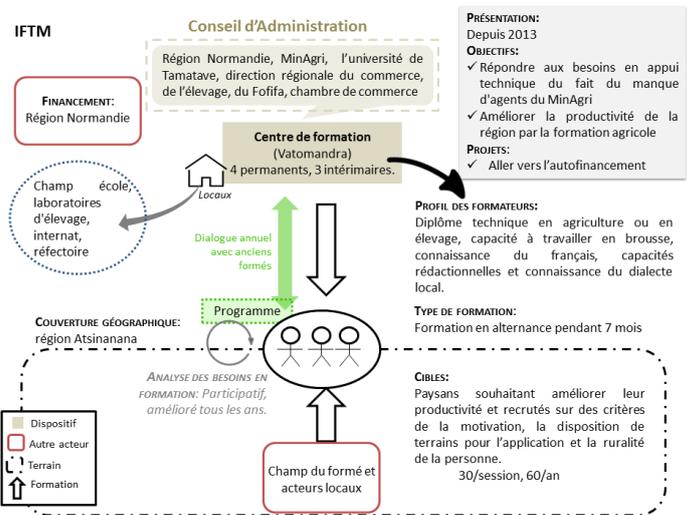
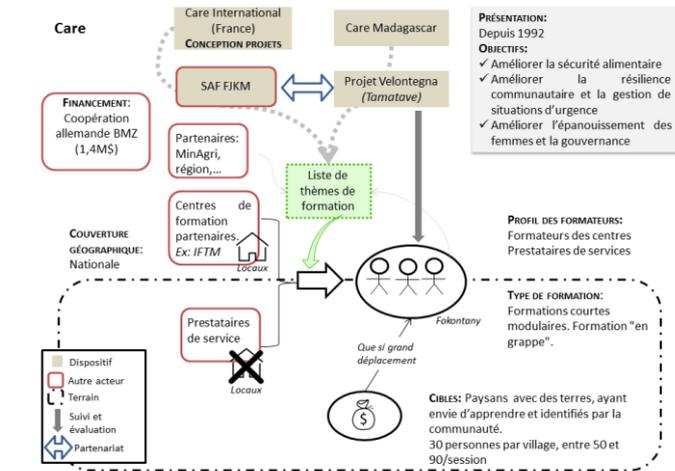
Annexe 4.5 : Les personnes rencontrées pour les dispositifs et l'environnement en région Analamanga

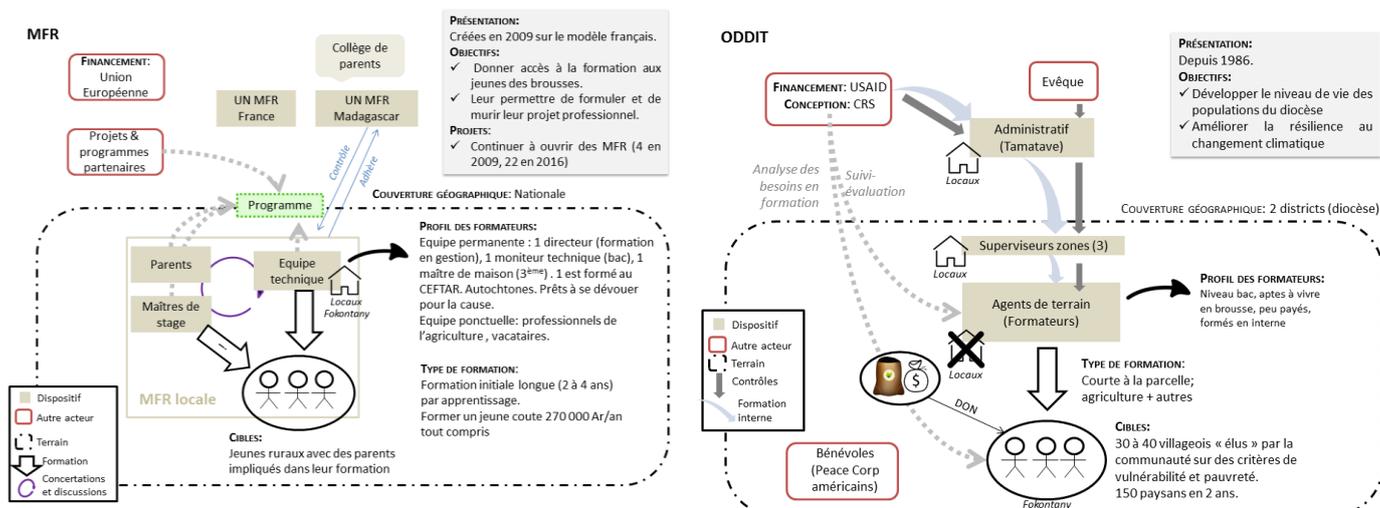
Catégorie	Nom	Personnes rencontrées
Dispositif de formation	Bucas	- Coordonnateur et équipe centrale - VSF - Paysans
	Projet Profapan/ Agrisud	- Chef de projet - Responsable formation
	Projet ASA Lait/ MDB	- Chef de projet - Responsable technique - Responsable de zone Avaradrano
	Projet MIASA/ Association AIDES	- Responsable de suivi-évaluation - Responsable socio organisationnel
	Projet PapRiz /Analamanga	- Intérim du coordonnateur de Papriz de la DRAE Analamanga
	Apprentissage de FORMAPROD	- CIP Avaradrano - Tuteurs sur la formation élevage de canard Anosy Avaratra et de poule pondeuse
Environnement	Communes	- Maire de Sabotsy Namehana - Responsable « Tambatra fampandrosoana » - 3 ^{ème} adjoint du Maire de Sabotsy Namehana - Chef fokontany Amorondria et Manarintsoa - Maire d'Anosy Avaratra
	CSA	- Coordonnateur CSA Avaradrano
	FRDA	- Directeur de FRDA Analamanga
	DRAE	- Directeur Régional de l'Agriculture et de l'Élevage

		Analamanga - Correspondant FAR - Chef CIRDR Avaradrano
	EPR FORMAPROD Analamanga	- Chargé de Mission - Socio organisationnel - CIP FORMAPROD Avaradrano
	Maître FRAM	- 2 maîtres FRAM (commune de Sabotsy Namehana)

Annexe 5 : Annexes Atsinanana

Annexe 5.1 Les dispositifs de formation rencontrés en Atsinanana





Annexe 5.2 Dispositifs de formation enquêtés

12/05/2016	ED1	ODDIT- responsable technique agricole	Eddy JOABOTRA
02/06/2016	ED2	CTHT	Christophe ANDREAS
07/06/2016	ED3	CAFPA Brickaville	Sandrine
10/06/2016	ED4	ODDIT- superviseur de zone	RASAMBIMANANA Sylvain
13/06/2016	ED5	IFTM	Toto Paul
22/06/2016	ED6	Care	ANDRIAMAROJAONA Tovontsoa
23/06/2016	ED7	CEFTAR	ETANCELIN Gaétan
24/06/2016	ED8	MFR	HERTIANA Charlin
24/06/2016	ED9	FORMAPROD	RALAIHASINA William

Structures et environnement

09/05/2016	ESE1	DRDA	Ralph Antonio Rasolontondraibe
11/05/2016	ESE2	Coopération Décentralisée Normandie	Virginie Labeaume
17/05/2016	ESE3	rencontre technicien animateur oddit et réunion fokotany définition contexte	Jean de Dieu
30/05/2016	ESE4	Cellule régionale de lutte contre la déperdition scolaire	Andry RAKOTOVOA
06/06/2016	ESE5	Présidente fokotany Sahavalaina fkt 4	RANDROSOA Laurence
07/06/2016	ESE6	Maire CR2 Ambinaninomy	RANAVO Cécilien
09/06/2016	ESE7	chef fokotany Vohitsara fkt 6	IHAMBANA Jean Pierre
10/06/2016	ESE8	Poulaillers Ambatovy Arenasoa	Paul Martin et TOMBO Alexis
23/06/2016	ESE9	Savonnerie tropicale	ETANCELIN Gaetan
24/06/2016	ESE10	Conseiller en Insertion Professionnelle FORMAPROD	RALAIHASINA William
28/06/2016	ESE11	Président de l'association des jeunes hommes fokontany Andranokotrida	Mario Léonard
28/06/2016	ESE12	chef fokotany Andranokotrida fkt 7	NABE Cyrille
13/07/2016	ESE13	Coordonateur national CSA-FRDA	RANDRIANARISOA Elias
19/07/2016	ESE14	DR population	RAZAFIMAHEFA Sylvain
20/07/2016	ESE15	DR jeunesse et sport	RABARIVELO Laurent
05/08/2016	ESE16	Association JID	FENOMANIRISON Jojo Augustin
05/08/2016	ESE17	association JPE	RAZAFIARISON Bienvenu Ludovick
05/08/2016	ESE18	Maitre Fram Ambinaninomy	FENOMANIRISON Jojo Augustin
17/08/2016	ESE19	Chef fokotany Ambinaninomy	DIMILAHY Eugène
17/08/2016	ESE20	Conseillère agricole FORMAPROD	CRAMARIJAONA Volaherisoa Oscarine
17/08/2016	ESE21	OTIV	CAISSIER Jacques

Annexe 6 : Partie régionale Itasy

Annexe 6.1 : Nombre de jeunes rencontrés lors de la phase de terrain en région Itasy

Commune	Fokontany	Nombre de jeunes enquêtés	Autres entretiens	
			Nature	Nombre
Manazary	Fiakarantsoa	13	MER hôte	1
Manazary	Marosahala	9	-	-
Manazary	Antsahavory	8	-	-
Analavory	Antanetiboa-hangy	6	-	-
Analavory	Analavory	6	-	-
Analavory	Ambohibary I	4	Chef fokontany	1
Analavory	Ankonabe	5	Formé de PROSPERER	1

Annexe 6.2 : Liste des structures rencontrées au cours du stage (réunion du 18/05/2016 et enquêtes approfondies)

Type de structure	Nom de la structure
Services Territoriaux Décentralisés et Services techniques rattachés	DIREL Itasy DRDA Itasy SOMRFAR
Collectivités territoriales décentralisées	Directeur du Cabinet de la Région Itasy Coopération décentralisée nouvelle Aquitaine Cellule d'Appui Technique Maire d'Analavory Maire de Manazary Chef de fokontany Ambohibary I
Projets/programmes	PROSPERER FORMAPROD PAPRiz
Associations/ONG/membres société civile	MFR Miarinarivo ONG AgriSud ONG FAFAFI ONG AVSF ONG APDRA Groupe Manova M.Rija, producteur de Bambou
Centres de formation	CRFPA Ilofosana CFP Manazary
Organismes d'appui	CSA Miarinarivo Intercommunalité MAMISOA Intercommunalité 3A Miroso

Annexe 6.3 : Détail de la formation par apprentissage chez les MER hôtes (par PROSPERER)

1. Informations sur la structure de mise en œuvre

PROSPERER, programme national de renforcement de l'entrepreneuriat rural, agit auprès de trois cibles, que sont les micro-entrepreneurs ruraux (0 à 5 salariés), les petits entrepreneurs ruraux (5 à 15 salariés) et les jeunes ruraux déscolarisés. Ses actions de formation sont donc diversifiées. Elles vont du renforcement de compétences (techniques, culture entrepreneuriale, marketing, comptabilité,...) des producteurs et artisans à la formation professionnelle des jeunes en vue de leur insertion professionnelle (entrepreneuriat ou salariat). Le programme privilégie les secteurs productifs et durables, en prenant en compte les phénomènes de saturations de marché.

2. Type de formation

Il s'agit d'une formation courte de 3 mois non flexible, réalisée par apprentissage au sein de l'atelier d'un artisan ou sur l'exploitation d'un producteur.

3. Quelle est son histoire

Le programme a connu une première phase de mise en œuvre de 6 ans (2008-2015) et a bénéficié d'une prolongation pour une deuxième phase de 4 ans (2016 à 2020) pour une mise à l'échelle des actions réalisées, un renforcement des dispositifs d'appui et l'autonomisation des structures mises en place (coopératives, GUMS, MER/PER,...).

4. Quel référentiel sous-tend la formation

Le dispositif mis en place par PROSPERER soutient l'idée que les populations rurales ont des besoins en termes de professionnalisation et d'un ensemble de services d'appui pour entreprendre. L'entrepreneuriat, notamment celui des jeunes, est vu comme un moyen de participer au développement rural et à la croissance économique locale. Le positionnement des jeunes se fait selon les opportunités de marché et est encouragé sur des filières à fort potentiel du secteur primaire et du secteur secondaire (encore peu développé). C'est par l'intégration dans des filières et la connexion des organisations de producteurs et des opérateurs de marché que la durabilité économique est visée.

5. Quels objectifs

L'objectif global du projet est de soutenir l'économie régionale par l'ancrage durable de la population dans des métiers ruraux à travers l'entrepreneuriat rural. Les objectifs plus spécifiques du dispositif de formation par apprentissage des jeunes sont d'accompagner ces jeunes vers l'insertion professionnelle (salariat, entrepreneuriat). En termes numériques, pour la 2^e phase du programme, l'objectif est d'accompagner 4500 jeunes dans leur insertion professionnelle (entrepreneuriat rural et autres formes d'insertion).

6. Quels en sont les opérateurs financiers, techniques, décideurs

Le programme repose sur un ensemble de partenaires financiers, dont un bailleur international, le FIDA, l'Etat malgache, et le secteur privé. Le FIDA est consulté pour toute réorientation du plan de travail annuel et tout décaissement.

Au niveau des équipes techniques, le rôle du CIP est essentiel dans le dispositif ; il identifie

les jeunes en demande de formation, leurs besoins, et de même identifie les MER pouvant accueillir les jeunes. Il suit à l'échelle d'un district l'ensemble des jeunes mis en apprentissage, veille au bon déroulement des formations et effectue le suivi post-formation des jeunes. Le CIP a donc une vision du terrain.

Les maires et chefs de fokontany des communes d'intervention sont consultés lors de la sélection des jeunes à former, et ils participent à la communication sur la présence des formations dans la commune.

Les MER hôtes interviennent comme formateurs des jeunes, aussi bien sur la théorie que sur la pratique.

7. Public cible, profils & mode de recrutement

Un certain nombre de critères imposés par le bailleur restreignent l'accès à cette formation aux jeunes déscolarisés, entre 16-25 ans et issus de familles vulnérables. Ils doivent également avoir un projet établi après la formation. L'absence de projet après la formation ou l'incompatibilité de ce projet aux « résultats attendus » peut conduire le jury à ne pas accepter certains jeunes aux formations. Le CIP fait une campagne de sensibilisation dans la commune et recueille les fiches d'inscriptions.

8. Niveau géographique de l'intervention/couverture

De manière générale, PROSPERER est présent dans 9 régions d'intervention FIDA et dans des districts à forts potentiel de production déterminés par le programme, en se basant sur les besoins et demandes du marché.

Grâce à ses 2 agents de terrain (3 agents dans un futur proche) couvrant un district chacun, le dispositif permet de prendre en charge des jeunes sur l'ensemble de la région, et couvre ainsi l'ensemble de la région, même des communes éloignées. Les moyens logistiques (motos) sont déployés pour permettre l'accès des agents de terrain aux communes enclavées.

9. Comment sont analysés les besoins de formation ?

Les besoins en formation ne sont pas toujours comblés, ils sont demandés lors de l'inscription des jeunes à la formation (fiches laissées à la commune). L'orientation des jeunes vers des filières déterminées par le programme est nécessaire quand la filière demandée ne fait pas partie de l'offre de formation. Quand bien même la filière choisie est proposée, si elle est trop demandée, cela peut amener à réorienter le jeune.

10. Contenus de formation

Les formations sont conçues par le programme PROSPERER et le MER hôte en fonction des aptitudes, de la pédagogie de chaque tuteur. L'ensemble du programme de formation technique est détaillé dans un premier rapport rédigé par le MER hôte au démarrage des 3 mois de formation. Tout est défini en commun entre le CIP et le MER en fonction de l'activité du MER en parallèle, du nombre de maîtres-tuteurs (assistants) présents pour assurer les cours à sa place ou à contrario l'activité professionnelle. En Itasy, les filières identifiées comme porteuses et sur lesquelles des formations sont disponibles sont les suivantes : élevage de porcs naisseurs, élevage de poulets gasy, transformation de fruits, tissage, vannerie, taillage de pierre, baies roses, café, plantes maraîchères et aromatiques (PMA), crochet, tissage, coupe et

couture, pâtisserie. (liste complète des filières appuyées : l'ananas, le miel, le maïs, les cultures maraichères, le petit élevage, la couture et broderie, les fruits et transformations, le lait, la vannerie et fibre végétales, les grains secs, les huiles essentielles, la soie et le tissage, le sisal, le petit matériel agricole et le manioc – extrait du doc de conception 2016).

11. Durée formation

En principe, la durée de formation est fixée à 3 mois, non flexible. Certains MER hôtes voient un intérêt dans le fait de garder les apprentis au sein de leur atelier pour quelques mois à l'issue de la période (si la demande est encore présente) et proposent une période de complément de formation, où les jeunes sont

12. Profils des formateurs ; formation des formateurs ; contrôle qualité formateur ; perception des formateurs /action

Des visites sont réalisées par les CIP, sur le lieu de travail des professionnels. Plusieurs critères sont observés : la disponibilité des MER hôtes pour effectuer la formation, proposer un hébergement aux apprentis, la capacité et la disponibilité pour transmettre leur savoir-faire, leur capacité d'accueil (variables, car certains MER hôtes ont des aides de formation appelés « maîtres-tuteurs » qui peuvent aussi prendre en charge un certain nombre d'élèves) et leur capacité de recruter les jeunes après la formation. Tous les critères sont observés et la décision est prise au cas par cas.

13. Méthodes et supports pédagogiques

Les termes de référence construits en amont précisent les contenus à aborder, les grandes compétences à acquérir, et le MER hôte fait une proposition de mode de réalisation de la formation, liste le matériel à disposition dans son atelier et le matériel supplémentaire nécessaire. La validation de la proposition est réalisée au niveau d'un comité

14. Infrastructures nécessaires et mode de mise en œuvre

Les moyens matériels sont le logement, les supports de formation (ex : machines à coudre, parcelles de démonstration,...), des locaux (atelier du MER).

15. Liens avec l'insertion

Après la mise en apprentissage (MER hôte), un certificat de fin de formation est délivré et un diagnostic est réalisé pour connaître le devenir des jeunes (nombre de jeunes ayant démarré une entreprise, nombre de salariés,...). L'accompagnement de l'activité des jeunes ruraux et l'appui-conseil pour développer leur entreprise sont faits par le biais de petites formations supplémentaires en création d'entreprise, culture entrepreneuriale, marketing-commercialisation et le suivi du jeune par le CIP pendant 6 mois à 1 an après la formation. Un kit d'installation est fourni comprenant du petit matériel nécessaire à l'activité exercée (machine à coudre, outillage de menuiserie,...).

16. Qui paye ? Coût ; mode de financement

Dans les coûts liés uniquement à la période de formation (recherche des MER hôtes, sélection des jeunes à former, formation), PROSPERER allège les dépenses des jeunes en leur donnant une bourse de formation de 20 000 ar/mois pendant les 3 mois d'apprentissage. Le tuteur d'apprentissage se voit verser un salaire équivalent aux écolages des jeunes, qui est payé par

PROSPERER, d'un montant environ égal à 20 000 ar par apprenti pour les 3 mois de formation. Le kit d'installation d'environ 200 000 ariary est fourni par PROSPERER.

Le MER hôte apporte une contribution en nature, par la mise à disposition des locaux d'apprentissage et du logement lorsqu'il en a la capacité.

17. Portée : nombre de personnes formées

Un MER hôte a la charge du nombre de jeunes correspondant à ses capacités d'accueil. En pratique, les groupes peuvent aller de 5 à 20 jeunes/session environ. Une dizaine de MER a dispensé plus de 3 formations, mais la plupart a donné 1 ou 2 formations et n'a plus participé ensuite. En tout, en région Itasy, 77 MER hôtes ont formé 1420 jeunes environ depuis 2010. Cela fait une moyenne de 18 jeunes par MER hôte sur 6 ans.

18. Evaluation de la formation ; analyse d'impact

Un travail de suivi post-formation est réalisé pour chaque jeune et fait office de 53% de jeunes devenus micro-entrepreneurs ruraux à l'issue de la formation, et 16% sont devenus salariés dans la filière concernée.

Annexe 6.4: Détail de la formation en cascade par les maîtres-exploitants (par Agrisud)

1. Présentation de la structure de mise en œuvre

L'ONG Agrisud intervient en Itasy dans le cadre de son projet d'appui à la professionnalisation de l'agriculture dans la région.

2. Type de formation

C'est une formation qualifiée de « tache d'huile », par « essaimage spontané » ou en cascade, qui apporte une formation continue (acquisition de techniques) combinée à une formation de formateurs (compétences d'animation) à des paysans en activité désireux de transmettre les pratiques à d'autres paysans.

3. Histoire du dispositif

En 2008, un premier diagnostic régional a permis de diriger les actions de développement agricole et de formation (besoins en formation, thématiques) de l'ONG. Après 3 années d'intervention, est apparu le constat que beaucoup de transferts informels et non structurés existent et peuvent être valorisés pour répondre aux demandes croissantes d'appui de la part des producteurs, d'où la formalisation de ces transferts par les maîtres-exploitants en tant que leaders (2011-2014). La phase qui est entamée depuis 2015 est une phase d'extension et de pérennisation du réseau de MEX, pour permettre sa structuration en interne (gouvernance, gestion de la structure et mise en lien avec les professionnels) et permettre aux membres de se procurer des revenus (prestation de services).

4. Référentiel sous-tendant la formation

Le développement agricole se fait par la professionnalisation des activités de production agricole, une meilleure gestion des exploitations et commercialisation des produits.

5. Objectifs

Les formations dispensées doivent pouvoir être diffusées au plus grand nombre, et pour cela les ressources locales et dynamiques informelles de formation doivent être sollicitées. En termes d'objectifs numériques, 300 maîtres-exploitants formés sont visés pour 2019, à l'issue des deux phases de mise en œuvre de la formation (2011-2019).

6. Opérateurs financiers, techniques, décideurs

L'appui principal vient de la coopération décentralisée de la région Nouvelle Aquitaine avec la région Itasy, d'un point de vue financier et institutionnel. Agrisud intervient dans l'axe 2 des accords de coopération pour le développement de la région Itasy.

Plusieurs partenaires techniques sont aussi inclus, notamment l'ONG AMADESE pour le suivi technique des producteurs.

Dans l'équipe technique, Socio-Organisateur est le technicien de terrain en charge du recrutement et du suivi des maîtres-exploitants à l'issue de la formation.

Il y a une officialisation de la promotion de MEX auprès des STD (DRDA notamment) au terme de la formation. Il existe également des listes nominatives des MEX, qui sont répertoriés comme prestataires individuels par les CSA mais à l'avenir les coopératives seront-elles aussi inscrites, pour plus de visibilité et de crédibilité.

7. Public cible, profils & mode de recrutement/orientation

C'est une approche basée sur la demande, qui n'impose pas de formation mais incite à l'émergence du besoin par la curiosité, le mimétisme, les difficultés visibles où les paysans doivent solliciter une aide extérieure.

8. Niveau géographique de l'intervention/couverture

Dans l'état actuel du dispositif, les MEX sont issus pour l'instant de 10 communes des trois districts de la région, répartis dans leurs villages d'origine. Le dispositif va être étendu à 5 nouvelles communes, soit 15 communes au total.

9. Comment sont analysés les besoins de formation ?

Le diagnostic de 2008 sert de base pour les techniques et domaines de formation (renforcement technique et économique). Des formations de base sont données sur la base de ce diagnostic. Une liste de 12 spécialisations est ensuite proposée par Agrisud, les MEX se forment sur les techniques de leur choix, qu'ils aimeraient mettre en pratique au sein de leur exploitation.

10. Contenus de formation

Le parcours de professionnalisation des MEX se fait par paliers successifs.

- Semaine 1 : Formation de base sur des thématiques issues de la première phase de diagnostic liées aux besoins des producteurs, les techniques d'animation et la formation pratique.

- Semaine 2 : Formation obligatoire sur les cultures importantes et pratiques culturales. 5 modules suivis par les apprenants : aménagement des espaces agricoles, riziculture irriguée, riziculture pluviale, production de fertilisants.

- Semaine 3 : Spécialisation dans l'une des 12 spécialisations après la formation de base, formation à la carte selon les besoins des producteurs.

11. Durée formation

La formation des maîtres-exploitants dure 3 semaines au minimum et se déroule au CRFPA. Les trois semaines de formation des MEX ne sont pas consécutives, elles ont lieu sur 2 ou 3 ans au total, car la première semaine de formation de base permet aux paysans d'avoir un socle commun et ils repartent mettre en pratique les connaissances techniques acquises pendant 1 an. Ensuite, la deuxième et la troisième semaine peuvent se faire la même année selon les besoins des paysans et leur efficacité dans la mise en pratique. Il arrive que des paysans doivent s'améliorer avant de pouvoir devenir maîtres-exploitants.

12. Profils des formateurs ; formation des formateurs ; contrôle qualité formateur ; perception des formateurs /action

Les formateurs des MEX sont soit des animateurs de l'ONG Agrisud soit des techniciens-formateurs du CRFPA (Centre Régional de Formation Professionnelle Agricole)

Les MEX sont recrutés après sélection selon plusieurs critères :

- adoption d'au moins 2 pratiques enseignées avec Agrisud ;

- disponibilité pour suivre la formation au CRFPA (3 semaines non consécutives)
- disponibilité pour effectuer le transfert de compétences (déclaratif et avis techniciens)
- capacité de réaliser le reporting (lui ou un membre de sa famille, à l'écrit)
- absence de conflit social
- choix entre deux MEX en fonction de l'équilibre géographique de la répartition des MEX déjà installés

Le niveau d'étude n'est pas un frein pour le travail avec les paysans et leur formation, ils connaissent bien leur métier et il s'agit plutôt d'adapter la pédagogie. Les MEX sont formés à apprendre le pourquoi des choses et à maîtriser les réponses aux problèmes spécifiques rencontrés par des paysans sur leur parcelle, qui peuvent être de l'ordre du cas particulier.

Des outils de suivi-évaluation sont mis en place de la qualité de formation des MEX sont mis en place (critères : déroulement, animation, savoir-être, pièges, gestion des participants, réponse aux questions,...). La qualité d'adoption des pratiques est aussi évaluée (suivi des fiches techniques et fiches participants) avec des forceps de valeur pour la tolérance d'écarts techniques par rapport à la théorie. La qualification sous forme de score de 1 à 4 est faite aussi pour (4 : très bien, à 1 : à refaire).

13. Méthodes et supports pédagogiques

Des outils de formation ont été mis en place depuis 2010 selon le principe POM (Procédure Outil Méthode). Ils sont de trois types :

- La fiche d'aide pédagogique pour les formateurs, qui permet aux techniciens et autres responsables de formation de former les maîtres-exploitants selon un schéma commun, ce qui facilite la prise de relais par d'autres formateurs ;
- Les fiches « participant » qui sont distribuées après la formation pour recueillir les retours des apprenants. :
- Le livret à destination des MEX, qui est un outil d'aide à la formation une fois de retour dans son village. Il comporte des dessins et des explications pour venir en soutien au MEX lors des formations.

14. Infrastructures nécessaires et mode de mise en œuvre

Le centre régional CRFPA, parmi ses différentes activités, réalise l'accueil des organismes de formation et met à disposition les parcelles de démonstration ainsi que les salles de formation. C'est le cas de l'ONG Agrisud, qui développe des actions de formation ponctuelle et la formation des MEX dans les locaux du CRFPA. Les MEX sont logés et nourris durant les 3 semaines, ce qui nécessite des infrastructures supplémentaires (cuisine, internat).

15. Liens avec l'insertion

Il n'y a pas d'accompagnement à l'insertion professionnelle à proprement dit dans le dispositif, mais les MEX peuvent former (ou être eux-mêmes) des jeunes ruraux. Le dispositif est pensé pour un transfert de techniques, de capacités de gestion d'une exploitation à d'autres paysans en activité.

16. Coût ; mode de financement

La formation des MEX au CRFPA implique leur prise en charge complète (nourriture,

logement) durant les 3 semaines de formation, et 2 formateurs sont impliqués (responsable formation Agrisud et technicien CRFPA).

Pour ce qui est de la formation des paysans par les MEX, la contribution se négocie entre le MEX et le formé, mais une standardisation des coûts de prestations va être réalisée pour encadrer les pratiques des MEX.

17. Portée : nombre de personnes formées

La formation de maîtres-exploitants en centre peut accueillir 20 paysans maximum par session. En 5 ans de formation (2011-2016), 258 MEX ont été formés, dont 232 ont renseigné une formation au moins. Le nombre de paysans formés par MEX est aléatoire, de 3 à 33 paysans, avec une moyenne de 12 formés par MEX.

18. Evaluation de la formation ; analyse d'impact

L'évaluation de la formation des MEX est effectuée par le socio-organisateur à l'issue de la formation, et la grande majorité des MEX sont jugés aptes à transmettre à l'issue de la formation. Une minorité doit améliorer la pratique avant d'être officialisé comme MEX.

Le recul sur l'adoption des techniques des producteurs affiliés aux MEX est faible, voire inexistant, à cause des moyens logistiques considérables que cela requiert.

Annexe 6.5 : Recensement des dispositifs de FAR en Itasy lors de la réunion du 18.05.2016

Sources : *dirès d'acteurs, registres de la DRAE (ancienne DRDA) Itasy*

Recensement dispositifs de FAR en région Itasy				
Statut	Nom de l'organisme	Localisation de l'organisme	Thèmes de formation	Type(s) de formation
P/P	PROSPERER	Miarinarivo	Artisanat (couture, broderie, taillage de pierres,...), agriculture (baie rose,...)	Formation par apprentissage, formation en centre de formation
	PURSAPS	Miarinarivo	Agriculture, sylviculture	-
	PAPRiz	Miarinarivo	Riziculture améliorée	Formation courte modulaire, formation en cascade
	Office Régional de Nutrition		Agriculture, élevage, pêche	-
ONG	AVSF - Projet MIARY	Miarinarivo	Maraîchage, micro-irrigation	Formation de groupes de paysans informels
	APDRA	Miarinarivo	Pisciculture, rizipisciculture	Formation de paysans-relais, formation de formateurs, formation de jeunes dans les CEG
	ONG AMADESE	Ampefy	Leadership et management, gestion associative et coopérative, contrôle interne, comptabilité simplifiée, renforcement de capacité des organisations paysannes	Formation ponctuelle et continue
	ONG FAFAFI	Miarinarivo	Dialogue institutionnel, hygiène de base, techniques agricoles, citoyenneté, gestion du budget familial	Formation ponctuelle et continue, délocalisée
	ONG AGRISUD	Analavory	Agroécologie, agroforesterie	Formation continue, formation en cascade
STD	DRDA	Miarinarivo	Agriculture, gestion d'infrastructures hydroagricoles,	Formation d'agents communaux, formation de membres d'associations de gestion de l'eau
	DIREL	Miarinarivo	Elevage	-
	DRRHP	Miarinarivo	Pêche, aquaculture	-
	DREFT	Miarinarivo	Sylviculture	-
	ONG CITE	Arivonimamo	Tourisme, élevage, agriculture, sériciculture	-
CEFAR Public	Lycée technique professionnel de Miarinarivo	Miarinarivo	Comptabilité, génie civil, commerce	Formation initiale
	Lycée technique professionnel de Soavinandriana	Miarinarivo	Comptabilité, secrétariat, commercial, génie civil (BTP, travaux publics), agriculture et élevage	Formation initiale
CEFAR Privé non confessionnel	CRFPA	Analavory	Agriculture, élevage, gestion de l'exploitation	Formation ponctuelle, formation continue, formation initiale
ECAR Privé Confessionnel	Centre de Formation Ijely	Manazary	Elevage, promotion féminine	Action de formation temporairement arrêtée
	CFP Mazzarello	Manazary	Informatique, couture, pâtisserie, broderie	Formation initiale
	Sœurs du Christ	Arivonimamo	Artisanat (coupe, couture, broderie), cuisine/éducation ménagère, économie familiale, informatique, EVA, puériculture	Formation initiale
	Sœur Fo Masin'i Jesoa	Imerintsiatosika	Artisanat (coupe, couture, broderie) cuisine/éducation ménagère, économie familiale, informatique, EVA	Formation initiale et continue
	Centre de Formation Fihavanantsoa	Analavory	Agriculture, élevage, artisanat, jardin potager, sécurité foncière, formation des adultes, secourisme, alphabétisation, EVA	Formation continue
Coopérative ou association	Réseau des Maîtres-exploitants	Communes d'origine des MEx	Agriculture, gestion de l'exploitation	Formation en cascade : centre (formation des MEx) + formation au village (formation de paysans par les MEx)
Association	PATMAD	Ampefy	Transformation agroalimentaire	Formation par alternance (CICAFE/PATMAD)
Association	MFR	Miarinarivo	Agriculture, élevage, artisanat, commerce, gestion, transformation	Formation par apprentissage
Association	Groupe Manova	Imerintsiatosika	Agriculture, élevage, éducation familiale, bonne gouvernance et vie associative, lutte et prévention sociale	Formation continue, ponctuelle (en salle ou délocalisée au village)
Organisation de producteurs	FIKOTAMIFI	Miarinarivo	Agriculture, élevage, pêche	-

Résumé

A Madagascar, pour faire face aux enjeux de l'insertion professionnelle de cohortes de jeunes toujours plus grandes, le programme national malgache FORMAPROD, oeuvrant pour la Formation Professionnelle et l'Amélioration de la Productivité Agricole, a parmi ses objectifs la formation et l'insertion de 100 000 jeunes ruraux en 10 ans (2013-2023). Après 3 ans de réalisation, il a été constaté que les stratégies entreprises jusqu'à présent ne suffiront pas pour atteindre cet objectif dans le temps imparti et avec les moyens financiers à disposition. Le concept de « formation de masse » a été soulevé comme l'une des réponses à cet enjeu. Une réflexion au niveau national est menée en parallèle pour définir ce concept dans le contexte malagasy afin de poser un cadre national de la formation agricole et rurale de masse, qui s'adresse à l'ensemble des ruraux.

Les régions Analamanga, Atsinanana et Itasy ont constitué les zones d'étude des trois stages engagés par FORMAPROD afin d'apporter des éléments de réflexion sur la "massification" de la formation auprès des jeunes ruraux malgaches. Des études qualitatives auprès de trois types d'acteurs ont été effectuées : jeunes, dispositifs de formation et acteurs institutionnels et économiques. Ces études ont montré que, dans leur grande majorité, les jeunes ne sont pas proactifs dans la construction de leurs parcours professionnels. Ceux-ci sont façonnés en fonction de la situation socio-économique de leur famille, du réseau familial et socioprofessionnel dont ils disposent, mais aussi de l'accessibilité et du niveau de développement de leur lieu de vie. Parmi les types de dispositifs de formation existants, comme la formation modulaire courte et la formation par apprentissage, des éléments intéressants peuvent inspirer le dispositif de formation de masse à construire. La coordination et la collaboration entre les acteurs permettront d'évoluer vers une formation de masse pérenne et adaptée aux jeunes. L'appui du programme FORMAPROD à différents niveaux, auprès des différents acteurs, est indispensable pour l'atteinte de cet objectif.

Mots clés

Jeunes ruraux ; dispositif de formation ; formation de masse ; Madagascar ;
Stratégie Nationale de Formation Agricole et Rurale

Pour citer cet ouvrage : Audrey BOUSSAOU, Lucie POLINE et Lova RAKOTOSON (2016).
Mémoire de fin d'études, ingénieur agronome et master 3A, MOQUAS, Montpellier
SupAgro.144p.]

Montpellier SupAgro, Centre international d'études supérieures en sciences agronomiques de
Montpellier, 2 place Pierre Viala, 34060 Montpellier cedex 02. <http://www.supagro.fr>